

**DELIBERATION N° 18/140 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
ADOPTANT LE BUDGET PRIMITIF DE LA COLLECTIVITE DE CORSE POUR L'EXERCICE 2018****SEANCE DU 30 MAI 2018**

L'an deux mille dix huit, le trente mai, l'Assemblée de Corse, convoquée le 14 mai 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Paulu Santu PARIGI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

ETAIENT ABSENTES ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme Vannina ANGELINI-BURESI à M. Petr'Antone TOMASI
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI
Mme Julie GUISEPPI à Mme Pascale SIMONI

ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.

Pierre GHIONGA, Stéphanie GRIMALDI

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République (NOTRe),
- VU** la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de Finances pour 2018,
- VU** la délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Exécutif de Corse,
- VU** la délibération n° 18/097 AC de l'Assemblée de Corse du 26 avril 2018 portant tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2018,
- VU** la délibération n° 18/139 AC de l'Assemblée de Corse du 30 mai 2018 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,

VU l'avis n° 2018-14 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 29 mai 2018,

SUR rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse, amendé,

SUR rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

PRENANT acte du fait que M. François BENEDETTI ne prend pas part au vote,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Après un vote à la majorité (40 voix POUR ; 14 voix CONTRE ; 6 ABSTENTIONS ; 1 NON-PARTICIPATION),

ARTICLE PREMIER :

ADOpte le Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2018, tel qu'il s'établit à travers les dispositions ci-après et les documents annexés à la présente délibération :

- le rapport de présentation établi hors amendement,
- le document comptable,
- la délibération de programme.

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	901 972 505,00	1 048 679 348,00	354 904 651,00	208 197 808,00
<i>ventilées</i>	859 815 419,00	106 695 678,00	320 404 651,00	64 007 808,00
<i>non ventilées</i>	42 157 086,00	941 983 670,00	34 500 000,00	144 190 000,00
Opérations d'ordre	283 101 505,31	136 394 662,31	139 440 559,38	286 147 402,38
<i>Dont Virement de section</i>	124 578 131,36			124 578 131,36
TOTAL	1 185 074 010,31	1 185 074 010,31	494 345 210,38	494 345 210,38
Total général	Dépenses	1 679 419 220,69	Recettes	1 679 419 220,69

ARTICLE 2 :

Le Budget Primitif est adopté par fonction, par chapitre et programme pour les crédits afférents à une autorisation de programme en section d'investissement et à une autorisation d'engagement en section de fonctionnement.

TITRE 1

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 3 :

L'ensemble des recettes attendues pour l'exercice 2018 s'établit selon le tableau annexé figurant dans le rapport de présentation en pages 6 et 7.

La recette versée par l'Office des Transports de la Corse au titre du reliquat et de l'excédent prévisionnel de DCT est inscrit au Chapitre 938 – Fonction : 86 – Compte 75862 – Programme : N1110 pour un montant de 14 000 000 €

TITRE 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 4 :

PRECISE que le montant des **autorisations de programme** ouvertes à la section d'investissement s'élève à **318 763 711 €** et que le montant des **autorisations d'engagement** ouvertes à la section de fonctionnement s'élève à **513 181 684 €** comme détaillé dans la délibération de programme.

TITRE 3

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 5 :

Le tableau des effectifs de la Collectivité de Corse est adopté tel qu'il figure en annexe du Document Comptable (IV-B9).

ARTICLE 6 :

Le détail des actions et programmes ainsi que l'état des affectations qui font l'objet de la délibération de programme sont approuvés.

ARTICLE 7 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse :

- à **opérer des virements de crédits de paiement** de chapitre à chapitre dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section
- à **recourir à l'emprunt** dans la limite des crédits ouverts au chapitre 923, soit **116 780 000 €**,
- à **réaliser une ou plusieurs lignes de trésorerie** pour un montant total de **60 000 000 €**,

ARTICLE 8 :

APPROUVE le programme routier de la Collectivité de Corse pour 2018 tel qu'il est proposé dans le rapport de présentation et dans la délibération de programme.

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse, dans le cadre de la mise en œuvre du programme routier de la Collectivité de Corse au titre de l'exercice 2018 à :

- prendre en considération par arrêté du Conseil Exécutif, la mise à l'étude d'un projet et à délimiter les terrains à affecter par ce projet dès lors que l'Assemblée de Corse aura inscrit cette opération en étude à son budget,
- procéder aux concertations réglementaires préalables au lancement de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse, conformément à l'article L. 4422.33 du Code Général des Collectivités s, à préciser les modalités d'application de la délibération approuvant le programme routier 2018 et des délibérations antérieures approuvant les programmes routiers.

ARTICLE 9 :

APPROUVE, pour l'exercice 2018 les programmes de la Collectivité de Corse tels qu'ils sont proposés dans le rapport de présentation et dans la Délibération de programme jointe en annexe et qui porte notamment sur :

- la dotation de continuité,
- le programme routier de la Collectivité de Corse,
- le programme ferroviaire de la Collectivité de Corse,
- le programme aéroportuaire et portuaire de la Collectivité de Corse,
- le programme des transports interurbains de la Collectivité de Corse,
- le programme des transports scolaires de la Collectivité de Corse,
- le programme d'équipements hydrauliques de la Collectivité de Corse,
- le programme de maîtrise de l'eau de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif aux nouvelles technologies et notamment le haut débit de la Corse,
- le programme des constructions scolaires et universitaires tel qu'il est proposé dans le rapport de présentation et dans la délibération de programme à l'annexe,
- le programme de l'appareil éducatif pour les collèges et lycées tel qu'il est proposé dans le rapport de présentation et dans la délibération de programme à l'annexe,
- le programme de la formation professionnelle et de l'apprentissage tel qu'il est proposé dans le rapport de présentation et dans la délibération de programme à l'annexe,
- le programme relatif aux établissements d'enseignement supérieur,
- le programme relatif à la langue corse,
- le programme relatif à la culture et au patrimoine de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif aux équipements sportifs et aux actions en faveur de la jeunesse de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif aux équipements collectifs communaux
- le programme relatif aux bâtiments : Hôtel de Région et autres bâtiments de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif à la forêt de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif au comité de massif de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif à l'administration générale de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif à la documentation et aux archives de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif à la gestion du personnel et de sa formation,
- le programme relatif aux assemblées et groupes politiques,
- le programme relatif à l'informatique et à la téléphonie de la Collectivité de Corse,
- le programme relatif aux systèmes d'informations géographiques,
- le programme relatif à la territorialisation et au développement territorial,
- le programme relatif au cadre de vie et l'énergie,
- le programme du foncier et de l'AAUC,

- le programme relatif à la communication de la Collectivité de Corse,
- le programme en faveur du développement économique et de l'énergie de la Collectivité de Corse,
- le programme en faveur de l'action sociale de la collectivité de Corse,
- Le programme en matière de sécurité, incendies de la collectivité de Corse
- le programme du Tourisme de la Collectivité de Corse,
- Le programme de l'agriculture de la Collectivité de Corse,
- Le programme de l'habitat de la Collectivité de Corse,
- Le programme de l'environnement de la Collectivité de Corse
- le programme relatif aux affaires européennes et à la coopération décentralisée,
- le programme des affaires juridiques,
- le programme des affaires financières.

ARTICLE 10 :

AUTORISE, la liquidation des dépenses relatives à l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies et autres événements particuliers dans la limite des crédits ouverts au compte 6232 « Fêtes et cérémonies ».

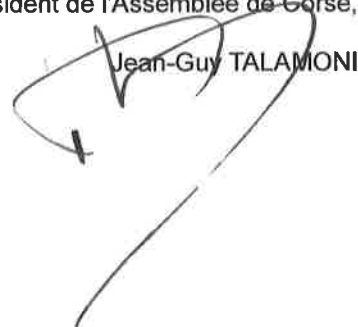
ARTICLE 11 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le 30 mai 2018

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI



Budget Primitif 2018

Cullettività di Corsica
Raportu di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu
di Corsica

INTRODUCTION.....	4
Partie I : Le cadre financier du budget 2018.....	11
A. Le contexte débattu lors des orientations budgétaires 2018	11
B. L'équilibre budgétaire :	13
C. Les volumes financiers proposés en crédits de paiement :	13
1. Les recettes inscrites au budget 2018 :	13
2. Les dépenses du budget 2018 :	47
D. Les autorisations de programme et d'engagement :	86
1. Les règles de gestion (RBF) et l'arborescence stratégique de programme	86
2. La photographie des stocks d'autorisations de programme et d'engagement de la collectivité de Corse au regard des différences de patraques des trois ex-entités :	88
3. L'harmonisation des modes de gestion : Les Nouvelles Autorisations de Programme et d'Engagement :	102
E. La dette de la collectivité de Corse :	121
F. Les opérations d'ordre :	130
Partie II : Les politiques publiques	133
Axe stratégique n°1 : Investissement d'équipements et offre de services	134
A. Le transport et la mobilité	134
1. Continuité territoriale : l'Office des Transports de la Corse	134
2. Voirie territoriale	135
3. Voirie anciennement départementale	135
4. Infrastructures portuaires et aéroportuaires	137
5. Transports ferroviaires et intermodalité.....	139
6. Transports urbains et scolaires.....	140
B. L'aménagement numérique.....	142
1. Enjeux.....	142
2. Evolutions	143
3. Echéances	144
C. La politique de l'eau.....	145
1. Contexte et les enjeux.....	145
2. Besoins en eau	146
3. Instruments à disposition	146
4. Echéances et pistes de réflexion en vue d'améliorations futures	147
Axe stratégique n°2 : Aides publiques à l'économie	149
A. Economie productive	149
1. Office du développement agricole et rural de la Corse	149
2. Politiques en faveur de l'intérieur et de la montagne	151
3. Agence de Développement Economique de la Corse.....	152
4. Agence du Tourisme de la Corse.....	158

B. Gestion des fonds structurels européens et des programmes contractualisés	163
1. Echéances	163
2. Optimisation de l'utilisation et la gestion des fonds du PO 2014-2020	163
Axe stratégique n°3 : Environnement durable et solidaire	164
A. Aménagement du territoire	164
1. Agence d'Aménagement, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	164
2. Office foncier de la Corse	167
B. Environnement	174
Axe stratégique n°4 : Enseignement, langue corse, formation et culture	184
A. Bâtiments d'enseignement	184
1. Université de Corse	184
2. Collèges et lycées	184
B. Enseignement secondaire	185
C. Enseignement supérieur et recherche	185
D. Formation professionnelle continue	186
E. Langue corse	187
F. Sport et jeunesse	189
G. Culture	191
H. Patrimoine	192
I. Lecture publique	193
Axe stratégique n°5 : Politiques sociales	195
A. Façonner une société corse solidaire	197
B. Bâtir une stratégie territorialisée de lutte contre les exclusions	197
C. Renforcer le dispositif de protection de l'enfance	198
D. Adapter le modèle de santé aux spécificités de la Corse	198
Axe stratégique n°6 : Mise en place de la nouvelle collectivité	200
A. Systèmes d'information	200
B. Patrimoine, moyens généraux et commande publique	201
C. Bâtiments	201
Partie III : Présentation des crédits budgétaires par politique publique	204
Axe stratégique n°1 :	213
ACCROITRE L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET DE L'OFFRE DE SERVICES	213
Axe stratégique n°2	254
TRANSFORMER L'APPAREIL PRODUCTIF DE L'ECONOMIE	254
Axe stratégique n°3	302
DYNAMISER L'ENVIRONNEMENT ET RENFORCER LES DIMENSIONS SOUTENABLES ET EQUITABLES DU DEVELOPPEMENT	302
Axe stratégique n°4	355

ELEVER PROGRESSIVEMENT LE NIVEAU DE RICHESSES ET DE RESSOURCES DU TERRITOIRE	355
Axe stratégique n°5	442
RENFORCER LES SOLIDARITES HUMAINES	442
Axe stratégique n°6	469
ACCROITRE LA PERFORMANCE DE L'ADMINISTRATION	469

INTRODUCTION

2018, un'ambizione rinforzata pè un'isula da fà

**2018, un budget d'investissement volontariste et en continuité
avec la vision politique mise en œuvre depuis 2016**

Un budget est toujours, pour une collectivité publique, un acte fondamentalement politique.

C'est le cas du budget 2018 de la nouvelle Collectivité de Corse : il décline, en termes budgétaires et financiers, la vision politique du Conseil exécutif de Corse et de la majorité territoriale, issus des urnes en décembre 2015, et renforcés dans leur représentativité électorale et leur légitimité démocratique par le scrutin de décembre 2017.

Il y a donc, dans le présent budget primitif, des éléments de continuité (I), mais aussi et nécessairement des éléments de nouveauté, pour tenir compte du contexte dans lequel la Collectivité de Corse, entrée en vigueur au 1er janvier 2018, va inscrire son action (II).

I - Les éléments de continuité du budget primitif 2018 par rapport aux deux budgets primitifs antérieurs

Il y a nécessairement des éléments fondamentaux de continuité dans les choix privilégiés dans ce budget, pour des raisons avant tout politiques : le suffrage universel a tranché et le peuple corse nous a donné mandat pour poursuivre et mener à bien le processus de construction d'une Corse émancipée, développée et solidaire, initié en décembre 2015.

La continuité s'exprime d'abord en termes de méthode et de principes d'action : la démocratie comme pratique et comme but, l'ouverture à la société civile et la co-construction avec les acteurs, la transparence, la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers et l'équité comme boussole de l'action publique sont et resteront au cœur de nos engagements.

Elle s'affirme, également, en termes d'objectifs et de priorités : des pans entiers de la société insulaire sont largement à reconstruire ou à construire, pour permettre à la Corse de s'inscrire résolument dans une démarche de prospérité économique, de solidarité sociale, de cohésion territoriale et culturelle, de maîtrise de nos secteurs stratégiques, d'ouverture réussie sur l'Europe, la Méditerranée et le monde.

Elle se décline, également, en termes techniques : de nombreux programmes budgétaires sont pluri-annuels, et la logique des « coups partis », avant même les actuelles mandatures, limite la marge de manœuvre budgétaire.

Au plan politique, les axes structurants définis lors des deux années de la précédente mandature se retrouvent donc logiquement dans le présent document : priorité à l'éducation, à l'enseignement et à la formation, riacquistu economicu è suciale, solidarité sociale avec la lutte contre la pauvreté et la précarité, place centrale de la langue corse comme élément stratégique de notre identité collective et de notre cohésion sociale, maîtrise de nos secteurs stratégiques (eau, transports, énergie, déchets,...), équité territoriale, etc...

S'il faut répondre dans tous ces domaines à l'impatience légitime des Corses, l'action initiée ne pourra être que de longue haleine.

Il est impossible de mener à bien en quelques années ce qui a été défait au fil des décennies, ou qui n'a jamais été fait. Il suffit de constater, par exemple, les retards massifs des infrastructures en matière de transports, de santé ou d'agriculture, accumulés pendant plus d'un demi-siècle.

A cet égard, notre débat d'orientations budgétaires a également permis de rappeler les difficultés structurelles que rencontre notre île aux plans économique, social et culturel, et les mécanismes d'aliénation et de dépossession qui continuent de la frapper : taux de pauvreté, précarité, chômage, spéculation, vieillissement de la population, déséquilibres territoriaux, fracture numérique, renforcement des phénomènes de concentration économique.

Cette dernière tendance est illustrée emblématiquement par des projets de grandes surfaces démesurés, qui se multiplient et qui finiraient par imposer à bas bruit, si remède n'y était pas porté, un modèle de société à l'opposé des choix de la majorité territoriale, de la volonté du plus grand nombre de Corses, et au détriment d'un modèle économique, social et d'aménagement du territoire équilibré et durable, aussi bien pour les centre-ville que pour les espaces ruraux et de montagne.

Enfin, le printemps 2018 a également été marqué par un énième pic de crise en matière de déchets et d'ordures ménagères.

La situation actuelle est le résultat de décennies de laxisme et de choix tournant le dos à la construction d'un modèle vertueux aux plans économique, écologique, et sanitaire, en matière de gestion des déchets et d'ordures ménagères.

Dès leur arrivée aux responsabilités en décembre 2015, le Conseil exécutif de Corse et la majorité territoriale ont érigé cette question en priorité politique majeure, adoptant dès mai 2016 le nouveau plan de gestion des déchets non dangereux, basé sur la généralisation du tri sélectif.

De même, il a toujours été insisté sur les difficultés inéluctables que générerait immanquablement la période de transition, d'une durée prévue de 5 ans, pour passer de l'ancien modèle du tout-enfouissement à celui de la généralisation du tri sélectif.

Les deux ans écoulés ont démontré que les difficultés avaient sans doute été sous-évaluées : morcellement des compétences entre les intercommunalités, le SYVADEC, l'Etat, et la CdC, fusion des intercommunalités, jeu parfois contradictoire des acteurs, défiance sur le terrain, implication insuffisante des acteurs publics et des citoyens...

La réussite passe incontestablement par un renforcement qualitatif et quantitatif dans la mise en œuvre des choix préconisés par le plan de gestion des déchets et validés publiquement par tous les acteurs dans le cadre du processus de sortie de crise de mai 2018.

Ce renforcement aura nécessairement une traduction budgétaire.

Eriger la construction du nouveau modèle de gestion des déchets en enjeu prioritaire de l'année 2018 et des années à venir est la condition sine qua non de la réussite dans ce domaine stratégique pour la Corse et son développement durable.

La question des déchets est à cet égard symptomatique des attentes des Corses à l'égard de la nouvelle majorité territoriale : quand bien même celle-ci trouverait-elle des solutions de longue durée et le traitement relèverait-il pour une large part de compétences non dévolues à la Collectivité de Corse, les Corses attendent de cette institution et de ses responsables qu'ils prennent les initiatives nécessaires au règlement de ce problème.

Là comme ailleurs, le défi est immense : nous avons la volonté et l'ambition de le relever, au service de la Corse, de son peuple et des générations futures.

Le budget primitif 2018 continue donc d'exprimer la vision stratégique mise en œuvre par le Conseil exécutif de Corse et la majorité territoriale depuis leur accès aux responsabilités, en décembre 2015 : quella d'un paese da fà !

Pour autant, le budget primitif 2018 se doit également d'intégrer des éléments de nouveauté, qui viennent conditionner les marges de manœuvre du Conseil exécutif de Corse.

D'abord et d'évidence parce que l'année 2018 est celle de l'entrée en vigueur de la nouvelle Collectivité de Corse, issue de la fusion de la Collectivité Territoriale de Corse et des deux Départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud.

Cette évolution institutionnelle majeure est également et nécessairement un élément qui vient percuter, voire dans certains cas perturber, la trajectoire initiée depuis le budget primitif 2016, premier budget du nouvel Exécutif et de la nouvelle majorité territoriale issu des urnes en décembre 2015.

L'entrée en vigueur de la nouvelle Collectivité de Corse a en effet un double impact sur la structure et l'exécution des choix budgétaires de l'institution.

En premier lieu, un impact directement budgétaire et financier

Notre débat d'orientations budgétaires a à cet égard permis de faire la part de l'héritage transmis par chacune des trois collectivités ayant fusionné à la Collectivité de Corse.

Ce débat a également objectivé un contexte budgétaire et financier difficile :

- parce qu'il y a un état des lieux qui ne peut être ignoré et dont les principaux éléments, notamment en termes d'augmentation des dépenses de fonctionnement et de dérive budgétaire dans l'ancien conseil départemental de Corse du Sud dans les deux années précédant la fusion figurent dans le document d'orientations budgétaires présenté lors de la précédente session ;
- parce que l'Etat n'a pas, jusqu'à ce jour, accepté d'une part de reconnaître l'autonomie fiscale de la Corse, d'autre part d'intégrer dans le processus de contractualisation prévu avec les collectivités territoriales dans le domaine des dépenses publiques les mécanismes correcteurs que la fusion aurait dû induire sur les dotations budgétaires. Cette attitude dans le domaine fiscal et budgétaire n'est qu'une déclinaison particulière de la posture d'ensemble du Gouvernement et de l'Etat, qui refuse pour l'heure obstinément de reconnaître la dimension fondamentalement politique de la question corse et méprise le fait démocratique et la demande d'autonomie de plein droit et de plein exercice validée par le suffrage universel ;
- parce qu'il y a des incertitudes sur l'évolution de la politique européenne de cohésion après 2020, actuellement en cours de discussion et que cette évolution pourrait se traduire par une forte baisse des aides européennes pour la prochaine période de programmation.

En second lieu, un impact sur le calendrier et les modalités de mise en œuvre de la décision budgétaire politique

La mandature précédente n'a duré que deux ans. L'actuelle durera quatre ans. Cette césure a eu des incidences, en amont de l'élection de décembre 2017 (période pré-électorale et préparation parfois difficile de la fusion) et en aval (mise en œuvre de la fusion).

Au plan politique, la multiplication des échéances électorales et le raccourcissement des mandats sont générateurs de difficultés, ainsi que cela a été souligné par l'ensemble des acteurs et observateurs.

Au plan administratif et organisationnel, la construction de la Collectivité de Corse est un exercice inédit et complexe. Partout ailleurs, alors même que les fusions étaient moins complexes, il a fallu au minimum deux années pour mettre en place et stabiliser l'administration de la nouvelle entité fusionnée.

Nous avons, avec l'ensemble des fonctionnaires des trois collectivités, travaillé de toutes nos forces à réduire au maximum ces délais et à assurer la continuité et l'efficacité de l'action publique, mais il existe des incidences incompressibles et inéluctables en termes de choix et d'exécution budgétaire :

comme le temps nécessaire à l'harmonisation des procédures, à la reprise des engagements antérieurs, à la refonte des règlements, à la nécessaire réorganisation de l'administration pour pouvoir mettre en œuvre de nouvelles politiques,...

C'est donc dans cette trame d'ensemble complexe que s'inscrit le premier budget primitif de la nouvelle Collectivité de Corse, également premier budget primitif de la mandature.

Dans un souci de cohérence et de lisibilité, il reprend au plan formel la nomenclature de présentation des différentes politiques publiques retenue pour les budgets précédents.

Il a été construit en respectant le délai réduit de présentation devant l'Assemblée de Corse imposé par la loi.

Ce temps du calendrier budgétaire n'est pas celui du calendrier de construction de la Collectivité de Corse, de la mise en fonctionnement des services, de la redistribution des compétences, de la construction d'une vision renouvelée et territorialisée de l'action publique, de la discussion avec les intercommunalités, de la mise en œuvre de plans d'urgence à finaliser avec d'autres partenaires (exemple des déchets) ou de l'obtention de nouvelles ressources (territorialisation de la TGAP, éco-taxe camping-car, prise en compte de l'impact de la fusion dans le cadre de la contractualisation financière avec l'Etat...). Il conviendra donc de réajuster, y compris en cours d'exercice (budget supplémentaire), en fonction de l'exécution budgétaire et des avancées obtenues.

Par ailleurs, les Conseillers exécutifs auront l'occasion de présenter dans les prochaines semaines leur feuille de route pluri-annualisée, ce qui renforcera la lisibilité des choix budgétaires annuels.

Enfin, les discussions et plateformes qui seront mises en œuvre avec les acteurs (domaines économique et social, domaine sportif, etc...) auront également, dans les prochains mois, des conséquences budgétaires.

Autant de facteurs qui contribueront à des réajustements ou à des réorientations.

Mais l'essentiel de ce budget primitif est sa cohérence d'ensemble par rapport aux objectifs politiques qui sont ceux du Conseil exécutif pour cette année budgétaire :

- réaffirmation du projet politique validé par le peuple lors des élections de décembre 2017 ;
- maintien de l'investissement à un niveau élevé ;
- maintien des dépenses de fonctionnement ;
- limitation de l'emprunt au strict nécessaire ;
- principe de continuité de l'action publique en faveur des partenaires de la Collectivité de Corse (communes et intercommunalités, entreprises, associations et clubs sportifs, etc..)

A ce dernier titre, 2018 est aussi une année de transition entre l'action publique menée, depuis des décennies, par trois collectivités territoriales différentes et l'action publique désormais menée par la Collectivité de Corse. Avec un équilibre à trouver entre la nécessité de maintenir un niveau d'engagement ne plaçant pas les bénéficiaires du soutien financier en situation de rupture dans la continuité de leur activité, mais aussi de commencer à infléchir là où l'addition des concours des trois collectivités débouche sur un montant d'engagement incompatible avec la réalité des moyens de la Collectivité de Corse. Il s'agira de rationaliser nos engagements par une plus grande cohérence d'ensemble, une vision stratégique partagée, y compris à l'échelle des communes, intercommunalités et territoires, ou encore par l'émergence de nouveaux modèles économiques (sport professionnel) aux fins d'améliorer le retour sur investissement de chaque euro public dépensé. Ce sont ces efforts qui nous permettront d'assurer un haut niveau d'investissement sur des opérations stratégiques.

II – Les éléments novateurs du budget primitif 2018

Sont ici citées à titre non exhaustif des opérations portant sur des axes ou opérations stratégiques prévus au BP 2018.

1) Mise en œuvre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté et la précarité

Il s'agit d'une priorité d'action publique : 20% de la population en Corse vit sous le seuil de pauvreté et le taux de chômage est supérieur en Corse à la moyenne globale. La demande de logement est, dans ce contexte, en forte tension.

Face à un tel constat, la Collectivité de Corse s'engage sur un budget d'intervention de plus de 169 millions, axé principalement sur l'aide aux personnes âgées et en situation de handicap (109 M€) et la lutte contre l'exclusion et la pauvreté (45 M€).

2) Recherche de l'auto-suffisance énergétique et hydraulique

L'accent sera mis sur le développement énergétique de la Corse, à travers les trois axes principaux de la Programmation pluriannuelle de l'énergie :

- la sécurité d'approvisionnement en électricité ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de la consommation d'électricité ;
- le soutien aux énergies renouvelables.

A cet égard, en 2018, seront lancés un certain nombre de grands projets, tels que le gazoduc Cyrénée, la centrale d'Aiacciu à cycle combiné et les plans énergie-bâtiment.

Il convient également de souligner la poursuite du déploiement du dispositif ORELI (Outils pour la Rénovation Énergétique du Logement Individuel), permettant de remédier à la précarité énergétique (une centaine de ménages sont d'ores-et-déjà sélectionnés).

Par ailleurs, l'OPH de Corse sera soutenu pour la mise en œuvre d'un ambitieux programme de rénovation ou de construction de logements sociaux.

Enfin, dans le même domaine, l'aide aux communes et aux intercommunalités sera renforcée en ce qui concerne l'amélioration de l'alimentation en eau potable et l'assainissement, avec près de 50 M€ de travaux cofinancés.

En ce qui concerne l'eau, politique majeure face au dérèglement climatique, il est d'ores-et-déjà acquis de réactualiser le schéma hydraulique, qui date de 1998, en prenant en compte le développement durable et l'hydroélectricité.

En 2018, près de 15 M€ seront ainsi mobilisés par la Collectivité de Corse pour cofinancer (avec les crédits du PEI) d'importantes opérations de connexions et de remplacements de canalisations dans diverses parties de l'île (Plaine, Nebbiu...).

En ce qui concerne les déchets, le plan voté par l'Assemblée de Corse en 2016 sera intégralement déployé, en direction notamment des intercommunalités, avec un renforcement des soutiens logistiques et financiers pour intensifier le tri sélectif, organiser le sur-tri et traiter plus efficacement les bio-déchets.

3) Soutien à l'enseignement et à l'éducation et place de la langue corse

En ce qui concerne l'enseignement, l'accent sera mis, en 2018, sur les travaux de construction de collèges et lycées, avec notamment la livraison prévue du collège du Stilettu à Aiacciu, les travaux de rénovation de l'internat du lycée agricole du Rizzanesi, et la renégociation de la convention tripartite Cdc/Etat/Université.

Le plan Lingua 2020, voté par votre Assemblée, connaîtra un essor particulier cette année : deux axes prioritaires seront ainsi actionnés :

- l'apprentissage en immersion : de la crèche (programme linguistique « O Chjù ») aux cours pour adultes (Praticalingua, centru d'amparera è di pratica di u corsu in immersione) ;
- la diffusion de la langue corse, avec notamment un accompagnement pour les collectivités publiques.

Est par ailleurs rappelée la poursuite des travaux engagés depuis 2017 entre la Collectivité Territoriale de Corse et l'Institut national de l'information géographique et forestière relatifs à la restitution en langue corse des toponymes issus des bases d'information de cet institut.

Sur le plan culturel, les investissements se dirigeront vers la création cinématographique et audiovisuelle avec les chaînes de télévision et de radio de service public.

4) Riacquistu econumicu è turismu

Dans le secteur économique, deux axes principaux de développement sont à mettre en exergue : l'aménagement et le développement de l'intérieur et de la montagne d'une part, et le soutien à la reprise économique d'autre part.

Une politique dédiée aux territoires de l'intérieur et de la montagne

Les politiques de développement des territoires ruraux et montagneux découlent de la mise en œuvre du Schéma de développement, d'aménagement et de protection de la montagne, initié en 2017 sur la période 2017-2022.

L'accent sera mis notamment sur le déploiement des grands itinéraires de randonnées à thème (première tranche de réhabilitation des refuges du GR20), sur le programme de développement agricole et rural, avec notamment la réfection d'estives de montagne nécessaires à la sauvegarde du pastoralisme et sur la réalisation d'itinéraires culturels et patrimoniaux.

La première tranche du réseau très haut débit avec la résorption des zones blanches sera également au centre de la stratégie de reconquête de l'intérieur.

Une politique dédiée au développement économique de proximité

Le renforcement de la reprise économique se concentrera principalement sur le soutien à l'économie de proximité, avec un effort marqué vers les TPE, qui irriguent l'économie sur l'ensemble de l'île.

Les actions devront respecter et renforcer les écosystèmes productifs corses en intégrant les surcoûts générés, par exemple, par les transports en zones rurales ou montagneuses. Le respect des équilibres territoriaux est une contrainte qui doit être intégrée dans le développement économique et agricole de la Corse.

Dans le secteur du tourisme, les opérations emblématiques du budget de cette année porteront sur la réalisations d'opérations engagées en 2017 et sur des opérations nouvelles concernant principalement Bastia et Ajaccio.

Quelques opérations lancées en 2017 et dont les paiements seront assurés en 2018

- projet d'extension du Parc de Saleccia, parc botanique de Munticellu, par la création d'un nouvel espace d'accueil d'expositions et d'événements ;
- projet de valorisation des patrimoines culturels et paysagés de la haute ville de Bunifaziu qui accueille 1,8 million de visiteurs par an. Il s'agit de requalifier des espaces et des aménagements publics favorisant la découverte de la ville par une déambulation piétonne dans une perspective de développement durable, avec un traitement des conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;
- projet de réorganisation de l'espace public de la haute ville de Porti Vechju, le bastion de France et la porte génoise.

Opérations nouvelles projetées pour 2018

- opération Mantinium porté par la ville de Bastia, il s'agit de créer un théâtre de verdure entre le Vieux Port et la place du donjon de la citadelle avec la restauration du jardin Romieu ;
- Opération baptistère San Ghjuvà porté par la ville d'Aiacciu : l'étude en AMO et les travaux de lancement sont prévus pour le semestre 2018. Le projet comprend une mise en protection des vestiges de la première cathédrale d'Aiacciu du 4^{ème} siècle.

5) Poursuite de la mise en œuvre des programmes européens

Il s'agit essentiellement de garantir une optimisation des fonds structurels et une consommation régulière permettant d'éviter le dégageant d'office dans un contexte général particulièrement instable tenant à la refonte de la politique de cohésion et à la politique agricole commune.

6) Renforcement de la mise en place d'équipements structurants et de l'offre de services

En ce qui concerne l'aménagement numérique, l'action de la Collectivité de Corse portera notamment sur la montée en débit des réseaux sur cuivre, l'inclusion numérique des foyers privés d'accès haut débit filaire et le déploiement du réseau à très haut débit (hors agglomérations bastiaise et ajaccienne couverte par zone AMI). 52 M€ de subventions CdC pour un investissement global de plusieurs centaines de millions d'euros.

En ce qui concerne les grandes infrastructures relatives aux ports, aéroports, réseau ferré et routes, les investissements, dont les détails sont dans le document budgétaire, sont importants et concerneront notamment les ports de Bunifaziu et de Centuri, la réfection des aéroports et du réseau ferré et routier.

A titre de conclusion, ces opérations montrent, par leur diversité et les champs d'intervention concernés, combien la Collectivité de Corse est, et va devenir chaque jour un peu plus, l'institution majeure dont l'action a des répercussions sur le quotidien de tous les Corses et contribue de façon déterminante à construire la Corse du XXI^{ème} siècle.

Après seulement cinq mois d'existence, la Collectivité de Corse est en train de surmonter les inévitables difficultés, tâtonnements, et inquiétudes inhérents à tout processus d'un changement aussi important qu'une fusion entre trois grandes collectivités.

Elle le fait grâce à l'investissement sans faille, au plan politique de ses élus, et au plan administratif de ses fonctionnaires et agents.

Ce budget primitif, premier budget de la nouvelle Collectivité de Corse en est la démonstration.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Partie I : Le cadre financier du budget 2018

A. Le contexte débattu lors des orientations budgétaires 2018

Un contexte économique qui laisse entrevoir des perspectives de croissance dans la majorité des pays européens.

Au niveau national, la croissance devrait se maintenir au rythme atteint en 2017, soit +1,9 %, rattrapant un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2011. Cette amplification de la croissance a dopé les ressources fiscales permettant à la France de passer sous le seuil de 3% de déficit autorisé par Bruxelles.

Au niveau local, on peut noter des signes encourageants malgré un marché du travail toujours difficile.

Un contexte financier fortement marqué par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, qui pour la première fois décline une trajectoire normée assortie de sanctions financières pour les grandes collectivités.

Ce nouveau dispositif se substitue au prélèvement sur dotations pour associer les collectivités à l'effort de redressement des comptes publics.

La loi de finances 2018 qui confirme le transfert de TVA aux régions et apporte une garantie transitoire à la collectivité de Corse, de percevoir un niveau de dotations équivalent à celui perçu par les trois entités fusionnées.

Une trajectoire financière appréhendée au regard de la situation héritée des trois entités fusionnées. Une nouvelle collectivité qui affichait fin 2017 de bons ratios de solvabilité, mais une situation pour les trois ex entités très différente, décrite lors de l'examen du DOB, dans le cadre d'un audit mené par un cabinet indépendant.

Un cadre prospectif qui se projette dans la trajectoire fixée par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, mais en l'adaptant au contexte spécifique de création de la collectivité de Corse.

Hypothèses financières retenues :

- L'investissement moyen sur la période se situe à 300M€.
- L'évolution des ressources est estimée à 1,50%. Aucun levier fiscal n'a été retenu dans le cadre proposé.
- Le taux de cofinancements égal au taux moyen constaté pour les trois ex entités, soit 35%.
- Indicateurs de solvabilité retenus :
 - ratio de désendettement plafonné à 9 ans, norme retenue sans la loi de programmation des finances publiques.
 - épargne brute acceptable dimensionnée à 12,5%, à mi-chemin entre l'épargne moyenne relevée pour les conseils départementaux, soit 10% et celle constatée pour les conseils régionaux qui s'élève à 15%.

Trajectoire financière :

Montants en M€	2017	2018	2019	2020
Recettes réelles de fonctionnement	1 038	1 046	1 062	1 078
Dépenses réelles de fonctionnement	889	900	914	928
dont dépenses de gestion	837	858	871	884
dont intérêts hors indemnités de renégoc	28	28	29	31
dont atténuation de produits	13	13	13	13
dont atténuation de produits (retraité en recettes négative)	11	1	1	1
Epargne brute récurrente	160	147	149	151
Recettes réelles d'investissement hors dette	113	108	80	79
dont excédent reporté		22		
Dépenses réelles d'investissement	314	350	329	332
dont investissements	288	316	290	290
dont capital de la dette	26	34	39	42
Emprunt	48	95	100	103
Dette bancaire au 31/12	809	870	932	993
Taux d'épargne brute	15,4%	14,1%	14,0%	14,0%
Capacité de désendettement	5,1 ans	5,9 ans	6,3 ans	6,6 ans

sans impact de la pénalité prévue pour la non contractualisation

Sur ces bases, la collectivité conserverait une bonne solvabilité tout en maintenant ses investissements, avec une capacité de désendettement limitée à 6.6 années en fin de période, largement en deçà des seuils de vigilance ou d'alerte et un taux d'épargne évalué à 14% au-dessus des 12.5%, seuil fixé par construction financière.

Le stock de dette est dimensionné au regard de la capacité de la collectivité à faire face à ses engagements par son épargne.

B. L'équilibre budgétaire :

Le budget 2018 s'équilibre en dépenses et en recettes à 1,679 Mds € comme suit :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	901 972 505,00	1 048 679 348,00	354 854 651,00	208 147 808,00
<i>ventilées</i>	859 815 419,00	106 695 678,00	320 354 651,00	64 007 808,00
<i>non ventilées</i>	42 157 086,00	941 983 670,00	34 500 000,00	27 410 000,00
Autofinancement et emprunt		146 706 843,00		116 730 000,00
Opérations d'ordre	158 523 373,95	136 394 662,31	139 440 559,38	161 569 271,02
dont Virement de section	124 578 131,36			124 578 131,36
TOTAL	1 185 074 010,31	1 185 074 010,31	494 295 210,38	494 295 210,38
Total général	Dépenses	1 679 369 220,69	Recettes	1 679 369 220,69

Ces mouvements sont ventilés à hauteur de 1,257 Mds€ sur des opérations réelles et 422,547 M€ sur des opérations d'ordre, dont 124.578 M€ au titre du virement de section.

Les dépenses réelles arrêtées à 1,257 Mds€ se répartissent à hauteur 901,973 M€ en fonctionnement, soit 72 % et 354,855 M€ en investissement.

Les recettes réelles sont réparties à hauteur de 1,049 Mds € sur la section de fonctionnement et 208,148 M€ en investissement dont 116,73 M€ au titre de l'emprunt.

L'épargne brute dégagée s'élève à 146,707 M€, soit un taux de 14%.

Le virement de section impacté par les mouvements d'ordre s'établit à 124,578 M€.

C. Les volumes financiers proposés en crédits de paiement :

1. Les recettes inscrites au budget 2018 :

1) Présentation globale des recettes estimées :

Le montant des recettes prévisionnelles totales s'établit à 1,679Mds€.

Recettes	Réelles	Ordre	Total
<i>Investissement</i>	91 417 808,00	161 401 171,02	252 818 979,02
<i>Virement de section</i>	0,00	124 578 131,36	124 578 131,36
<i>Emprunt</i>	116 730 000,00		116 730 000,00
Total Investissement	208 147 808,00	285 979 302,38	494 127 110,38
Total Fonctionnement	1 048 679 348,00	136 394 662,31	1 185 074 010,31

Total général	1 256 827 156,00	422 373 964,69	1 679 201 120,69
----------------------	-------------------------	-----------------------	-------------------------

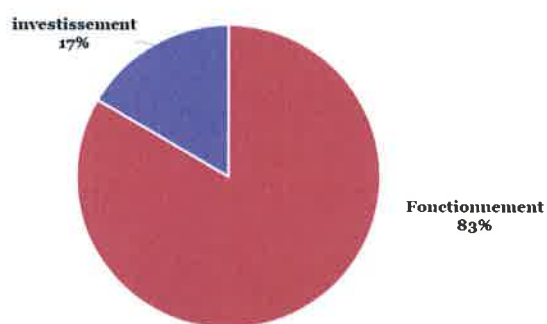
Elles se répartissent à hauteur de 422,374 M€, soit 25% en opérations d'ordre et 1,257 Mds €, soit 75% en mouvements réels.

Les recettes d'ordre d'un montant de 422,374 M€, intègrent à hauteur de 124,578 M€ le virement de section. Ainsi, hors virement de section, elles s'établissent à 297,796 M€, et se répartissent à hauteur de 136,395 M€ en section de fonctionnement et 161,401 M€ en section d'investissement.

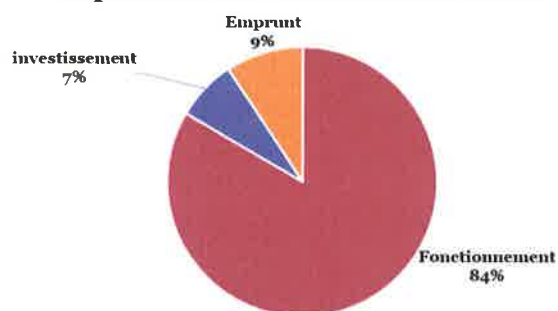
Voir infra le détail de ces opérations.

Les recettes réelles présentent un montant de 1,257 Mds€. Leur répartition met en évidence la part prépondérante des recettes de fonctionnement arrêtées à 1,049 Mds€, soit 83% des recettes, pour 208,148 M€ en section d'investissement.

Répartition des recettes réelles totales



Répartition des recettes réelles totales



Ces recettes intègrent l'emprunt prévisionnel qui, comptabilisé à hauteur de 116,73 M€ représente 9 % des recettes réelles totales. Hors emprunt, le volume de ces recettes s'établit à 1,140 Mds€, en baisse de 1%, soit -12 M€ par rapport au montant réalisé consolidé 2017 arrêté à 1,152 Mds€.

Liste de l'ensemble des recettes budgétaires par ex entité :

	Ex 2A	Ex 2B	Ex CTC	Prévision 2018
Fiscalité	141 206 046	113 055 142	365 692 631	619 953 819
Fiscalité directe	39 387 645	39 059 551	32 212 650	110 659 846
TFPB	27 197 145	26 259 551	0	53 456 696
CVAE	6 800 000	6 600 000	29 562 650	42 962 650
IFER	485 000	800 000	2 650 000	3 935 000
Frais de gestion de TFPB	4 905 500	5 400 000	0	10 305 500
Fiscalité indirecte	101 818 401	73 995 591	333 479 981	509 293 973
DMTO	41 000 000	22 000 000	0	63 000 000
Taxe additionnelle DMTO	0	200 000	0	200 000
Taxe sur les conventions d'assurance	28 550 000	23 000 000	0	51 550 000
Taxe sur les permis de conduire	0	0	200 000	200 000
Taxe sur les cartes grises	0	0	12 000 000	12 000 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 200 000	2 400 000	0	4 600 000
TICPE	1 500 000	1 700 000	36 000 000	39 200 000
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0	220 000	0	220 000
Produits des amendes	330 000	410 000	0	740 000
Fraction de TVA	0	0	92 799 086	92 799 086
Fraction de TVA (DGF Péréquation)			18 581 498	18 581 498
Apprentissage	0	0	15 561 117	15 561 117
<i>Taxe d'apprentissage</i>	0	0	8 700 000	8 700 000
<i>TICPE Ressources régionales apprentissage</i>	0	0	690 000	690 000
<i>Frais de gestion</i>	0	0	3 281 443	3 281 443

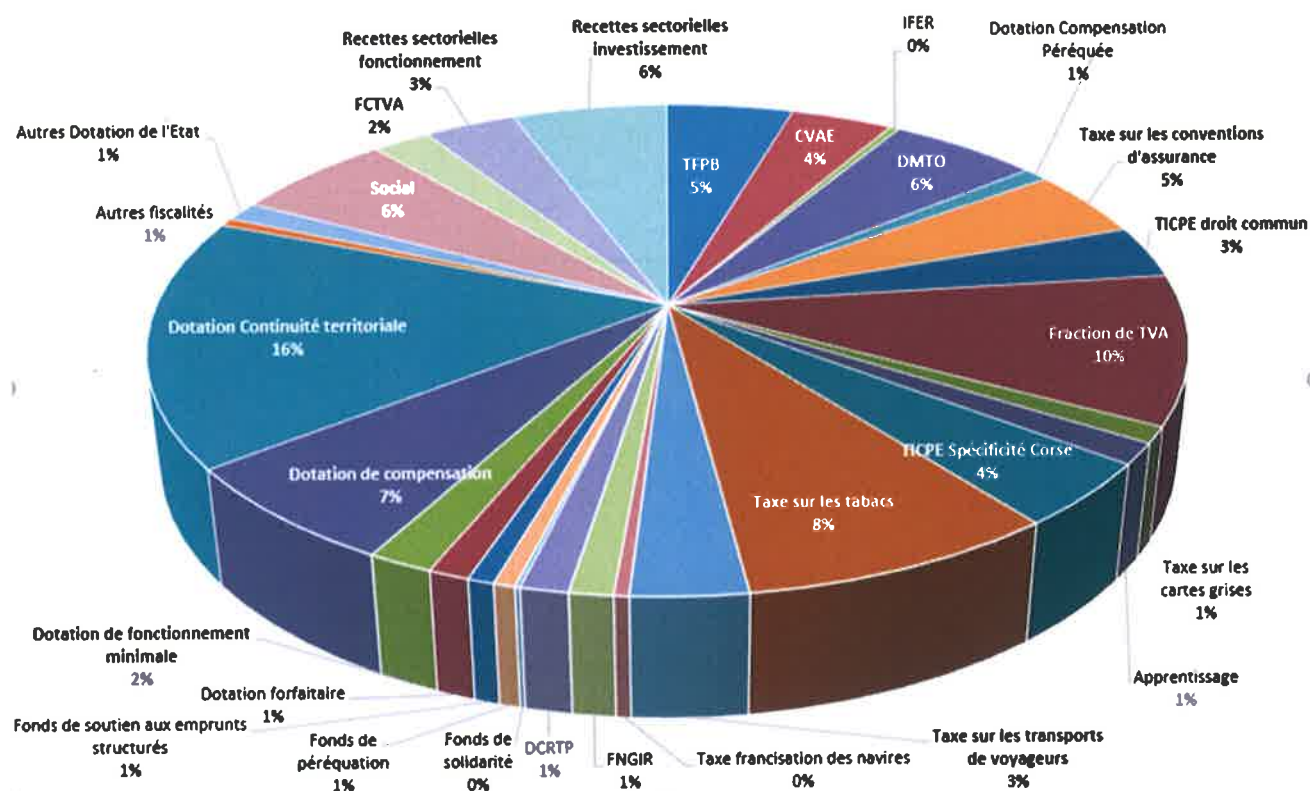
<i>TICPE FPA</i>	0	0	1 450 000	1 450 000
<i>TICPE Prime employeur apprenti</i>	0	0	1 439 674	1 439 674
Spécificité Corse	13 725 308	13 415 789	155 911 724	183 052 821
<i>TICPE Spécificité Corse</i>	1 725 308	1 415 789	44 411 724	47 552 821
<i>Taxe sur les tabacs</i>	12 000 000	12 000 000	72 000 000	96 000 000
<i>Taxe sur les transports de voyageurs</i>	0	0	35 000 000	35 000 000
<i>Taxe francisation des navires</i>	0	0	4 500 000	4 500 000
Fiscalité issue de la réforme de la TP	14 513 093	10 649 802	2 426 556	27 589 451
<i>FNGIR</i>	6 654 084	4 919 220	1 546 556	13 119 860
<i>DCRTP</i>	7 859 009	5 730 582	880 000	14 469 591
Fonds de concours	3 295 000	4 810 000	0	8 105 000
Fds de péréquation des DMTO	2 500 000	3 600 000	0	6 100 000
Fds de péréquation sur la CVAE	0	510 000	0	510 000
Fds de solidarité des départements	795 000	700 000	0	1 495 000
Fonds de soutien aux emprunts structurés	0	0	7 995 195	7 995 195
Dotations et attribution de l'Etat	87 590 526	97 632 121	187 705 159	372 927 806
Dotations forfaitaire	6 162 957	6 291 278	0	12 454 235
Dotations de fonctionnement minimale	9 174 000	10 684 640	0	19 858 640
Dotations de compensation	37 934 800	37 226 039	0	75 160 839
Dotations Transfert Compensation Exonération Fiscalité Directe Locale	200 000	300	706 000	906 300
Dotations pour transfert de compensation	1 650 000	2 000 000	0	3 650 000
Dotations de Continuité Territoriale	0	0	186 999 159	186 999 159
Dotations générale de Décentralisation	3 581 769	3 308 714	0	6 890 483
Compensation au titre des exonérations	0	10 000	0	10 000
Social	28 887 000	38 111 150	0	66 998 150
<i>Allocation personnalisée d'autonomie APA</i>	8 895 000	10 117 000		19 012 000
<i>Revenu de Solidarité Active RSA</i>	14 417 000	21 088 000		35 505 000
<i>Santé et Actions Sociales</i>	5 575 000	6 906 150		12 481 150
TOTAL	90 885 526	102 442 121	195 700 354	389 028 001
Autres recettes sectorielles de fonctionnement	7 911 576	4 910 251	26 875 701	39 697 528
Sous-Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	240 003 148	220 407 514	588 268 686	1 048 679 348
Recettes d'Investissement	7 110 000	6 300 000	14 000 000	27 410 000
FCTVA	5 430 000	5 100 000	14 000 000	24 530 000
Dotations Globales Equipement	1 680 000	1 200 000	0	2 880 000
Recettes sectorielles Investissement	11 357 500	6 126 000	46 524 308	64 007 808
Sous-Total RECETTES INVESTISSEMENT	18 467 500	12 426 000	60 524 308	91 417 808
TOTAL RESSOURCES (HORS EMPRUNT)	258 470 648	232 833 514	648 792 994	1 140 097 156
FONCTIONNEMENT	240 003 148	220 407 514	588 268 686	1 048 679 348
INVESTISSEMENT	18 467 500	12 426 000	60 524 308	91 417 808

Le montant de ces recettes comme détaillé dans le tableau ci-dessous, sera atténué du montant de la contribution de la collectivité au redressement des comptes publics et des fonds de solidarité et péréquation (DMTO) comptabilisés en dépense à hauteur de 13,257 M€, sur le poste « atténuation de produits » relevant des chapitres 941 et 942 et non comme une perte de recette.

	Ex 2A	Ex 2B	Ex CTC	Prévision 2018
TOTAL RESSOURCES (HORS EMPRUNT)	258 470 648	232 833 514	648 792 994	1 140 097 156
Atténuation produits (RFP et Fds solidarité et péréquation DMTO)	4 050 000	3 500 000	5 707 086	13 257 086

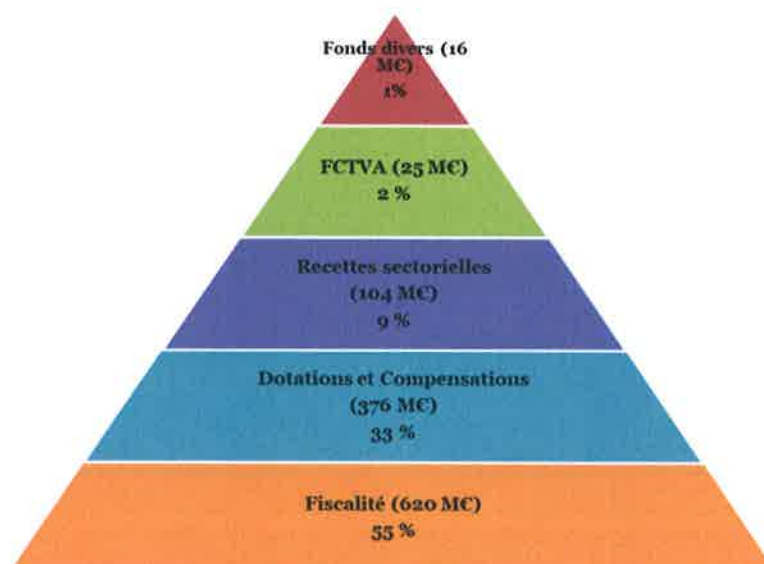
TOTAL RESSOURCES (HORS EMPRUNT après atténuations)	254 420 648	229 333 514	643 085 908	1 126 840 070
--	-------------	-------------	-------------	---------------

Déduction faite de cette atténuation, le montant net des recettes réelles hors emprunt est porté à 1,127 Mds€, soit une baisse de 1,3% par rapport au réalisé consolidé 2017.



Répartition par catégorie de recettes :

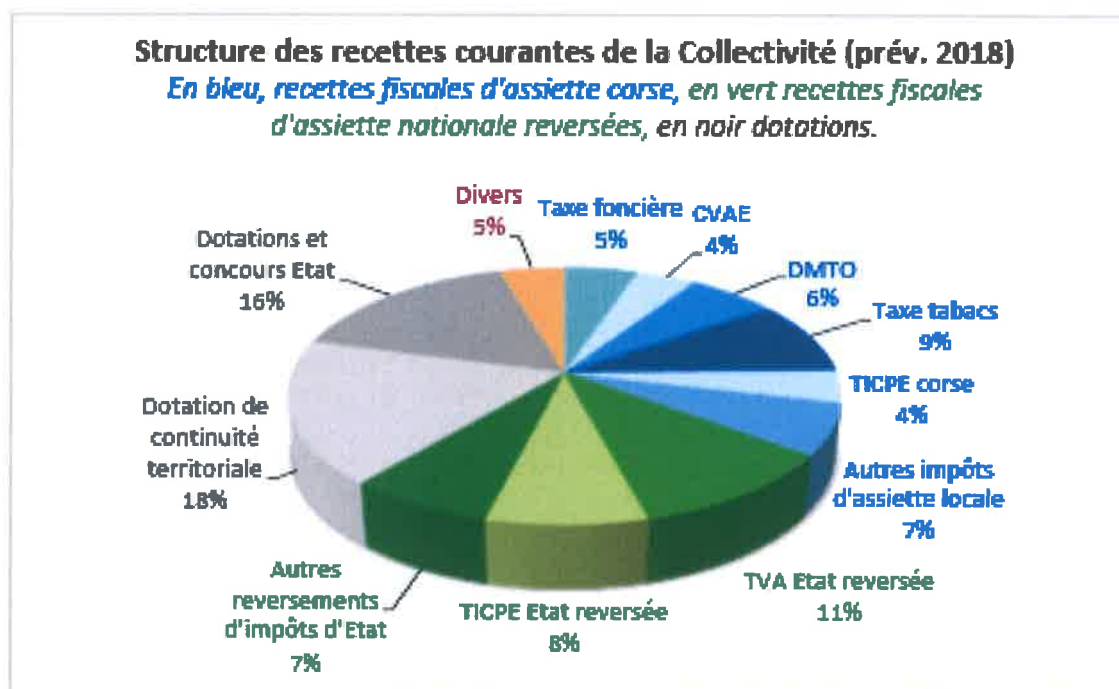
	Fonctionnement	Investissement	Total	Part
FISCALITE	619 954 000		619 954 000	54,38%
<i>Dont fiscalité directe</i>	110 660 000			
<i>Dont fiscalité indirecte</i>	509 294 000			
FCTVA		24 530 000	24 530 000	2,15%
DOTATIONS	389 028 000	2 880 000	391 908 000	34,37%
<i>Dont Autres</i>	305 930 000			
<i>Dont social</i>	66 998 000			
<i>Fds concours</i>	8 105 000			
<i>Fds de soutien</i>	7 995 000			
<i>DGE</i>		2 880 000		
SECTORIELLES	39 698 000	64 008 000	103 705 000	9,10%
Total section	1 048 679 000	91 418 000	1 140 097 000	100,00%
Total général	1 140 097 000			



La répartition par catégories de recettes met en évidence la part majoritaire constituée du produit des recettes fiscales (55%) et du produit des dotations et compensations de l'Etat (33 %).

Cette présentation conforme à la nomenclature comptable en vigueur doit cependant être retraitée pour identifier les recettes comptabilisées au titre de la fiscalité, mais qui sont en réalité constituées de versements de produits fiscaux encaissés au niveau national par l'état.

Ces recettes sont identifiées en vert dans le graphique ci-dessous. Elles représentent un tiers des recettes fiscales, elles sont sans lien direct avec l'économie insulaire et peuvent, pour leur évolution, être assimilées à des dotations.

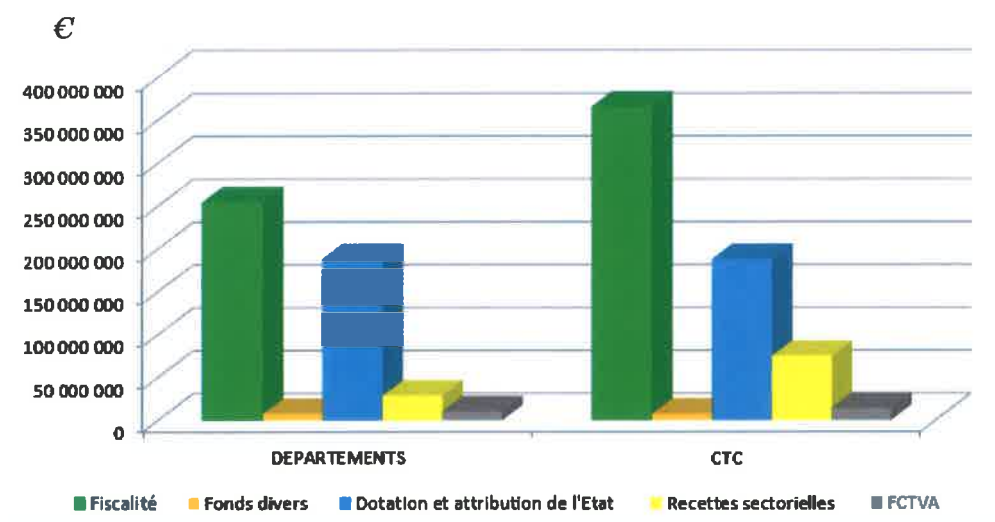
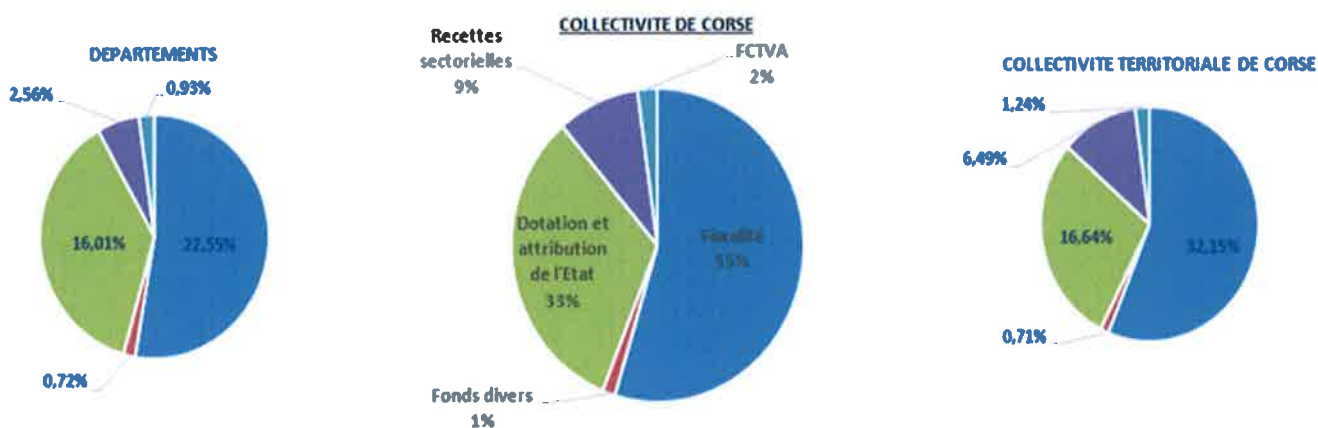


Origine des recettes budgétaires :



La part des ressources régionales s'établit à 57 %, soit 648,793 M€, pour 43 % de ressources départementales évaluées à 491,304 M€.

Détail de l'origine par catégorie de ressources :



2) Les recettes de fonctionnement :

Le montant proposé est établi sur une base prudentielle à hauteur de 1,049 Mds € accusant une baisse de 17 M€, soit -1,6 %, comparé à la réalisation 2017 arrêtée à 1,066 Mds€.

La répartition comptable met en évidence la part des recettes sectorielles comptabilisée sur les chapitres ventilés qui ne représente que 10 %, soit 106,696 M€ du montant total estimé. Ces ressources sont principalement alimentées par les recettes encaissées au titre de la compétence sociale, à hauteur de 66,998 M€.

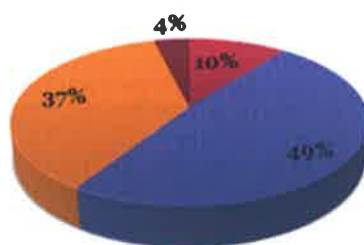
Les recettes non ventilées composées de fiscalité, dotations, compensations et fonds de concours constituent l'essentiel des ressources de fonctionnement. Elles sont arrêtées à 941,984 M€, soit 90 % des recettes de la section.

L'analyse détaillée qui suit est effectuée sur la base des trois grandes catégories de recettes :

- la fiscalité (directe et indirecte) qui représente un volume de 619,954 M€,
- les dotations à concurrence de 389 M€,
- les sectorielles pour 39,698 M€ (hors social).

Répartition des recettes de fonctionnement par catégorie

■ Fiscalité directe ■ Fiscalité indirecte ■ Dotations compensations ■ Recettes sectorielles



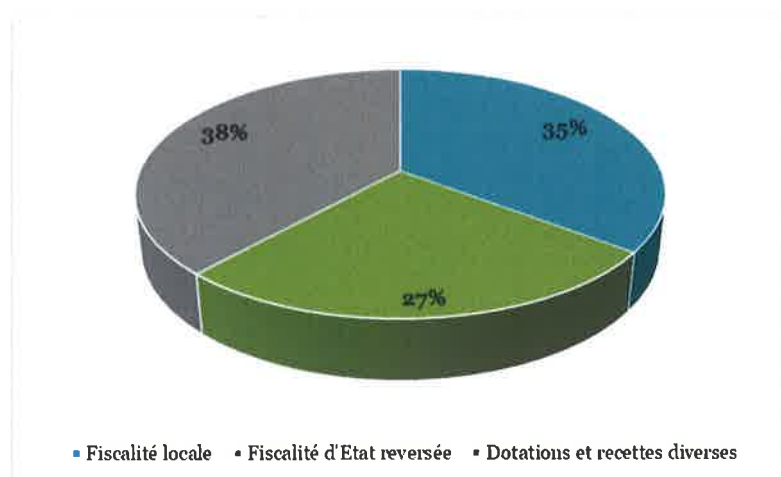
La structure des recettes de fonctionnement met en évidence la part majoritaire de la fiscalité (59%), et plus précisément de la fiscalité indirecte qui représente 49% de l'ensemble. Viennent ensuite les dotations à hauteur de 37% et les recettes sectorielles qui représentent 4%.

a) Les recettes non ventilées :

Elles regroupent les produits de fiscalité directe et indirecte ainsi que les dotations et compensations de l'état.

Ce panier de recettes est constitué de trois blocs de poids voisins répartis conformément aux graphes ci-dessous entre :

- la fiscalité strictement locale,
- la fiscalité d'état reversée sans lien directe avec l'économie insulaire (dont la fraction de TVA),
- les dotations et recettes diverses (dont la DCT pour laquelle la transformation en TVA a finalement été abrogée par l'état).



i. La fiscalité directe et les compensations liées à la réforme de la taxe professionnelle :

Ce premier bloc est composé des contributions fiscales directes évaluées à 111 M€ et se compose de :

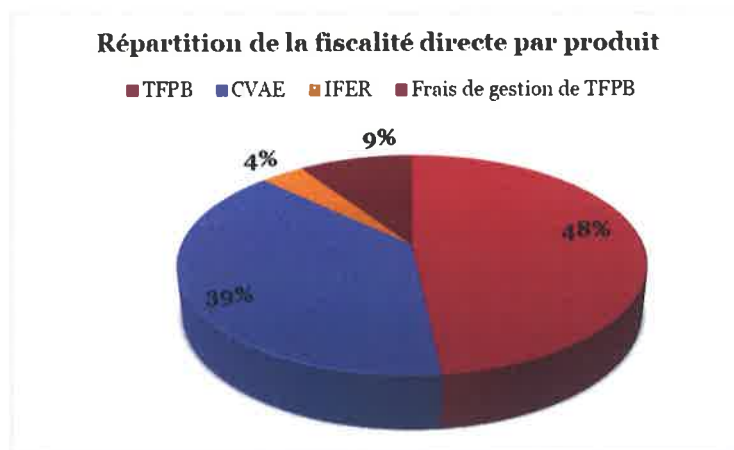
- la taxe foncière sur les propriétés bâties
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
- les Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER),
- le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR).

Fiscalité directe (M€)	2017	2018	Evolution montant
TFPB	52.5	53.5	1
CVAE	41.9	43.0	1
IFER	4.2	3.9	-0.2
Frais de gestion de la TFPB	10.4	10.3	-0.09
	109 M€	110,7 M€	1.7 M€

Ce produit représente 9.7 % des recettes totales et 10.6 % des recettes de fonctionnement. Il est globalement en augmentation de 1,6 %, soit +1,7 M€, par rapport au réalisé consolidé 2017 qui s'établissait à 109 M€.

Cette augmentation concerne la **taxe foncière sur les propriétés bâties** estimé à 53.5 M€ (+ 1M€) du fait de la revalorisation des bases fiscales 2017 de + 2.7% (1.2% au titre de la revalorisation forfaitaire et 1.5% d'évolution physique) et la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises**. La **CVAE** est un impôt déclaratif basé sur des flux économiques qui se caractérise par une forte volatilité liée à la conjoncture et au dispositif de perception. Son produit est estimé à 43 M€, en progression de + 1M€, représentant une évolution de + 2.47% par rapport à 2017.

	Ex 2A	Ex 2B	Ex CTC	Prévision 2018
Fiscalité	141 206 046	113 055 142	365 692 631	619 953 819
Fiscalité directe	39 387 645	39 059 551	32 212 650	110 659 846
TFPB	27 197 145	26 259 551	0	53 456 696
CVAE	6 800 000	6 600 000	29 562 650	42 962 650
IFER	485 000	800 000	2 650 000	3 935 000
Frais de gestion de TFPB	4 905 500	5 400 000	0	10 305 500



Détail des taxes :

- **Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties :**

Taxe assise sur la Valeur Locative Cadastreale, la TFPB est une des ressources dynamiques de la Collectivité de Corse.

Son évolution est fonction de deux paramètres :

- la base fiscale, elle-même fonction d'une évolution physique (nombre de constructions sur le territoire) et d'une majoration forfaitaire fixée automatiquement au vu de l'inflation passée et au regard de l'indice des prix à la consommation de N-1, soit de 1.2% pour 2018. En 2017 le coefficient de majoration était de 0.4%.
Ainsi et après application de l'évolution physique nationale moyenne de 1.5% et des 1.2% forfaitaire, les bases 2018 sur le territoire Corse ont été relevées de 2.7%.
- le taux appliqué : la variation de taux entre les deux ex-départements étant supérieure à 10% en 2017, une procédure de lissage de taux a été entérinée. Sa durée a été calculée afin de prendre en compte la pression fiscale des contribuables de Corse du Sud, impactés à la hausse par la convergence.
Ainsi et durant 5 années, la Corse du sud verra son taux augmenté de +0.15% et la Haute Corse diminué de -0.18%. En 2022, un taux unique de 12.55% correspondant au Taux Moyen Pondéré du territoire pourra être voté.
Les taux 2018 ainsi calculés s'élèvent à 11.94 % pour la Corse du sud et 13.25% pour la Haute Corse.

Le produit 2018 es estimé à 53.457 M€.

- **CVAE :**

Impôt déclaratif basé sur des flux économiques, la CVAE se caractérise par une forte volatilité liée à la conjoncture et au dispositif de perception. Son taux voté au niveau national s'élève à 1.5 % de la valeur ajoutée dégagée par l'entreprise plafonnée selon les cas à 80% ou 85 % du chiffre d'affaires. La collectivité ne dispose d'aucun pouvoir de taux sur cette taxe.

Elle est perçue au titre de la contribution territoriale (CET) et acquittée par les entreprises non agricoles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152.500 € en remplacement de l'ancienne taxe professionnelle. Elle est répartie entre les trois niveaux de collectivités à hauteur de 26,5 % pour le bloc communal, 23,5 % pour les départements et 50% par les régions.

La collectivité percevra ainsi 73,5% du produit corse soit 42.963 M€.

- Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) :

Impôt sur les entreprises de réseaux créé en 2010, l'IFER constitue une ressource fiscale de substitution à la réforme de la Taxe Professionnelle. Sa création a été motivée par le fait que certaines grandes entreprises de réseaux se trouvaient largement avantagées par la suppression de la part des EBM (Equipements, Biens, Mobilier) de la Taxe Professionnelle. Le tarif des IFER est fixé au niveau national.

Le produit 2018 s'élève à 3.935 M€.

- Frais de Gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties :

Ces frais de gestion précédemment perçus par l'Etat ont été affectés aux départements en 2014. En application du pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013, l'article 42 de la loi de finances pour 2014 a prévu un dispositif de compensation péréqué (DCP). Ce dispositif vise à aider les départements à faire face à leurs dépenses liées aux allocations individuelles de solidarité (APA, PCH, RSA), en favorisant ceux dont les dépenses sont compensées le plus faiblement.

La prévision de ce produit s'établit à 10.306 M€.

ii. La fiscalité indirecte :

Le produit évalué de 509,294 M€ représente 45 % des recettes totales et 49 % des recettes de fonctionnement.

La progression estimée à hauteur de 10,9 M€ est due à la variation des produits suivants :

- droits d'enregistrement et taxes d'urbanisme de 1,75 %,
- taxes liées aux véhicules qui affichent globalement une progression de 1,41 % mais différenciée selon ses composantes : la taxe sur les conventions d'assurance en et la taxe sur les cartes grises affichent respectivement une progression de +0,74 %, et de 4,57 %, alors que la taxe sur les permis de conduire diminue de 5.77%,
- impôts et taxes spécifiques liés à la production et à la consommation énergétiques et industrielles connaissent une évolution de +2.29 %,
- impôts et taxes liées aux activités de service enregistrent une progression de 2.3 % due essentiellement à l'évolution de la taxe sur les tabacs,
- Fiscalité venant financer la formation professionnelle qui affiche une hausse de +2.28 %.

Elle découle également de la prise en compte dans la fiscalité indirecte de la mesure portant attribution d'une quote-part de TVA en remplacement de la dotation forfaitaire régionale, de la dotation de péréquation et de la dotation générale de décentralisation perçue par l'ex CTC.

La dynamique de la TVA étant évaluée entre 2.5 et 3.5% par an, le produit estimé au budget intègre une variation de + 3%.

Fiscalité indirecte (M€)	2017	2018	Evolution montant
Droits d'enregistrement et taxes d'urbanisme	62.1	63.2	1
Taxes liées aux véhicules	62.9	63.8	0.9
Impôts et taxes spécifiques liés à la production et à la consommation énergétiques et industrielles	89.3	91.4	2
Impôts et taxes spécifiques liés aux activités de services	132.7	135.7	3
Produits des amendes	0.4	0.7	0.3
Quote-Part TVA	108.2	111.4	3.2
Fiscalité issue de la réforme de la TP	27.7	27.6	-0.07
Taxe professionnelle	15.2	15.6	0.3

	498.4 M€	509.3 M€	10.9 M€
--	-----------------	-----------------	----------------

Le pouvoir de décision en matière de taux :

La collectivité de Corse détient un pouvoir de taux (taux, tarif ou coefficient) sur 48,32% des produits encaissés au titre des recettes fiscales.

Le tableau ci-après détaille les ressources concernées :

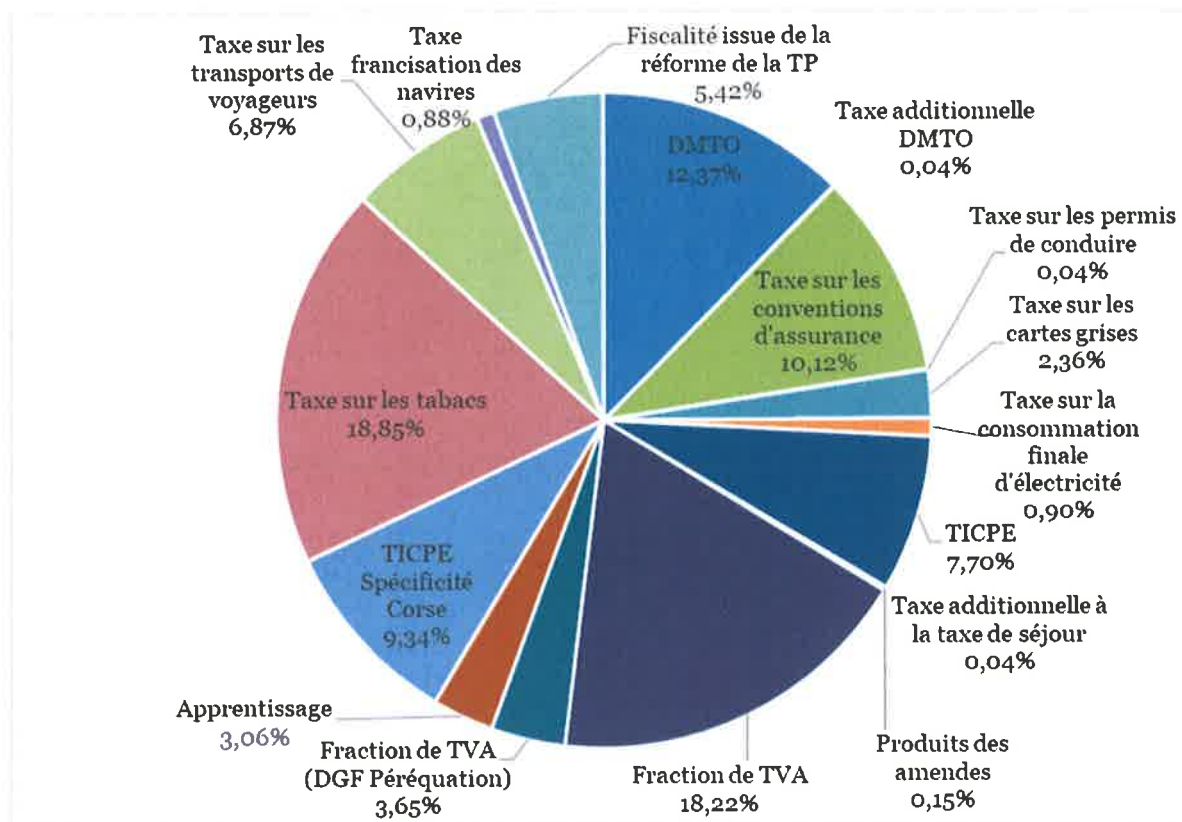
TFPB	Taux
DMTO	Taux
Taxe Permis de conduire	Tarif
Taxe sur les Cartes Grises	Tarif
Taxe sur la consommation finale d'électricité	COEFFICIENT
TICPE Loi du 13 août 2004	Modulation Grenelle
Taxe sur les Tabacs	Régime dérogatoire
Taxe sur les transports	Tarif
Taxe de francisation navires	Droit en %

Pour ces neuf impositions, le produit 2018 a été estimé à taux, tarif ou coefficient constant. En effet, les orientations budgétaires ont mis en avant le souhait de ne pas mobiliser le levier fiscal pour l'exercice 2018.

Seuls les taux de Taxe Foncière sur les Propriété Bâties ont été révisés par application de l'article 14 de l'ordonnance 2016-1561 et selon les modalités de convergence décrites plus haut.

La fiscalité indirecte intègre les produits suivants :

Fiscalité indirecte	101 818 401	73 995 591	333 479 981	509 293 973
DMTO	41 000 000	22 000 000	0	63 000 000
Taxe additionnelle DMTO	0	200 000	0	200 000
Taxe sur les conventions d'assurance	28 550 000	23 000 000	0	51 550 000
Taxe sur les permis de conduire	0	0	200 000	200 000
Taxe sur les cartes grises	0	0	12 000 000	12 000 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 200 000	2 400 000	0	4 600 000
TICPE	1 500 000	1 700 000	36 000 000	39 200 000
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0	220 000	0	220 000
Produits des amendes	330 000	410 000	0	740 000
Fraction de TVA			92 799 086	92 799 086
Fraction de TVA (DGF Péréquation)			18 581 498	18 581 498
Apprentissage			15 561 117	15 561 117
<i>Taxe d'apprentissage</i>			8 700 000	8 700 000
<i>TICPE Ressources régionales apprentissage</i>			690 000	690 000
<i>Frais de gestion</i>			3 281 443	3 281 443
<i>TICPE FPA</i>			1 450 000	1 450 000
<i>TICPE Prime employeur apprenti</i>			1 439 674	1 439 674
Spécificité Corse	13 725 308	13 415 789	155 911 724	183 052 821
<i>TICPE Spécificité Corse</i>	1 725 308	1 415 789	44 411 724	47 552 821
<i>Taxe sur les tabacs</i>	12 000 000	12 000 000	72 000 000	96 000 000
<i>Taxe sur les transports de voyageurs</i>			35 000 000	35 000 000
<i>Taxe francisation des navires</i>			4 500 000	4 500 000
Fiscalité issue de la réforme de la TP	14 513 093	10 649 802	2 426 556	27 589 451
<i>FNGIR</i>	6 654 084	4 919 220	1 546 556	13 119 860
<i>DCRTP</i>	7 859 009	5 730 582	880 000	14 469 591



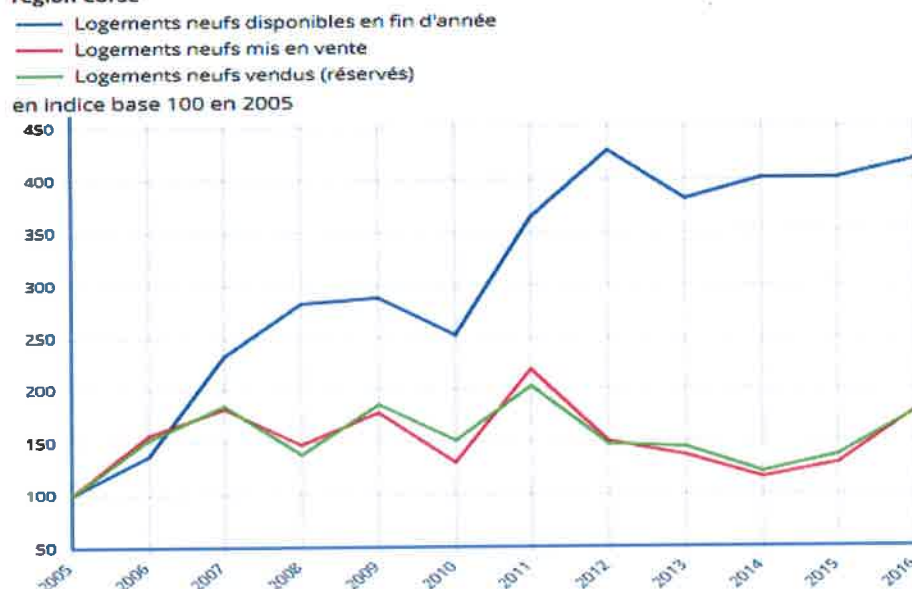
Droit de Mutation à Titre Onéreux :

Les droits de mutation à titre onéreux représentent les charges *fiscales* qui sont imputées aux frais de notaire. Ils sont calculés sur la *base* du prix de vente du bien.

Par rapport à 2016, on note sur 2017 une baisse de l'activité sur la construction des logements. Toutefois, la progression du nombre de permis en fin d'année permet d'envisager un nouveau redressement dans les mois à venir.

Ressource majeure des Départements, cette recette substantielle permet de financer des dépenses sociales croissantes, dépenses pour lesquelles les exécutifs ont peu de marges de manœuvre. Les DMTO sont très dynamiques pour les deux départements, la variation entre 2017 et 2016 s'évaluait à + 18.78% pour le CD2A et +9.38% pour le CD2B.

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Corse



Le taux voté pour les DMTO en haute Corse et en Corse du sud est le taux maximal (4,5%), à l'instar de 90% des départements français.

Calculés sur la base du prix de vente des biens, le produit 2018 a été augmenté de 1.75%, soit + 1 M€ pour s'établir à 63 M€ ; il représente 12.4 % de la fiscalité indirecte.

Les taxes liées aux véhicules sont en augmentation de 1,41 % pour s'établir à 63.75 M€ :

Elles se composent de :

- Taxe sur les conventions d'assurance :

La taxe sur les conventions d'assurances est une taxe spécifique, créée en remplacement de droits d'enregistrement et de timbre. Elle touche, sauf cas d'exonérations, toutes les conventions d'assurances conclues avec une société ou compagnie d'assurances ou avec tout autre assureur français ou étranger. Le fait générateur de la taxe est la date d'échéance des primes ou cotisation.

L'Etat a transféré une part de ce produit aux départements en compensation de certaines compétences transférées et pour contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours. La Collectivité de Corse n'a aucun pouvoir de taux. Elle percevra un produit estimé à 51.5 M€ pour 2018.

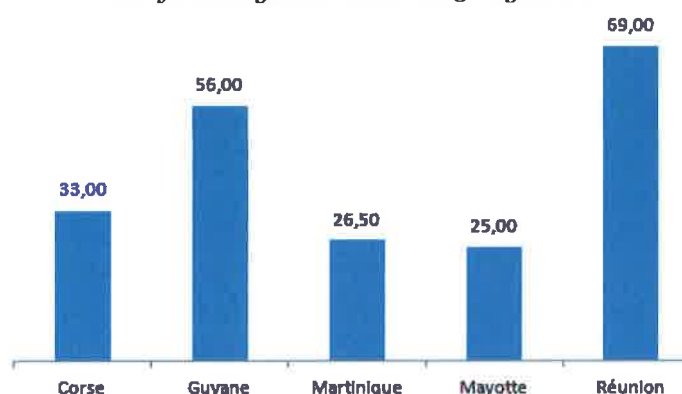
- Taxe sur les permis de conduire :

Cette taxe régionale est acquittée par le demandeur dans les cas suivants :

- obtention du permis de conduire en cas de 1^{re} demande,
- ajout d'une nouvelle catégorie de permis,
- demande de duplicata ou de prolongation de validité.

Cette taxe est instaurée dans cinq régions (Corse, la Réunion, la Guyane, la Martinique et Mayotte).

A tarif constant fixé à 33 €, le produit 2018 représente 0.2 M€, soit 0.04 % de la fiscalité indirecte. Il est en diminution de 5,77%.

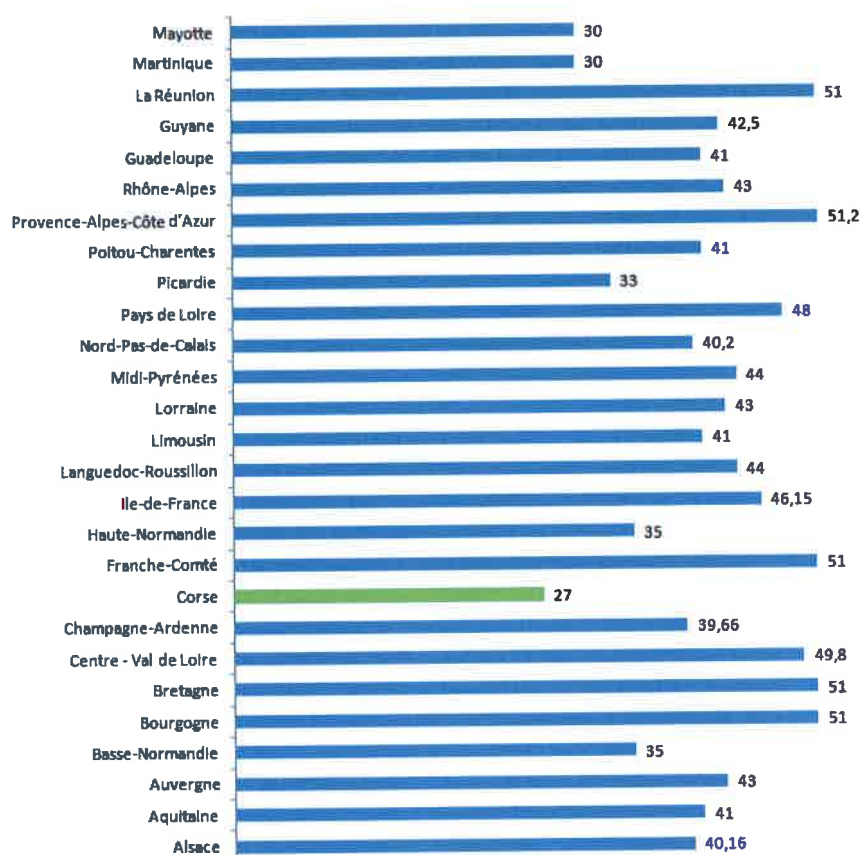
Tarifs en vigueur dans les 5 régions :- Taxe sur les cartes grises :

Elle est exigible sur les certificats d'immatriculation des véhicules délivrés dans le ressort territorial de la région. Cette taxe prend en compte le domicile du nouveau titulaire de la carte grise, l'âge du véhicule, le nombre de chevaux fiscaux et la puissance fiscale du véhicule. Les véhicules dont la première immatriculation date de plus de 10 ans en sont exonérés à 50%.

La modulation du tarif de la taxe relève d'une décision de l'Assemblée de Corse. Actuellement le montant de la Taxe régionale Corse est figé à 27 €/cheval fiscal avec une disposition particulière de gratuité pour les véhicules à énergie propre. Ce tarif est bien inférieur au tarif pratiqué par les régions continentales soit 35 €/cv.

Sur la base de la reconduction de ce tarif, le produit 2018 est estimé à 12 M€ et représente 2.4 % de la fiscalité indirecte. Il progresse de +4.57 % par rapport à 2017.

Tarifs en vigueur dans les régions :



Impôts et taxes spécifiques liés à la production et à la consommation énergétiques et industrielles.

Ils connaissent une progression de 2,29 % avec un produit de 91,35 M€

- Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité :

Depuis le 1er janvier 2011, les taxes locales d'électricité sont calculées à partir des quantités d'électricité consommée par les usagers pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 250 kVA. Ces tarifs sont actualisés chaque année en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac (IMPC)

L'article 37 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 a apporté des modifications relatives à la détermination des coefficients multiplicateurs de TCFE communale et de TCFE départementale.

Les conseils généraux ne peuvent retenir que l'une des trois valeurs suivantes : 2,4 et 4,25 pour déterminer le coefficient de TCFE départementale. Le bénéficiaire de la taxe départementale est le département.

En Corse du Sud le coefficient voté est de 4, en Haute Corse il s'élève à 4.25 (coefficient maximum) pour un produit de 2.44 M€.

Le montant 2018 estimé s'élève pour la Collectivité de Corse à 4.6 M€, soit 0.9 %.

- Taxe Intérieure de Consommation des produits pétroliers (droit commun) :

Cette recette fiscale est une des principales ressources des régions.

Elle a été transférée par l'Etat, dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et des lois MAPTAM et NOTRe pour financer une partie des compétences transférées aux régions.

La loi de finances rectificative pour 2016 (art.89) a mis fin au dispositif de modulation dont disposait les régions, en généralisant à toutes les régions la majoration du tarif.

La majoration « grenelle », jamais utilisée par l'ancienne CTC, ouvre la possibilité de majorer la fraction de TICPE perçue pour financer les projets d'infrastructures de transport durable, ferroviaire, ou fluvial. La Corse est la seule région à ne pas avoir actionné ce levier fiscal afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages. Cette majoration pourrait générer un produit supplémentaire de 2.5 M€ pour financer les projets d'infrastructures de transport durable ou ferroviaire.

La région bénéficie d'une garantie de perception de la TICPE transférée au titre de la décentralisation. Les produits issus de la modulation régionale et de la majoration grenelle sont quant à eux liés à la consommation de carburants.

Ce produit est estimé à produit constant, soit 39.2 M€, représentant 10 % de la fiscalité indirecte.

La part de TICPE destinée au financement de la formation professionnelle et l'apprentissage est évoquée infra.

- TICPE spécifique à la Corse :

Elle connaît une augmentation de +2.3 M€ pour s'établir à 47.6 M€ (voir infra dans les recettes spécifiques à la Corse)

Taxe Additionnelle à la Taxe de séjour :

Applicable dans les départements éligibles à la taxe de séjour, la taxe additionnelle s'élève à 10 % du montant de la taxe de séjour ou de séjour forfaitaire et est optionnelle. Elle est soumise à une délibération de l'exécutif.

Cette taxe additionnelle est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe à laquelle elle s'ajoute. Son produit est affecté aux dépenses destinées à promouvoir le développement touristique du département. Elle ne peut en aucun cas se substituer à la taxe de séjour communale ou intercommunale.

Seule la Haute Corse a délibéré pour une mise en place de la taxe de séjour additionnelle. Son produit s'élève à 0.23 M€ en 2017. Au regard, des communes et EPCI ayant instauré la taxe de séjour en Corse du Sud, le produit estimé pourrait être de 0.41 M€ au titre de la taxe additionnelle à la taxe de séjour.

La Collectivité de Corse pourrait bénéficier d'une recette au moins égale à 0.641 M€, soit + 0.421 M€ par rapport au produit estimé 2018. Cette recette contribuera au financement des actions portées par l'agence du tourisme de la Corse.

A produit constant, le montant porté au budget 2018 s'élève à 0.220 M€.

Produit des amendes :

Ce produit est stable avec une prévision de 0.740 M€.

Fraction de TVA :

La loi de finances 2017 prévoyait pour les régions le remplacement par une quote-part de TVA Nationale des dotations suivantes :

- DGF des Régions intégrant la dotation forfaitaire et la dotation de péréquation
- Fonds économique
- Dotation générale de décentralisation : (cf. Infra)

La loi de finances 2018 est revenue sur cette répartition en excluant le fonds économique et la part de DGD Corse afférente au financement de la continuité territoriale (DCT). Le gouvernement a déposé un amendement au projet de loi de finances 2018 pour préciser l'exclusion de la dotation de continuité territoriale de l'assiette de TVA transférée.

La demande de maintien de la DCT dans l'assiette transformée en quote-part de TVA avait été portée par les élus insulaires dans le cadre des travaux préparatoires à la création de la collectivité de Corse afin de rendre cette ressource dynamique à l'instar des dépenses auxquelles elle est affectée. Le manque à gagner pour la Collectivité de Corse est estimé à 5.6 M€ pour 2018.

Synthèse de la quote-part de TVA 2018 en montants pour la Collectivité de Corse

	LF2017	LF2018
Dotation forfaitaire	0 €	0 €
Dotation péréquation	18 040 289 €	18 040 289 €
Dotation Générale Décentralisation (DGD)	90 146 428 €	90 146 428 €
DGD – Dotation de Continuité territoriale (DCT)	186 999 159 €	0 €
Fonds économique	1 800 000 €	0 €
Quote-part de TVA	296 985 876 €	108 186 717 €
Delta	188 799 159 €	
Manque à gagner	5 663 975 €	

- Dotation de péréquation CTC : 18.581 M€

Pour la part péréquation, la CTC était bénéficiaire car son Indicateur de Ressources Fiscales par habitant (IRFR) est inférieur à l'indicateur de ressources fiscales moyen par habitant de l'ensemble des régions, et son PIB par habitant est inférieur à 1,3 fois le PIB moyen par habitant de l'ensemble des régions.

La dotation de péréquation en valeur 2017 s'élevait à 18.040 M€.

- Dotation générale de Décentralisation de droit commun versée à la CTC :

Elle résulte des transferts de compétences intervenus depuis 1984. La DGD Corse comprend une part de DGD de droit commun qui s'élève à 90.15 M€. Elle sera remplacée par une fraction de TVA et bénéficiera ainsi d'une augmentation de 2,5 à 3.5 % par an. Majorée de 3%, le produit attendu est estimé à 92, 8 M€. L'autre part restera figée, il s'agit de la dotation de continuité territoriale, la DCT.

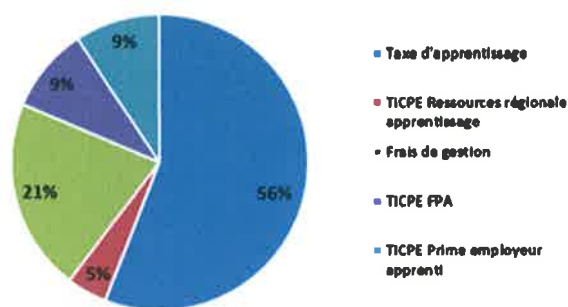
Ainsi, sur la base de cette nouvelle répartition actée en loi de finances 2018, après application d'une dynamique de TVA évaluée entre 2.5 et 3.5% par an, le produit estimé a été calculé à hauteur d'une augmentation de 3%.

Il s'élève à 111.4 M€ et comprend la dotation de péréquation qui en valeur 2017 (18.040 M€) majorée représente un produit de 18.6 M€ et la dotation générale de décentralisation qui majorée de la fraction de TVA atteint 92.851 M€.

Ces deux fractions de TVA sont intégrées dans la fiscalité indirecte et représentent un bonus de 3.246 M€.

Le financement de l'apprentissage :

	Prévision 2018
Apprentissage	15 561 117
<i>Taxe d'apprentissage</i>	<i>8 700 000</i>
<i>TICPE Ressources régionales apprentissage</i>	<i>690 000</i>
<i>Frais de gestion</i>	<i>3 281 443</i>
<i>TICPE FPA</i>	<i>1 450 000</i>
<i>TICPE Prime employeur apprenti</i>	<i>1 439 674</i>



La réforme du financement de l'apprentissage a été initiée par la LF pour 2014, la LFR pour 2013, la loi du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale et à la 1ère LFR pour 2014.

Suite à ces différents textes, la Taxe d'apprentissage (0.5% de la masse salariale) et la contribution au développement de l'apprentissage (0.18%) ont fusionné en une unique taxe de 0.68% de la masse salariale.

51 % du produit de cette taxe est affectée aux régions. Le montant estimé pour 2018 s'élève à 8.7 M€.

Initialement, la fraction attribuée était de 56%. Pour compenser la perte, une fraction de TICPE appelée TICPE ressources régionale apprentissage a été attribuée aux Régions. Son produit est estimé pour 2018 à 0.69 M€.

En 2014, une seconde part de TICPE a été attribuée afin de compenser la formation professionnelle en complément des frais de gestion, respectivement estimés à 1.450 M€ et 3.281 M€ pour 2018.

Et enfin, la loi de finance pour 2014 ayant organisé la suppression de l'indemnité Compensatrice Forfaitaire et son remplacement par une prime à l'apprentissage au périmètre modifié car réservé aux seuls employeurs de moins de 10 salariés. Son montant a été estimé pour 2018 à 1.44 M€.

Soit une estimation totale de 15.6 M€ pour 2018 réservé à l'apprentissage, représentant 3% de la fiscalité indirecte.

Le secteur d'intervention de la formation professionnelle et l'apprentissage pourrait encore évoluer dans les mois à venir. En effet, le gouvernement a décidé de lancer une réforme sur ces points, et les négociations entre partenaires sociaux et régions ont commencé. Le gouvernement mise sur les branches professionnelles pour en faire « une voie d'excellence », mais cette réforme donne lieu à d'intenses combats entre patronats et l'association des régions de France, notamment sur la simplification du financement de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

Mise à jour 12/02/2018 : Le gouvernement a dévoilé ses ambitions pour cette réforme, et le transfert de l'apprentissage aux branches professionnelles semble acté, au grand dam des régions.

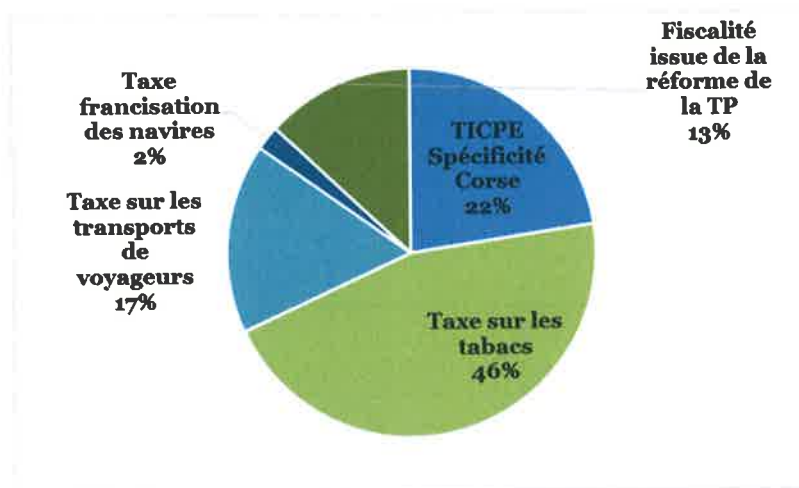
Elles ne percevront plus les 51% de la taxe d'apprentissage, le mode des financements est entièrement repensé. La taxe d'apprentissage va être remplacée par une "contribution alternance" de 0,85% de la masse salariale.

Fiscalité Spécifique à la Corse :

Globalement l'ensemble de ces produits représente 36 % de la fiscalité indirecte, soit un volume estimé à 183,053 M€ que l'ex CTC a obtenu, au gré des différents statuts, au titre de moyens supplémentaires transférés pour faire face aux compétences plus élargies dont elle disposait. Ces

recettes représentent 17.5 % des recettes réelles de fonctionnement et 16 % des recettes totales hors emprunt.

Elles se décomposent conformément au graphe ci-dessous :



- Taxe Intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TICPE) :

La Corse bénéficie, dans le cadre de lois spécifiques de 1994 (loi n°94-1131 relative au statut fiscal de la Corse), de 2002 (loi n°2002-92 relative à la Corse) et de 2006 (article 29 de la loi n°2006-1666 de finances pour 2007) d'un prélèvement annuel sur l'ensemble des recettes de l'Etat perçues sur le territoire insulaire au titre de la TICPE.

Ce prélèvement a été accordé pour compenser les coûts des transferts de compétences particuliers (gestion des collèges, TOS,...).

Le taux, qui était en 1995 de 10%, a été porté à 26% en 2006 au niveau national.

Cette part dynamique connaît une augmentation de +2.3 M€ affichant un produit de 47,56 M€ qui représente 22% des produits de fiscalité indirecte, 4,5 % des recettes de fonctionnement.

- Taxe sur les Tabacs :

Cette taxe, estimée pour 2018, à 96 M€, représente 46 % de la fiscalité indirecte et 9 % des recettes de fonctionnement. Elle est la plus dynamique du bloc fiscalité indirecte. Elle se compose de la TVA et du Droit de Consommation. L'assiette du droit de consommation est le prix de vente au détail homologué par arrêté du ministre chargé du budget.

La Corse bénéficie d'un régime dérogatoire avec un report jusqu'au 31 décembre 2020 de l'alignement total des dispositions fiscales sur celles du continent. Le produit de cette taxe est recouvré par la Direction des Douanes et reversé à la Collectivité de Corse après prélèvement des frais de gestion.

Avant le 1^{er} janvier 2018, les ex-départements percevaient 1/4 des droits de consommation, l'ex-Collectivité Territoriale de Corse, les 3/4.

La Collectivité de Corse perçoit donc la totalité du droit de consommation sur les tabacs.

Le produit de cette taxe est sujet depuis des années à polémiques, tant au niveau national que communautaire.

Certains parlementaires s'offusquent du fait que le produit des ventes de tabacs en Corse n'abonde pas le budget de la sécurité sociale, pour la prévention du tabagisme notamment. Leur argumentaire est basé sur un nombre plus importants de cancers du poumon sur l'île que sur le continent par rapport au nombre d'habitants. Des amendements sont ainsi régulièrement déposés lors des discussions parlementaires sur l'examen des projets de loi de finances dans le but de sortir cette taxe des ressources perçues par la Corse.

Depuis 92, la Commission européenne a autorisé la France à maintenir une fiscalité différenciée pour la Corse, mais cette dérogation a vocation à disparaître. Pour l'ensemble de ces raisons, un risque majeur pèse sur cette ressource.

Sur l'ensemble de l'année 2017, le nombre de cigarettes vendues au niveau national a légèrement baissé par rapport à 2016 (-1.48%). Il s'est vendu 44.2 Mds de cigarettes contre 44.9 Mds en 2016. Avec un produit consolidé 2017 de 96 019 537 €, le droit de consommation sur les tabacs est la 1^{ère} taxe en montant perçue par la Collectivité de Corse.

La Collectivité de Corse bénéficiera des parts cumulées des ex-départements (25%) et de l'ex-CTC (75%). Bien qu'atténué par l'augmentation potentielle de publics non-fumeurs, le produit 2018 est ainsi évalué à 96 M€, en hausse de 3.19 %, compte tenu de l'augmentation du prix du tabac .

- Taxe sur les transports maritimes et aériens de voyageurs :

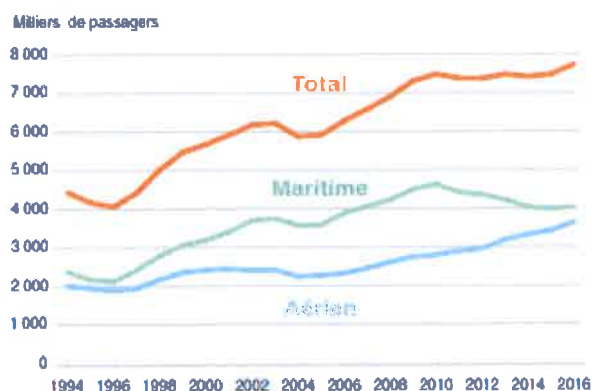
Cette taxe est assise sur le nombre de passagers embarquant ou débarquant sur le territoire corse à l'exclusion de l'armée pour les vols/traversées militaires, les déplacements privés effectués de son propre moyen de transport, et des croisiéristes.

Elle est versée par les entreprises de transport public aérien et maritime.

Le tarif de cette taxe peut être modulé selon le mode de transport utilisé et la distance parcourue. Il est fixé depuis son origine à 4.57 € par passager.

Cette taxe est une nouvelle fois liée à la conjoncture économique, le produit recouvré en fin d'année dépend de la fréquentation touristique et du nombre de billets vendus par les compagnies maritimes et aériennes.

**Evolution des trafics passagers annuels
sur lignes régulières et charter
au départ et à l'arrivée**



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

En raison de la constatation du faible rendement de cette taxe au regard du trafic de passagers, un rapport rendu par le professeur CASTAGNEDE en 2014 préconise une modification du régime de recouvrement et des règles de constatation de la taxe par une intervention sur la base d'une proposition de Loi ou d'un amendement à un projet de loi de Finances.

	Nbre de passagers hors croisiéristes		Ev. trafic	Produit	Ev. Produit
	Maritime	Aérien			
2017	4 144 614	4 025 727	5,71%	34 931 804	6,18%
2016	4 058 540	3 670 337	3,30%	32 898 096	10,43%
2015	4 025 144	3 456 814	0,73%	29 789 986	-6,48%
2014	4 070 449	3 357 462	-0,77%	31 854 752	-4,02%

Par courrier du 06 avril 2018, les services de l'Etat ont été interrogé par l'exécutif sur la baisse de cette taxe au regard de l'évolution positive constatée pour le trafic. Le courrier mettait en avant la nécessité de faire opérer des contrôles par les services compétents afin d'identifier les causes du manque à gagner constaté.

Le produit de cette taxe a été porté pour 2018 à produit constant par rapport à 2017, soit 35 M€, la Collectivité ne disposant pas de pouvoir de taux sur ce produit.

- Droit de francisation et de navigation :

Les navires francisés de 7 mètres et plus, ou d'une longueur de coque inférieure à 7 mètres dotés d'une motorisation égale ou supérieure à 22 chevaux administratifs, ainsi que les véhicules nautiques à moteur (VNM), ou scooters des mers/jets skis, dont la puissance des moteurs est égale ou supérieure à 90 kW, sont soumis à un droit annuel de francisation et de navigation (DAFN) perçu par la douane et dû par le propriétaire.

En Corse, certains navires peuvent être assujettis à un droit annuel de francisation et de navigation réduit dont le taux est fixé par la Collectivité Territoriale de Corse et de facto par la Collectivité de Corse. Ce taux doit être compris entre 50 % et 90 % du taux prévu dans le code des douanes.

Il s'agit des navires dont le port d'attache est situé en Corse et pour lesquels la preuve aura pu être apportée qu'ils ont stationné dans un port de Corse au moins une fois au cours de l'année écoulée.

Le montant est recouvré par les douanes et reversé à la Collectivité de Corse.

Le produit 2018 est estimé sur la base de la reconduction du taux fixé à 70% du tarif continental, soit 4.5 M€, produit constant du fait de la volatilité constatée sur ces produits.

- Fiscalité issue de la réforme de la Taxe Professionnelle :

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle avec le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) constituent les 2 dispositifs mis en œuvre depuis 2011 pour compenser intégralement et de façon pérenne la suppression de la Taxe Professionnelle.

- Garantie individuelle de ressources : FNGIR :

Son montant est figé et s'élève à 13.12 M€

- La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) :

Cette dotation est attribuée aux collectivités perdantes de la réforme, elle permet de compenser les pertes de recettes subies globalement par chaque niveau de collectivités.

Lors de sa mise en place, il était prévu que cette dotation soit figée à sa valeur initiale, mais la loi de finances pour 2017 a intégré cette dotation dans le champ des variables d'ajustement des concours financiers de l'Etat.

L'ex CTC, qui percevait jusqu'en 2017, une dotation figée d'un montant de 1.544 M€, n'a perçu sur l'exercice 2017 que 0.909 M€.

La loi de finances pour 2018 prévoit une diminution de -2.2% de la DCRTP, le produit estimé 2018 de la Collectivité de Corse s'élève donc à 13.5 M€.

Le montant de la DCRTP variable d'ajustement au sein de l'enveloppe normée de l'Etat, a été estimé à 14.47 M€

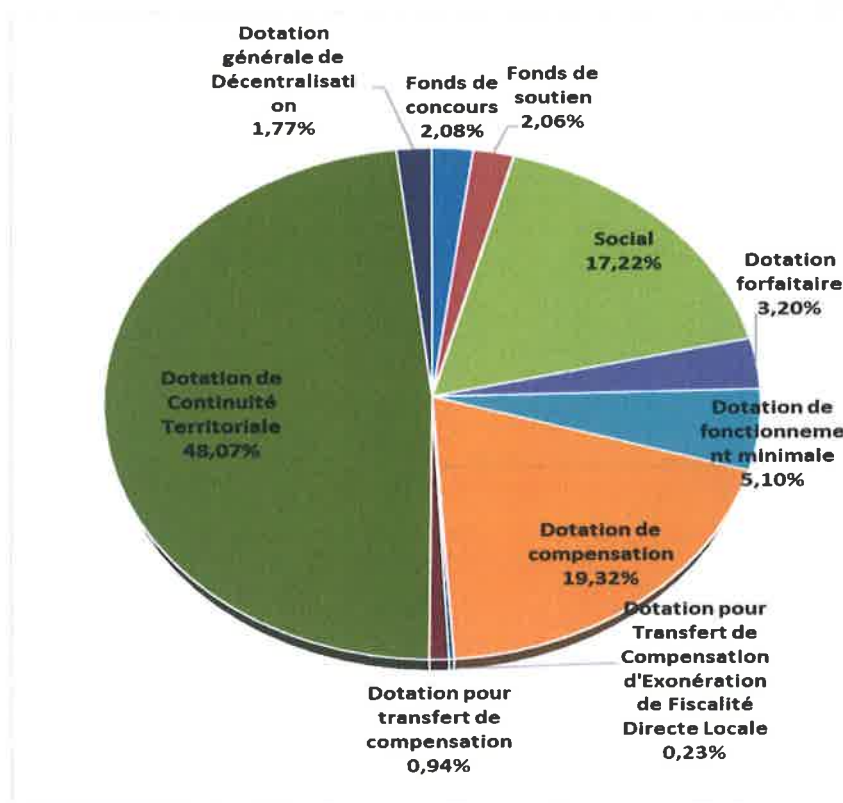
iii. Les dotations compensations attributions et fonds de concours

La part de ces recettes représente avec 389 M€, 37 % des recettes de fonctionnement et 34 % des recettes totales.

Elles sont ventilées conformément au tableau et graphe ci-dessous :

	Ex 2A	Ex 2B	Ex CTC	Prévision 2018
Fonds de concours	3 295 000	4 810 000	0	8 105 000
Fds de péréquation des DMTO	2 500 000	3 600 000		6 100 000
Fds de péréquation sur la CVAE	0	510 000		510 000
Fds de solidarité des départements	795 000	700 000		1 495 000
Fonds de soutien aux emprunts structurés	0	0	7 995 195	7 995 195
Dotation et attribution de l'Etat	87 590 526	97 632 121	187 705 159	372 927 806
Dotation forfaitaire	6 162 957	6 291 278		12 454 235
Dotation de fonctionnement minimale	9 174 000	10 684 640		19 858 640
Dotation de compensation	37 934 800	37 226 039		75 160 839
Dotation Transfert Compensation Exonération Fiscalité Directe Locale	200 000	300	706 000	906 300
Dotation pour transfert de compensation	1 650 000	2 000 000		3 650 000
Dotation de Continuité Territoriale			186 999 159	186 999 159
Dotation générale de Décentralisation	3 581 769	3 308 714		6 890 483
Compensation au titre des exonérations	0	10 000		10 000
Social*	28 887 000	38 111 150		66 998 150
Allocation personnalisée d'autonomie APA	8 895 000	10 117 000		19 012 000
Revenu de Solidarité Active RSA	14 417 000	21 088 000		35 505 000
Santé et Actions Sociales	5 575 000	6 906 150		12 481 150
TOTAL	90 885 526	102 442 121	195 700 354	389 028 001

*social : ces recettes relèvent des chapitres fonctionnels et sont comptabilisées dans les recettes ventilées



Les fonds de concours :

	Ex 2A	Ex 2B	Prévision 2018
Fonds de concours	3 295 000	4 810 000	8 105 000
Fds de péréquation des DMTO	2 500 000	3 600 000	6 100 000
Fds de péréquation sur la CVAE		510 000	510 000
Fds de solidarité des départements	795 000	700 000	1 495 000

- Fonds de péréquation des ressources :

A la suite de la réforme de la fiscalité directe locale, le législateur a créé deux dispositifs de péréquation des ressources de CVAE, l'un pour les départements, l'autre pour les régions. Concernant les régions, le mécanisme de péréquation horizontale a pour objectif de faire converger les taux de croissance des ressources issues de la réforme de la taxe professionnelle (CVAE, IFER, DCRTP et FNGIR) vers la moyenne nationale.

Concernant les départements, le mécanisme de péréquation horizontale a pour objectif de redistribuer une fraction de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises perçues aux départements les moins favorisés classés selon un indice synthétique de ressources et de charges.

Les départements bénéficient également d'un fonds de péréquation portant sur les Droits de Mutation à Titre Onéreux. Un département peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du fonds.

- Fonds de solidarité :

Afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) telles que l'APA, la PCH et le RSA, le législateur a souhaité créer un fonds de solidarité pérennisé par la loi de finances 2015. Ce fonds est alimenté sur la base des droits de mutations à titre onéreux perçus par les départements. Les ressources du fonds sont ensuite réparties entre les départements.

Il est à noter qu'il existe un lien entre le fonds des DMTO et le fonds de solidarité du fait de leur abondement via les DMTO.

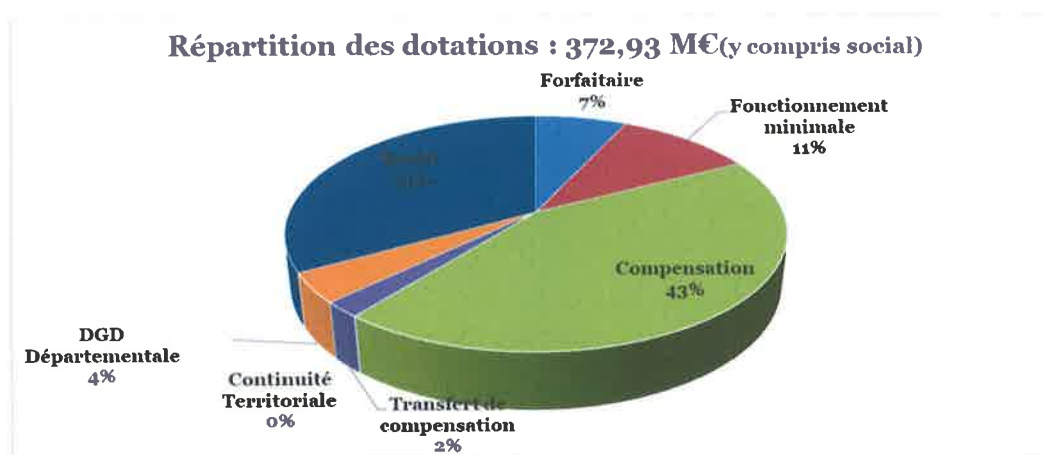
	2017	2018
Attribution	CONSOLIDATION	CONSOLIDATION
Fonds de péréquation des ressources régionales	0,00	
Fonds de péréquation des DMTO	6 011 349,00	8 200 000,00
Fonds de solidarité des Départements	1 070 680,00	1 495 000,00
Fonds de péréquation de la CVAE	0,00	0,00
	7 082 029,00	9 695 000,00
Contribution	CONSOLIDATION	CONSOLIDATION
Fonds de péréquation des ressources régionales	1 541 168,00	1 541 168,00
Fonds de péréquation des DMTO	2 868 555,00	4 460 000,00
Fonds de solidarité des Départements	2 477 404,00	3 090 000,00
Fonds de péréquation de la CVAE	0,00	0,00
	10 353 213,00	12 557 254

Les dotations et attributions de l'Etat :

Elles sont globalement prévues à hauteur de 372,928 M€ et réparties comme suit :

	Ex 2A	Ex 2B	Ex CTC	Prévision 2018
Dotation et attribution de l'Etat	87 590 526	97 632 121	187 705 159	372 927 806
Dotation forfaitaire	6 162 957	6 291 278		12 454 235
Dotation de fonctionnement minimale	9 174 000	10 684 640		19 858 640
Dotation de compensation	37 934 800	37 226 039		75 160 839
Dotation Transfert Compensation Exonération Fiscalité Directe Locale	200 000	300	706 000	906 300
Dotation pour transfert de compensation	1 650 000	2 000 000		3 650 000
Dotation de Continuité Territoriale			186 999 159	186 999 159
Dotation générale de Décentralisation	3 581 769	3 308 714		6 890 483
Compensation au titre des exonérations		10 000		10 000
Social	28 887 000	38 111 150		66 998 150

*A noter que la DGD de droit commun et la DGF péréquation de l'ex CTC ne figurent plus dans les dotations car, bénéficiant de la quote-part de TVA, elles sont comptabilisées dans la fiscalité.



La dotation globale de fonctionnement est composée de la part forfaitaire, compensation et péréquation.

La structure de la DGF des départements et des régions au niveau national en 2017 se présente comme suit :

Dotations (Mds €)	Forfaitaire	Compensation	Péréquation	
			Urbaine	Minimale
Départements	4.34	2.79	0.65	0.83
Région	3.74		0.19	

La structure de la DGF des départements et de la collectivité territoriale de Corse en 2018 (avant réforme de la DGF des Régions) évolue de la façon suivante :

Dotations (€)	Forfaitaire	Compensation	Péréquation	
			Urbaine	Minimale
2A et 2B	6 000 000 €	75 160 839 €		19 858 640 €
CTC	0 €		18 581 497.67 €	

- Dotation Forfaitaire :

Cette dotation a été intégralement imputée par la contribution au redressement des Comptes publics et réduite à zéro pour la part CTC.

S'agissant des deux Conseils départementaux, la dotation est modulée selon la population à raison de 74.02 €/habitant (tarif fixe depuis 2017) et écrêtée de 0% à 5% par an selon le potentiel financier par habitant.

L'évolution de la population conduit à un produit supplémentaire estimatif de 1M€ pondéré par l'écrêtement supporté par le 2A et le 2B en raison de leur potentiel financier supérieur à la moyenne nationale estimée à – 0.4 M€.

Cette dotation a supporté ces dernières années la contribution au redressement des comptes publics et son montant est reconduit en valeur nette 2017 à hauteur de 12.454 M€.

- Dotation de péréquation minimale des départements 2A et 2B :

Sont éligibles les départements « ruraux » dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 2 fois la moyenne nationale.

Les départements 2A et 2B sont éligibles à cette dotation mais ne bénéficient pas de la revalorisation en raison de leur potentiel financier par habitant « trop élevé ».

Le produit 2018 est fixé à 19.859 M€, identique à celui de 2017.

La DGF péréquation de la CTC a bénéficié de la mesure de la LF2018 en matière de quote-part de TVA et d'un bonus de 3% qui porte le produit à 18.581 M€. (Voir dans fiscalité indirecte)

- Dotation de Compensation des départements 2A et 2B :

Dotations figées depuis 2011 issues principalement de l'ancienne dotation générale de décentralisation, elle s'établit à 75,161 M€.

- Dotation pour Transferts de Compensations d'Exonérations (DTCE)

Jusqu'en 2010, les régions profitaient d'allocations compensatrices qui étaient là pour compenser les exonérations de fiscalité directe locale décidées par l'Etat (Plusieurs taxes étaient concernées : la taxe d'habitation, la taxe professionnelle, les taxes foncières).

En 2011, avec la réforme de la taxe professionnelle, l'Etat a créé pour les départements et régions la dotation « DTCE » remplaçant les diverses allocations compensatrices.

Cette dotation est soumise depuis 2011 au rôle de variable d'ajustement, et baisse d'exercice en exercice.

Avec une diminution de 1.1% prévue en LF2018, le produit estimé 2018 s'élève à 0.906 M€

- Dotation pour Transferts de Compensations

Le produit est estimé à 3.65 M€.

- La Dotation Générale de Décentralisation Corse

La DGD de la Collectivité de Corse est composée de la part de la DGD départementale qui est reconduite en valeur 2017 à hauteur de 6.89 M€.

La DGD versée à la CTC résulte des transferts de compétences intervenus depuis 1984, mais la Corse a obtenu des compétences spécifiques au fil des statuts, sa DGD est donc plus importante que celle d'une région de droit commun.

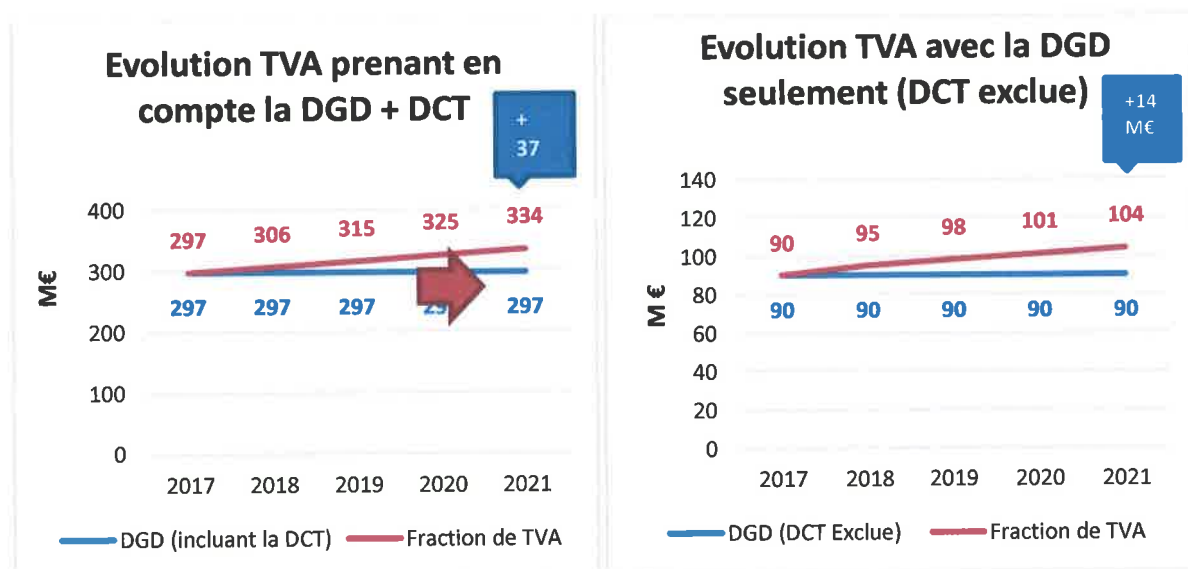
La DGD Corse comprend une part de DGD de droit commun qui s'élève à 90.15 M€ M€ et qui sera remplacée par une fraction de TVA (voir chapitre fiscalité indirecte) et bénéficiera ainsi d'une augmentation de 2,5 à 3.5 % par an. Elle est majorée de 3%, le produit attendu est estimé à 92, 8 M€.

L'autre part restera figée, il s'agit de la dotation de continuité territoriale, la DCT.

- La Dotation de Continuité Territoriale

Elle fait partie intégrante de la DGD Corse, mais ne sera pas pris en compte dans le calcul de la fraction de TVA suite à un amendement déposé par le gouvernement lors de l'examen du PLF 2018.

La DCT restera ainsi figée à son niveau de 2009 pour un montant de 186.999 M€.



Le fonds de soutien :

La loi de finances pour 2014 a institué un fonds de soutien pour aider les collectivités locales ayant contracté des emprunts structurés dits « toxiques ».

L'ex CTC a procédé en 2015 et 2016 à la désensibilisation de ses deux emprunts toxiques contractés en 2007. Cela a généré un cout de sortir d'un montant de 157 M€.

La CTC était éligible au fonds de soutien, pour un montant de 104 M€, ce qui équivaut à 66% du montant total de la sortie de ces emprunts. Le versement de ce fonds est prévu sur une durée de 13 ans.

Le versement pour 2018 est reconduit à hauteur de 7,995 M €.

b) Les recettes sectorielles :

Ces recettes dites sectorielles, qui relèvent des chapitres fonctionnels s'élèvent à 106,696 M€. Elles contribuent au financement des différentes politiques publiques.

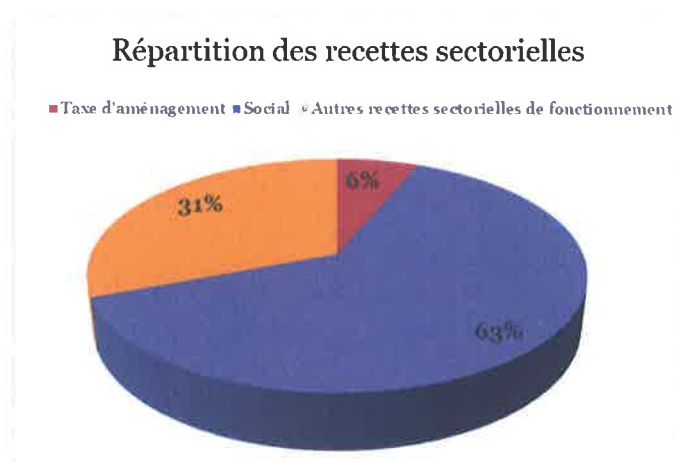
Elles représentent 10 % des recettes réelles de fonctionnement et 9.3 % des recettes totales.

Elles sont composées :

- des dotations et attributions de l'Etat finançant les dépenses sociales à hauteur de 66,998 M€ (RSA, APA),
- de la taxe d'aménagement prévue à hauteur de 6,744 M€,
- des autres recettes sectorielles pour 32,954 M€.

Elles se déclinent de la façon suivante :

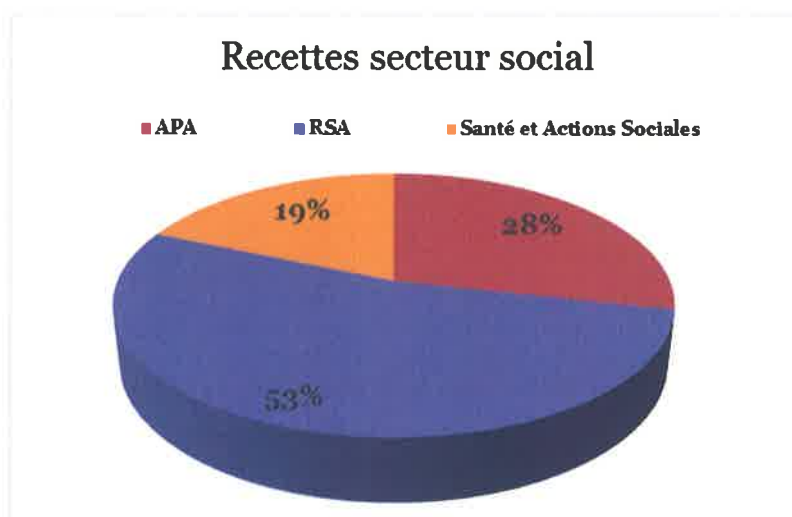
	2A	2B	CTC	Prévision 2018
Taxe d'aménagement	4 250 000	2 493 751		6 743 751
Social	28 887 000	38 111 150		66 998 150
<i>Allocation personnalisée d'autonomie APA</i>	8 895 000	10 117 000		19 012 000
<i>Revenu de Solidarité Active RSA</i>	14 417 000	21 088 000		35 505 000
<i>Santé et Actions Sociales</i>	5 575 000	6 906 150		12 481 150
Autres recettes sectorielles de fonctionnement	3 661 576	2 416 500	26 875 701	32 953 777
TOTAL	36 798 576	43 021 401	26 875 701	106 695 678



La majorité de ces recettes, soit 63 % sont d'origine départementale et proviennent essentiellement des Fonds sociaux de la Caisse Nationale de Solidarité et d'Autonomie versé par le CNSA pour contribuer au financement des aides individuelles que sont l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (A.P.A), la Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H).

Elles représentent un volume de 66,998 M€, soit 40 % des recettes sectorielles totales, 6.4 % des recettes de fonctionnement et 5,9% des recettes réelles totales.

Trois catégories sont répertoriées :



Pour l'APA, on retrouve deux parts : le concours APA issu de la loi du 20 Juillet 2001, et le concours APA II, issu de la loi du 28 Décembre 2015.

Le concours APA (Allocation personnes âgées) représente 27%, soit un volume de 17,9 M€. Il est ventilé en deux parts :

- le concours APA originel, issu de la loi du 20 juillet 2001,
- le concours APA II, issu de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015.

Concernant la première part, le mécanisme de répartition du concours APA entre les départements repose sur la prise en compte de quatre critères :

- le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans (variable entrant pour 50 % dans le calcul de la dotation du département),
- la dépense d'APA (20 %),
- le potentiel fiscal (25 %)
- le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (5 %).

La seconde part du concours, créée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement, contribue au financement de la revalorisation des plafonds de l'APA à domicile. :

- plafonds de l'APA à domicile pour les personnes les moins autonomes (financé à hauteur de 1,2 M€ par an),
- participation financière des bénéficiaires de l'APA à domicile dont le plan d'aides est important,
- droit au répit des aidants
- revalorisation des salaires des professionnels de la branche « aide à domicile ».

La répartition entre les départements est calculée en appliquant la part de chaque département dans la charge nouvelle, estimée ex-ante par le ministre chargé des personnes âgées (décret n°2016-212 du 26 février 2016).

Le concours 2018 est estimé à 17,88 M€ quasi stable par rapport au produit constaté au CA 2017 (18,13 M€). Le taux de couverture des dépenses APA prévues à hauteur de 45,445 M€, par le concours est de 36 %. (Il était d'environ 23% avant la mise en œuvre de la Loi ASV).

La taxe d'aménagement et la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles, constituent à hauteur de 7,364 M€ des recettes départementales affectées.

Les autres recettes sectorielles représentent un volume de 32,954 M€ et sont réparties par programme comme suit :

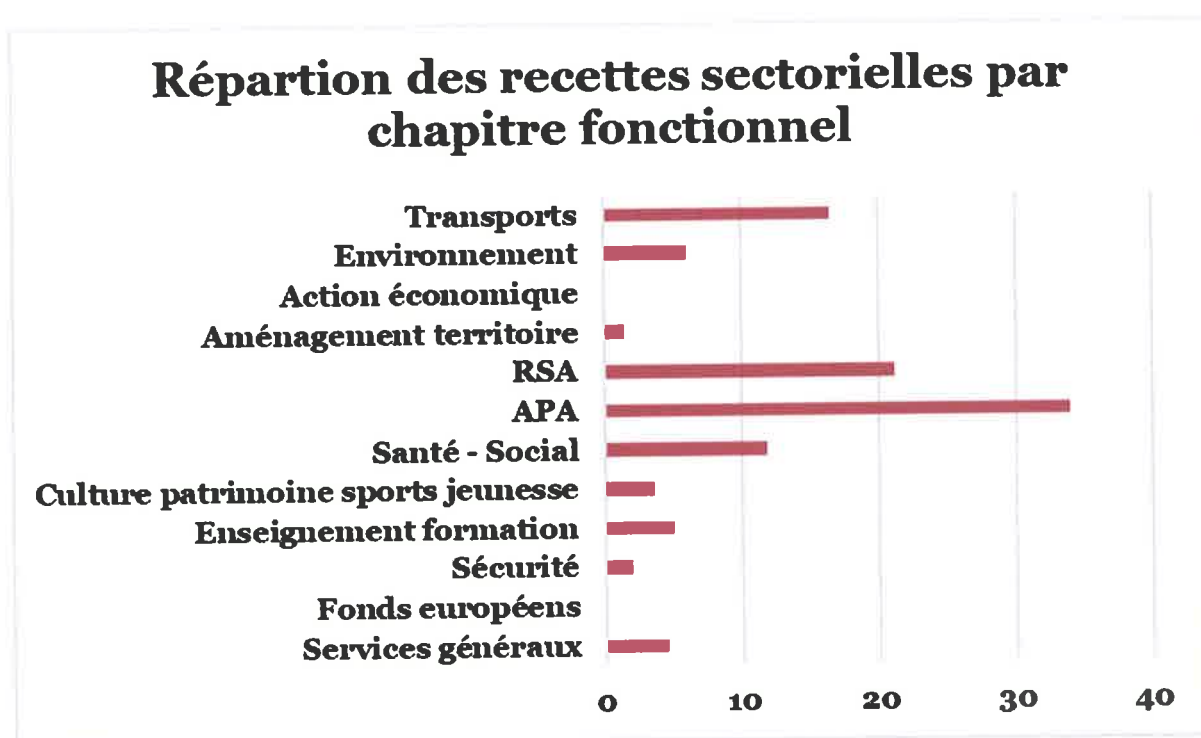
Programme	Intitulé des programmes	Objet de la recette	Montant
N110C	OTC	Excédent et reliquat DCT	14 000 000,00
N2212C	ASSISTANCE TECHNIQUEPO - FEDER	Assistance technique FEDER FSE	150 000,00
N2213C	OBJECTIF 3 - ITALIE FRANCE MARITIME	recettes Italie-France Maritime	298 000,00
N2214C	PROJET INNOLABS - IFM	recettes FEDER innolabs +	110 000,00
N2215C	INTERREG MED	projet FinMED INTERREG MED	300 000,00
N2322C	Gestion des fonds européens	Remboursements suite aux appels de fonds auprès de la Commission européenne	200 000,00
N1122B	Parc de la voirie		200 000,00
N6151B	ADMINISTRATION GENERALE		244 000,00
N6151C	ADMINISTRATION GENERALE	Location immobilière et remboursement TF	352 651,00
N6151A	Domaines	Redevance occupation domaine public et participation loyer directeur des archives	321 460,00
N1121A	Voirie départementale	Permission de voirie	150 000,00
N1121B	Voirie départementale		196 000,00
N1131C	Réseau routier territorial	Occupation du DPR et sinistres sur équipement	450 000,00
N1151C	Réseau Ferré	Intéressement au résultat DSP	1 000 000,00
N1161C	Transports non urbains	Régie recettes - transports réguliers	600 000,00
N1211C	Réseau haut débit de la Corse	Maintenance, frais de contrôle et redevance	156 300,00
N1212C	USAGES ET SECURITE - TIC	Régie – vente domaine dot Corsica	20 000,00
N6141C	TELEPHONIE	Contrat de prestation de service	14 000,00
N6142C	Informatique	Contrat de prestation de service	250 000,00
N6161A	Personnel	Remboursement sur rémunération et charges	1 540 500,00
N6161B	Personnel		172 000,00
N6161C	Personnel	Remboursement sur rémunération et charges	150 000,00
N6164B	Formation Déplacements agents		615 000,00
N4128C	EPLÉ	Dotation	1 204 750,00
N4129C	Eqpt général et scientifique des Etablissements		55 000,00
N4211C	FORMATION PROFESSIONNELLE APPRENTISSAGE	Plan 1 million	1 620 000,00
N4212C	Formation professionnelle FSE	Cofinancement FSE	2 100 000,00
N4411C	Patrimoine	Recettes régie site arch. Cucuruzzu Livia	100 000,00
N4413A	Devoir de mémoire		17 000,00
N4413B	Devoir de mémoire		1 500,00
N4414C	Mécénat	Régie recettes Mécénat	40 000,00
N4416C	GIRTACCESS	Projet Gritaccess FEDER	2 093 000,00
N4423C	Culture	Régie Cinémathèque	35 000,00
N4423C	Culture	Musée de la Corse	220 000,00
N4433A	Musée de Lévie	Régie	31 000,00
N4434A	Musée de Sartène	Régie	44 000,00
N4437A	Casa di Roccapina		15 000,00
N4438B	Musée d'Aléria	Régie	32 250,00
N4439B	Musée de Morosaglia	Régie	32 250,00
N4512C	CNDS	Ministère du sport	977 000,00
N2121C	Forêt - CTC	Coupe de bois, concession	210 000,00
N3132C	Développement territorial	Crédit FNADT	150 000,00
N3171A	Prévention des incendies	FEADER (Mesure 8.3 du PDRC)	862 000,00
		Conservatoire de la forêt méditerranéenne	550 000,00
N3172B	Espace rural		550 000,00
N3215A	ENS	Natura 2000	80 116,00
N3216B	LITTORAL		153 000,00
N3221A	Protection des milieux aquatiques	Participation agence de l'eau (Convention étant de Fanchiccia)	25 500,00
N3221B	Protection des milieux aquatiques		193 500,00
N3223A	LAV	Participation ville d'Ajaccio	25 000,00
N3223B	LAV		27 000,00
N6162C	Médecine préventive-sécurité travail		20 000,00
		Total fonctionnement	32 953 777,00

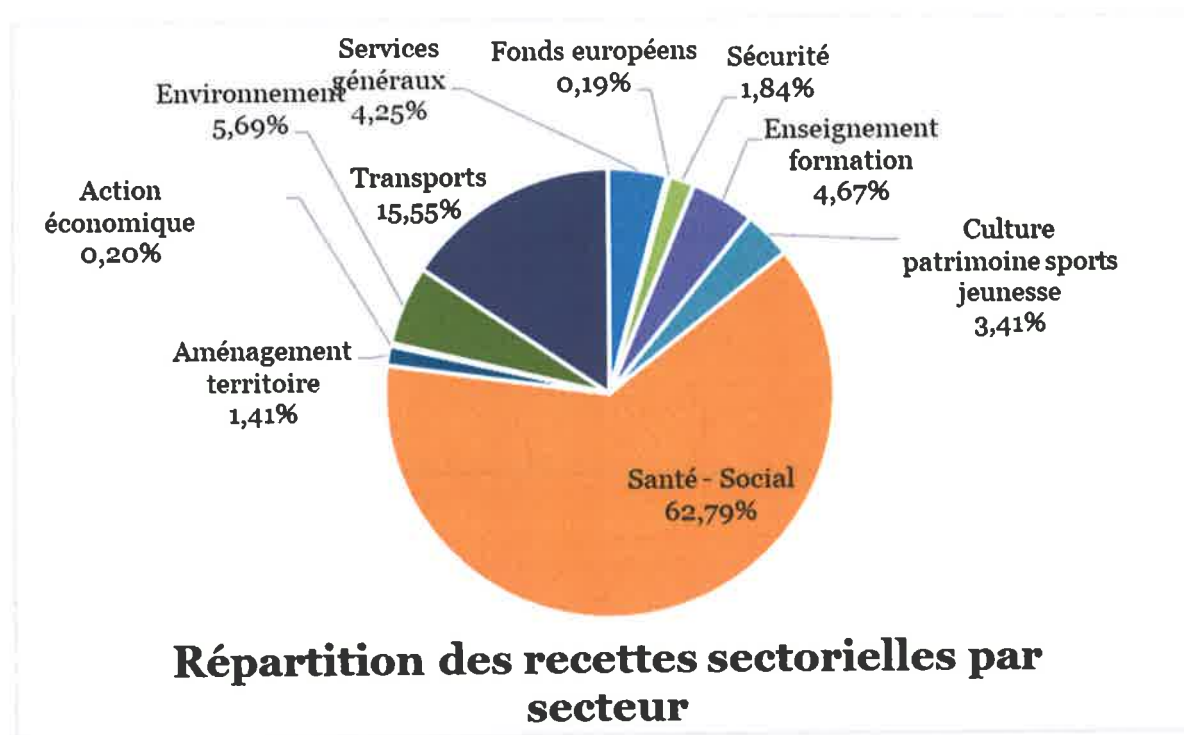
L'ensemble des recettes ventilées de fonctionnement est réparti conformément aux graphes ci-dessous, lequel met en évidence la part importante des produits relevant des chapitres « RSA », « APA » et « Santé social » (voir ci-dessus) ainsi que le chapitre 938 « Transports ».

Ce dernier comptabilise le complément d'excédent 2017 non rattaché à l'exercice, soit 6 M€, et le reliquat prévisionnel 2018 (8 M€) reversé par l'Office des Transports de la Corse au titre de la dotation de continuité territoriale.

Cette recette qui jusqu'en 2016, ne pouvait qu'être affectée à la réalisation d'équipements portuaires et aéroportuaires destinés au transport et à l'accueil de voyageurs de marchandises a fait l'objet d'une déspecialisation en loi de finances 2017.

Ainsi, la collectivité peut désormais utiliser cette recette pour financer des équipements relatifs à des infrastructures en faveur de la mobilité ou à des opérations d'investissement s'inscrivant dans le cadre d'un projet global de développement du territoire de la Corse et notamment au titre des politiques publiques menées en faveur des territoires de l'intérieur et de la montagne.



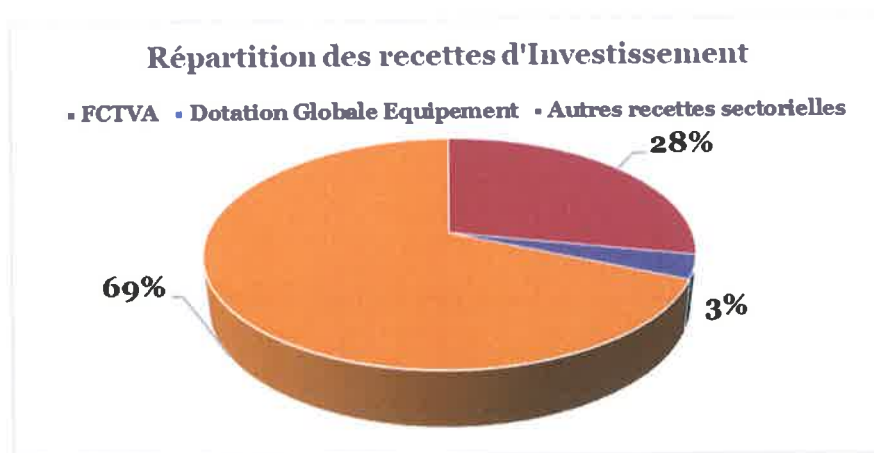


3) Les recettes d'investissement :

Elles représentent hors emprunt un volume de 91,418M€, soit 8 % des recettes totales. Elles se répartissent entre :

- les recettes non ventilées composées du FCTVA et de la DGE,
- les recettes sectorielles relevant des chapitres ventilés.

	2A	2B	CTC	Prévision 2018
FCTVA	5 430 000	5 100 000	14 000 000	24 530 000
Dotation Globale Equipement	1 680 000	1 200 000	0	2 880 000
Autres recettes sectorielles Investissement	11 357 500	6 126 000	46 524 308	64 007 808
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	18 467 500	12 426 000	60 524 308	91 417 808



a) Les recettes non ventilées :

Leur volume est arrêté à 27.41 M€ et représente près de 30 % des recettes d'investissement et 2.4 % des recettes totales.

Le FCTVA :

Cette dotation versée aux collectivités territoriales et à leurs groupements est destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire de 16,404 %, de la charge de TVA qu'ils supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale puisqu'ils ne sont pas considérés comme des assujettis pour les activités ou opérations qu'ils accomplissent en tant qu'autorités publiques.

La liste des bénéficiaires de ce fonds est définie à l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le produit 2018, calculé sur la base des investissements réalisés en 2017, est estimé à 24,53 M€.

La Dotation Globale d'Équipement :

Cette dotation mise en place en 1983, est destinée à soutenir l'effort d'investissement des départements en matière d'équipement rural (Infrastructures publiques en milieu rural, tourisme vert ou encore habitat rural).

Le produit s'élève à 2.880 M€.

b) Les recettes sectorielles :

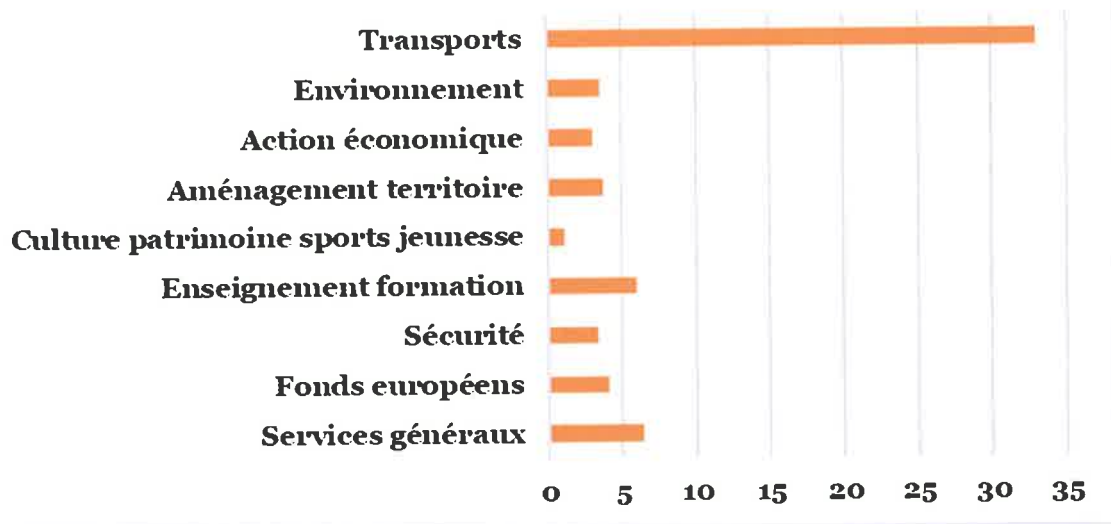
Ces recettes dites sectorielles, qui relèvent des chapitres fonctionnels s'élèvent à 64,008 M€. Elles contribuent au financement des différentes politiques publiques.

Elles représentent 73 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt et 6 % des recettes totales.

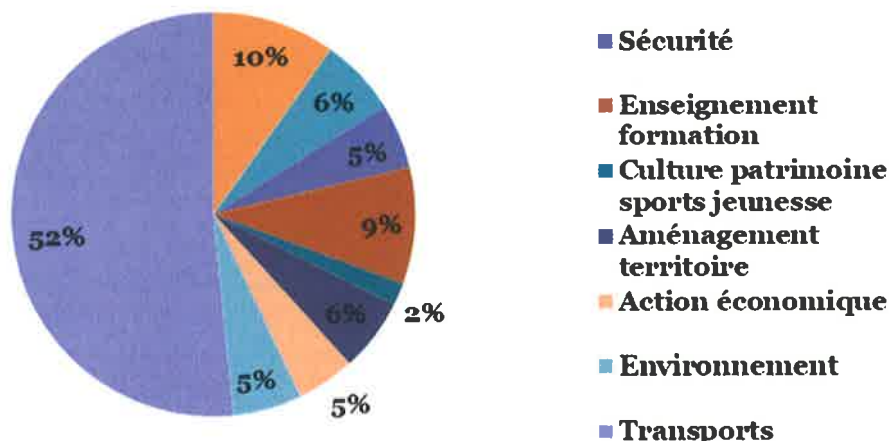
La répartition par secteur est détaillée dans le tableau et le graphe ci-dessous :

Prog.	Intitulé des programmes	Objet de la recette	Montant
N1121A	Réseau Routier Départemental	PEI II et IV - FEDER	8 495 000,00
		Subvention Etat PEI	4 650 000,00
N1121B	Réseau Routier Départemental	Subvention Etat - Intempéries	500 000,00
N1132C	Réseau Routier territorial - Travaux	Cofinancements	12 090 000,00
N1141C	Ports MOA	Cofinancements Ports Bastia et Bonifacio	2 162 000,00
N1142C	aéroports - MOA	Cofinancement	4 095 000,00
N1151C	Réseau Ferré	Cofinancements PO FEDER, CPER, PEI	1 000 000,00
N1211C	Réseau haut débit de la Corse	Cofinancements FEDER, PEI	3 420 000,00
N1212C	USAGES ET SECURITE - TIC	Cofinancements FEDER	208 000,00
N1311C	OEHC - Opérations sous MO CTC	Opérations cofinancées PEI 3	3 437 000,00
N2132C	ADEC - Outils financiers	4 ^{ème} convention PEI dédiée au TPE et remboursement outils financiers	3 000 000,00
N2321C	Subvention globale FEDER	Solde clôture subvention globale 2007-2013	4 000 000,00
N2322C	Gestion des fonds européens	Remboursements suite aux appels de fonds auprès de la Commission européenne	4 000 000,00
N2323C	Ingénierie financière FEDER 2007-2013	Politique de retour outils d'ingénierie financière 07-13	1 900 000,00
N3170B	SDIS 2B	Subvention Etat	15 000,00
		FEADER (Mesure 8,3 du PDRC	1 086 300,00
N3171A	Prévention des incendies	Participation Etat - Conservatoire de la forêt méditerranéenne	818 700,00
N3171B	Prévention des incendies	Subvention Etat - Prévention incendies	600 000,00
N3173A	MTL CFM	Financement Etat - Conservatoire de la forêt méditerranéenne	800 000,00
N3216B	Littoral	Convention patrouilles équestres	41 000,00
N3221B	Protection des milieux aquatiques	Programme européen en faveur de la protection aquatique	50 000,00
N4121C	TRAVAUX DE BATIMENTS CONST. SCOLAIRES	Cofinancement Collège du Stilettu PEI	5 250 000,00
N4129C	Equipeement général et scientifique des Etablissements	Plan numérique des collèges	714 000,00
N4411A	Patrimoine - Château de la Punta	PEI	157 500,00
N4411C	Patrimoine	Restauration chapelle St Thomas PEI	233 750,00
N4416C	GRITACCESS	Projet GRITACCESS FEDER	111 350,00
N4423C	Culture	Convention CNC 2017-2019	799 208,00
N6143C	S.I.G - Système d'information géographique	Cofinancement FEDER	104 000,00
N6164B	Formation Déplacements agents	Remboursement prêts agents	270 000,00
		Total recettes sectorielles d'investissement	64 007 808,00

Répartition des recettes sectorielles par chapitre fonctionnel



Répartition des recettes sectorielles par chapitre fonctionnel



La part la plus importante (52 %) concerne le secteur des transports et plus précisément les cofinancements reçus au titre du PEI dans le domaine des routes, ports, aéroports et réseau ferré.

Plus globalement, ces inscriptions de recettes découlent de la priorité donnée à l'inscription de dépenses relevant d'opérations sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité de Corse et cofinancées. Les dépenses sous maîtrise d'ouvrage représentent un peu plus de la moitié des dépenses ventilées d'investissement, soit 51 % pour un volume de 164 M€.

La part dédiée aux fonds européens représente 15 % des recettes sectorielles. Elle correspond aux fonds restitués à la collectivité par l'Europe suite aux versements assurés auprès des différents porteurs de projets, par la collectivité en tant qu'autorité de gestion du programme 2014/2020.

2. Les dépenses du budget 2018 :

Le montant prévisionnel des dépenses proposées pour 2018 est de 1,679 Mds € réparties à hauteur de 1,257 Mds€ en mouvements réels et 422,542 M€ en mouvements d'ordre.

	Fonctionnement	Investissement	Total
	Dépenses	Dépenses	
Opérations réelles	901 972 505,00	354 854 651,00	1 256 827 156,00
<i>ventilées</i>	858 993 922,24	320 354 651,00	1 180 170 070 ,00
<i>non ventilées</i>	42 978 582,76	34 500 000,00	76 657 086,00
Opérations d'ordre	158 523 373,95	139 440 559,38	297 963 933,33
<i>Virement de section</i>	124 578 131,36		124 578 131,36
TOTAL	1 185 074 010,31	494 295 210,38	1 679 369 220,69

Les dépenses réelles s'élèvent globalement à 1,257 Mds€ et représentent 75% des dépenses totales. Elles relèvent majoritairement de la section de fonctionnement pour 72% avec un volume de 901,973 M€. La section d'investissement représentant 28 % avec un volume de 354,855 M€.

Les dépenses d'ordre représentent un volume de 422,542 M€, soit 25 % des dépenses totales. Elles intègrent le virement de section qui s'élève à 124,578 M€. Elles sont réparties à hauteur de 283,102 M€ en section de fonctionnement et 139,441 M€ en investissement.

1) Les dépenses réelles de fonctionnement :

La section de fonctionnement s'établit à 901,973 M€. Les dépenses ventilées destinées au financement des politiques publiques et au fonctionnement de la structure représentent 858.994M€, soit 95 % du volume total.

Les dépenses non ventilées, consacrées aux dépenses relevant de la dette, de la contribution au redressement des comptes publics et aux fonds de péréquation s'établissent à 42,979 M€ soit 5% des dépenses totales.

	CDG 2017	BP 2018	Evolution en % et M€	
Fonctionnement	888,748	901,973	1,49%	13,225
<i>Ventilées</i>	837,175	858,994	2,61%	21,819
<i>Non ventilées</i>	51,573	42,979	-16,66%	-8,594



La comparaison de BP à BP ne peut s'effectuer en raison, d'une part de l'utilisation d'une nouvelle nomenclature comptable (M57, différente de celles précédemment utilisées par les trois ex entités), et d'autre part des réajustements importants opérés par sur l'exercice 2017 via des décisions modificatives qui sont largement venues abonder les crédits ouverts aux budgets primitifs.

Aussi, afin de présenter une évolution plus cohérente, l'analyse compare lorsque cela est possible, la prévision de crédits 2018 avec la réalisation constatée en 2017 au compte de gestion des trois ex entités.

Ainsi comparées aux dépenses réelles réalisées au compte de gestion qui s'élèvent à 888,748 €, le montant des dépenses réelles de fonctionnement 2018 affiche une progression de 1,49 %, représentant en volume 13,225 M€.

Cette évolution que l'exécutif a souhaité contenir dans la lignée de la trajectoire vertueuse constatée dans les comptes de l'ex collectivité territoriale de Corse, résulte de l'augmentation des dépenses ventilées à hauteur de 21.819 M€ et de la baisse de 8.594 M€ des crédits dédiés aux chapitres non ventilés.

a) Les dépenses par chapitre fonctionnel :

La CTC votait son budget par fonction alors que les départements le présentaient par nature. De fait, les modes de vote différents adoptés par les ex entités et le changement de nomenclature comptable constituent des contraintes qui ne permettent pas d'obtenir un référentiel des crédits votés au BP 2017 par chapitre fonctionnel.

Ainsi la comparaison ne pouvant être effectuée, seule une analyse des dépenses vous est proposée.

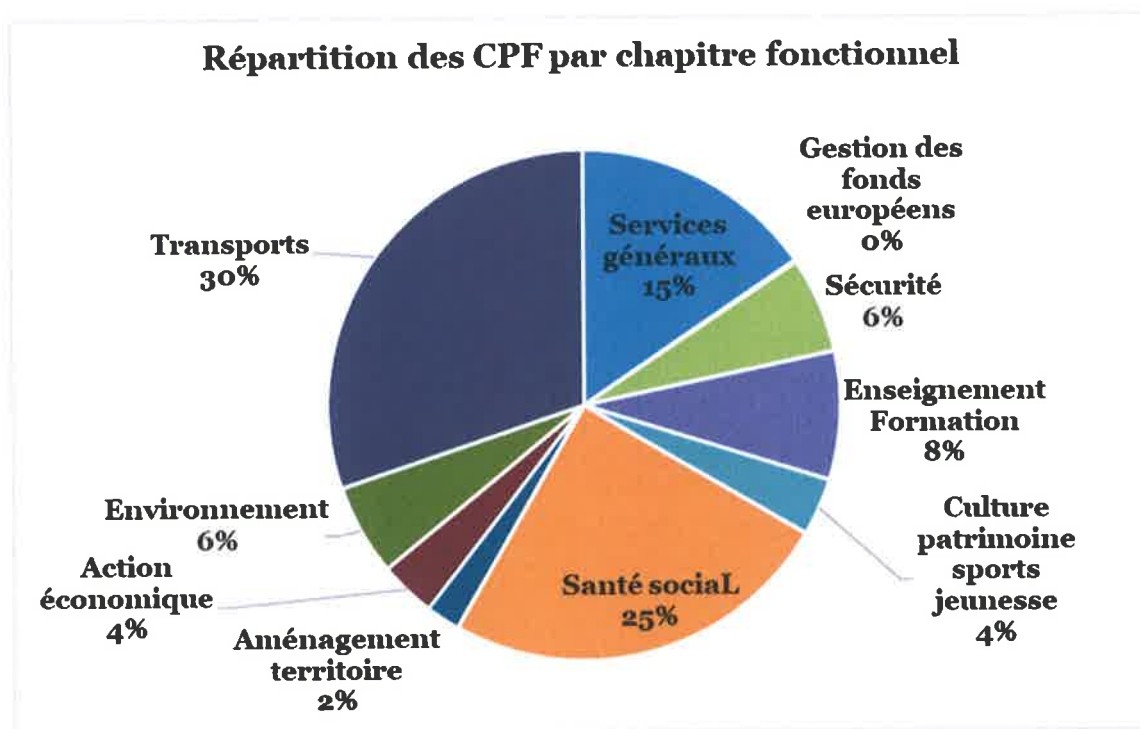
Elle s'attache à établir un parallèle entre les actions menées dans le cadre des politiques publiques votées par l'Assemblée de Corse déclinées dans l'arborescence stratégique de programme et la nomenclature comptable.

Les dépenses ventilées :

Cette partie présente une simple analyse comptable des chapitres fonctionnels. Le détail des dépenses étant présenté dans la partie III consacrée à la présentation des dépenses par programme.

Les dépenses ventilées se déclinent par chapitre fonctionnel comme suit :

Chapitres	Libellé	Montant en M€
930	Services généraux	133,10
9305	Gestion des fonds européens	1,00
931	Sécurité	52,18
932	Enseignement Formation	69,92
933	Culture patrimoine sport jeunesse	31,25
934	Santé social	112,69
9343	APA	55,49
9344	RSA / RMI	45,50
935	Aménagement territoire	18,48
936	Action économique	30,72
937	Environnement	49,59
938	Transports	259,08
S/Total chapitres ventilées		858,99



La répartition des dépenses ventilées par chapitre fonctionnel telle que définie dans le graphique ci-dessus met en évidence :

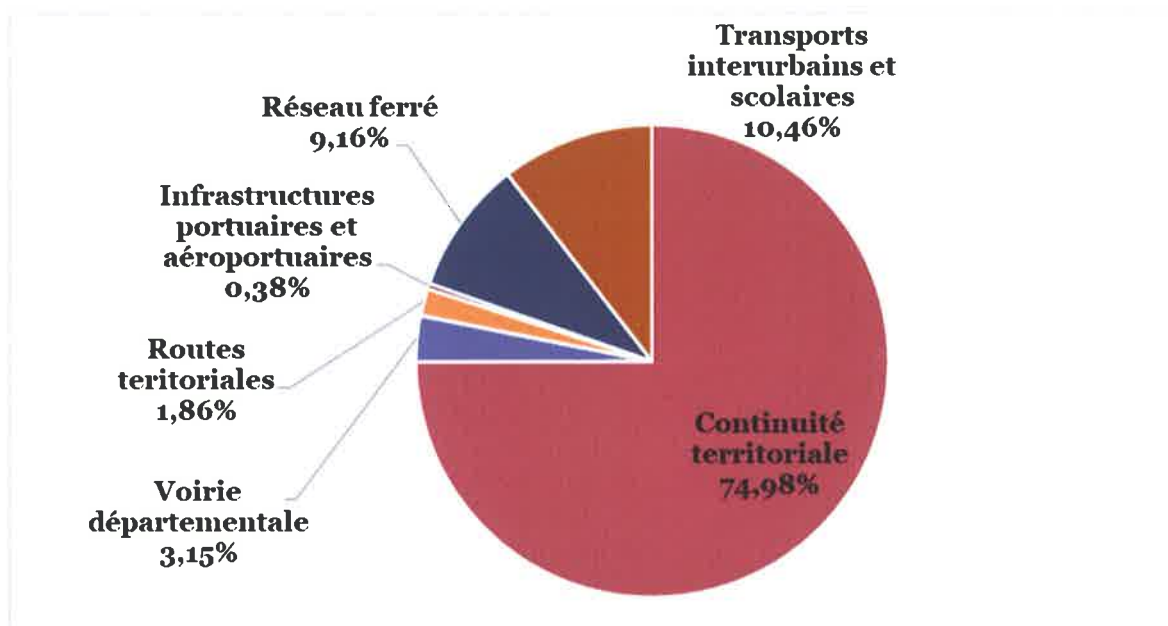
- La part importante de crédits consacrée à la compétence transports laquelle représente 30 % des crédits et un volume de 259 M€.

Ces crédits sont consacrés d'une part à hauteur de 187 M€, soit 75%, à la continuité territoriale et sont versés intégralement à l'Office des transports de la Corse qui en assure la mise en œuvre.

L'enveloppe destinée aux transports scolaires et interurbains s'élève à 26,1 M€ et représente le deuxième poste de dépense.

Le réseau ferré mobilise 22,850 M€.

Enfin 13,465 M€ sont prévus pour assurer l'entretien et le fonctionnement des services routiers, portuaires et aéroportuaires.



Programmes rattachés au chapitre 938 :

N111	Continuité territoriale	186 999 159,00
N112	Voirie départementale	7 865 000,00
N113	Routes territoriales	4 650 000,00
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	950 000,00
N115	Réseau ferré	22 850 000,00
N116	Transports interurbains et scolaires	26 100 000,00
N616	Personnel	9 328 000,00

- La compétence « social » mobilise 213,68 M€, soit 25 % des dépenses ventilées et représente le deuxième poste de dépenses. Elle permet la mise en œuvre des politiques liées au RSA à l'APA. Ces dépenses supportent également les rémunérations des agents affectés aux services ressources.

Programmes rattachés aux chapitres 934 :

N511	Services sociaux	1 472 500,00
N512	insertion - Lutte contre la précarité	47 771 600,00
N513	Personnes âgées	74 976 950,00
N514	Personnes handicapées	40 300 000,00
N515	Famille - Enfance	19 406 000,00
N521	Santé - Services médico sociaux	2 538 650,00

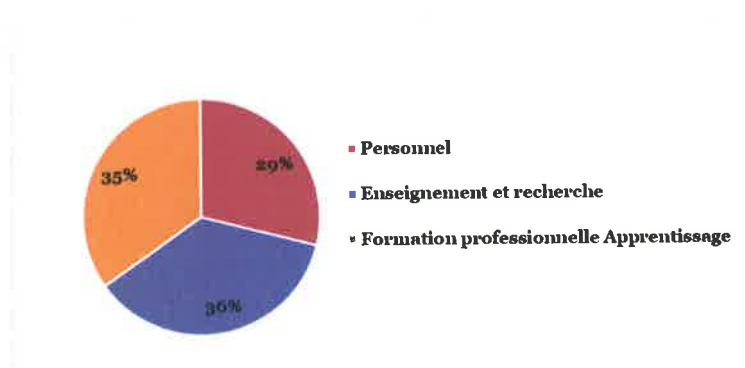
- Les services généraux représentent 15% des dépenses ventilées avec un volume de 133,10 M€.

Près de 61 M€ sont mobilisés pour assurer le fonctionnement de la structure. Ces dépenses intègrent le fonctionnement des instances et les dépenses d'administration générale. La rémunération d'une partie du personnel à hauteur de 66 M€ est également prévue sur ce chapitre. Il est à noter que la pratique des départements consiste à ventiler les rémunérations de personnel sur les différents chapitres en fonction du service de rattachement (culture, transports, environnement ...). L'analyse globale de la masse salariale ne pourra donc être effectuée qu'à partir de la répartition nature du chapitre 012. Les dépenses de communication sont également prévues sur ce chapitre à hauteur de 3 M€.

- Près de 70 M€, soit 8%, sont dédiés à la compétence en matière d'enseignement et de formation professionnelle. Les actions en matière d'enseignement supérieur menées conformément au Schéma de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SESRI 2017-2022) adopté par l'Assemblée de Corse le 26/10/2017 mobilisent 16,436 M€. L'Université de Corse bénéficie d'un financement de 6M€ pour assurer le fonctionnement de la structure.

En matière d'enseignement secondaire, des dépenses proposées à hauteur de 6,750 M€ s'inscrivent dans le cadre des compétences obligatoires de l'ex CTC, pour assurer le fonctionnement des lycées et collèges. La rémunération des personnels ATTEC s'inscrit également dans le cadre de cette compétence et est prise en charge sur ce chapitre à hauteur de 20 M€, soit 29%.

Enfin, la formation professionnelle et l'apprentissage représente 33% de ces crédits et un volume de 24 M€.



Programmes rattachés au chapitre 932 :

N411	Enseignement supérieur recherche et diffusion	16 436 000,00
N412	Enseignement primaire et secondaire	8 450 000,00
N41	Enseignement et recherche	24 886 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	24 000 000,00

- Le chapitre « Sécurité » représente 6% des dépenses et un volume de 52,18 M€. Il permet le financement des deux SDIS proposés à hauteur de 43,860 M€ ainsi que la mise en œuvre des actions d'aménagement, d'équipement et de surveillance des forêts afin de prévenir les incendies.

Programmes rattachés au chapitre 931 :

N317	Prévention contre les incendies	45 534 820,00
N616	Personnel	6 556 000,00

- Les dépenses s'inscrivant dans le cadre de la politique environnementale sont budgétées au chapitre « Environnement » à hauteur de 49,59 M€, soit 6% des dépenses ventilées. Elles regroupent les dotations versées à l'OEC et au PNRC qui représentent un montant global de 20,970 M€. Ces contributions sont versées au titre des dépenses liées à la structure et

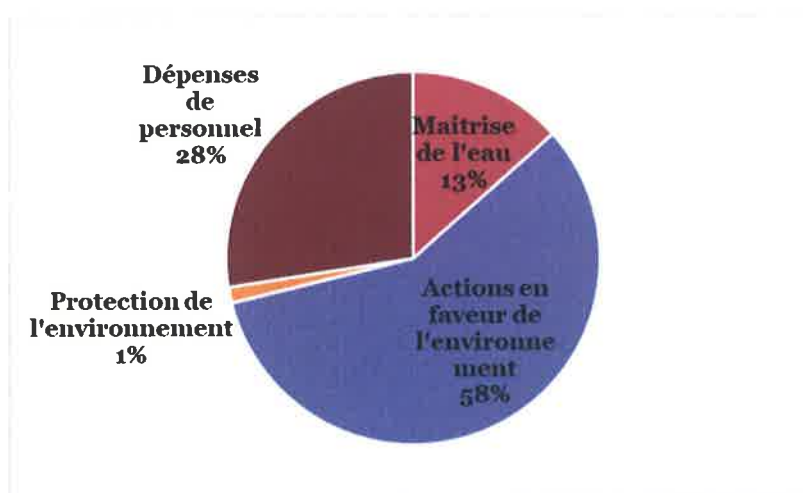
également au titre des actions menées et mises en œuvre par l'office de l'environnement de la Corse.

La compétence conférée par la loi N°85-729 du 18/07/1985 instituant les Espaces Naturels Sensibles (ENS) et confiant la compétence de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels à la Cdc s'inscrit également dans le cadre de ce programme avec un montant prévu à hauteur de 7,270 M€.

Les crédits délégués à l'OEHC pour exercer la compétence en matière de maîtrise de l'eau représentent 7,825 M€ ; ils sont destinés au fonctionnement de la structure et à la prise en charge des salaires et des charges générales.

Programmes rattachés au chapitre 937 :

N13	Maîtrise de l'eau	7 825 000,00
N321	Actions en faveur de l'environnement	33 673 512,00
N322	Protection de l'environnement	800 000,00
N32	Environnement	34 473 512,00
	Dépenses de personnel	16 000 000 ,00



- L'action économique, avec un volume de 30,72 M€ représente 4% des dépenses ventilées. Les politiques menées dans le cadre de cette compétence relèvent des domaines suivants :

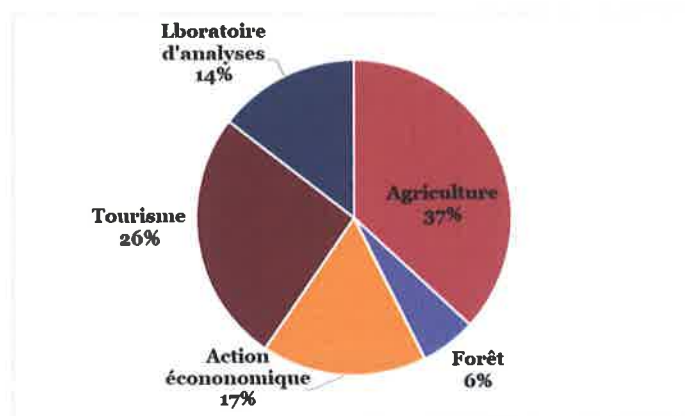
Programmes rattachés au chapitre 936 :

N211	Agriculture	11 314 000,00
N212	Forêt	1 750 000,00
N213	Action économique	5 200 000,00
N214	Tourisme	7 953 000,00
N21	Economie productive	26 217 000,00

La mise en œuvre de ces politiques a été en très grande partie confiée aux satellites de la Cdc que sont l'ODARC, l'ADEC et l'ATC. Les crédits proposés sur ce chapitre sont essentiellement destinés à donner les moyens financiers à ces organismes.

Les crédits dédiés à la forêt relèvent d'obligations légales et permettent également le financement de la sylviculture, de l'entretien des forêts sont provisionnés à hauteur de 1,75 M€.

La subvention d'équilibre contribuant à l'activité des deux laboratoires d'analyse est également budgétée sur ce chapitre à hauteur de 4,461 M€.



Ainsi, la part la plus importante soit 37 % et 11.314 M€ est consacrée à la politique agricole. L'ODARC bénéficie de la majorité des crédits répartis à hauteur de 8.979 M€ au titre du fonctionnement de la structure et 0,550 M€ au titre des dépenses liées à la participation au SIA.

La participation de la Cdc au Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse (SMAC) est également prévue à hauteur de 1,785 M€. Elle est constituée d'une part statuaire de l'ordre de 0,500 M€ et une part variable de l'ordre de 0,900 m€, à laquelle s'ajoute la participation de l'ex CD2B de 0,385 M€.

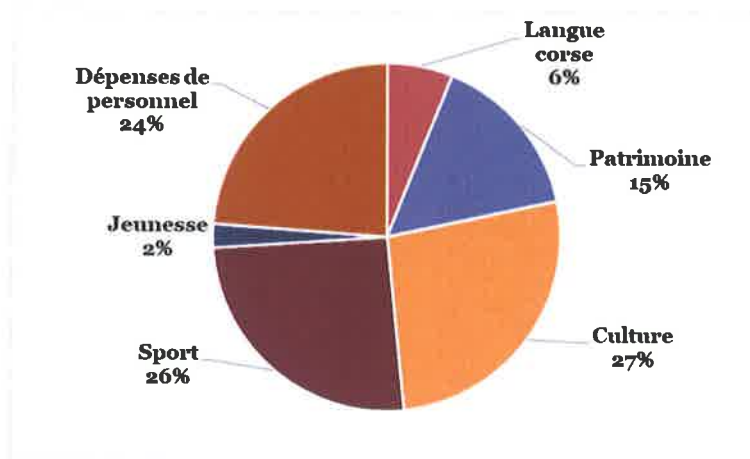
La compétence tourisme dévolue à l'ATC se voit attribuer une enveloppe de 7,953 M€ essentiellement constituée de la dotation de fonctionnement propre à hauteur de 5,2 M€ et 2,7 M€ pour financer les actions en matière de promotions et de communication.

Les crédits dédiés à l'action économique sont essentiellement constitués de la dotation de fonctionnement versées à l'ADEC qui représente 4,900 M€.

- Les dépenses comptabilisées au chapitre « culture, patrimoine, sport et Jeunesse » représentent 4 % des dépenses totales avec un volume de 31,25 M€.

Programmes rattachés au chapitre 933 :

N43	Langue corse	1 900 000,00
N441	Patrimoine	3 478 000,00
N442	Culture	8 348 000,00
N443	Musées, archives, BDP, FRAC, Centres culturels	1 393 000,00
N44	Culture et patrimoine	13 219 000,00
N451	Sport	8 001 000,00
N452	Jeunesse	686 000,00
N45	Sport et jeunesse	8 687 000,00
	Charges de personnel	7 445 000,00



Les crédits destinés à la mise en œuvre des actions en matière de sport et jeunesse représentent un volume de 8,7 M€, soit 28 % du chapitre. Ils sont constitués à hauteur de 0,977 M€ par les crédits délégués par le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) afin de soutenir le fonctionnement et les actions des comités sportifs et clubs.

Le Centre du Sport et de la Jeunesse de Corse nouvellement constitué sous forme de régie autonome bénéficie d'une dotation de fonctionnement de 2,244 M€.

Le deuxième poste de dépense du chapitre est dédié à la compétence « culture » avec un volume de 8,348 M€. Ces crédits sont consacrés à la mise en œuvre de la politique adoptée en 2017 par l'Assemblée de Corse fixant un nouveau cadre de l'action culturelle organisé autour de 4 axes majeurs : *ingranda incu a cultura, sviluppa a creazione, fa vede e fa cunosce a creazione in ogni ocji e aldila, intreprende inde a cultura*.

L'enveloppe consacrée aux actions en faveur du patrimoine représente un montant de 4,871 M€.

Ces crédits sont destinés à des opérations de restauration (Château de la Punta...) mais également à la mise en œuvre du projet stratégique GRITACCESS, financé dans le cadre du programme opérationnel de coopération transfrontalière Italie-France maritime (2,144 M€). Les musées, le FRAC, la cinémathèque de Corse à Casa di Roccapina se voient également dotés d'une enveloppe de 1,393 M€ permettant le fonctionnement des structures.

Enfin, il est également prévu un montant de 1,900 M€, soit 6% des dépenses du chapitre, qui s'inscrit dans le cadre du programme Lingua 2020 dont le but est de renforcer le bilinguisme dans le système d'éducation et de formation, comme dans le domaine économique et social.

- Les crédits budgétés au chapitre « aménagement du territoire » à hauteur de 18,48 M€ contribuent à la mise en œuvre des actions en matière d'urbanisme, de logement, d'habitat et de développement rural et territorial.

En matière d'urbanisme, la compétence est assurée par l'Agence de l'Urbanisme et de l'Energie de la Corse. A ce titre une dotation de 5 M € est prévue pour assurer le fonctionnement de la structure (4,122 M€) et 0,884 M€ pour contribuer aux financements des études qu'elle envisage de mener (Territorialisation du PADDUC, Enquête présentielle estivale, Révision de la PPE, Observation de l'énergie et du climat).

Une enveloppe de 2,276 M€ est prévue dans le cadre de l'action publique de proximité attendue sur les territoires. Elle s'inscrit dans une logique de projets de vie des territoires et réaffirme son soutien au mouvement associatif mais également aux communes et groupements pour lesquels une somme de 1,7 M€ est proposée. La participation au Syndicat

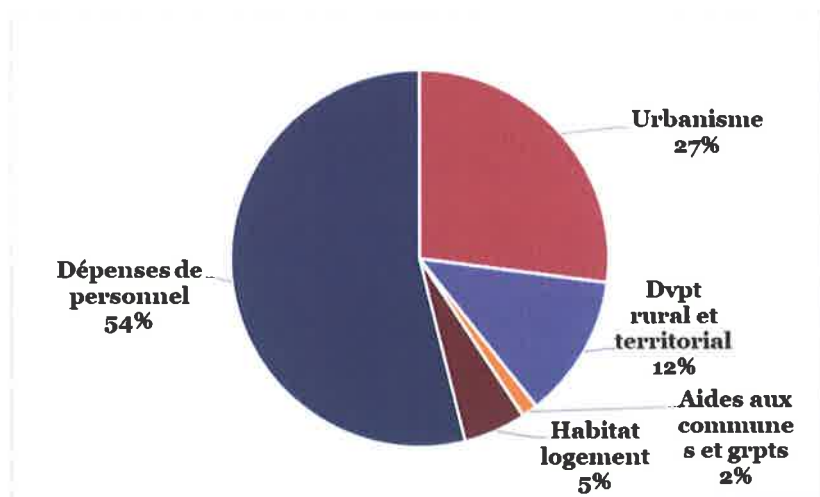
de l'énergie de Corse du Sud est également prise en charge sur ce chapitre à concurrence de 0,500 M€.

La part consacrée à la politique menée en matière d'habitat et de logement s'élève à près d'un million d'euros. Elle intègre essentiellement le financement du CAUE et de l'ADIL.

Les charges de personnel représentent la part la plus importante des crédits avec 9,957 M€.

Programmes rattachés au chapitre 935 :

N311	Urbanisme	5 006 000,00
N313	Développement rural et territorial	2 276 000,00
N314	Aides aux communes et groupements	254 600,00
N316	Habitat Logement	990 800,00
	Dépenses de personnel	9 957 000,00



- Les crédits budgétés au chapitre « Gestion des fonds européens » à hauteur de 1 M€ contribuent au financement des contreparties portées par la collectivité en tant qu'autorité de gestion des programmes et à la mise en œuvre des programmes contractualisés.

Les dépenses non ventilées :

Les dépenses non ventilées se déclinent par chapitre fonctionnel comme suit :

Chapitres	Libellé	Montant en M€
941	Autres impôts et taxes	7,55
942	Dotations et participations	5,71
943	Opérations financières	28,90
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,82
	S/Total chapitres non ventilées	42,98

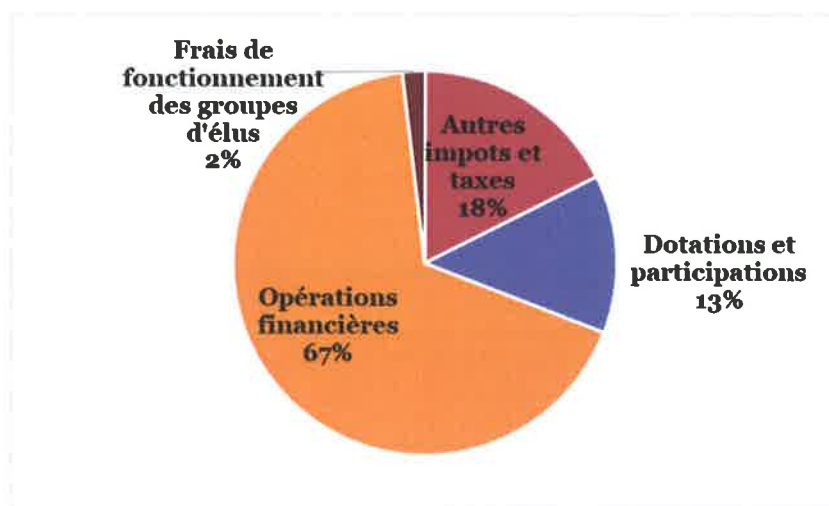
Ces dépenses représentent un volume de 42,979 M€.

Elles sont réparties à hauteur de 28,90 M€ sur le chapitre 943 « opérations financières » comptabilisant les charges d'intérêts en matière d'emprunt.

Les dépenses comptabilisées sur les chapitres 941 et 942 sont des atténuations de produits dues au titre de la contribution de la Cdc au redressement des comptes publics (5,71 M€) et au titre des fonds de péréquation des ex départements (7,55 M€).

Il convient de préciser que ces montants sont reconduits à leurs niveaux de 2017.

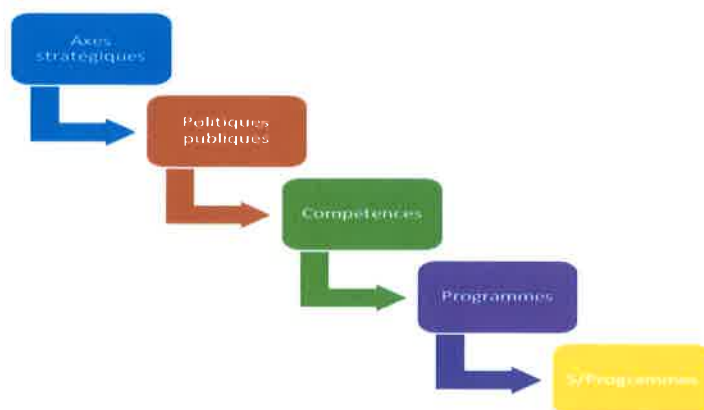
Enfin le chapitre 944 comptabilisent les frais de fonctionnement des groupes d'élus dont la dépense est encadrée par la loi (l'enveloppe des salaires versés aux attachés de groupe est limitée à 30% des indemnités brutes versées aux élus de l'Assemblée de Corse).



b) Récapitulatif des dépenses de fonctionnement par axe stratégique :

A l'instar des grandes collectivités, la collectivité de Corse décline son budget à travers une arborescence stratégique de programmes définie sur cinq niveaux.

La délibération de programmes produite en annexe du budget décline la ventilation des politiques publiques telles qu'intégrées dans l'arborescence stratégique de programmes.



Les dépenses de fonctionnement sont donc réparties conformément à cette arborescence par axe stratégique, politique, compétence, programme et sous-programme.

Le tableau ci-dessous récapitule les crédits de paiement de fonctionnement au niveau de l'axe, de la politique et de la compétence :

Compétence / Politique	Libellé	CPF
N111	Continuité territoriale	186 999 159,00
N112	Voirie départementale	7 865 000,00
N113	Routes territoriales	4 650 000,00
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	950 000,00
N115	Réseau ferré	22 850 000,00
N116	Transports interurbains et scolaires	26 100 000,00
N11	Infrastructures de transports et mobilité	249 414 159,00
N121	Réseau Très Haut Débit	257 000,00
N12	Réseau Très Haut Débit	257 000,00
N131	Maîtrise de l'eau	7 825 000,00
N13	Maîtrise de l'eau	7 825 000,00
Axe 1	Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	257 496 159,00
N211	Agriculture	11 314 000,00
N212	Forêt	1 750 000,00
N213	Action économique	5 200 000,00
N214	Tourisme	7 953 000,00
N21	Economie productive	26 217 000,00
N221	Coopération décentralisée	1 537 700,00
N222	Coopération internationale	151 000,00
N22	Coopération internationale et décentralisée	1 688 700,00
N231	Fonds européens	100 000,00
N232	Subvention globale	1 000 000,00
N23	Gestion des fonds européens	1 100 000,00
Axe 2	Transformer l'appareil productif de l'économie	29 005 700,00
N311	Urbanisme	5 006 000,00
N312	Foncier	0,00
N313	Développement rural et territorial	2 276 000,00
N314	Aides aux communes et groupements	254 600,00
N315	Habitat Logement	150 000,00
N316	Logement	840 800,00
N317	Prévention contre les incendies	45 534 820,00
N31	Aménagement du territoire	54 062 220,00
N321	Actions en faveur de l'environnement	33 673 512,00
N322	Protection de l'environnement	800 000,00
N32	Environnement	34 473 512,00
N331	Energie	75 000,00

N33	Transition énergétique	75 000,00
Axe 3	<i>Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement</i>	88 610 732,00
N411	Enseignement supérieur recherche et diffusion	16 436 000,00
N412	Enseignement primaire et secondaire	8 450 000,00
N41	Enseignement et recherche	24 886 000,00
N421	Formation professionnelle Apprentissage	24 000 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	24 000 000,00
N431	Langue corse	1 900 000,00
N43	Langue corse	1 900 000,00
N441	Patrimoine	3 478 000,00
N442	Culture	8 348 000,00
N443	Musées, archives, BDP, FRAC, Ctres culturels	1 393 000,00
N44	Culture et patrimoine	13 219 000,00
N451	Sport	8 001 000,00
N452	Jeunesse	686 000,00
N45	Sport et jeunesse	8 687 000,00
Axe 4	<i>Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire</i>	72 692 000,00
N511	Services sociaux	1 472 500,00
N512	insertion - Lutte contre la précarité	47 771 600,00
N513	Personnes âgées	74 976 950,00
N514	Personnes handicapées	40 300 000,00
N515	Famille - Enfance	19 406 000,00
N51	Social	183 927 050,00
N521	Santé - Services médico sociaux	2 538 650,00
N52	Santé - Services médico sociaux	2 538 650,00
Axe 5	<i>Renforcer les solidarités humaines</i>	186 465 700,00
N611	Fonctionnement des instances	5 499 496,76
N612	communication	3 325 000,00
N613	Finances	631 272,24
N614	Systèmes d'information	4 999 000,00
N615	Moyens généraux	16 446 359,00
N616	Ressources humaines	191 524 000,00
N617	Bâtiments	3 120 000,00
N61	Fonctions support	225 545 128,00
Axe 6	<i>Accroître la compétence de l'administration</i>	225 545 128,00
	Total	859 815 419,00

c) Les dépenses par nature :

Retraitement préalable des BP votés en 2017 dans les 2 ex départements :

Les ex Départements votaient leur BP selon la nomenclature M52 par nature. Dans ce cadre spécifique aux départements, il existe des chapitres dits « globalisés » selon les définitions suivantes :

« Les chapitres de dépenses et de recettes, intitulés « RMI » codifiés 015, retracent l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement relatives au RMI et au RMA.

- Les chapitres de dépenses et de recettes, intitulés « Allocation personnalisée d'autonomie » codifiés 016, retracent l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement relatives à l'APA.
- Les chapitres de dépenses et de recettes codifiés 017 « RSA » sont des chapitres globalisés spécifiques qui retracent, l'un, l'ensemble des dépenses et, l'autre, l'ensemble des recettes de fonctionnement relatives au RSA.

L'institution des chapitres 015 « RMI », 016 « APA » et 017 « RSA », et de leurs corollaires en section d'investissement, permet notamment de répondre à l'obligation posée par l'article L.3321-2 du code général des collectivités territoriales d'identifier dans un chapitre spécifique les dépenses du département concernant respectivement la mise en œuvre de la politique du RMI, de l'APA et du RSA. L'article correspond au compte le plus détaillé de la nomenclature par nature ouvert à l'intérieur du chapitre. Il est à noter qu'un compte par nature présent dans un chapitre « RMI », « APA » ou « RSA » peut également figurer dans un autre chapitre pour les dépenses et les recettes n'ayant pas trait au RMI, à l'APA ou au RSA. Ainsi, les dépenses à caractère général et les dépenses de personnel qui figurent d'ordinaire aux chapitres globalisés 011 et 012, doivent être inscrites dans les chapitres globalisés 015, 016 ou 017 si elles sont engagées dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du RMI, de l'APA ou du RSA. »

A contrario, la nomenclature M57 par fonction adoptée pour le vote de ce BP 2018, n'est pas spécifique aux Départements et retrace uniquement pour partie les dépenses « APA » et « rSa » dans des chapitres fonctionnels ciblés :

934-3 pour l'APA

934-4 pour le rSa

De ce fait, les charges autres que celles concernant les allocations ne sont pas « globalisées » par nature dans les chapitres 016 et 017 et sont imputées sur leur chapitre « nature » initial. Par exemple, les charges de personnels affectés au rSa ne sont plus imputées au chapitre 017 mais au chapitre 012.

Ainsi, afin de comparer les BP 2017 votés par les 3 ex collectivités et le BP 2018 selon les chapitres par nature, il est nécessaire de retraiter les chapitres globalisés 016 et 017 des anciens Départements.

Le tableau ci-après fait apparaître ce retraitement :

Retraitement des BP 2017 au regard du passage en M57

	BP ex 2A (M52)	BP ex 2A (M57)	BP ex 2B (M52)	BP ex 2B (M57)	BP ex CTC (M71)	Total BP 2017 retraité
011	17,15	17,73	18,36	18,50	38,95	75,18
012	67,03	70,94	50,89	54,64	66,72	192,29
014	3,87	3,87	1,50	1,50	4,80	10,17
015	0,01	0,00				0,00
016	26,00	23,09	26,07	23,74		46,83
017	18,17	14,90	22,84	18,99		33,89
65	65,77	67,44	61,37	63,66	340,81	471,92
6586	0,18	0,18	0,06	0,06	0,48	0,72
66	1,93	1,93	9,21	9,21	16,39	27,52
67	0,29	0,33	0,28	0,28	0,09	0,71
945	0,00	0,00			1,50	1,50
Total dépenses réelles de fonctionnement	200,40	200,40	190,59	190,59	469,73	860,72

Toujours à des fins de comparaison, ce même retraitement est opéré dans le tableau ci-après pour la totalité des crédits votés en 2017 du fait des décisions modificatives prises tout au long de l'exercice 2017, qui sont largement venues modifier les crédits ouverts aux budgets primitif.

Retraitement de l'ensemble des crédits votés en 2017 au regard du passage en M57

	Crédits votés ex 2A (M52)	Crédits votés ex 2A (M57)	Crédits votés ex 2B (M52)	Crédits votés ex 2B (M57)	Crédits votés ex CTC (M71)	Total crédits votés 2017 retraité
011	23,74	24,84	25,09	25,29	41,41	91,53
012	73,88	78,38	52,00	56,19	66,72	201,28
014	3,87	3,87	2,05	2,05	5,01	10,92
015	0,01	0,00				0,00
016	28,13	24,35	28,53	25,87		50,22
017	18,40	14,74	27,60	22,65		37,39
65	75,01	76,83	68,79	71,99	341,78	490,60
6586	0,18	0,18	0,06	0,06	0,48	0,72
66	2,01	2,01	9,09	9,09	18,49	29,59
67	1,06	1,10	0,26	0,27	0,46	1,84
945					11,13	11,13
Total dépenses réelles de fonctionnement	226,30	226,30	213,46	213,46	485,47	925,22

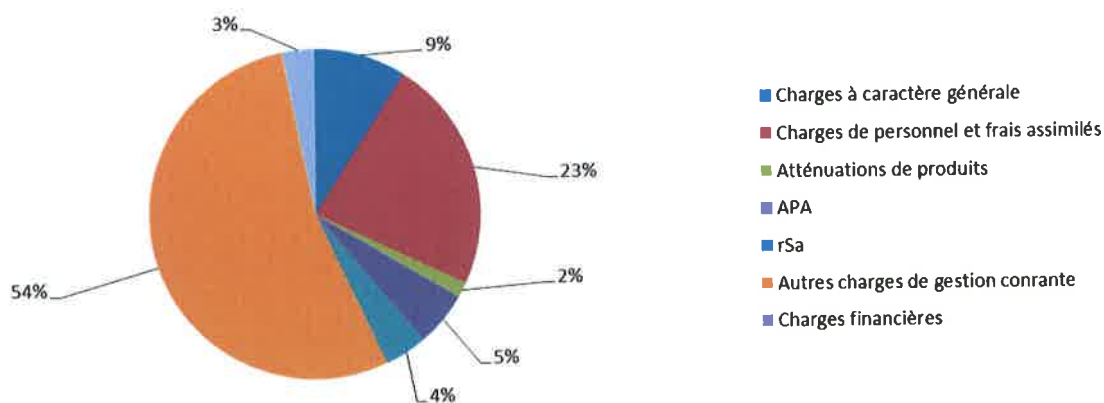
Ainsi, le tableau et le graphe ci-dessous, font état de la répartition des dépenses par nature et leur comparaison avec les 3 BP votés dans les ex - collectivités, retraités selon la répartition des chapitres 016 et 017 dans les chapitres par nature en M57.

Comparaison total BP 2017 des 3 ex collectivités avec le BP 2018

	BP 2017 / BP 2018				Totalité des crédits votés en 2017/BP 2018			
	91,5318	BP 2018	Evolution en masse	Evolution en %	Total crédits votés 2017 retraité	BP 2018	Evolution en masse	Evolution en %
011	75,18	81,60	6,42	8,54%	91,53	81,60	-9,93	-10,85%
012	192,29	207,21	14,92	7,76%	201,28	207,21	5,93	2,94%
014	10,17	13,26	3,09	30,38%	10,92	13,26	2,33	21,37%
016	46,83	48,37	1,54	3,29%	50,22	48,37	-1,84	-3,67%
017	33,89	37,33	3,43	10,13%	37,39	37,33	-0,06	-0,17%
65	471,92	484,90	12,98	2,75%	490,60	484,90	-5,70	-1,16%
6586	0,72	0,82	0,10	14,35%	0,72	0,82	0,10	14,35%
66	27,52	28,40	0,88	3,20%	29,59	28,40	-1,19	-4,03%
67	0,71	0,08	-0,63	-88,61%	1,84	0,08	-1,75	-95,62%
945	1,50		-1,50		11,13		-11,13	
Total dépenses réelles de fonctionnement	860,72	901,97	41,25	4,79%	925,22	901,97	-23,26	-2,51%

S'agissant des volumes, le détail des évolutions figure dans les paragraphes suivants.

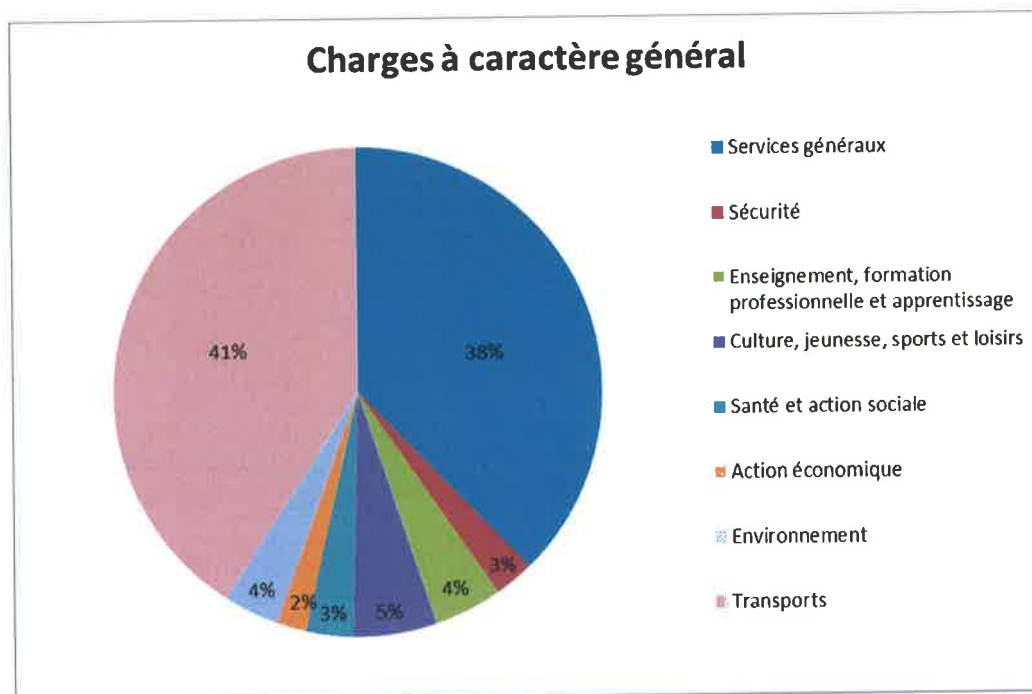
Les dépenses réelles de fonctionnement par chapitres "nature"



Ainsi, 63 % des crédits sont réservés aux aides aux tiers et au secteur social, 23 % aux charges de personnel et 9 % aux charges à caractère général. Près de deux tiers des dépenses de fonctionnement constituent des participations et subventions reversées. Les dotations de fonctionnement versées aux agences et offices sont intégrées à ce graphe.

Les charges à caractère général (Chapitre 011) :

Elles s'élèvent à 81,6 M€ et représentent 9% des dépenses réelles de fonctionnement. Elles intègrent notamment 32,9 M€ au titre de la compétence « Transport ». Elles sont en augmentation de 6,4 M€, soit 8,54% par rapport à la somme des BP 2017 votés dans les 3 ex collectivités. **Par contre, elles accusent une baisse de près de 10M€, soit 10,8 % par rapport à la totalité des crédits votés en 2017.**



Il est important que ce chapitre soit contenu, et dans la mesure du possible, orienté à la baisse, dans le cadre de la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement.

Le pilotage de l'épargne constitue un vecteur important du cadre prospectif dans lequel le budget 2018 a été construit.

Les charges de personnel (Chapitre 012) :

Elles s'établissent à hauteur de 207,2 M€ et représentent 23% des dépenses réelles de fonctionnement. L'augmentation constatée de BP à BP représente un volume de 14,9 M€, soit 7,7%. L'augmentation constatée entre la totalité des crédits votés par les 3 ex collectivités et le BP 2018 représente en volume de 5,9M€, soit 2,9%.

Cette augmentation de la masse salariale résulte principalement de l'application en année pleine des décisions prises par les ex-collectivités en matière de gestion des personnels. Ces décisions prises en 2017 concernent principalement :

- Les recrutements, « stagiairisation », intégration de personnels opérés dans le courant de l'année 2017 dans les 3 collectivités,
- La déclinaison du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) à l'ensemble des cadres d'emplois
- La revalorisation de certains régimes indemnitaires
- Des mesures sociales (mutuelles...)

En plus de ces différentes mesures, la proposition budgétaire tient compte du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) comme détaillé ci-après :

La structure des effectifs de la Collectivité de Corse est la suivante :

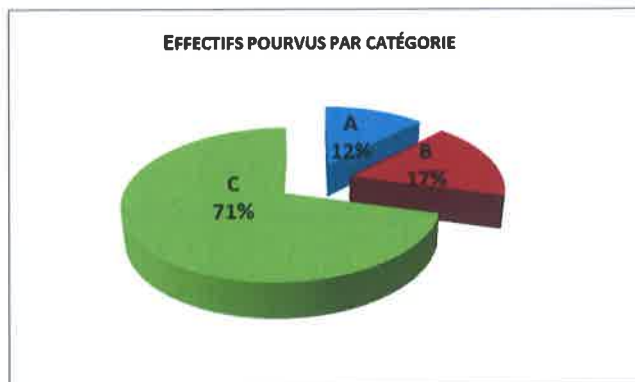
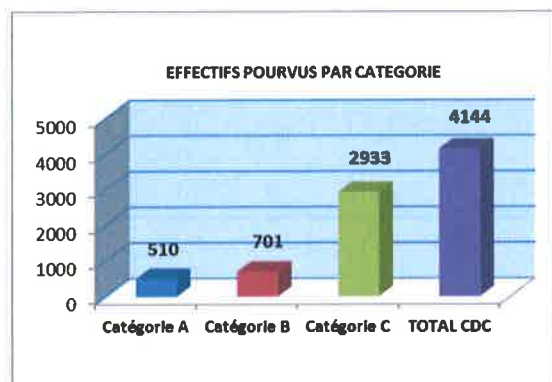
La Collectivité de Corse comprenait au 1er février 2018 4 351 agents (rémunérés soit au budget principal, soit sur les budgets annexes)

La part des agents statutaires représente 95,24 % de l'effectif total.

La collectivité de Corse compte 4 144 agents titulaires, stagiaires, en CDI, ou sur emploi cabinet (hors emplois non titulaires) et répartis comme suit :

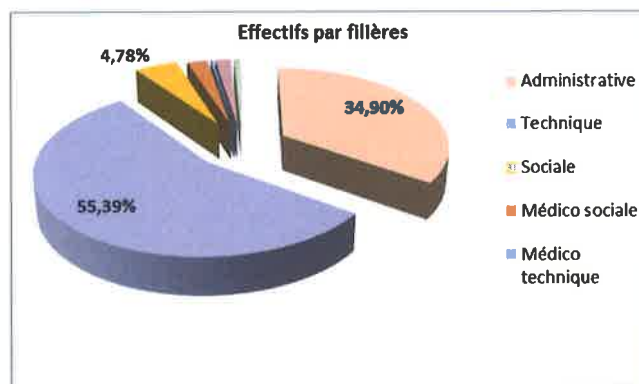
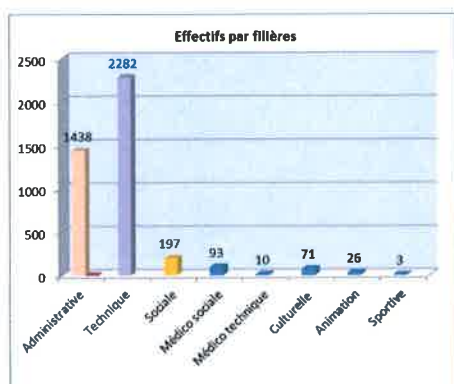
Catégorie	Nombre
-----------	--------

hiérarchique	d'agents
Catégorie A	510
Catégorie B	701
Catégorie C	2933
Total collectivité de Corse	4144



A l'exception des emplois fonctionnels et de cabinet non répartis par filière, les effectifs de la collectivité de Corse se répartissent comme suit :

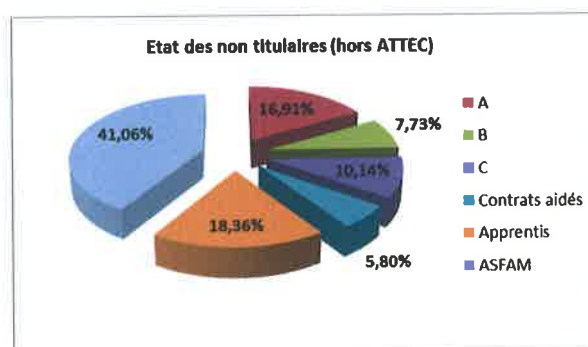
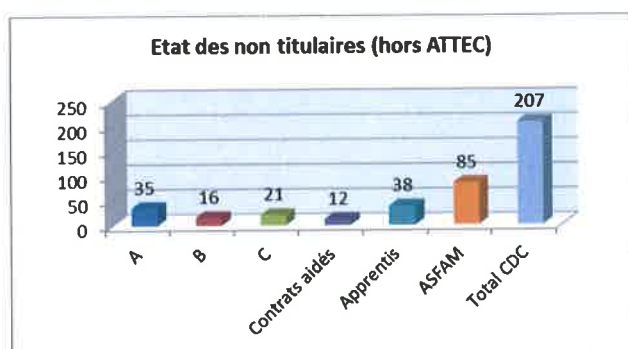
Filière	Nombre d'agents
Administrative	1438
Technique	2282
Sociale	197
Médicosociale	93
Médico technique	10
Culturelle	71
Animation	26
Sportive	3
Total	4120



La collectivité de Corse compte 207 agents non titulaires, dont 85 assistants familiaux. Répartis sur l'ensemble du territoire régional les assistants familiaux sont chargés d'accueillir des mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans à leur domicile au titre de la protection de l'enfance ou d'une prise en charge médico-sociale ou thérapeutique.

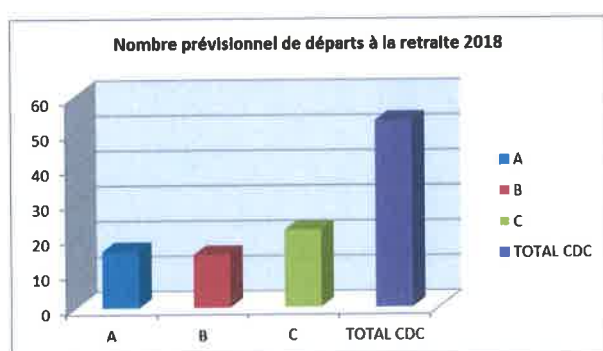
Etat des non titulaires (hors

ATTEC)	
Catégorie	Nombre d'agents
A	35
B	16
C	21
Contrats aidés	12
Apprentis	38
ASFAM	85
Total CDC	207



A cet effectif non titulaire, s'ajoutent environ 90 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement non titulaires qui exercent mensuellement leurs missions de remplacement au sein des établissements d'enseignement afin d'assurer la continuité des activités. Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement peuvent, suivant leur spécialisation, exercer une très large palette de métiers techniques ; ils sont chargés des tâches nécessaires au fonctionnement des services matériels des établissements d'enseignement.

Concernant l'évolution globale des effectifs, le taux prévisionnel de départ à la retraite s'établit à 1,28%, soit une cinquantaine d'agents



Dans le cadre d'un dialogue social constructif, l'année 2018 sera consacrée à la détermination des axes d'harmonisation possibles des dispositifs majeurs de gestion des ressources humaines afin de respecter les prescriptions de l'ordonnance et permettre à la collectivité de Corse de s'engager dans une démarche performante de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

La prise en compte des conséquences de la réforme institutionnelle sur les personnels constituera un des critères essentiels de réussite du changement. En effet, dans le cadre d'une « fusion-crédation », il convient nécessairement d'évaluer les conséquences du changement sur la structure institutionnelle et sur les individus.

Cette analyse permet d'identifier les actions dédiées en termes d'accompagnement individuel et collectif des agents vers la mise en place de l'organisation cible définie. Dans ce cadre dès l'année 2017, un plan de formation (imputé au chapitre « 011 ») concerté avait été élaboré pour tenir compte des besoins à venir en termes de développement des compétences.

Les chapitres globalisés dans le domaine social

L'allocation Personnalisée d'autonomie (APA - 016) :

Le chapitre « 016 » retrace en M57 uniquement les dépenses relatives à l'allocation « APA ». Ces dépenses sont en augmentation de 1,5M€, soit 3.29% de BP à BP. Par contre, elles sont en retrait de 1,84M€ (soit -3.67%) si l'on compare la totalité des crédits votés en 2017 par rapport au BP 2018. Cette charge représente 5% des dépenses réelles de fonctionnement

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) est attribuée sous conditions de ressources et de résidence aux personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie. Elle permet le maintien à domicile et la prise en charge du forfait dépendance en EHPAD et en unité de long séjour.

Les crédits mobilisés pour servir cette prestation aux personnes âgées dépendantes s'élèvent à 48,37M€. La compensation de cette charge d'un montant de 18,8M€ est assurée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Elle représente 38.8%. Elle est établie à partir de la notification initiale des concours nationaux pour 2018 relatif à l'APA I et II. Les critères de calcul intègrent le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans, les dépenses d'APA de l'année précédente, le nombre de foyers titulaires du revenu de solidarité active et le potentiel fiscal. La charge nette pour la Collectivité de Corse est de 29.57M€.

Le revenu de Solidarité active (rSa – 017)

Le chapitre « 017 » retrace en M57 uniquement les dépenses relatives à l'allocation « rSa ». Ces dépenses sont en augmentation de 3,43M€, soit 10,13% de BP à BP. Par contre, elles sont stables si l'on compare la totalité des crédits votés en 2017 par rapport au BP 2018. Cette charge représente 4% des dépenses réelles de fonctionnement

Le rSa assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition du foyer, mais également un accompagnement social et ou professionnel afin de permettre leur réinsertion.

Le nombre de bénéficiaires est fonction de l'activité économique, celle-ci demeure liée à la saisonnalité, et de l'emploi dont le principal indicateur est le taux de chômage. La note de conjoncture de Pôle emploi sur la situation de l'emploi en Corse en décembre 2017 fait apparaître une augmentation du chômage, toutes catégories confondues, de 0,6% sur l'année. L'effectif constaté est de 26 380 demandeurs d'emploi, parmi lequel 7 200 sont inscrits depuis un an ou plus. C'est dans cet important vivier que se trouvent les potentiels bénéficiaires du rSa.

Les crédits mobilisés pour la prise en charge de l'ensemble de ces dispositifs liés au rSa (insertion et allocation) s'élèvent à 37,33M€ pour un peu moins de 7000 bénéficiaires.

La politique d'insertion est traduite dans des plans territoriaux d'insertion, financés à hauteur de 4.567M€ (soit un peu plus de 12% de la dépense d'allocation) en faveur de l'insertion sociale et professionnelle, la rémunération d'actions d'insertion sociale, santé et / ou professionnelle déclinées sur l'ensemble du territoire insulaire. En M52, ces dépenses étaient imputées au chapitre globalisé 017. **En M57, elles basculent au chapitre 65 (voir infra)**

La compensation de ces prestations (allocation et insertion) est de 35,5M€. Elle se compose de différentes recettes dont la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (T.I.P.C.E.), le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI), le Fonds Social Européen, le Fonds d'appui aux politiques d'insertion.

La charge nette pour l'ensemble des dispositifs liés à la prise en charge des dépenses du rSa s'élève à 6.4M €, soit environ 15% du coût.

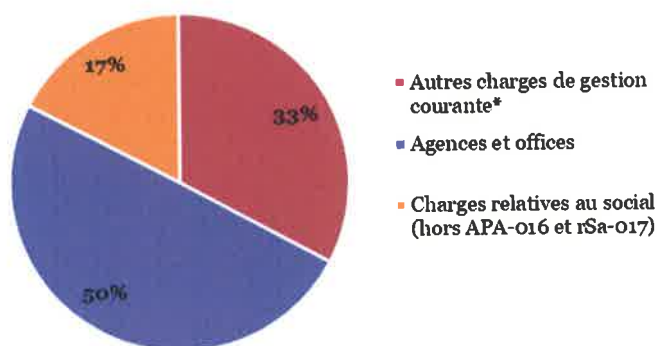
Les autres charges de gestion courante (Chapitre 65)

Elles s'élèvent à 484,90M€ dont 187M€ sont affectés à l'Office des transports de la Corse. Elles représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement, soit 54 %. Leur montant est en augmentation de 12,98M€, soit +2,75 % de BP à BP et en diminution de 5.70M€, soit -1.16 % si l'on compare le total des crédits votés en 2017 par les 3 ex collectivités avec le BP 2018.

Elles se répartissent conformément au tableau et graphe ci-dessous :

Intitulé	2017
Dotation de Continuité Territoriale	186.99 M€
Autres charges de gestion courante*	159.78 M€
Agences et office	54.356 M€
Charges relatives au social (hors APA-016 et rSa-017)	83.77 M€

Répartition des crédits du chapitre 65



Les dotations de fonctionnement versées aux agences et offices génèrent une dépense d'un montant de 241.356 M€ qui représente 27 % des dépenses totales de fonctionnement et 50 % des autres charges de gestion courante.

Hors DCT, ces dépenses s'établissent à 54.356 M€. La part la plus importante de cette enveloppe, soit 48.326 M€, est destinée à financer les dépenses de structure (personnel, charges à caractère général). Les dépenses relevant des actions portées par ces organismes s'établissent à 6 M€.

Les dotations de fonctionnement propre telles que détaillées dans le tableau ci-dessous s'élèvent à 235.325 M€, et présentent une augmentation contenue de 0.12 %, soit 0.292 M€ par rapport au montant versé en 2017.

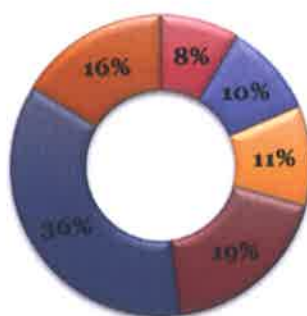
Ces dépenses sont maîtrisées et contribuent largement à l'effort engagé pour stabiliser les charges de fonctionnement.

Dotation de fonctionnement propre

	CA 2017	BP 2018	Evol en %	Evol en M€
AUE	4,355	4,122	-5,35%	-0,233
ADEC	4,700	4,900	4,26%	0,200
ATC	5,150	5,200	0,97%	0,050
ODARC	8,979	8,979	0,00%	
OEC / PNRC	17,313	17,300	-0,08%	-0,013
OEHC	7,537	7,825	3,82%	0,288
Total hors DCT	48,034	48,326	0,61%	0,292
OTC	186,999	186,999	0,00%	0
Total général	235,033	235,325	0,12%	0,292

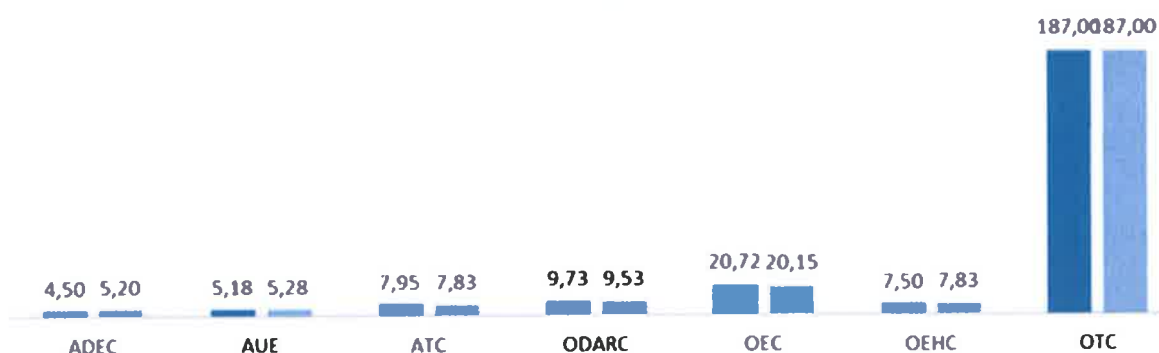
Répartition de la dotation de fonctionnement propre des agences et offices (Hors DCT)

■ AUE ■ ADEC ■ ATC ■ ODARC ■ OEC / PNRC ■ OEHC



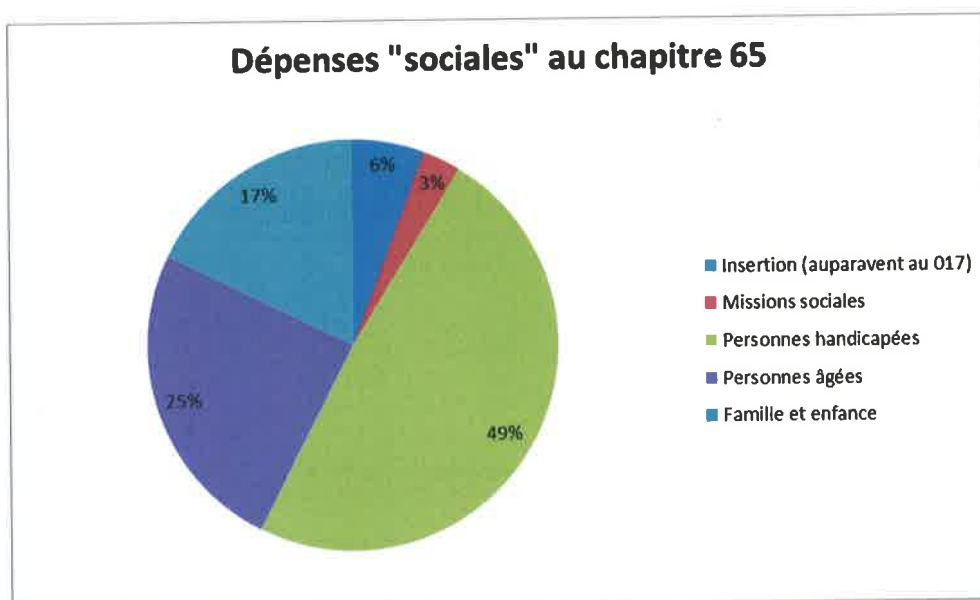
Evolution du financement des agences et offices

■ 2017 ■ 2018



Les subventions et participations dans le domaine social hors APA (016) et allocation rSa (017) :

Ces dépenses représentent 83,77M€ et se décomposent comme suit :



Elles concernent notamment :

Financement des politiques en faveur des personnes âgées (hors APA) et handicapées

La Collectivité de Corse a été confirmée par la loi NOTRE (à l'instar des autres départements) chef de file territorial des politiques de l'âge et du handicap.

A ce titre, elle exerce ces compétences spécifiques dans le cadre de deux lois :

- La loi du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV).
- La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

La Collectivité de Corse est chargée en application de ces textes d'une double compétence :

- Elaborer, animer et suivre les politiques publiques.
- Attribuer et payer les prestations aux personnes âgées et/ou handicapées dont l'état de dépendance ou la nécessité de compensation est avérée.

Les allocations « APA » ont déjà été évoquées dans le paragraphe consacré au chapitre globalisé 017.

Les autres prestations aux personnes âgées et handicapées concernent :

- La prise en charge des frais d'hébergement des personnes âgées en EHPAD sous conditions de ressources et de résidence, en unité de long séjour ou en famille d'accueil. Pour cette prestation il est fait référence à l'obligation alimentaire. Le coût total de cette prise en charge est estimé à 19,53M€. Les recettes d'un montant de 6,315M€ sont constituées de la récupération des ressources des personnes placées, de la participation des obligés alimentaires et des recours sur successions. Elles représentent 32.2% de la dépense totale.
- L'aide sociale aux personnes handicapées s'élève à 38,5M€ et comprend :
 - La prestation de compensation du handicap (PCH) et l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) qui permet la prise en charge de certaines dépenses liées au handicap (aide à domicile, aménagement du logement ou du véhicule, etc.).
 - La prise en charge des frais d'hébergement dans les foyers.
 - Le concours pour le financement du fonctionnement des Maisons des Personnes Handicapées (MPH).

Les recettes estimées à 5 090 000 € sont constituées par :

- La récupération des ressources des personnes handicapées placées,

- La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie assure pour sa part la compensation de la prestation de compensation PCH et la dotation de fonctionnement des Maisons des Personnes Handicapées (MPH)

Ces recettes représentent 13% de la dépense, elles portent la charge nette pour la Collectivité de Corse à 33,4M€.

Famille et enfance :

Le montant de la dépense totale est de l'ordre de 14M€ au chapitre 65. L'enveloppe la plus significative reste la prise en charge des frais d'hébergement en foyers et maisons d'enfants à caractère social, en centre maternel ou en lieux de vie et d'accueil. Elle passe de 7,7M€ en 2017 à 8,75M€ en 2018. Cette augmentation forte tient compte du nécessaire renforcement des solutions d'accueil en faveur des mineurs non accompagnés (appels à projets à prévoir en 2018) sans compensation de la part de l'Etat.

Missions sociales :

Les différents programmes d'action sociale individualisés en infra mobilisent 2,4M€ au chapitre 65 :

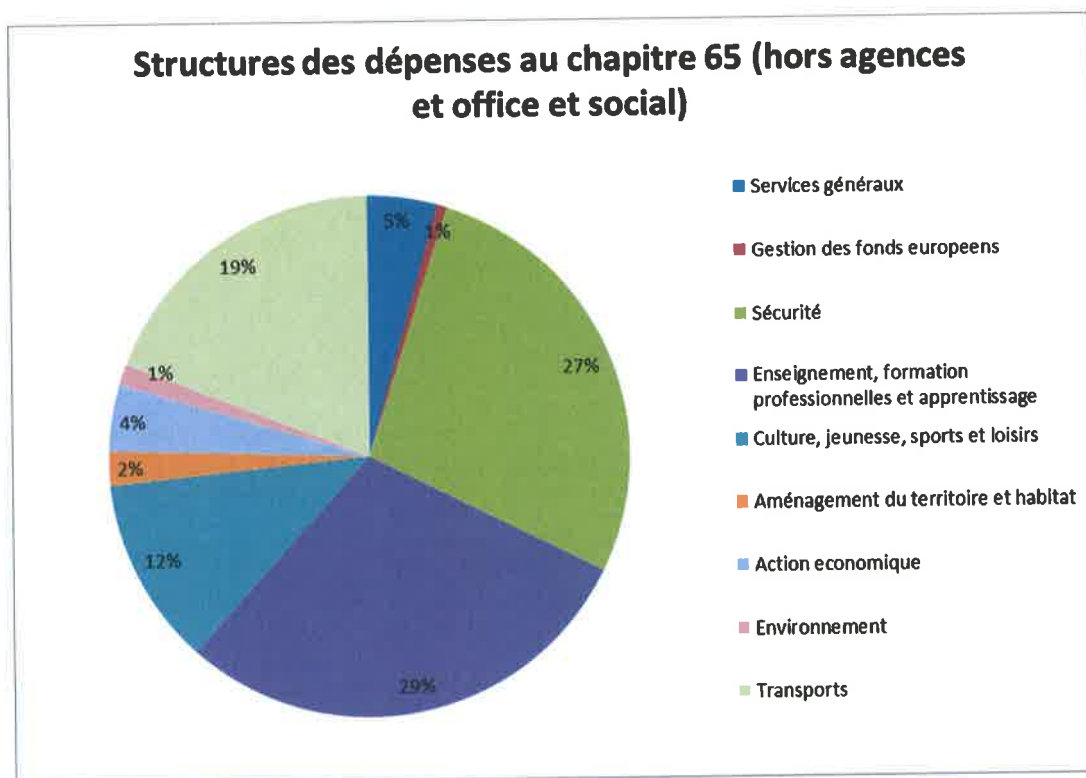
Ils regroupent des actions diverses telles que :

- Les mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)
- Les participations aux Conseils Départementaux d'accès aux droits (CDAD)
- Les secours sur fonds territoriaux
- Les primes de Noël attribuées aux titulaires des minimas sociaux hors rSa.
- Le dispositif alimentaire
- Les aides en faveur du logement

Les dépenses inscrites aux chapitres 016, 017 et les dépenses sociales du chapitre 65 totalisent 169,47M€, soit 18.8% des dépenses réelles de fonctionnement.

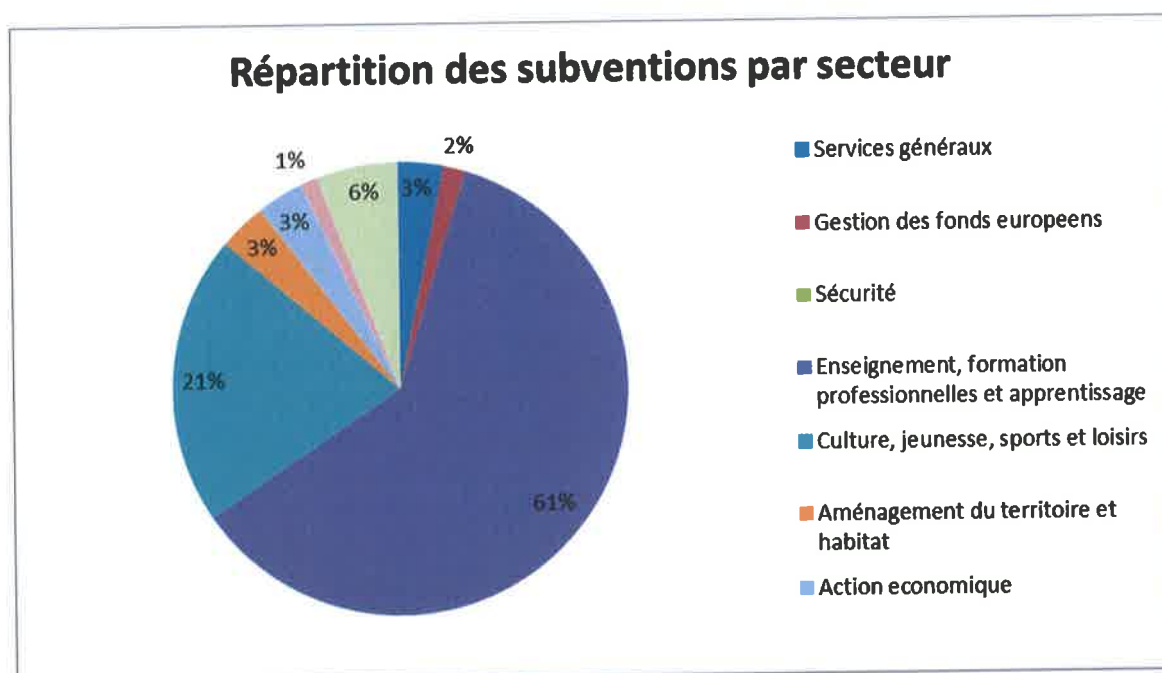
Les autres charges de gestion courante hors agences et offices et « social » :

Elles s'élèvent à 158,88M€ et se décomposent comme suit :



Ces dépenses constituent un poste important car elles représentent 17,6% des dépenses réelles totales.

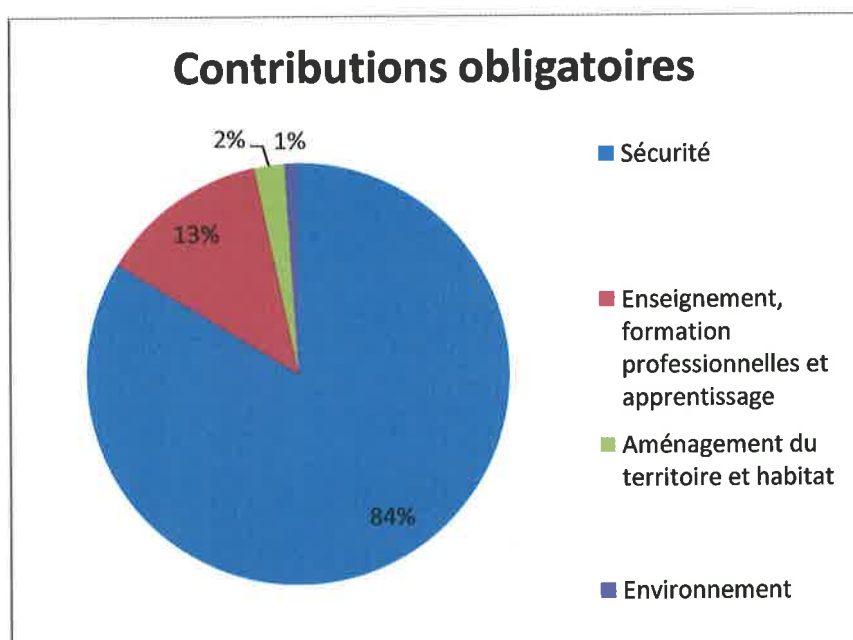
La majeure partie de ces dépenses est consacrée aux subventions à hauteur de 63,76M€. Elles se répartissent par secteur conformément au graphe ci-dessous :



Répartition des subventions selon les secteurs :

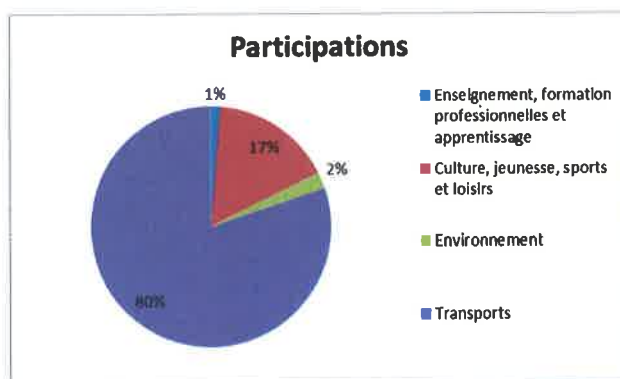
Services généraux	Gestion des fonds européens	Enseignement, formation professionnelles et apprentissage	Culture, jeunesse, sports et loisirs	Aménagement du territoire et habitat	Action économique	Environnement	Transports	Total
2,0674	1	38,756	13,137	2,177	2,116	0,817	3,69	63,7604

En second lieu, les contributions obligatoires totalisent 51,8M€. Il s'agit principalement des contributions aux SDIS.

**Répartition des Contributions obligatoires selon les secteurs :**

Sécurité	Enseignement, formation professionnelles et apprentissage	Aménagement du territoire et habitat	Environnement	Total
43,36	6,67	1,21	0,523	51,8

En troisième lieu, ces dépenses sont consacrées aux participations à hauteur de 31.46M€. Elles se répartissent par secteur conformément au graphique ci-dessous. Il s'agit principalement de la DSP ferroviaire :



Répartition des participations selon les secteurs :

Enseignement, formation professionnelles et apprentissage	Culture, jeunesse, sports et loisirs	Environnement	Transports	Total
0,417	5,136	0,67	25,09	31,455

Les indemnités représentent 4,28M€, les charges diverses de gestion courante 4,81M€.

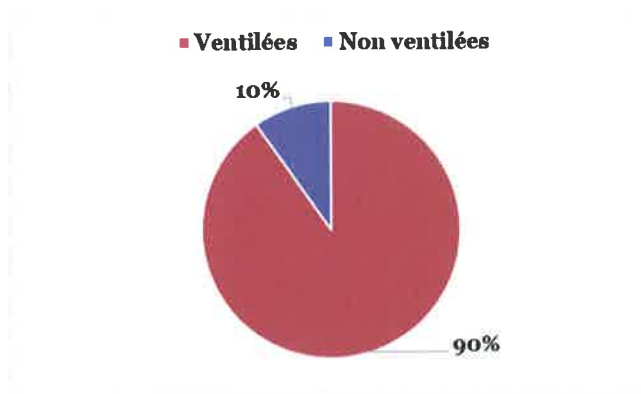
Les aides à la personne qui constituent avec 2.73M€ (2%), le dernier poste de dépenses sont essentiellement consacrées aux versements de bourses ou de prix dans les secteurs de langue corse, de la culture, de l'enseignement supérieur et du sport.

Les frais de fonctionnement des groupes politiques

Ces frais s'élèvent à 0,82 M€, soit une hausse en volume de 0,10M€ par rapport à la prévision budgétaire des 3 BP 2017.

2) Les dépenses réelles d'investissement :

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 354,855 M€ et sont réparties à hauteur de 320,355 M€, sur les chapitres ventilés destinés au financement des politiques publiques, soit 90 % du volume total. Les dépenses non ventilées, spécialement dédiées au capital de la dette sont provisionnées à hauteur de 34,5 M€, soit 10 % des dépenses totales



Comme en fonctionnement, la comparaison de BP à BP ne peut être effectuée pour les deux raisons déjà invoquées.

Ainsi comparées aux dépenses réelles réalisées au compte de gestion qui s'élèvent à 314,807 €, le montant des dépenses réelles d'investissement 2018 augmente de 12,72 %, soit +40 M€. L'augmentation impacte principalement les dépenses ventilées destinées au financement des politiques publiques à hauteur de +36 M€.

Réalisé 2017	BP 2018	Evolution en % et M€
--------------	---------	----------------------

CDG

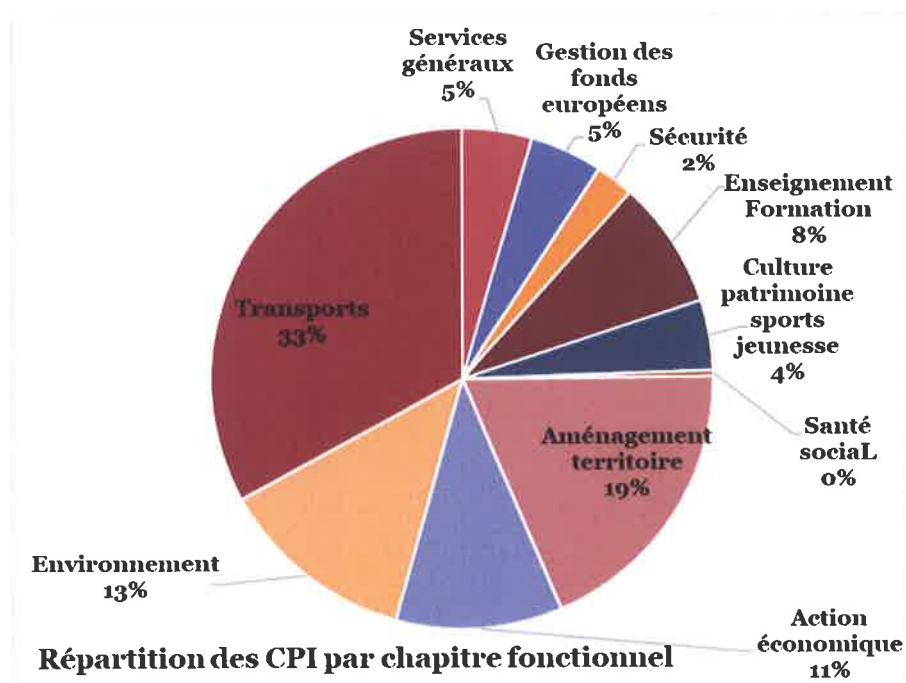
Investissement	314,807	354,855	12,72%	40,048
<i>Ventilées</i>	<i>284,342</i>	<i>320,355</i>	<i>12,67%</i>	<i>36,013</i>
<i>Non ventilées</i>	<i>30,465</i>	<i>34,500</i>	<i>13,24%</i>	<i>4,035</i>

S'agissant d'une année atypique de fusion, un réajustement pourrait être opéré au budget supplémentaire en fonction des réalisations constatées.

a) Les dépenses par chapitre fonctionnel :

Ces dépenses pour un montant total de 354,855 M€ se répartissent sur les chapitres fonctionnels conformément aux tableaux et graphes ci-dessous :

Chapitres	Libellé	Montant en M€
900	Services généraux	14,59
9005	Gestion des fonds européens	15,00
901	Sécurité	7,93
902	Enseignement Formation	26,43
903	Culture patrimoine sport jeunesse	14,47
904	Santé social	1,26
905	Aménagement territoire	59,91
906	Action économique	34,45
907	Environnement	40,78
908	Transports	105,54
	S/Total chapitres ventilées	320,36
923	Dette et autres opérations financières	34,50
	S/Total chapitres non ventilées	34,50
	Total dépenses fonctionnement	354,86



Les dépenses d'investissement ventilées

Le volume des dépenses ventilées arrêté à 320.355 M€ présente une augmentation de + 36 M€ par rapport à la réalisation 2017 et + 21,7 M€ par rapport à la moyenne réalisée 2014/2017 marquant la volonté de maintenir un haut niveau d'investissement au service du territoire et d'honorer les engagements en cours.

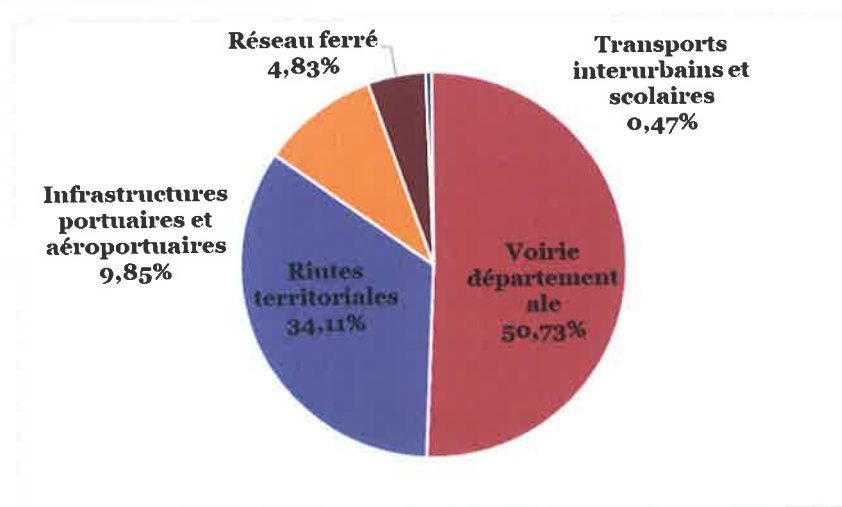
	Réalisé 2017 CDG	Moyenne réalisée 2014/2017	BP 2018	Evolution en % et M€ par rapport à la réalisation 2017		Evolution en % et M€ par rapport à la moyenne	
Investissement	284,342	298,638	320,355	12,67%	36,013	7,27%	21,717
Dépenses Ventilées	284,342	298,638	320,355	12,67%	36,013	7,27%	21,717

La répartition des dépenses ventilées par chapitre fonctionnel telle que définie dans le graphique ci-dessus met en évidence :

- De même qu'en fonctionnement, on constate la part importante des crédits consacrés à la compétence « transports » laquelle représente un volume de 105,54 M€, soit 1/3 des crédits. Les recettes attendues au titre du PEI sont prévues à hauteur de 32,992 M€.

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 908 :

Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses	CPI Recettes
N112	Voirie départementale	53 540 000,00	13 645 000,00
N113	Routes territoriales	36 000 000,00	12 090 000,00
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	10 400 000,00	6 257 000,00
N115	Réseau ferré	5 100 000,00	1 000 000,00
N116	Transports interurbains et scolaires	500 000,00	0,00
N11	Infrastructures de transports et mobilité	105 540 000,00	32 992 000,00



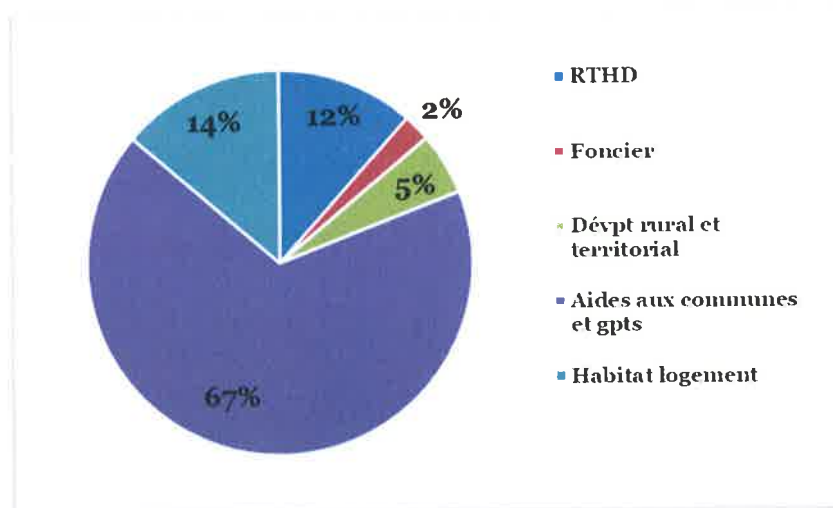
Le réseau routier mobilise 89,54 M€, soit près de 85 % de l'enveloppe. Ces crédits seront investis sur les routes départementales à hauteur de 53,540 M€ et 36 M€ sur les routes territoriales. Les co-financements attendus au titre de ces opérations s'élèvent à 25,735 M€.

Les dépenses de travaux à effectuer sur le réseau ferré sont provisionnés à hauteur de 5,100 M€.

Une dépense de 10,4 M€ est prévue pour la remise à niveau des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

- Le second domaine de compétences le plus mobilisateur de crédits est l'aménagement du territoire 59,9 M€, soit 19 % des dépenses totales. La part la plus importante de ces crédits, soit 67 %, contribuera à soutenir les communes et les groupements de communes dans leurs projets d'équipements. Il est à noter que les subventions attribuées dans le domaine de l'eau de l'assainissement relèvent du chapitre 907 « Environnement ».

Les 9M€ inscrits sur ce chapitre confirme le rôle majeur de la Cdc dans la mise en œuvre d'une politique de l'habitat. En matière de foncier, l'enveloppe prévue à hauteur de 1,5 M€ permettra à l'OFC de réaliser les acquisitions prévues. 7,6 M€, soit 12% des crédits du chapitre s'attachent au financement du réseau très haut débit. Cette opération est financée à hauteur de 3,628 M€. Enfin l'enveloppe de 3,444 M€ prévue au titre du développement rural et territorial permettra de mener l'action publique de proximité attendue sur les territoires.



Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 905 :

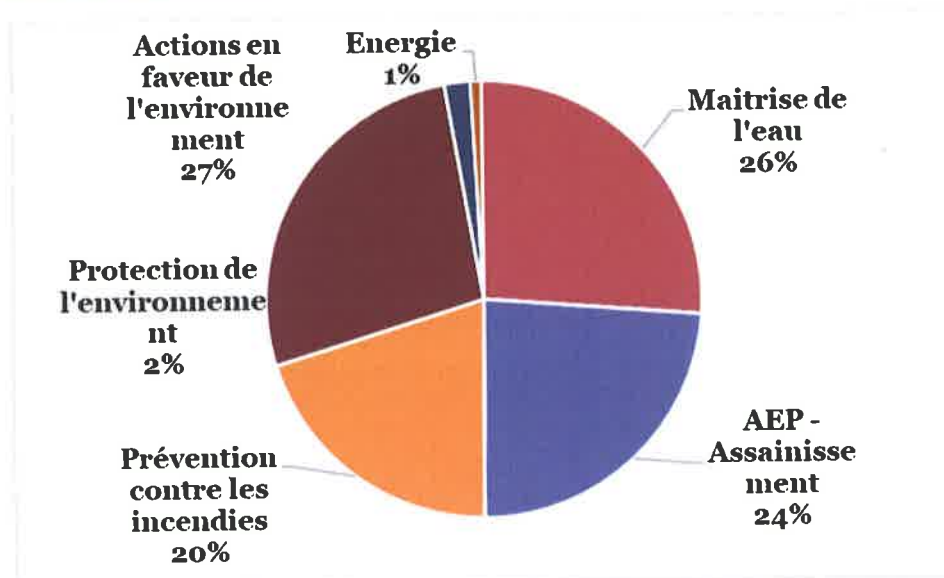
Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N12	Réseau Très Haut Débit	7 623 000,00
N312	Foncier	1 500 000,00
N313	Développement rural et territorial	3 444 000,00
N314	Aides aux communes et groupements	39 280 000,00
N315	Habitat Logement	9 000 000,00

- L'enveloppe dédiée à la compétence environnement s'établit à 40,78 M€, soit 13% des dépenses totales.

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 907 :

Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N131	Maîtrise de l'eau	11 000 000,00
N314	Aides aux communes et groupements – AEP Assainissement	10 000 000,00
N321	Actions en faveur de l'environnement	11 300 651,00
N322	Protection de l'environnement	805 000,00

N32	Environnement	12 105 651,00
N331	Energie	350 000,00
N33	Transition énergétique	350 000,00



Elles regroupent les crédits prévus à hauteur de 11 M€, soit 26% des dépenses du chapitre pour financer les réseaux d'eau brute sous maîtrise d'ouvrage OEHC. L'office apporte également son concours à la conduite des programmes menés sous maîtrise d'ouvrage de la Cdc qui pour la plupart sont cofinancés au titre du PEI.

Les « actions en faveur de l'environnement » prévues à hauteur de 11,3 M€ regroupent les opérations menées par l'OEC à hauteur de 5,8 M€. Elles consistent entre autre, en la mise en œuvre du Plan d'action pour la réduction et le traitement des déchets, les opérations de valorisation du patrimoine, les interventions sur le secteur marin ... La compétence en matière d'énergie mobilise 2,3 M€.

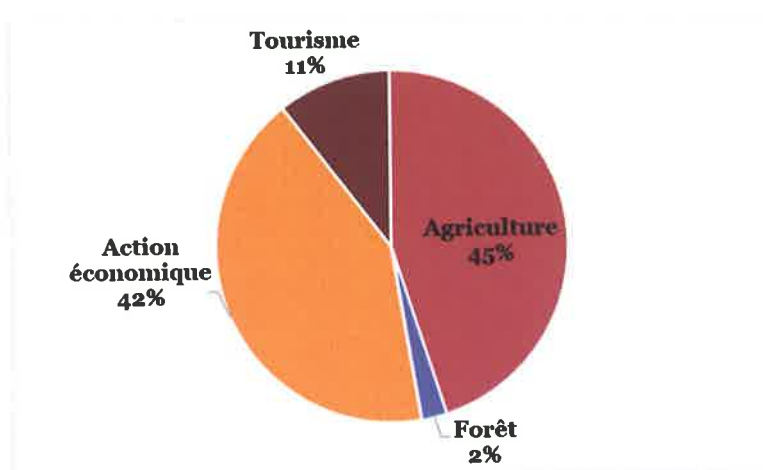
La compétence conférée par la loi N°85-729 du 18/07/1985 instituant les Espaces Naturels Sensibles (ENS) et confiant la compétence de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels à la Cdc s'inscrit également dans le cadre de ce programme avec un montant prévu à hauteur de 3 M€. La politique de gestion des milieux aquatiques mobilise également une quote part de crédits estimée à 0,8 M€.

Enfin, une enveloppe de 10 M€ est prévue pour accompagner les communes dans le domaine de l'eau et l'assainissement.

- L'action économique se voit réserver un budget de 34,4 M€ représentant 11% des dépenses. Les politiques menées dans le cadre de cette compétence relèvent des domaines suivants :

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 906 :

Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N211	Agriculture	15 500 000,00
N212	Forêt	800 000,00
N213	Action économique	14 500 000,00
N214	Tourisme	3 600 000,00
N21	Economie productive	34 400 000,00



Les actions relevant de ces politiques sont conduites par l'ODARC, l'ADEC et l'ATC. Ainsi, la part dédiée à la politique agricole est la plus importante avec un volume de 15,5 M€, soit 45%.

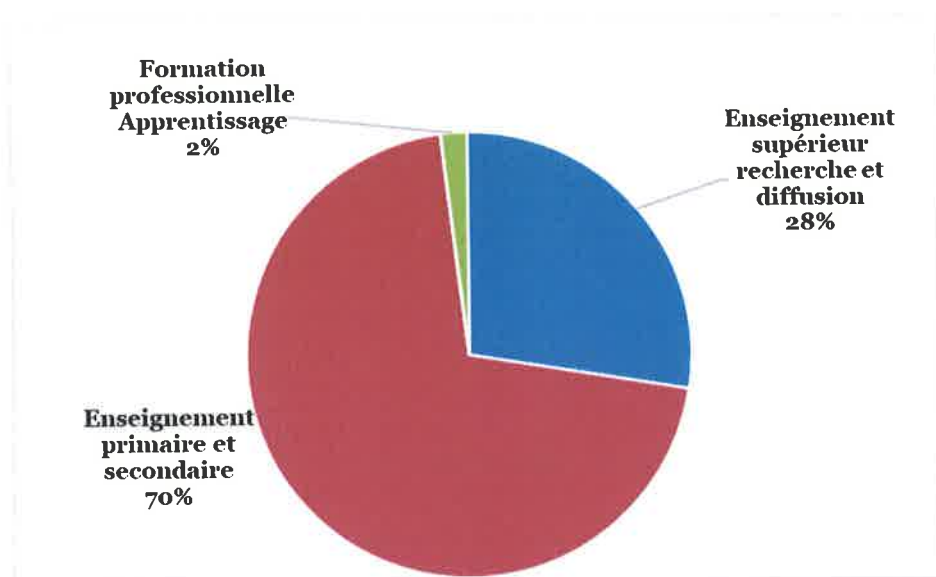
Le deuxième poste de dépenses, soit 42%, est consacrée aux actions menées par l'ADEC. 14,5 M€ de crédits sont prévus pour mettre en œuvre une politique territorialisée et concertée d'actions économiques dans le but de renforcer la reprise économique.

Une enveloppe de 3,6 M€ est prévue pour mener à bien les actions au titre de la compétence tourisme déléguée à l'ATC.

- La compétence « enseignement et formation » relevant essentiellement de l'ex CTC mobilise 26,43 M€ soit 8% des crédits.

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 902 :

Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N411	Enseignement supérieur recherche et diffusion	7 187 000,00
N412	Enseignement primaire et secondaire	18 390 000,00
N41	Enseignement et recherche	25 577 000,00
N421	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00



La part la plus importante est dédiée à l'enseignement secondaire, soit 18,390 M€ destinés au financement des travaux de réhabilitation, rénovation et grosses maintenance dans les collèges et lycées.

La compétence enseignement supérieur mobilise 7,187 M€ soit 27 % des crédits du chapitre. Ils sont destinés à financer à hauteur de 1,06 M€ la poursuite de la mise en œuvre du programme prévisionnel des investissements votés par l'AC en décembre 2011 : solde de la maîtrise d'œuvre de construction de la bibliothèque universitaire, le lancement des études pour l'extension de l'IUT et la construction de l'UMR LISA.

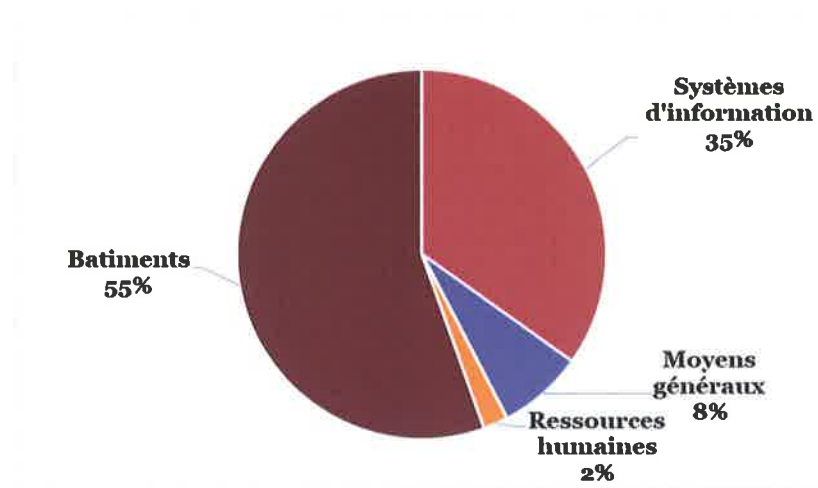
Les actions menées conformément au Schéma de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SESRI 2017-2022) adopté par l'Assemblée de Corse le 26/10/2017 nécessitent une ouverture de crédits de 2,7 M€. L'Université de Corse bénéficie d'un financement de 3 M€ pour assurer le fonctionnement de la structure.

Enfin, la formation professionnelle et l'apprentissage représente 2 % de ces crédits et un volume de 0,5 M€ qui représente la participation de la Cdc à l'équipement des centres de formation.

- La gestion des fonds européens avec 15 M€ représente 5% des crédits qui sont destinés à la mise en œuvre du programme FEDER FSE 2014/2020 (N2322).
- Les crédits comptabilisés au niveau des services généraux représentent un volume de 14,59 M€ et sont destinés aux fonctions support.

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 900 :

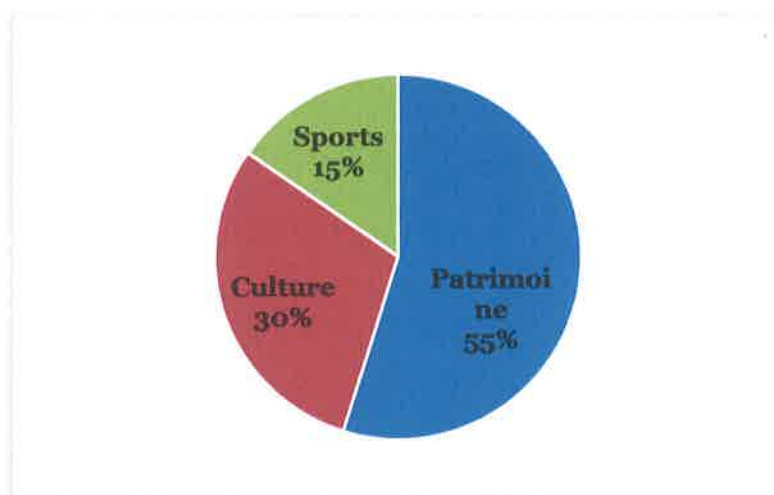
Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N614	Systèmes d'information	5 184 000,00
N615	Moyens généraux	1 115 000,00
N616	Ressources humaines	330 000,00
N617	Bâtiments	8 250 000,00



- Les compétences culture, patrimoine, sports et jeunesse sont budgétées au chapitre 903 à hauteur de 14,47 M€, soit 4% sont ventilées.

Programmes rattachés au chapitre fonctionnel 903 :

N441	Patrimoine	5 680 000,00
N442	Culture	4 383 000,00
N443	Musées, archives, BDP, FRAC, Ctres culturels	2 395 000,00
N451	Sport	2 260 000,00



L'enveloppe consacrée aux actions en faveur de patrimoine représente 51 % de l'enveloppe avec un montant de 4 M€, destinés à des opérations de restauration (Château de la Punta...).

Les musées, le FRAC, la cinémathèque de Corse, à Casa di Roccapina et les BDP se voient également dotés d'une enveloppe de 2,395 M€. La part la plus importante de ces crédits, soit 1,2 M€, est destinés au programme de restauration du couvent St François à Santa Lucia di Talla.

Le deuxième poste de dépense du chapitre est dédié à la compétence « culture » avec un volume de 4,383 M€ s'inscrivant dans le cadre de la politique adoptée en 2017 par l'Assemblée de Corse fixant un nouveau cadre de l'action culturelle organisé autour de 4 axes majeurs : ingranda incu a cultura, sviluppà a creazione, fa vede e fa cunosce a creazione in ogni ocji e aldila, intreprende inde a cultura.

Les crédits destinés à la mise en œuvre des actions en matière de sport représentent un volume de 2,260 M€, soit 16 % du chapitre. Ils permettent de soutenir la réalisation d'équipements structurants et d'équipements de proximité portés par les communes, les structures intercommunales et les associations sportives ainsi que l'acquisition de matériel sportif portés par les comités régionaux.

Enfin, il est également prévu un montant de 0,5 M€, soit 3 % des dépenses du chapitre, dans le cadre du programme Lingua 2020 dans le but de renforcer le bilinguisme dans le système l'éducation et de formation, comme dans le domaine économique et social.

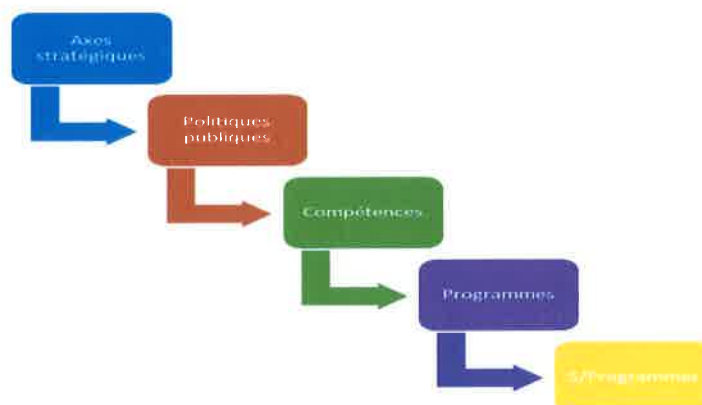
Les dépenses d'investissement non ventilées

Les dépenses relevant des chapitres non ventilés représentent un volume de 34,5 M€ et sont constituées du remboursement du capital de la dette.

b) Récapitulatif des dépenses d'investissement par axe stratégique :

A l'instar des grandes collectivités, la collectivité de Corse décline son budget à travers une arborescence stratégique de programmes définie sur cinq niveaux.

La délibération de programmes produite en annexe du budget décline la ventilation des politiques publiques telles qu'intégrées dans l'arborescence stratégique de programmes.



Les dépenses d'investissement sont donc réparties conformément à cette arborescence par axe stratégique, politique, compétence, programme et sous-programme.

Le tableau ci-dessous récapitule les crédits de paiement d'investissement au niveau de l'axe, de la politique et de la compétence :

Compétence / Politique	Libellé	CPI Dépenses
N112	Voirie départementale	53 540 000,00
N113	Routes territoriales	36 000 000,00
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	10 400 000,00
N115	Réseau ferré	5 100 000,00
N116	Transports interurbains et scolaires	500 000,00
N11	Infrastructures de transports et mobilité	105 540 000,00
N121	Réseau Très Haut Débit	7 623 000,00
N12	Réseau Très Haut Débit	7 623 000,00
N131	Maîtrise de l'eau	11 000 000,00
N13	Maîtrise de l'eau	11 000 000,00
Axe 1	Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	124 163 000,00
N211	Agriculture	15 500 000,00
N212	Forêt	800 000,00
N213	Action économique	14 500 000,00
N214	Tourisme	3 600 000,00
N21	Economie productive	34 400 000,00
N232	Subvention globale	15 000 000,00
N23	Gestion des fonds européens	15 000 000,00
Axe 2	Transformer l'appareil productif de l'économie	49 400 000,00
N311	Urbanisme	170 000,00
N312	Foncier	1 500 000,00
N313	Développement rural et territorial	3 444 000,00
N314	Aides aux communes et groupements	54 130 000,00
N315	Habitat Logement	9 000 000,00
N316	Logement	207 000,00
N317	Prévention contre les incendies	8 453 000,00
N31	Aménagement du territoire	76 904 000,00
N321	Actions en faveur de l'environnement	11 300 651,00
N322	Protection de l'environnement	805 000,00
N32	Environnement	12 105 651,00
N331	Energie	350 000,00
N33	Transition énergétique	350 000,00

Axe 3	<i>Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement</i>	89 359 651,00
N411	Enseignement supérieur recherche et diffusion	7 187 000,00
N412	Enseignement primaire et secondaire	18 390 000,00
N41	Enseignement et recherche	25 577 000,00
N421	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00
N431	Langue corse	500 000,00
N43	Langue corse	500 000,00
N441	Patrimoine	5 680 000,00
N442	Culture	4 383 000,00
N443	Musées, archives, BDP, FRAC, Ctres culturels	2 395 000,00
N44	Culture et patrimoine	12 458 000,00
N451	Sport	2 260 000,00
N45	Sport et jeunesse	2 260 000,00
Axe 4	<i>Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire</i>	41 295 000,00
N511	Services sociaux	738 000,00
N51	Social	738 000,00
N521	Santé - Services médico sociaux	520 000,00
N52	Santé - Services médico sociaux	520 000,00
Axe 5	<i>Renforcer les solidarités humaines</i>	1 258 000,00
N614	Systèmes d'information	5 184 000,00
N615	Moyens généraux	1 115 000,00
N616	Ressources humaines	330 000,00
N617	Bâtiments	8 250 000,00
N61	Fonctions support	14 879 000,00
Axe 6	<i>Accroître la compétence de l'administration</i>	14 879 000,00
	Total	320 354 651,00

c) Les dépenses par nature :

L'agrégation des BP 2017 des 3 ex collectivités est présentée dans le tableau ci-après. Contrairement à la section de fonctionnement, aucun retraitement n'est nécessaire.

	BP ex 2A	BP ex 2B	BP ex CTC	Total BP 2017
20 Immobilisations incorporelles	2,34	0,76	12,57	15,67
204 Subventions d'équipement versées	25,30	9,35	139,00	173,64
21 Immobilisations corporelles	3,69	3,50	12,83	20,03
23 Immobilisations en cours	37,22	21,75	71,17	130,13
13 Subventions d'investissement	0,21	0,00		0,21
16 Emprunts et dettes assimilées	4,60	6,50	14,20	25,30
26 participations et créances rattachées			0,38	0,38
27 Autres immobilisations financières		0,27	5,00	5,27
45 Convention de mandats			0,00	0,00
Total	73,37	42,13	255,14	370,64

A l'instar de la section de fonctionnement, et toujours à des fins de comparaison, la totalité des crédits votés en 2017 par les 3 ex collectivités en investissement ont été agrégés comme suit :

	Total voté ex 2A	Total voté ex 2B	Total voté ex CTC	Total voté 2017
10 Dotations, fonds divers et réserves			3,52	3,52
20 Immobilisations incorporelles	2,76	1,76	7,78	12,29
204 Subventions d'équipement versées	41,77	12,02	125,84	179,63
21 Immobilisations corporelles	9,80	7,21	13,01	30,02
23 Immobilisations en cours	35,10	34,02	71,87	140,98
13 Subventions d'investissement	0,21	0,20	4,36	4,78
16 Emprunts et dettes assimilées	4,80	6,50	14,85	26,15
26 participations et créances rattachées			0,38	0,38
27 Autres immobilisations financières		0,30	5,90	6,20
45 Convention de mandats			0,01	0,01
Total	94,45	62,01	247,49	403,94

Comparaison avec les crédits votés en 2017 dans les 3 ex collectivités :

A partir de cette base, le tableau ci-dessous montre l'évolution et la répartition des dépenses d'investissement par chapitre « nature » :

	BP à BP				Total crédits votés / BP			
	Total BP 2017	BP 2018	Evolution en masse	Evolution en %	Total voté 2017	BP 2018	Evolution en masse	Evolution en %
10 Dotations, fonds divers et réserves			0,00		3,52		-3,52	
20 Immobilisations incorporelles	15,67	10,65	-5,02	-32,01%	12,29	10,65	-1,64	-13,34%
204 Subventions d'équipement versées	173,64	149,38	-24,26	-13,97%	179,63	149,38	-30,25	-16,84%
21 Immobilisations corporelles	20,03	25,30	5,27	26,31%	30,02	25,30	-4,71	-15,70%
23 Immobilisations en cours	130,13	128,24	-1,89	-1,45%	140,98	128,24	-12,74	-9,04%
13 Subventions d'investissement	0,21		-0,21		4,78		-4,78	-100,00%
16 Emprunts et dettes assimilées	25,30	34,50	9,20	36,36%	26,15	34,50	8,35	31,95%
26 participations et créances rattachées	0,38		-0,38		0,38		-0,38	-100,00%
27 Autres immobilisations financières	5,27	6,77	1,50	28,43%	6,20	6,77	0,57	9,26%
45 Convention de mandats	0,00		0,00		0,01		-0,01	-100,00%
Total	370,64	354,85	-15,79	-4,26%	403,94	354,85	-49,09	-12,15%

Globalement l'évolution enregistrée de BP à BP en 2018 est de - 15,79M€ (soit -4,26%) avec une inscription de 354,85M€, mais affichent une augmentation de 40,54M€ (soit 12,9%) par rapport aux crédits exécutés dans les 3 ex collectivités en 2017. *Voir infra*

La baisse des crédits d'investissement concerne en premier lieu les subventions d'équipement versées pour 24,26M€ par rapport à la somme des BP 2017. Les crédits de paiement inscrits s'ajustent au mieux au rythme de dépenses des tiers subventionnés, les engagements financiers perdurant en Autorisation de programme.

En second lieu, cette baisse impacte les immobilisations incorporelles (-5,02M€). Ce chapitre concerne principalement les études et l'achat de logiciels informatiques.

Le chapitre 23, immobilisations en cours, qui concerne principalement le secteur des transports (voirie notamment) et le secteur du bâtiment est quasiment stable. La baisse 1,45% est à rapprocher des inscriptions au BP 2017 de l'ex département de la Corse du sud particulièrement élevées (37,2M€ en Corse du sud contre 21,75M€ en haute Corse).

Le chapitre immobilisation corporelles (21) et quant à lui est en hausse (+ 5,27M€).

Le remboursement en capital enregistre également une augmentation de 9,2 M€ (cf. chapitre consacré à la dette).

Comparaison avec les crédits exécutés en 2017 dans les 3 ex collectivités :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution et la répartition des dépenses d'investissement par chapitre « nature », par rapport aux dépenses d'investissement réellement exécutés en 2017 (selon les comptes de gestion provisoires) :

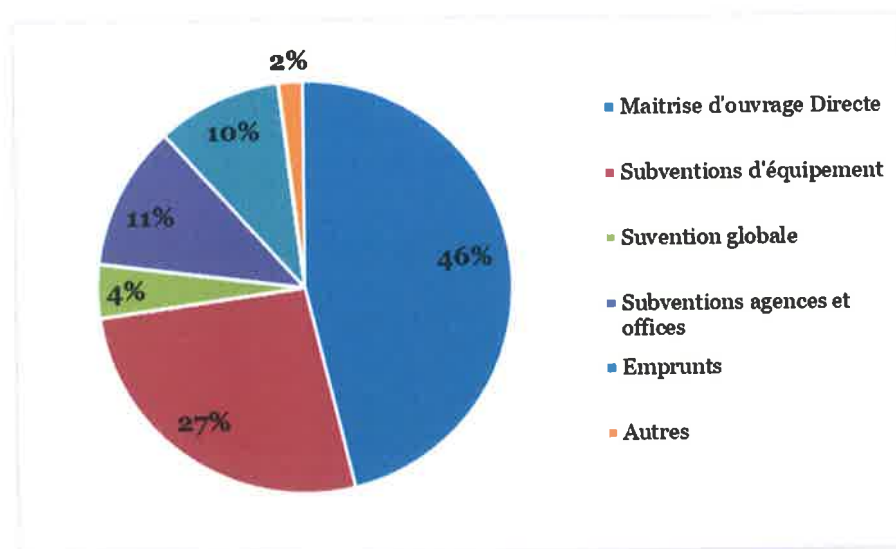
		Total exécuté 2017	BP 2018	Evolution en masse	Evolution en %
10	Dotations, fonds divers et réserves	3,520009		-3,520009	
20	Immobilisations incorporelles	5,25	10,65	5,40	102,90%
204	Subventions d'équipement versées	128,39	149,38	20,99	16,35%
21	Immobilisations corporelles	15,25	25,30	10,05	65,93%
23	Immobilisations en cours	127,51	128,24	0,73	0,57%
13	Subventions d'investissement	5,86		-5,86	-100,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	26,09	34,50	8,41	32,21%
26	participations et créances rattachées	0,38		-0,38	-100,00%
27	Autres immobilisations financières	2,03	6,77	4,74	233,53%
45	Convention de mandats	0,02		-0,02	-100,00%
Total		314,31	354,85	40,54	12,90%

Globalement, les crédits proposés au BP 2018 sont en augmentation de 40,54M€ (soit 12,9%) par rapport aux crédits exécutés dans les 3 ex collectivités en 2017. L'effort d'investissement est donc totalement préservé.

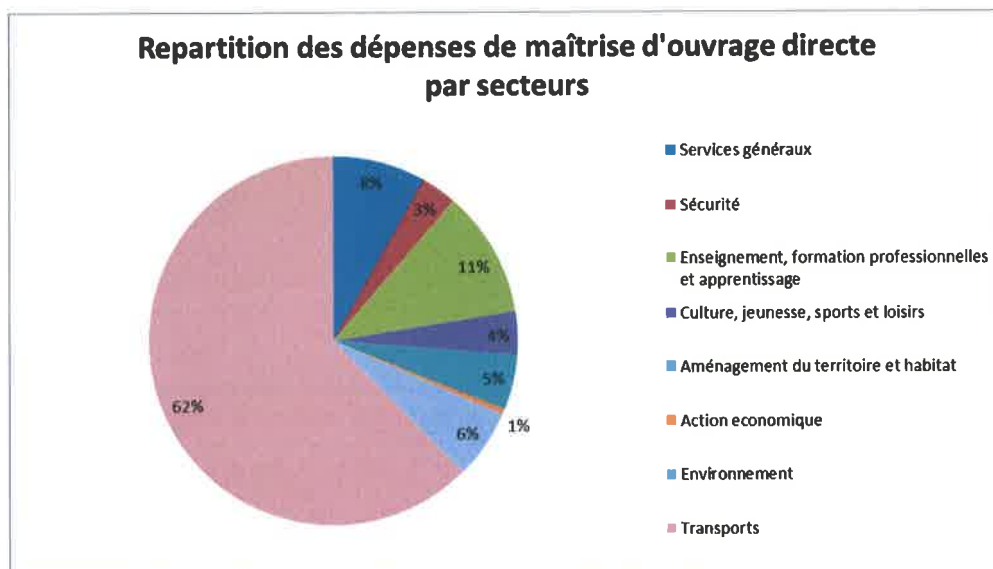
Structure des dépenses d'investissement :

Ainsi au BP 2018, les dépenses d'investissement se répartissent comme suit :

	BP 2018	Répartition
Maîtrise d'Ouvrage Directe	164,20	46,27%
Subventions d'équipement	94,11	26,52%
Subventions versées au titre de la subvention globale	15	4,23%
Subventions versées aux agences et offices	40,270	11,35%
Emprunts	34,5	9,72%
Autres	6,77	1,91%
Total	354,85	



Les dépenses de Maîtrise d'ouvrage directe par secteur :



Le secteur des transports représente 62% des dépenses de maîtrise d'ouvrage directe et constitue de loin le premier poste d'investissement en la matière.

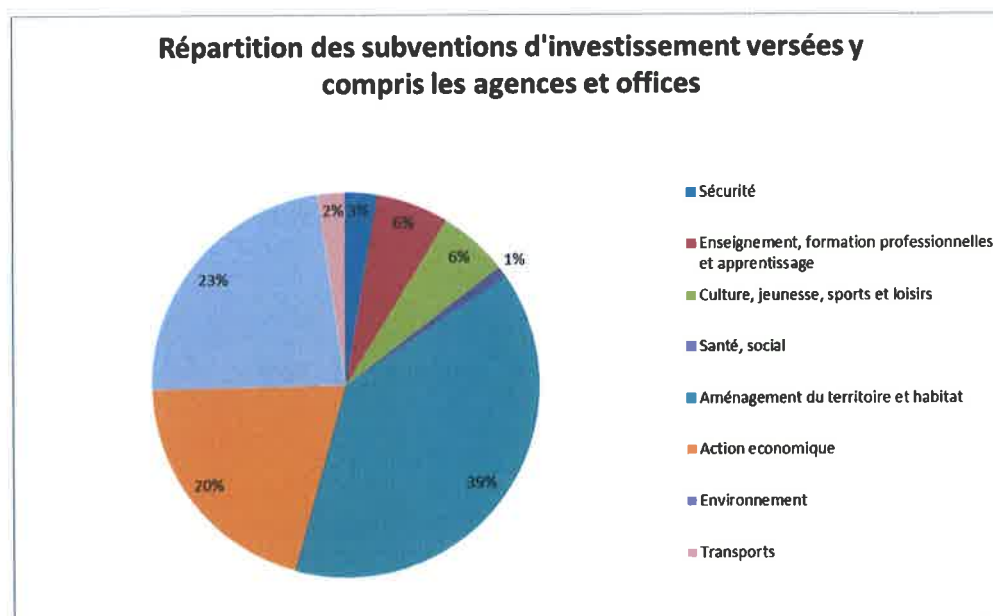
Le secteur de l'enseignement enregistre 11% de ces dépenses, avec notamment les travaux de construction d'établissements scolaires. De même les travaux des bâtiments, patrimoine de la collectivité, sont comptabilisés aux services généraux (8% de ces dépenses), sauf pour les bâtiments « culturels ».

Répartition des dépenses de maîtrise d'ouvrage directe :

Services généraux	Sécurité	Enseignement, formation professionnelles et apprentissage	Culture, jeunesse, sports et loisirs	Aménagement du territoire et habitat	Action économique	Environnement	Transports	Total
13,424	5,266	18,238	6,271	7,833	0,85	9,874	102,44	164,196

Les dépenses de subventions d'équipement

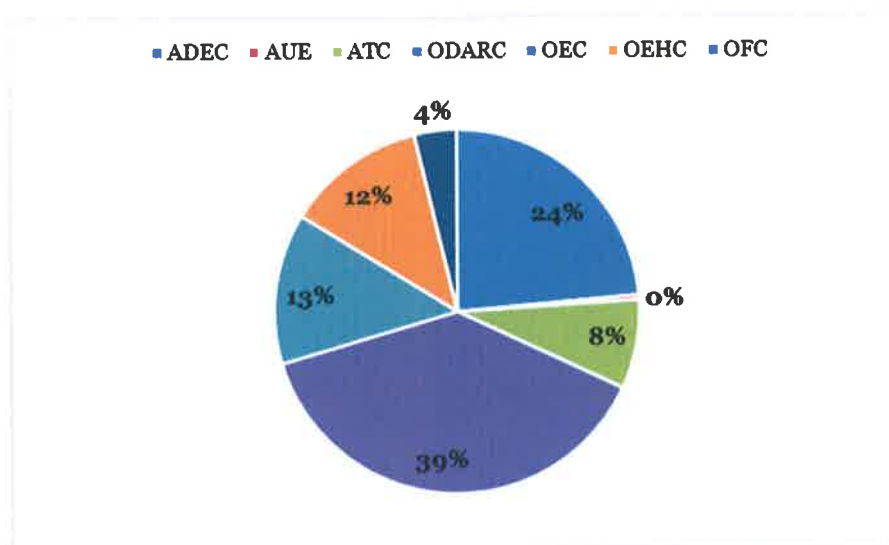
Les subventions d'équipements aux tiers y compris les agences offices, **exceptée la subvention globale**, sont réparties par secteur conformément au graphique ci-dessous :



Le secteur de l'aménagement du territoire et de l'habitat est la première dépense de subventions d'équipement versées. Il concerne principalement les communes et groupements de communes.

Les subventions d'investissement versées aux agences et offices sont décrites dans le tableau suivant :

Agences - Offices	BP 2018
ADEC	9,50
AUE	0,170
ATC	3,20
ODARC	15,50
OEC	5,40
OEHC	5,00
OFC	1,50
Total	40.27



D. Les autorisations de programme et d'engagement :

En matière de pluri annualité, le cadre qui s'impose à la collectivité de Corse, est celui applicable aux régions (articles L4425-9 du CGCT).

Le Règlement Budgétaire et Financier qui vous a été présenté fixe les règles de gestion des AP AE et les modalités d'information de l'Assemblée.

Il présente également l'arborescence stratégique de programme construite pour mettre en évidence les politiques engagées par cette nouvelle collectivité.

1. Les règles de gestion (RBF) et l'arborescence stratégique de programme

1) Les règles de gestion :

La Collectivité de Corse vote l'intégralité de son budget d'investissement et de fonctionnement sous forme d'AP / AE à l'exception des opérations d'ordre, des mouvements financiers (capital de la

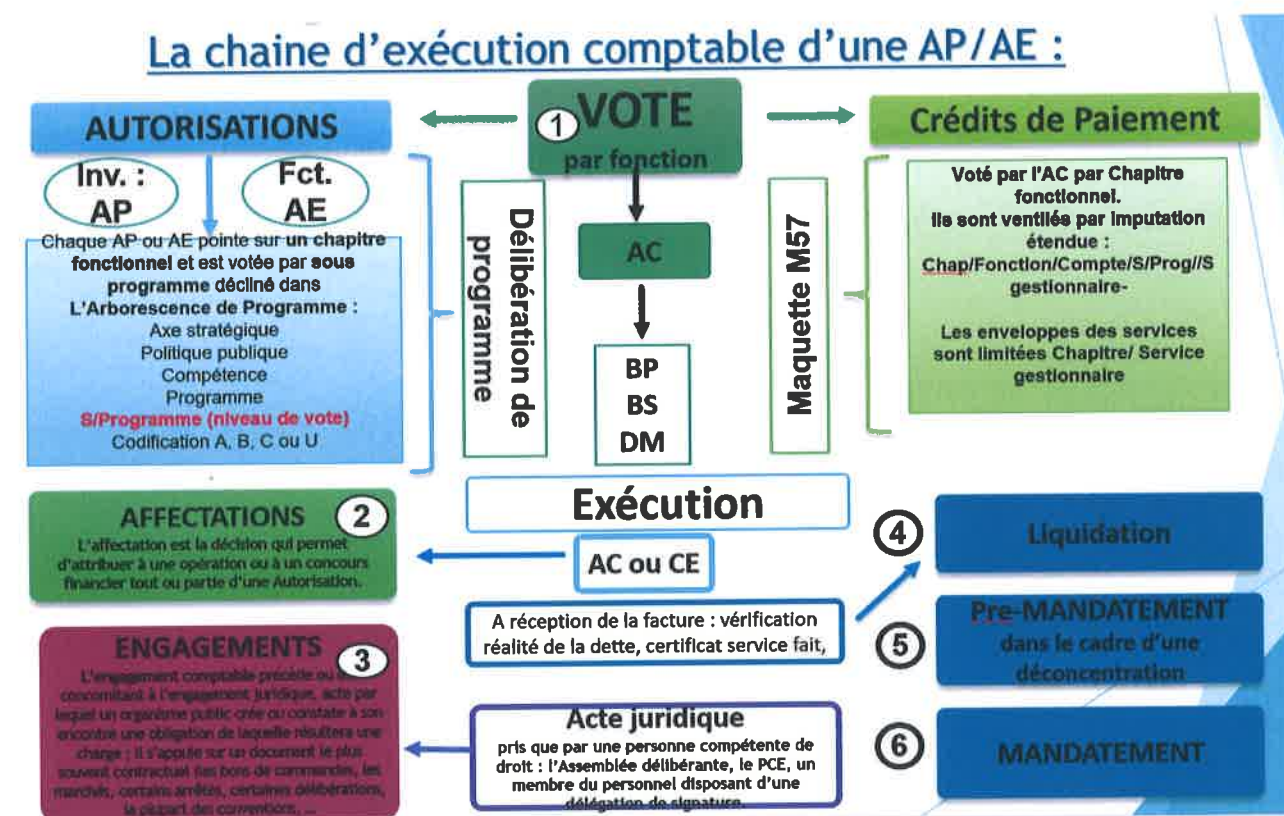
dette / intérêts de la dette et frais liés à la gestion de la trésorerie), des dépenses de personnel, des indemnités des élus, et des prestations sociales à caractère annuel.

Les AP AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être affectées et engagées.

Les ouvertures de ces autorisations relèvent d'une décision de l'Assemblée de Corse et sont nécessairement votées à l'occasion d'une délibération budgétaire (BP, DM, BS). Elles sont obligatoirement fléchées sur un chapitre fonctionnel et sont millésimées.

Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation en application des règles de caducité arrêtées dans le RBF.

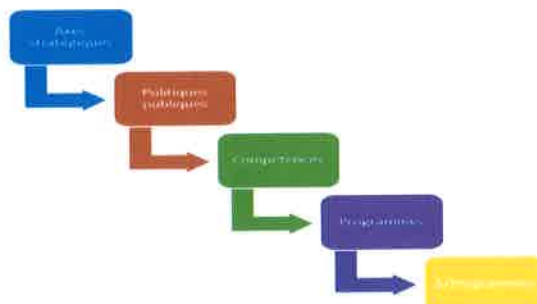
Les règles d'exécution sont consignées dans le schéma ci-dessous :



2) L'arborescence stratégique de programme :

A l'instar des grandes collectivités, et dans la continuité de l'exemple de la CTC, l'arborescence stratégique de programmes décline sur 5 niveaux les politiques de la nouvelle collectivité.

Ces 5 niveaux sont :



Le « programme » constitue le niveau de vote, alors que le sous-programme décliné A, B et C correspond au niveau d'exécution.

La codification adoptée (A pour ex 2A, B pour ex 2B et C pour CTC) permet de conserver le lien et différencier l'origine des opérations par entité, elle aura vocation à disparaître dans le temps. Elle répond également à une contrainte technique liée au maintien des trois SI GF. Les programmes codifiés U identifient les opérations portées par la collectivité de Corse.

2. La photographie des stocks d'autorisations de programme et d'engagement de la collectivité de Corse au regard des différences de patraques des trois ex-entités :

Les stocks consolidés s'établissent à 1 226.2M€ en AP et 107.9M€ en AE. Les informations qui vont suivre ont pour vocation de présenter ce stock consolidé. Il n'y a pas de comparaison possible avec l'exercice précédent car les collectivités qui ont fusionné ne géraient pas leurs dépenses réelles ventilées de la même manière.

1) Retour sur les différences de pratique en matière de pluri annualité des trois ex-collectivités :

a) La Collectivité Territoriale de Corse :

La CTC adoptait son budget par fonction.

Les dépenses réelles de la section d'investissement étaient gérées en AP, hors capital de la dette. Celles de la section de fonctionnement s'inscrivaient globalement dans le cadre d'une AE à l'exception des dépenses de personnel, des indemnités des élus et des intérêts de la dette.

L'ensemble de ces dépenses étaient fondues dans une arborescence de programmes. Ces derniers, rattachés à un chapitre fonctionnel, regroupaient un ensemble homogène d'opérations nécessaires à la réalisation d'une intervention publique déterminée dans le cadre d'une compétence.

Les opérations, qu'il s'agisse d'aides aux tiers ou de maîtrise d'ouvrage directe, faisaient l'objet d'une individualisation en Assemblée de Corse ou en Conseil Exécutif.

b) Les Conseils Départementaux :

Les deux conseils départementaux adoptaient leur budget par nature. La gestion pluriannuelle était uniquement circonscrite à certaines catégories de dépenses.

En section d'investissement :

Rentraient dans le champ de la pluri-annualité les dépenses suivantes :

- la quasi-totalité des travaux rattachés aux chapitres par nature 23 « Immobilisation en cours »,
- la plupart des subventions relevant du chapitre 204 « Subventions d'équipements versées »,
- certaines études dépendant du chapitre 20 « immobilisations incorporelles »,

Les achats d'équipement comptabilisés au chapitre 21, ne donnait pas lieu au vote d'une AP.

L'ensemble des dépenses, gérées hors cadre d'une AP, étaient comptabilisées en crédits de paiement et donnaient lieu à l'inscription de « restes à réaliser » en fin d'exercice, lorsqu'elles n'étaient pas exécutées dans l'année.

En section de fonctionnement :

Le Conseil Départemental de Haute Corse ne gérait aucune dépense de façon pluriannuelle.

Le Conseil Départemental de Corse du Sud utilisait les AE seulement pour quelques dépenses relevant de conventions pluriannuelles (ex : plan départemental d'insertion ...).

Ainsi, la quasi-totalité des dépenses de fonctionnement des deux conseils départementaux étaient comptabilisées en crédits de paiement et donnaient lieu à l'inscription de « reports » en fin d'exercice, lorsqu'elles n'étaient pas exécutées dans l'année.

2) La photographie du stock d'AP / AE de la Collectivité de Corse :

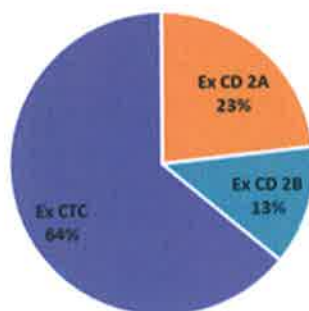
a) En section d'investissement :

Le stock consolidé d'autorisations de programme (AP), constitué de l'ensemble des opérations affectées pour lesquelles la réalisation n'était pas constatée au 31/12/2017 est estimé à 1 226.190 M€.

Au vu des modes de gestions détaillés ci-dessus, ce stock, majoritairement hérité de l'ex CTC, est réparti de la façon suivante :

- Collectivité Territoriale de Corse : 784.266 M€
- Conseil Départemental de la Corse du Sud : 285.922 M€
- Conseil Départemental de la Haute Corse : 156.002 M€

Stock d'AP au 31/12/2017

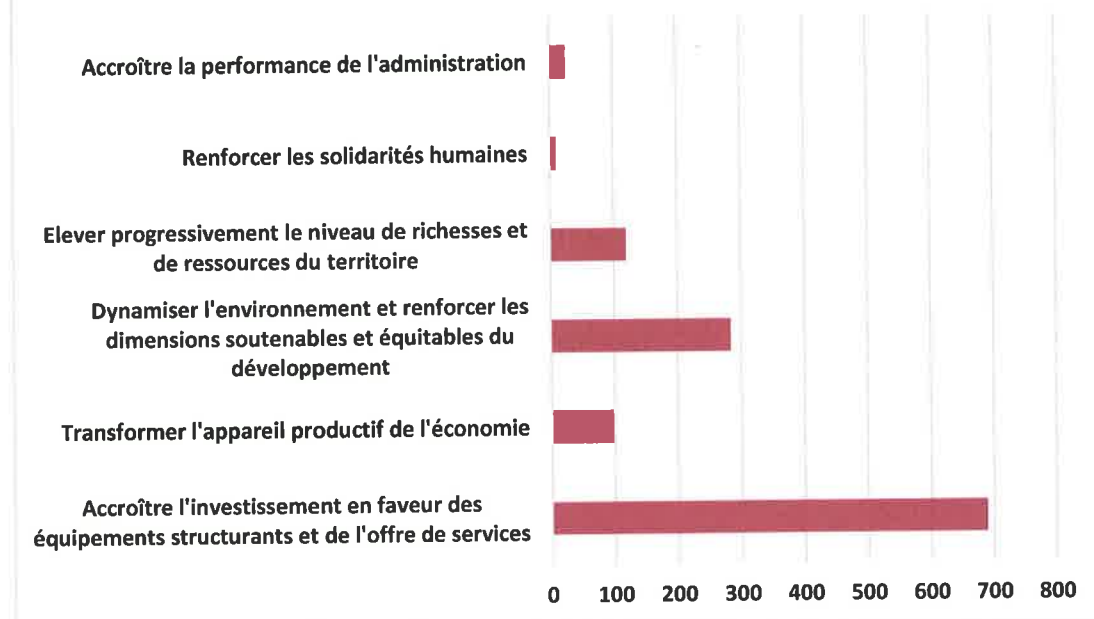


La ventilation du stock d'AP consolidé par axes stratégiques, par politiques publiques et par chapitres fonctionnels se présente comme suit :

Ventilation par axes stratégiques :

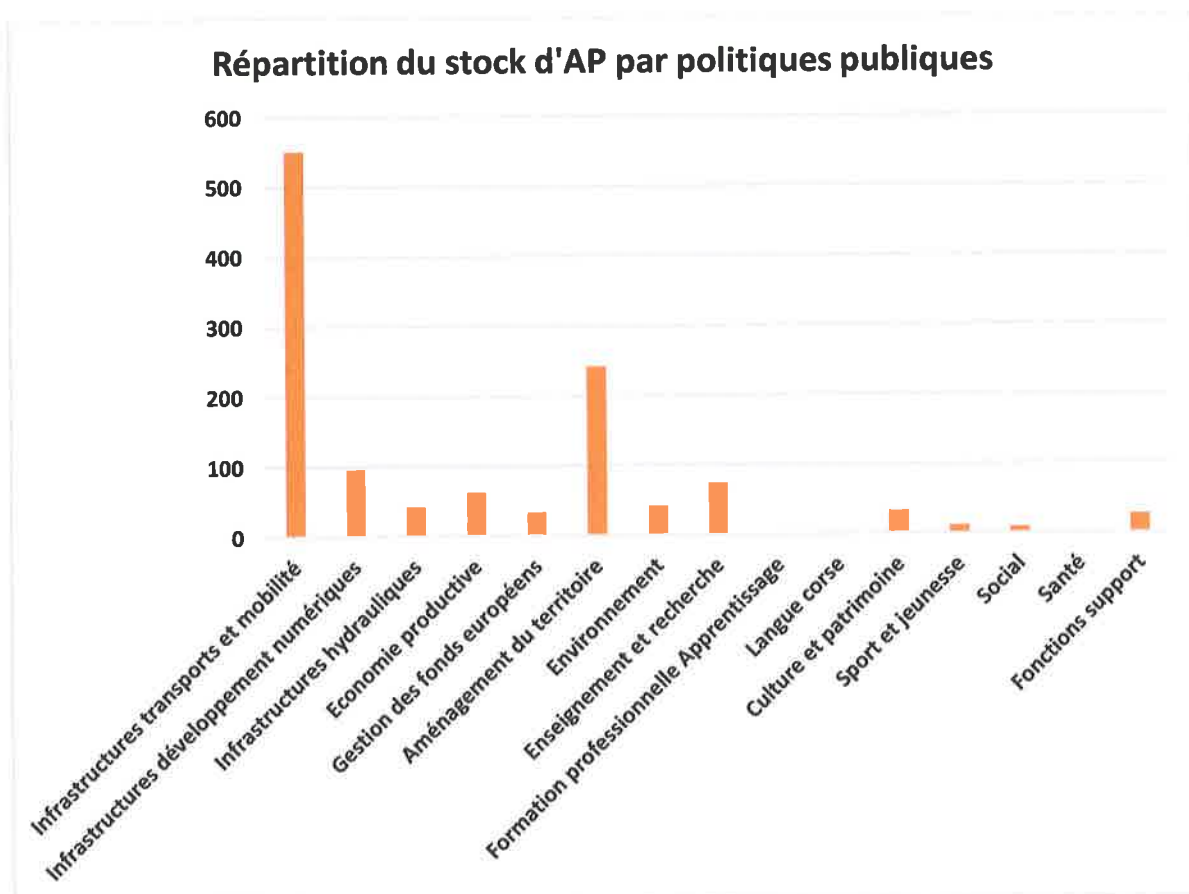
Axes Stratégiques	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par axes stratégiques
Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	689,655	56,24%
Transformer l'appareil productif de l'économie	96,952	7,91%
Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement	283,753	23,14%
Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire	119,723	9,76%
Renforcer les solidarités humaines	9,799	0,80%
Accroître la performance de l'administration	26,308	2,15%
TOTAL	1226,19	100,00%

Répartition du stock d'AP par axes stratégiques



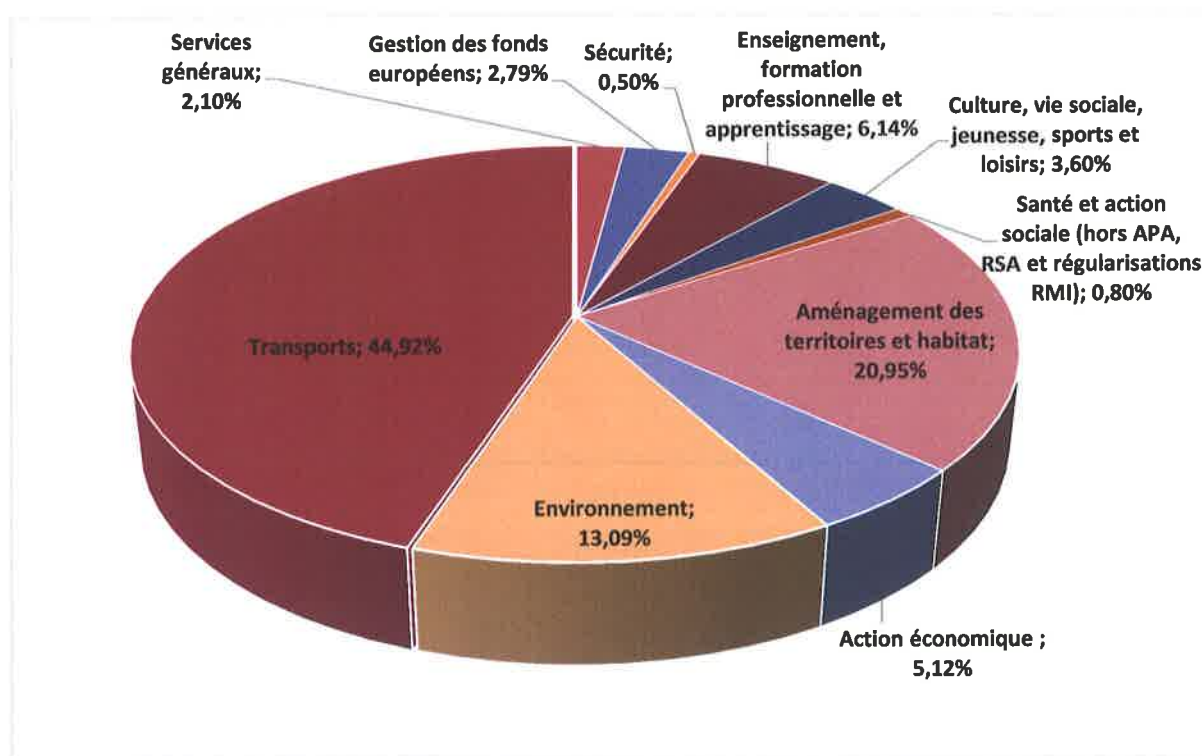
Ventilation par politiques publiques :

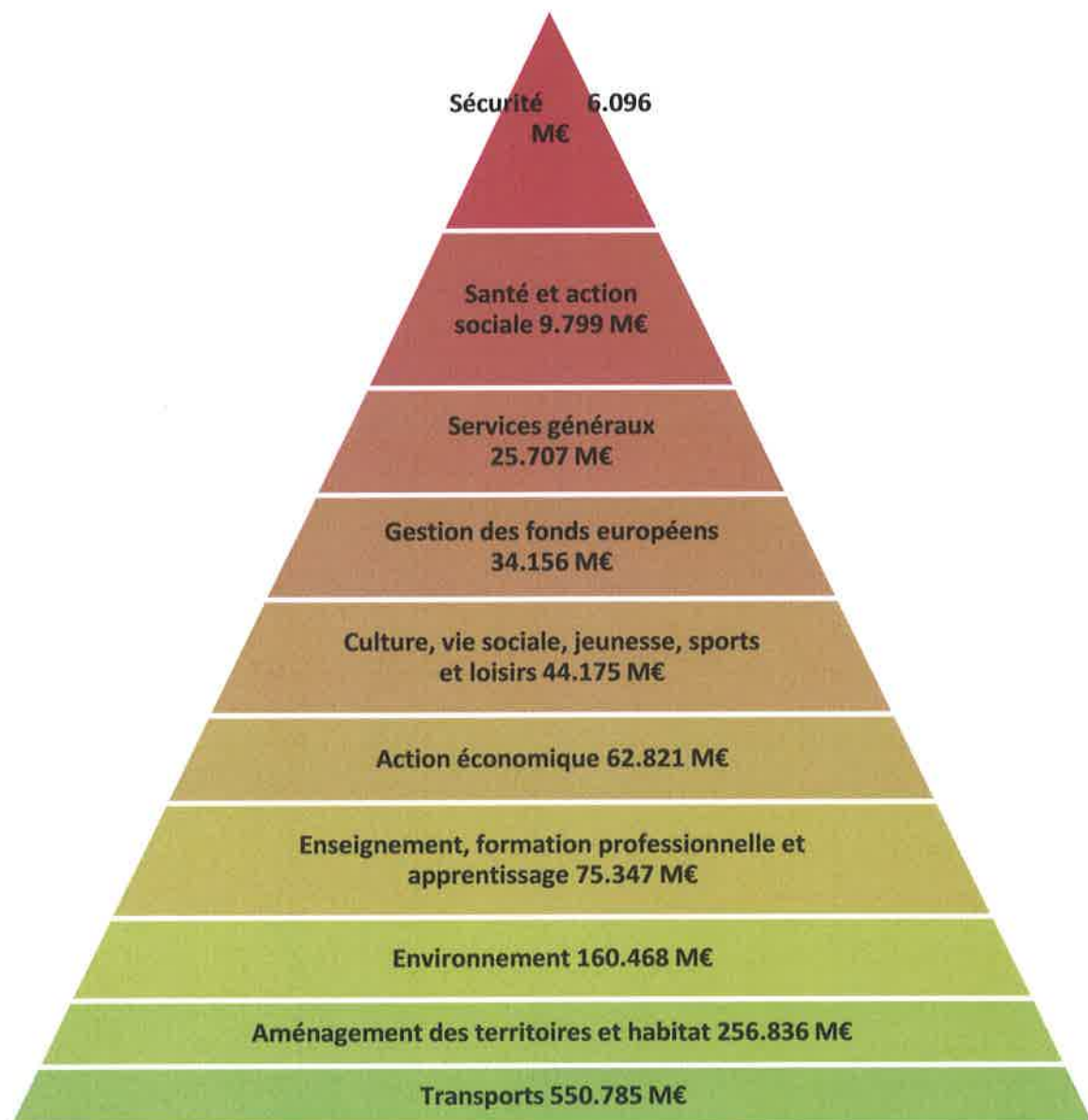
Politiques publiques	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par politiques publiques
Infrastructures transports et mobilité	550,785	44,92%
Infrastructures développement numériques	96,257	7,85%
Infrastructures hydrauliques	42,613	3,48%
Economie productive	62,796	5,12%
Gestion des fonds européens	34,156	2,79%
Aménagement du territoire	241,367	19,68%
Environnement	42,386	3,46%
Enseignement et recherche	74,252	6,06%
Formation professionnelle Apprentissage	0,834	0,07%
Langue corse	0,462	0,04%
Culture et patrimoine	32,333	2,64%
Sport et jeunesse	11,842	0,97%
Social	8,8	0,72%
Santé	0,999	0,08%
Fonctions support	26,308	2,15%
TOTAL	1 226,190	100,00%



Ventilation par chapitres :

Chapitres	Libellés	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par chapitres
900	Services généraux	25,707	2,10%
900-5	Gestion des fonds européens	34,156	2,79%
901	Sécurité	6,096	0,50%
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	75,347	6,14%
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	44,175	3,60%
904	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI)	9,799	0,80%
905	Aménagement des territoires et habitat	256,836	20,95%
906	Action économique	62,821	5,12%
907	Environnement	160,468	13,09%
908	Transports	550,785	44,92%
	TOTAL	1 226,190	100,00%





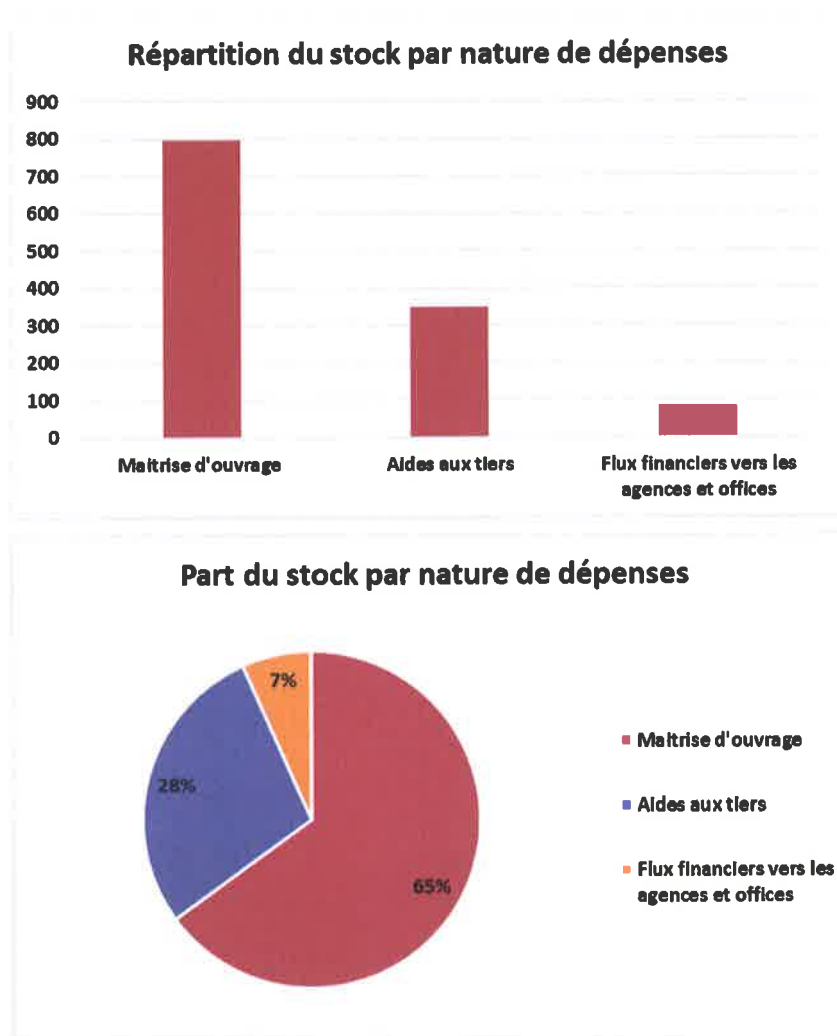
La photographie du stock d'AP consolidé de la Collectivité de Corse, estimé au 31/12/2017 à 1 226.190 M€, a été détaillé dans le rapport du Débat d'Orientation Budgétaire.

Il est à noter qu'une infime partie de ce stock, estimée à 21.504 M€, basée sur un conventionnement entre la CTC et les ex-CD pour le financement des routes départementales, fera l'objet d'un toilettage au budget supplémentaire.

Ainsi, le chapitre 908 dédié aux transports verra son stock diminué de 4% et sera ramené à 529.281 M€.

Ventilation par nature d'opérations :

	Stock au 31/12/2017	Part du stock
Maîtrises d'ouvrage	797,228	65,02%
Aides aux tiers	347,464	28,34%
Flux financiers vers les agences et offices	81,498	6,65%
Total	1226,19	100,00%



Le ratio de couverture :

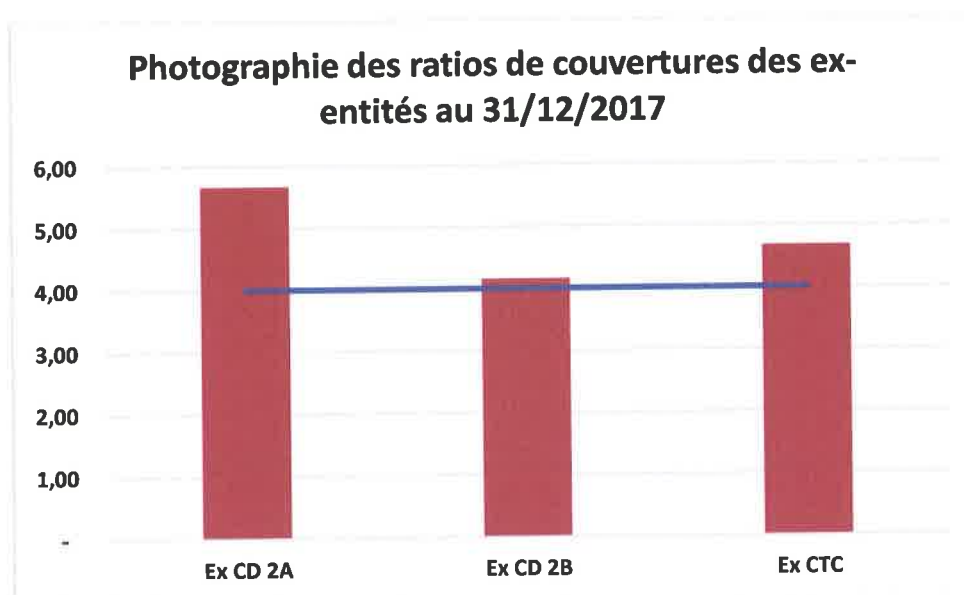
La gestion pluriannuelle n'étant pas généralisée au sein des deux ex départements, le ratio de couverture est simplement donné à titre indicatif, mais ne peut être analysé. Il conviendra de déterminer ce ratio après une première année d'exécution budgétaire.

Au regard des stocks précédemment détaillés, et des consommations de crédits de paiements 2017 constatées dans le cadre d'une AP, le taux de couverture consolidé prévu au 31/12/2017 est évalué à 4.7, décliné comme suit :

- Ratio CTC : 4,6
- Ratio 2A : 5.6
- Ratio 2B : 4.15

Il convient de préciser que la moyenne des crédits réalisés en section d'investissement sur les trois dernières années est de 200 M€ pour la CTC, 64 M€ pour le CD 2A et 47 M€ pour le CD 2B.

La préconisation en matière de dépenses d'investissement est un ratio de couverture n'excédant pas les 4 années, or, alors que l'ex CTC et l'ex CD 2B affichent un ratio situé entre 4 et 5 ans, celui de l'ex CD 2A se rapproche des 6 ans.



L'amélioration de ce ratio, qui est une priorité, passe dans un premier temps par une ouverture contenue des nouvelles AP au présent budget et dans un second temps par un toilettage des opérations devenues caduques qui s'effectuera lors du Budget Supplémentaire.

Cette première décision modificative sera donc l'occasion d'effectuer une analyse détaillée des stocks tant au niveau de l'ancienneté que des volumes. Ce qui permettra de fiabiliser le stock et de stabiliser le ratio de couverture.

Ainsi, le volume des AP nouvelles ne devra pas dégrader le ratio de couverture des stocks et être en adéquation avec d'une part les capacités de réalisation des services et d'autre part les capacités financières de la Collectivité.

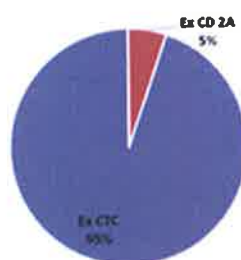
b) En section de fonctionnement :

Le stock consolidé d'Autorisations d'Engagement (AE) au 31/12/2017 est estimé à 107.991 M€.

A titre informatif, il est réparti entre les ex- collectivités de la façon suivante :

- Collectivité Territoriale de Corse : 102.310 M€
- Conseil Départemental de la Corse du Sud : 5.681 M€

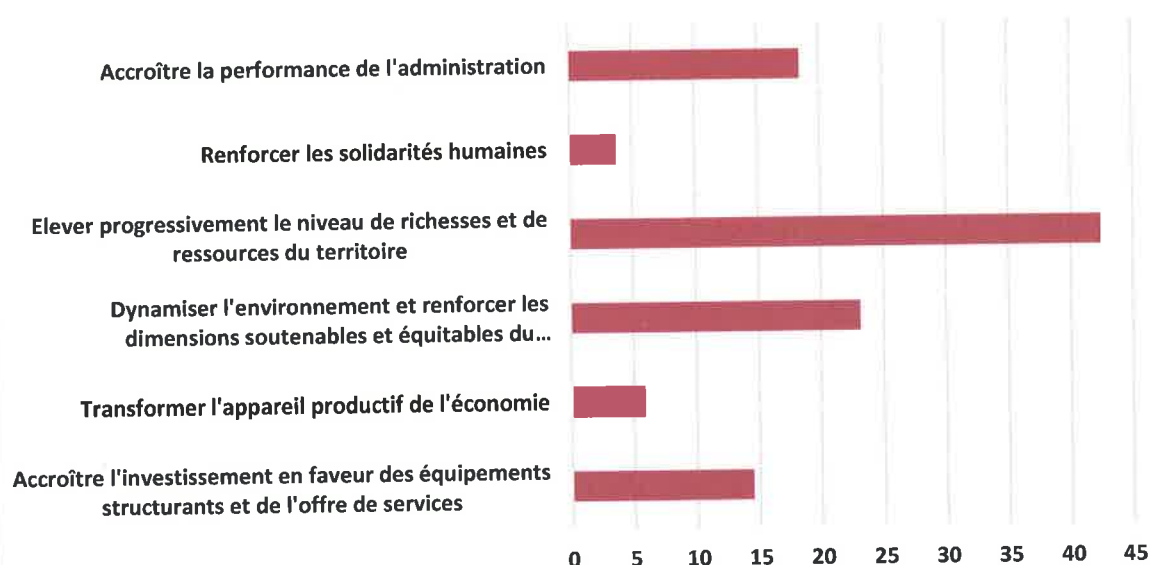
Stock d'AE au 31/12/2017



Ainsi, la ventilation du stock d'AE consolidé par axes stratégiques, par politiques publiques et par chapitres fonctionnels se présente comme suit :

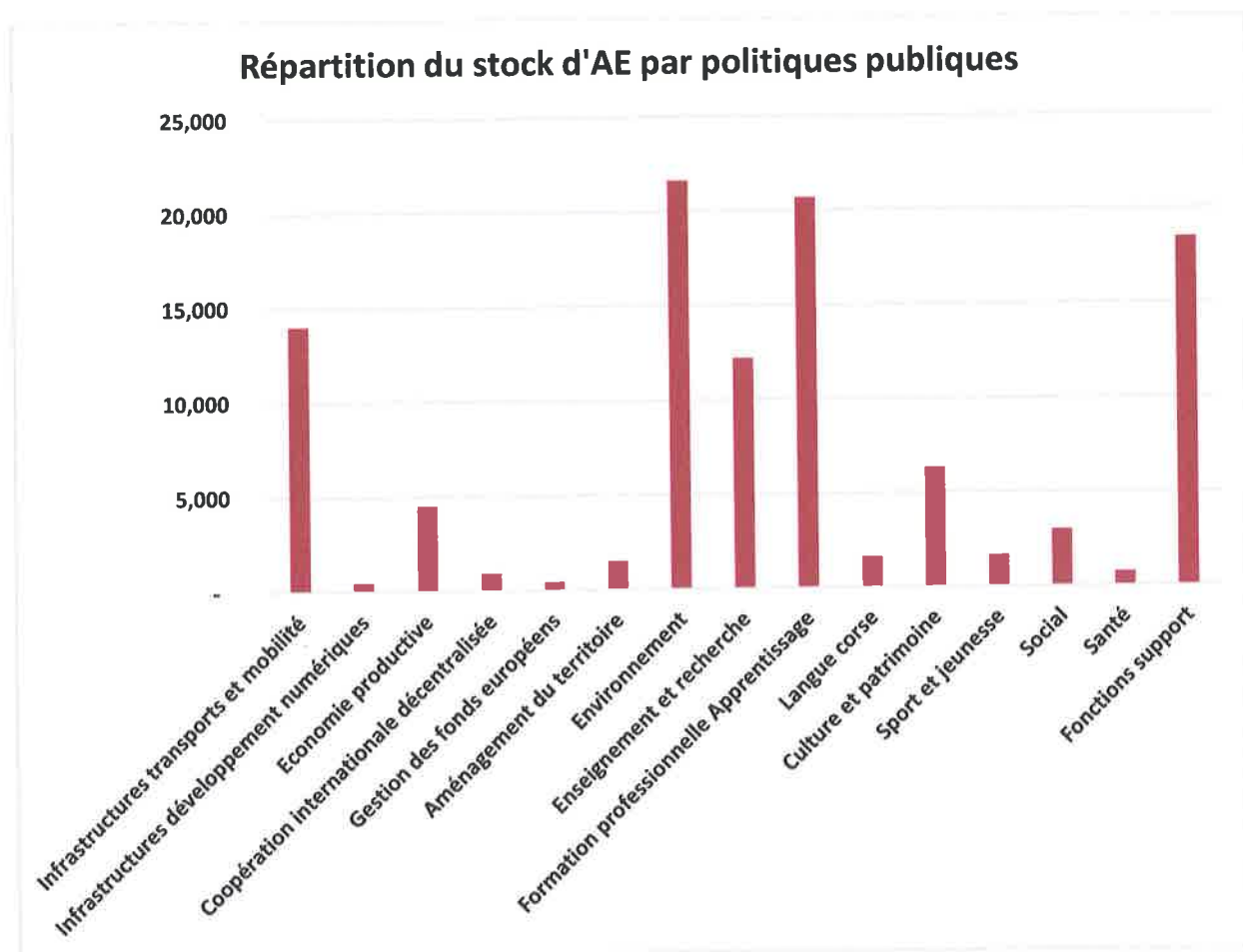
Ventilation par axes stratégiques :

Axes Stratégiques	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par axes stratégiques
Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	14,454	13,38%
Transformer l'appareil productif de l'économie	5,841	5,41%
Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement	23,113	21,40%
Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire	42,424	39,28%
Renforcer les solidarités humaines	3,729	3,45%
Accroître la performance de l'administration	18,430	17,07%
TOTAL	107,991	100,00%

Répartition du stock d'AE par axes stratégiques

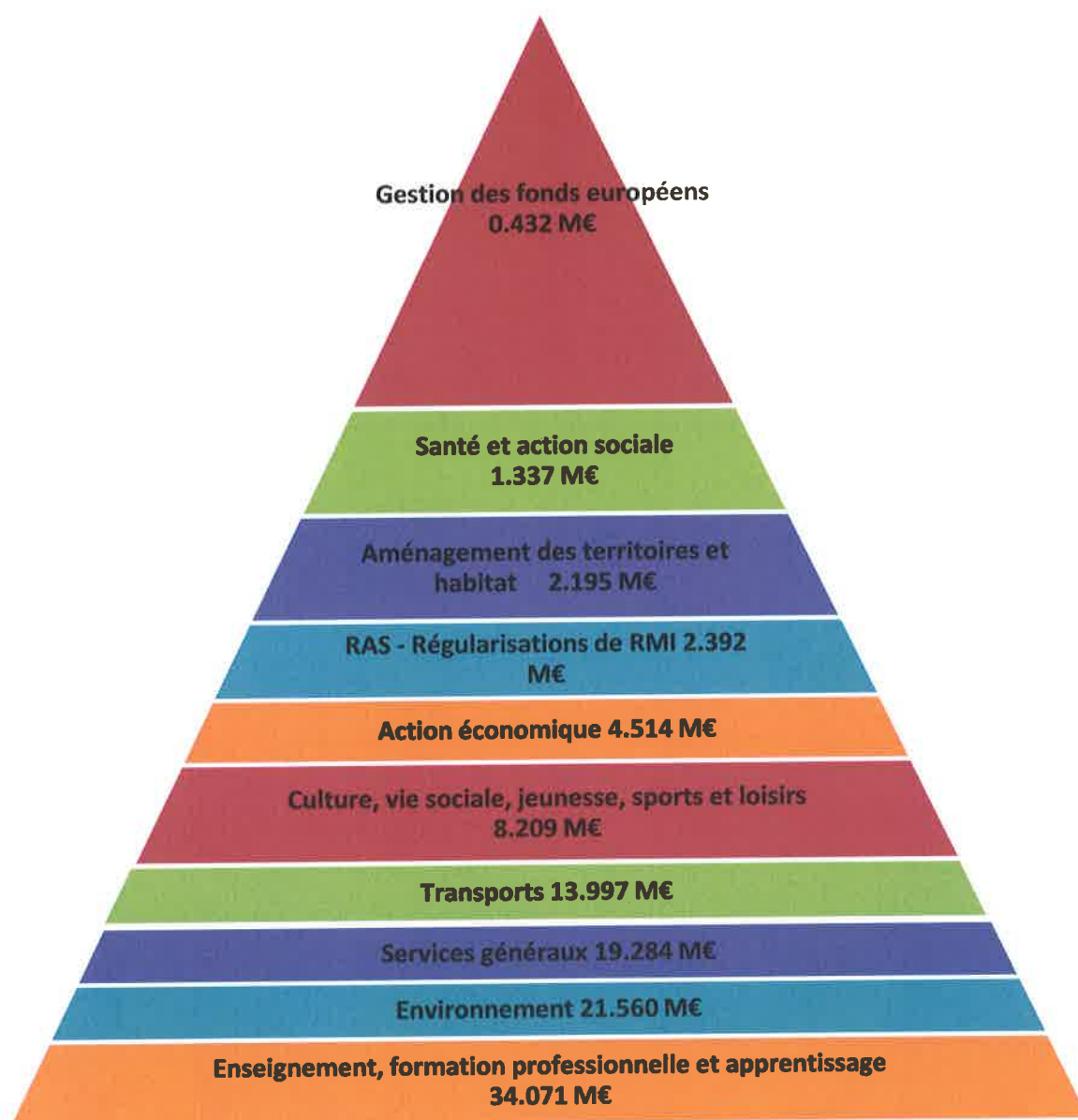
Ventilation par politiques publiques :

Politiques	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par politiques publiques
Infrastructures transports et mobilité	13,998	12,96%
Infrastructures développement numériques	0,456	0,42%
Economie productive	4,467	4,14%
Coopération internationale décentralisée	0,931	0,86%
Gestion des fonds européens	0,443	0,41%
Aménagement du territoire	1,506	1,39%
Environnement	21,607	20,01%
Enseignement et recherche	12,186	11,28%
Formation professionnelle Apprentissage	20,679	19,15%
Langue corse	1,619	1,50%
Culture et patrimoine	6,289	5,82%
Sport et jeunesse	1,651	1,53%
Social	2,992	2,77%
Santé	0,737	0,68%
Fonctions support	18,430	17,07%
TOTAL	107,991	100,00%

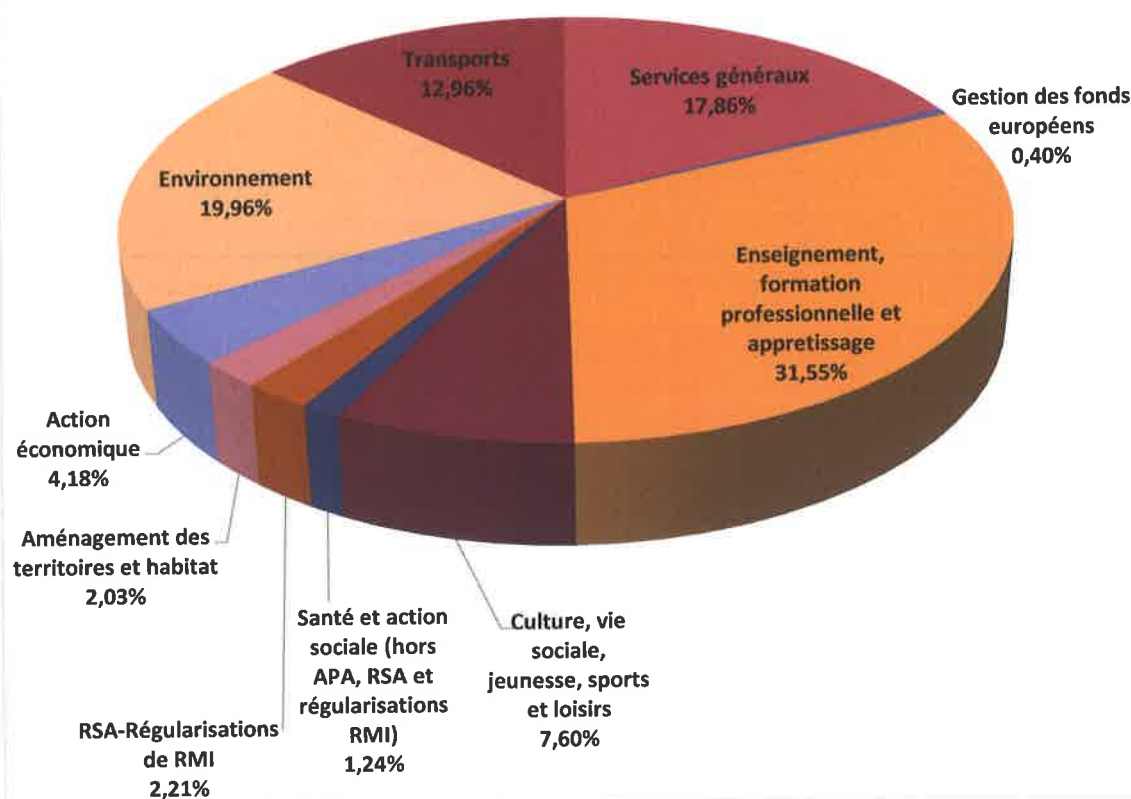


Ventilation par chapitres :

Chapitres	Libellés	Stocks au 31/12/2017	Part du stock par chapitres
930	Services généraux	19,284	17,86%
930-5	Gestion des fonds européens	0,432	0,40%
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	34,071	31,55%
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8,209	7,60%
934	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI)	1,337	1,24%
934-4	RSA-Régularisations de RMI	2,392	2,21%
935	Aménagement des territoires et habitat	2,195	2,03%
936	Action économique	4,514	4,18%
937	Environnement	21,560	19,96%
938	Transports	13,997	12,96%
TOTAL		107,991	100,00%



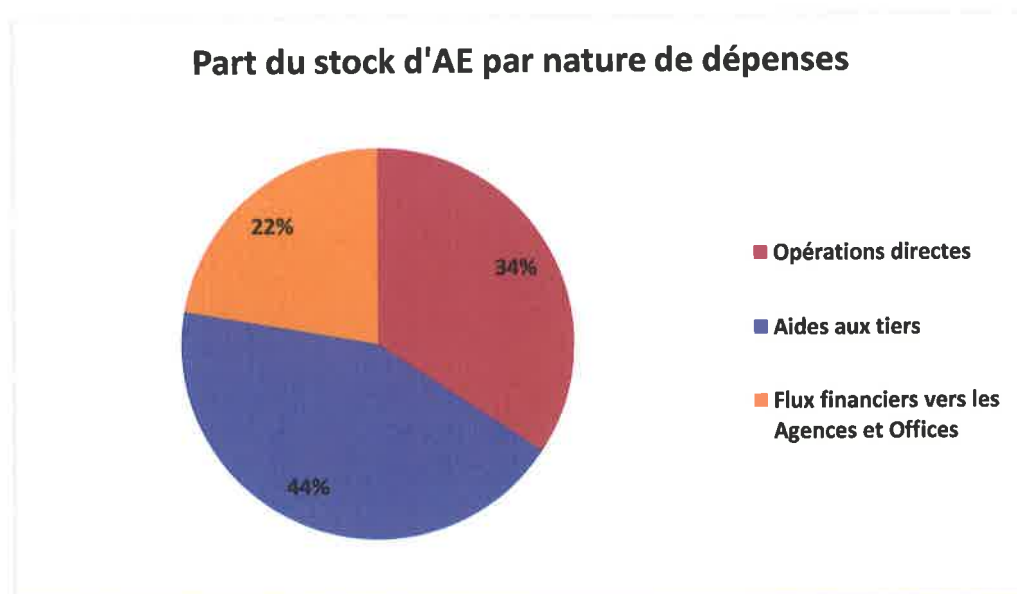
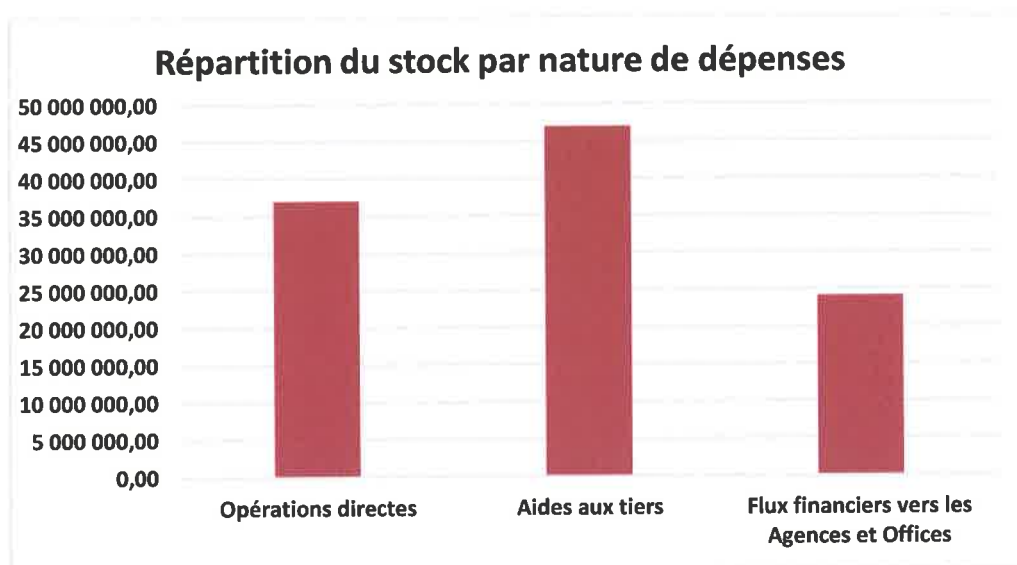
Part du stock par chapitres



La photographie du stock d'AE consolidé de la Collectivité de Corse, estimé au 31/12/2017 à 107.991 M€, a été détaillée dans le rapport du DOB.

Ventilation par nature d'opérations :

	Stock au 31/12/2017	Part du stock
Opérations directes	36.999	34.26%
Aides aux tiers	46.933	43.46%
Flux financiers vers les agences et offices	24.059	22.28%
Total	107.991	100,00%



Le ratio de couverture :

La gestion pluriannuelle n'étant pas généralisée au sein des deux ex départements, le ratio de couverture est simplement donné à titre indicatif, mais ne peut être analysé.

Il conviendra de déterminer ce ratio après une première année d'exécution budgétaire.

Au regard des stocks précédemment détaillés, et des consommations de crédits de paiements consommés dans le cadre d'une AE, le taux de couverture au 31/12/2017 est évalué à 0.30.

Il s'agit d'un ratio estimé qui ne peut servir de référence en l'état. Une première évaluation sera opérée au terme de l'exécution d'un exercice budgétaire.

Cependant la maîtrise du ratio de couverture, qui doit demeurer une priorité, a fait l'objet d'un chantier de convergence entre l'ensemble des services pour construire les propositions budgétaires 2018.

3. L'harmonisation des modes de gestion : Les Nouvelles Autorisations de Programme et d'Engagement :

1) Une harmonisation permise avant le vote du Budget par la délibération 18/010 AC de l'Assemblée de Corse :

Réglementairement, l'article 19 de l'ordonnance N°2016-1561 du 21 Novembre 2016, qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la collectivité de Corse, dispose « qu'avant l'adoption du budget de l'exercice 2018, par dérogation à l'Article L1612-1 du CGCT, l'Assemblée de Corse peut par délibération modifier les autorisations de programme et d'engagement antérieures ouvertes, ou reconduire les autorisations de programme et d'engagement du dernier exercice budgétaire de ces collectivités, dans la limite des 5/12 des AP AE votées l'année précédente. Le Président du Conseil Exécutif de Corse peut les liquider et les mandater dans la limite d'un montant de crédits de paiement égal au montant de ces autorisations ouvertes. »

Les autorisations et crédits de paiement correspondants sont inscrits au présent budget.

La délibération 18/010 AC du 16 janvier 2018 a donc autorisé, par anticipation au vote du BP 2018, l'ouverture d'Autorisations de Programme et d'Autorisations d'Engagement dans la limite des 5/12ème des AP AE votées l'année précédente par chapitres fonctionnels, conformément au tableau ci-dessous :

Section de Fonctionnement		
Chapitre	Intitulé du chapitre	Propositions d'ouverture anticipées dans la limite des 5/12 affectées en 2017
930	Services généraux	6 350 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	170 000,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	19 000 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 000 000,00
934	Santé et action sociale	730 000,00
935	Aménagement des territoires	2 230 000,00
936	Action économique	11 100 000,00
937	Environnement	11 580 000,00
938	Transports	98 000 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	60 000,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT	157 220 000,00
Section d'investissement		
900	Services généraux	2 100 000,00
900-5	Gestion des fonds européens	14 000 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	6 300 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	7 400 000,00
904	Santé et action sociale	3 300 000,00
905	Aménagement des territoires	46 000 000,00
906	Action économique	15 500 000,00
907	Environnement	13 500 000,00
908	Transports	52 900 000,00
	TOTAL INVESTISSEMENT	161 000 000,00

Elle a également autorisé le Président du Conseil Exécutif à procéder à l'affectation des AP et AE par délibération du Conseil Exécutif dans la limite des autorisations ouvertes par l'Assemblée de Corse dans la présente délibération.

Ainsi, les reliquats d'engagements de CP des ex Conseils départementaux, s'inscrivant hors champ pluriannuel, ont été intégrés dès le début de l'exercice dans la nouvelle arborescence de programme.

Ils font l'objet d'une ouverture d'AE nouvelle au présent budget et ont déjà, en partie, fait l'objet d'une affectation par le Conseil Exécutif au titre des 5/12ème autorisés par votre Assemblée, sur la base de la délibération susvisée.

Ainsi, depuis le début de l'exercice, l'Assemblée de Corse et le Conseil Exécutif de Corse ont affecté par chapitres fonctionnels et par ex entités les montants suivants :

En section de fonctionnement :

Chapitre	Intitulé du chapitre	Ex Entités	Montants affectés par anticipation au vote du BP 2018
930	Services généraux	Ex CTC	414 976,00
		Ex CD 2A	2 866 871,00
		Ex CD 2B	3 066 000,00
Sous Total Chapitre 930			6 347 847,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Ex CTC	10 741 842,00
		Ex CD 2A	237 328,00
		Ex CD 2B	-
Sous Total Chapitre 932			10 979 170,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Ex CTC	3 269 819,60
		Ex CD 2A	802 965,22
		Ex CD 2B	408 090,00
Sous Total Chapitre 933			4 480 874,82
934	Santé et action sociale	Ex CTC	363 000,00
		Ex CD 2A	184 365,00
		Ex CD 2B	130 250,00
Sous Total Chapitre 934			677 615,00
935	Aménagement des territoires	Ex CTC	1 895 583,33
		Ex CD 2A	171 250,00
		Ex CD 2B	163 000,00
Sous Total Chapitre 935			2 229 833,33
936	Action économique	Ex CTC	9 045 416,66
		Ex CD 2A	27 000,00
		Ex CD 2B	-
Sous Total Chapitre 936			9 072 416,66
937	Environnement	Ex CTC	10 354 204,17
		Ex CD 2A	776 611,00
		Ex CD 2B	414 280,00
Sous Total Chapitre 937			11 545 095,17
938	Transports	Ex CTC	69 375 000,00
		Ex CD 2A	1 990 662,17
		Ex CD 2B	2 590 000,00
Sous Total Chapitre 938			73 955 662,17
944	Groupes politiques		31 500,00
Sous Total Chapitre 944			31 500,00
TOTAL SECTION			119 320 014,15

En section d'investissement :

Chapitre	Intitulé du chapitre	Ex Entités	Montants affectés par anticipation au vote du BP 2018
900	Services généraux	Ex CTC	400 000,00
		Ex CD 2A	784 625,00
		Ex CD 2B	915 000,00
Sous Total Chapitre 900			2 099 625,00
900-5	Gestion des fonds européens	Ex CTC	2 054 139,00
Sous Total Chapitre 900-5			2 054 139,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Ex CTC	2 866 000,00
		Ex CD 2A	-
		Ex CD 2B	-
Sous Total Chapitre 902			2 866 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Ex CTC	576 000,00
		Ex CD 2A	612 103,00
		Ex CD 2B	33 687,00
Sous Total Chapitre 903			1 221 790,00
904	Santé et action sociale	Ex CTC	50 000,00
		Ex CD 2A	-
		Ex CD 2B	82 500,00
Sous Total Chapitre 904			132 500,00
905	Aménagement des territoires	Ex CTC	73 880,60
		Ex CD 2A	616 577,24
		Ex CD 2B	123 500,00
Sous Total Chapitre 905			813 957,84
906	Action économique	Ex CTC	12 930 727,52
		Ex CD 2A	-
		Ex CD 2B	-
Sous Total Chapitre 906			12 930 727,52
907	Environnement	Ex CTC	3 815 000,00
		Ex CD 2A	1 012 106,12
		Ex CD 2B	199 500,00
Sous Total Chapitre 907			5 026 606,12
938	Transports	Ex CTC	14 265 000,00
		Ex CD 2A	8 050 399,73
		Ex CD 2B	700 000,00
Sous Total Chapitre 908			23 015 399,73
TOTAL SECTION			50 160 745,21

2) Les AP et AE nouvelles :a) Un montant maîtrisé d'AP nouvelles :

Le montant des AP nouvelles proposées s'établit à 318.714 M€.

Ce montant, arrêté lors des réunions d'arbitrage budgétaire, est non seulement en adéquation avec les capacités de réalisation des services et les capacités financières de la Collectivité mais va également permettre d'améliorer le ratio de couverture consolidé des 3 ex collectivités au 31/12/2017.

Le détail de ces ouvertures d'AP est consigné dans la délibération de programme jointe en annexe du présent rapport, comme défini ci-dessous :

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N6171	Bâtiments administratifs	900	4 950 000,00
N6151	Administration générale	900	800 000,00
N6154	Moyens techniques et logistiques	900	700 000,00
N6172	Service exploitation du domaine	900	4 341 000,00
N6173	Sécurité et sureté des bâtiments publics	900	300 000,00
N6142	Informatique	900	5 895 000,00
N6141	Téléphonie	900	561 000,00
Total Services généraux		900	17 547 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N2322	Prog FEDER FSE 2014-2020	900-5	19 000 000,00
Total Gestion des fonds européens		900-5	19 000 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N3171	Prévention des incendies	901	1 248 500,00
N3170	SDIS	901	4 429 000,00
N3173	MTL - CFM	901	1 500 000 ,00
Total Sécurité		901	7 177 500,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N4110	IUFM	902	50 000,00
N4121	Travaux de bâtiments	902	3 700 000,00
N4127	Equipements sportifs	902	300 000,00
N4211	Participations centres de formation	902	500 000,00
N4129	Equipement général et scientifique 2nd degré	902	3 500 000,00
N4112	Recherche et diffusion	902	3 000 000,00
N4119	Diffusion CST2I	902	450 000,00
N4113	Formations supérieures	902	200 000,00
N4117	Matrice université de Corse	902	3 385 000,00
N4114	Formation sanitaires sociales supérieure	902	90 000,00
N4311	Formation	902	535 000,00
Total Enseignement, formation professionnelle et apprentissage		902	15 710 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N4430	BDP	903	312 000,00
N4514	Aider le sport	903	2 540 000,00
N4411	Patrimoine - Restauration	903	2 560 000,00
N4413	Devoir de mémoire - Archives	903	65 000,00
N4433	Musée de Lèvie	903	15 000,00
N4434	Musée de Sartène	903	19 000,00
N4438	Musée d'Aléria	903	55 000,00
N4439	Musée de Morosaglia	903	18 000,00
N4435	FRAC	903	180 000,00
N4436	Cinémathèque régionale	903	60 000,00
N4423	Culture	903	8 905 000,00
N4421	Fonds régional corse de la culture	903	500 000,00
N4415	Patrimoine – Etudes	903	80 000,00
N4416	GRITACCESS Patrimoine	903	625 000,00
Total Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		903	15 934 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N5112	Aider les associations du secteur social	904	83 000,00
N5111	Social	904	65 000,00
N5211	Action Sanitaire et Sociale	904	800 000,00
Total Santé et action sociale		904	948 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N3131	Vie associative	905	1 080 000,00
N3145	Aménager rural -Domaine ordures ménagère	905	422 100,00
N3151	Habitat logement	905	9 226 000,00
N3161	Investir pour le logement	905	207 000,00
N3120	Office Foncier de la Corse	905	1 500 000,00
N1211	Réseau THD - Infrastructures	905	580 000,00
N1212	Réseau THD - Usages	905	636 000,00
N6143	S.I.G	905	590 000,00
N4313	Diffusion linguistique	905	465 000,00
N3133	Comité de Massif	905	7 000 000,00
N3141	Equipements collectifs	905	2 700 000,00
N3142	Eqts collectifs communaux / intercom.	905	20 000 000,00
N3143	Equipements collectifs communaux	905	763 000,00
N3146	Fonds de territorialisation	905	6 000 000,00
Total Aménagement des territoires		905	51 169 100,00

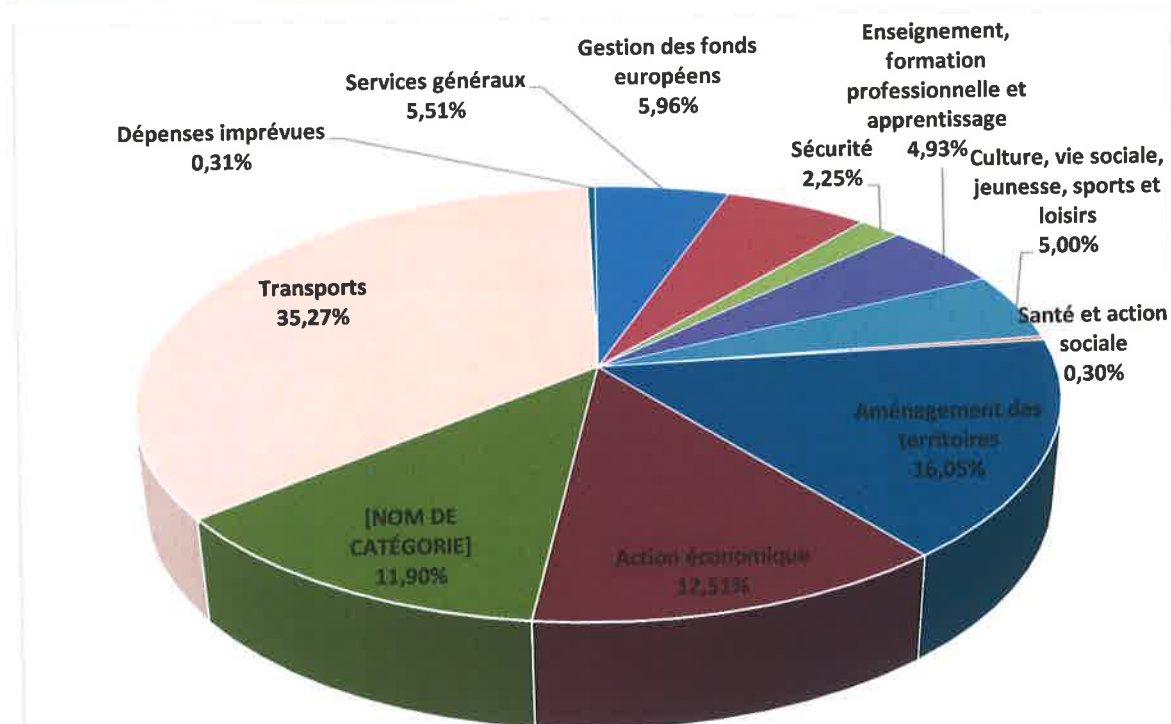
Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N2130	ADEC	906	7 000 000,00
N2132	ADEC - Outils financiers	906	3 706 000,00
N2131	ADEC - Actions régionales entreprises	906	7 000 000,00
N2140	ATC	906	4 100 000,00
N2111	ODARC - Dvpt rural TOP UP 2014/2021	906	2 850 000,00
N2115	ODARC - Dvpt rural - Hors FEADER TOP UP	906	5 805 000,00
N2114	ODARC - Opérations spécifiques	906	2 784 000,00
N2118	ODARC - Dvpt rural FEADER 2014/2020	906	5 138 000,00
N2121	Forêt	906	1 400 000,00
N3211	Pépinière de Castelluccio	906	100 000,00
Total Action économique		906	39 883 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N3218	MTL - ENS	907	650 000,00
N3144	Programme AEP - Assainissement	907	10 000 000,00
N3210	Office environnement de la Corse - PNRC	907	7 641 611,00
N3215	Sites ENS - Soutien des partenaires	907	625 000,00
N3221	Protection des milieux aquatiques	907	44 000,00
N3223	Lutte anti vectorielle	907	61 000,00
N3216	Littoral	907	276 500,00
N3224	Génie sanitaire écologique	907	337 000,00
N3311	Cadre compensation territorial CDC/EDF	907	2 000 000,00
N3310	Contractualisation CPER CDC/ADEME	907	1 800 000,00
N1310	OEHC	907	7 350 000,00
N1311	OEHC - Opérations MOA CTC	907	7 150 000,00
Total Environnement		907	37 935 111,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N1121	Voirie Départemental	908	24 800 000,00
N1122	MTL - Voirie	908	2 040 000,00
N1141	Infrastructures portuaires MOA	908	1 150 000,00
N1161	Transports de voyageurs	908	480 000,00
N1162	Transports scolaires	908	640 000,00
N1131	Voirie territoriale - Matériel	908	800 000,00
N1132	Voirie territoriale - Travaux	908	30 000 000,00
N1133	Voirie territoriale - Subventions	908	1 300 000,00
N1142	Infrastructures aéroportuaires - MOA	908	2 000 000,00
N1144	Aéroports - Subventions	908	3 800 000,00
N1151	Réseau Ferré	908	45 400 000,00
Total Transports		908	112 410 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N6132	Dépenses imprévues	950	1 000 000,00
Total Dépenses imprévues		950	1 000 000,00

TOTAL GENERAL SECTION D'INVESTISSEMENT	318 713 711,00
---	-----------------------



AP nouvelles par chapitres

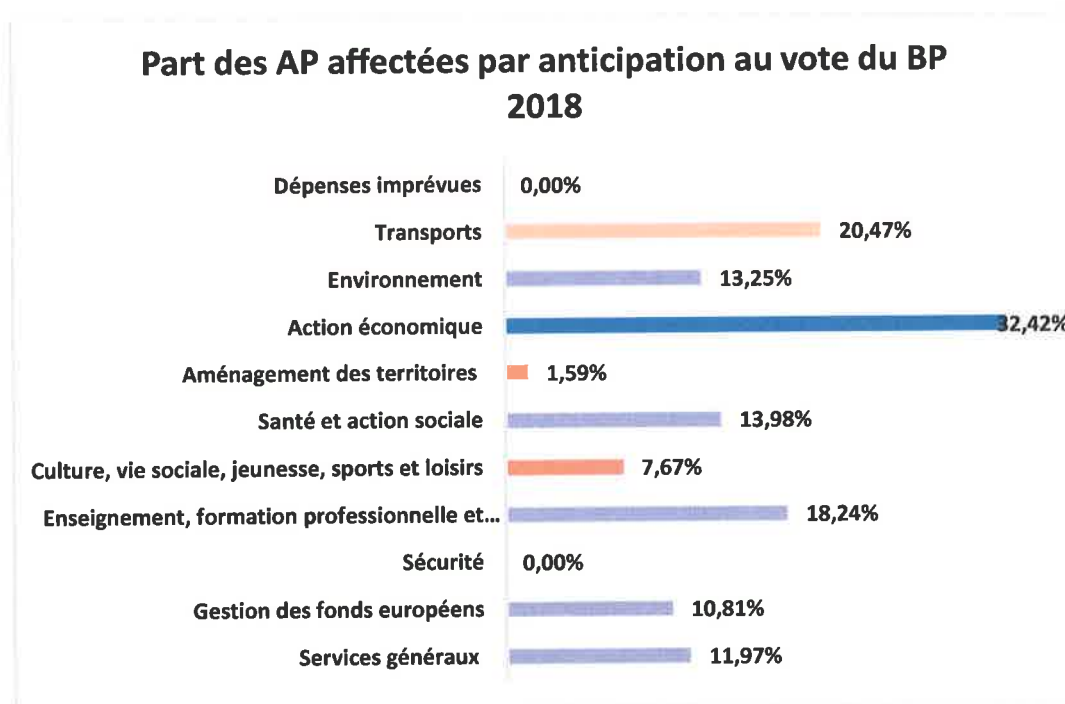
La répartition des AP nouvelles par chapitre fonctionnel, telle que définie dans le graphique ci-dessus met en évidence :

- La part importante des AP mobilisées au titre de la compétence transport qui représente 35.27% des AP nouvelles totales, dont plus de la moitié sera mobilisée pour les réseaux de voirie (52%).

- Le volume substantiel d'AP ouvertes sur le chapitre dédié à l'aménagement des territoires, avec 51.169 M€, soit 16.05% des AP totales. Ces inscriptions sont majoritairement dédiées à l'aide aux communes et structures intercommunales.
- L'importance accordée au développement économique pour lequel le montant des AP nouvelles s'établit à 39.883 M€, soit 12.51% des AP globales. Les actions conduites par l'Agence de Développement Economique de la Corse (17.706 M€), et celles menées par l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse (16.577 M€) sont les plus mobilisatrices d'AP.
- Le volume considérable de crédits dédiés au secteur environnemental, avec une inscription d'AP nouvelle de 37.935 M€, soit 11.90% des AP totales. On note l'importance accordée à la politique conduite en matière de gestion de l'eau (24.500 M€) matérialisée au travers, notamment, des subventions accordées aux communes et des opérations conduites par l'Office d'Equipement Hydraulique de Corse.
- Une part similaire, entre 5% et 6% (entre 19 et 15 M€) , des AP nouvelles ouvertes sur les chapitres dédiés aux services généraux, à la gestion des fonds européens, à l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage, à la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs.
- Un montant peu représentatif des AP ouvertes dans le secteur de l'action sociale (0.948 M€) et de la sécurité (7.177 M€).

Le détail des inscriptions par programme est consigné dans la partie relative aux politiques publiques.

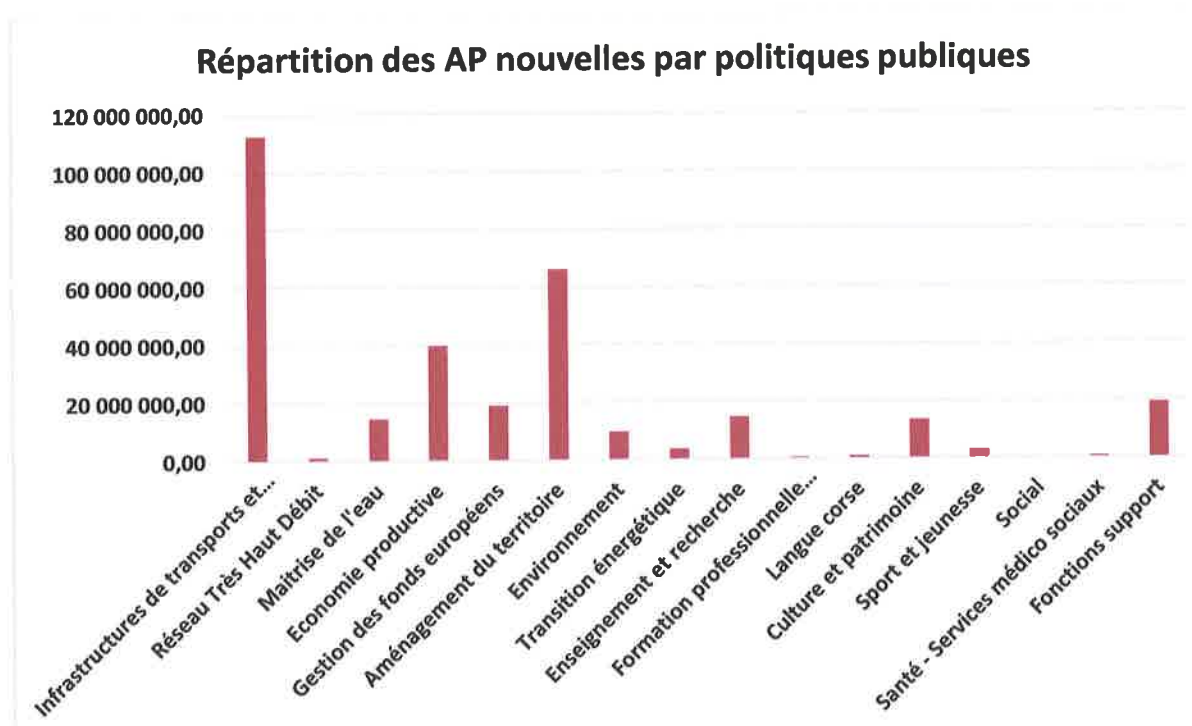
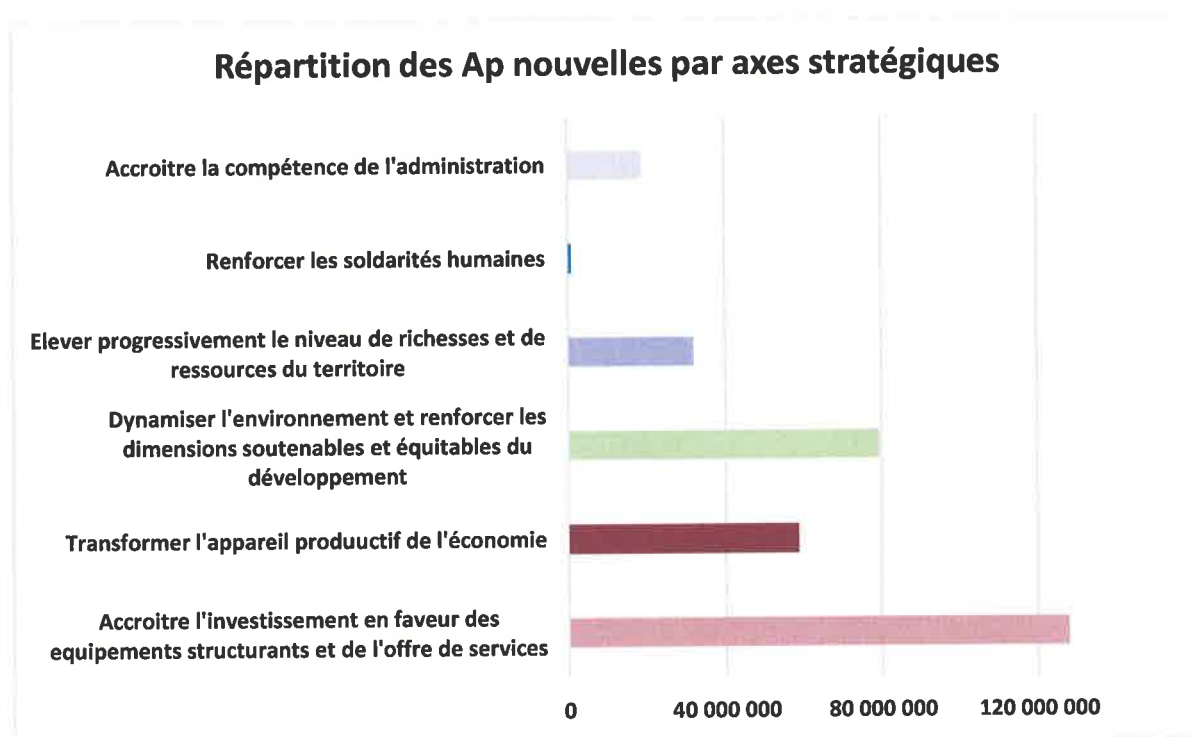
Il est à noter que la part des AP affectées par anticipation au vote du BP 2018 est la suivante :



Ces AP qui ont fait l'objet d'une individualisation par le Conseil Exécutif ont permis à la fois d'honorer les engagements antérieurs non compris dans les stocks d'AP des ex CD, (subventions d'équipement, travaux, études, matériels ...), d'assurer la continuité du service public et de maintenir le niveau d'investissement dans l'île.

La ventilation des nouvelles AP par politique publique et par axe stratégique s'établit conformément aux tableaux et graphes ci-dessous :

Axes stratégiques / Politiques	Libellé	AP
N11	Infrastructures de transports et mobilité	112 410 000,00
N12	Réseau Très Haut Débit	1 216 000,00
N13	Maîtrise de l'eau	14 500 000,00
Axe 1	<i>Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services</i>	128 126 000,00
N21	Economie productive	39 783 000,00
N22	Coopération internationale et décentralisée	0,00
N23	Gestion des fonds européens	19 000 000,00
Axe 2	<i>Transformer l'appareil productif de l'économie</i>	58 783 000,00
N31	Aménagement du territoire	66 075 600,00
N32	Environnement	9 735 111,00
N33	Transition énergétique	3 800 000,00
Axe 3	<i>Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement</i>	79 610 711,00
N41	Enseignement et recherche	14 675 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00
N43	Langue corse	1 000 000,00
N44	Culture et patrimoine	13 394 000,00
N45	Sport et jeunesse	2 540 000,00
Axe 4	<i>Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire</i>	32 109 000,00
N51	Social	148 000,00
N52	Santé - Services médico sociaux	800 000,00
Axe 5	<i>Renforcer les solidarités humaines</i>	948 000,00
N61	Fonctions support	19 137 000,00
Axe 6	<i>Accroître la compétence de l'administration</i>	19 137 000,00
	Total	318 713 711,00



Le ratio de couverture théorique :

Dans l'hypothèse où l'ensemble des AP ouvertes au budget sont affectées et l'ensemble des CP inscrits dans le cadre d'une AP sont consommés, le ratio au 31/12/2018 devrait s'établir à 3.82. L'objectif de maintenir un ratio de couverture normé qui s'inscrit dans la trajectoire financière fixée serait donc atteint.

b) Une ouverture d'AE nouvelles justement calibrée :

Le montant des AE nouvelles proposées s'établit à 513.182 M€.

Le détail de ces ouvertures d'AE est consigné dans la délibération de programme jointe en annexe du présent rapport tel que précisé dans le tableau ci-dessous :

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N6153	Affaires juridiques	930	1 750 000,00
N2211	Programme Eurodyssée	930	30 300,00
N2212	Assistance technique FEDER	930	1 200 000,00
N2213	Italie France Maritime	930	350 000,00
N2214	INNOLAB ++	930	110 000,00
N2216	Coopération décentralisée	930	35 000,00
N2217	INTERREG MED	930	300 000,00
N2221	Coopération internationale	930	151 000,00
N2311	Assistance technique PDRC	930	500 000,00
N6111	Fonctionnement des élus - AC/CE/CES/CDT	930	582 000,00
N6121	Communication	930	800 000,00
N6122	Événementiel WRC	930	1 100 000,00
N6131	Evaluation politiques publiques	930	10 000,00
N6133	Finances	930	200 000,00
N6134	Contrôle de gestion	930	100 000,00
N6135	Relations avec les organismes extérieurs	930	1 200 000,00
N6141	Téléphonie	930	1 798 000,00
N6142	Informatique	930	5 775 000,00
N6151	Administration générale	930	14 920 000,00
N6154	Moyens techniques et logistiques	930	1 000 000,00
N6161	Personnels	930	1 500 000,00
N6162	Médecine préventive-sécurité travail	930	329 000,00
N6163	Œuvres sociales	930	855 000,00
N6164	Formations, déplacements, action sociale	930	2 138 000,00
N6172	Service exploitation du domaine	930	2 290 000,00
N6173	Sécurité et sureté des bâtiments publics	930	700 000,00
Total Services généraux		930	39 723 300,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N2322	Prog FEDER FSE 2014-2020	930-5	1 600 000,00
Total Gestion des fonds européens		930-5	1 600 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N3170	SDIS	931	43 860 000,00
N3171	Prévention des incendies	931	581 500,00
N3173	MTL – CFM	931	1 480 000,00
Total Sécurité		931	45 921 500,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N4112	Recherche et diffusion	932	5 298 000,00
N4113	Formations supérieures	932	4 622 000,00
N4114	Formation sanitaire et sociale	932	2 752 000,00
N4115	Vie étudiante - Bourses	932	1 758 000,00

N4117	Matrice Université de Corse	932	7 184 000,00
N4118	Etudes et expertises	932	50 000,00
N4119	Diffusion CST2I	932	1 110 000,00
N4120	Aider l'éducation	932	237 000,00
N4122	Maintenance et sécurité	932	800 000,00
N4128	FCT des établissements du 2nd degré	932	6 961 000,00
N41290	Accompagnement scolaire	932	350 000,00
N4129	Equipement général scientifique 2nd degré	932	850 000,00
N4211	Participations centres de formation	932	22 296 000,00
N4212	FP – FSE	932	4 200 000,00
N4311	Formation	932	4 522 000,00
Total Enseignement, formation professionnelle et apprentissage		932	62 990 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N4312	Conseil linguistique	933	810 000,00
N4411	Patrimoine - Restauration	933	1 051 000,00
N4413	Devoir de mémoire - Archives	933	6 000,00
N4416	GRITACCESS Patrimoine	933	5 065 000,00
N4423	Culture	933	10 294 000,00
N4430	BDP	933	514 000,00
N4433	Musée de Lévie	933	13 000,00
N4434	Musée de Sartène	933	30 000,00
N4435	FRAC	933	150 000,00
N4436	Cinémathèque régionale	933	60 000,00
N4437	Casa di Roccapina	933	19 000,00
N4438	Musée d'Aléria	933	34 000,00
N4439	Musée de Morosaglia	933	16 000,00
N4511	Italie France Maritime	933	5 000,00
N4512	CNDS	933	977 000,00
N4513	Investir pour le CSJC	933	2 244 000,00
N4514	Aider le sport	933	6 062 000,00
N4521	Aides en faveur de la jeunesse	933	949 000,00
Total Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		933	28 299 000,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N5112	Aider les associations du secteur social	934	980 000,00
N5113	MAIA	934	6 500,00
N5151	Prestations aide sociale à l'enfance	934	700 000,00
N5211	Action Sanitaire et Sociale	934	1 292 000,00
Total Santé et action sociale		934	2 978 500,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N5132	MTL - APA	934-3	722 600,00

APA		934-3	722 600,00
Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N5122	Programmes départementaux d'insertion	934-4	2 600 000,00
N5124	Fonctionnement des services RSA	934-4	2 600,00
RSA - Régularisations de RMI		934-4	2 602 600,00
Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N1211	Réseau THD - Infrastructures	935	410 000,00
N1212	Réseau THD - Usages	935	105 000,00
N3110	Agence de l'urbanisme	935	4 122 000,00
N3111	AAUE - Etudes et recherches	935	1 030 000,00
N3131	Vie associative	935	1 668 000,00
N3132	Développement territorial	935	150 000,00
N3133	Comité de Massif	935	400 000,00
N3142	Equipements collectifs communaux	935	154 600,00
N3146	Fonds de territorialisation	935	360 000,00
N3151	Habitat ville	935	200 000,00
N3161	Investir pour le logement	935	840 800,00
N4313	Diffusion linguistique	935	465 000,00
N6143	S.I.G	935	1 000,00
Total Aménagement des territoires		935	9 906 400,00
Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N2110	ODARC - Structure	936	8 979 000,00
N2114	ODARC - Opérations spécifiques	936	550 000,00
N2116	SMAC	936	1 785 000,00
N2121	Forêt	936	2 500 000,00
N2130	ADEC	936	4 900 000,00
N2131	ADEC - Actions régionales entreprises	936	1 000 000,00
N2140	ATC	936	8 550 000,00
N2141	Tourisme	936	123 000,00
N3211	Pépinière de Castelluccio	936	50 000,00
N3214	Laboratoire d'analyse	936	4 451 380,00
Total Action économique		936	32 388 380,00
Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N1310	OEHC	937	7 825 000,00
N3134	Syndicat départemental des énergies	937	500 000,00
N3210	Office environnement de la Corse - PNRC	937	21 219 545,00
N3215	Sites ENS - Soutien des partenaires	937	1 379 000,00
N3216	Littoral	937	281 000,00
N3217	Espace rural	937	200 000,00
N3218	MTL - ENS	937	900 000,00
N3221	Protection des milieux aquatiques	937	354 100,00

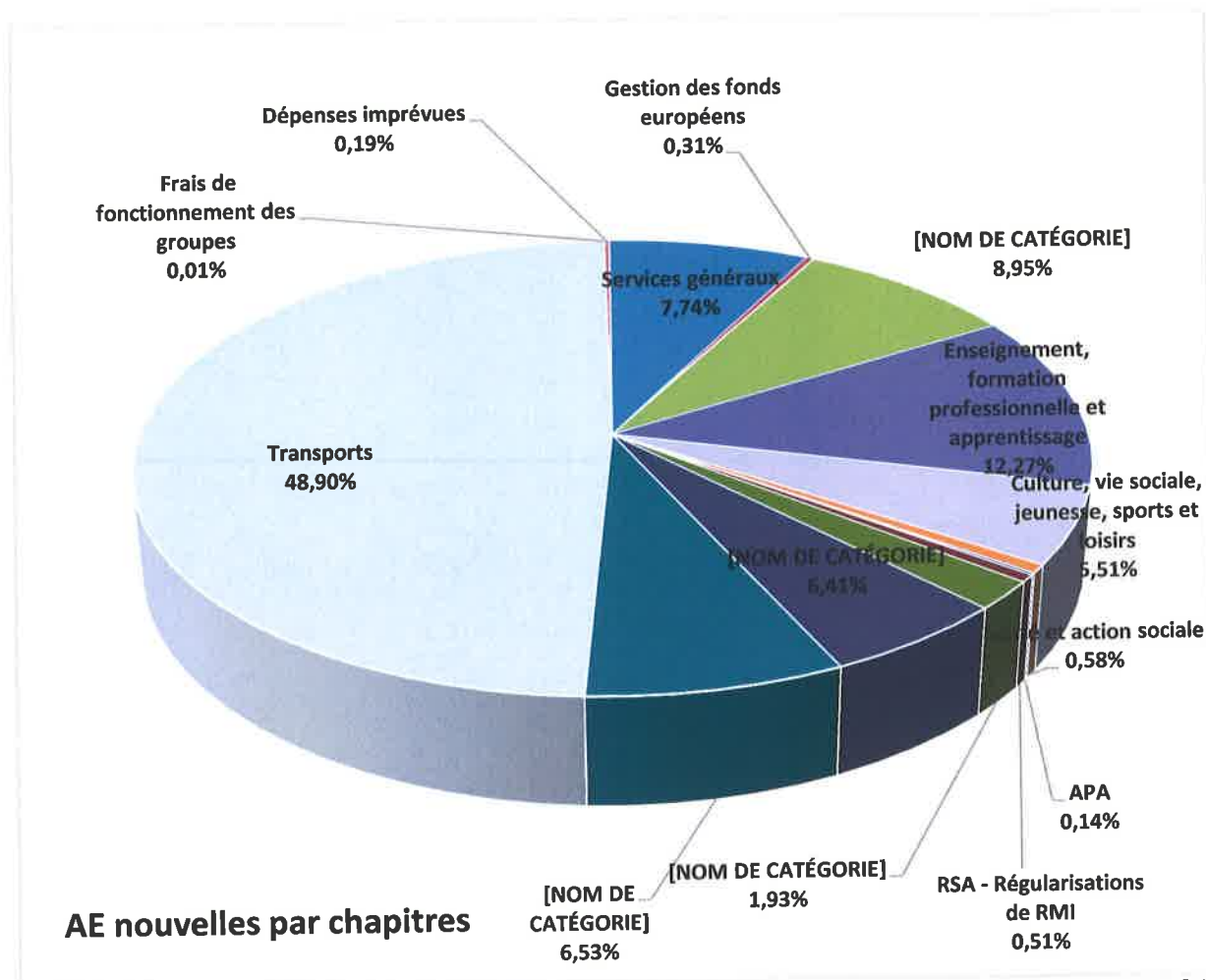
N3223	Lutte anti vectorielle	937	530 000,00
N3224	Génie sanitaire écologique	937	53 000,00
N3310	Contractualisation CPER CDC/ADEME	937	150 000,00
N3311	Cadre compensation territorial CDC/EDF	937	140 000,00
Total Environnement		937	33 531 645,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N1110	OTC	938	186 999 159,00
N1121	Voirie Départementale	938	2 650 000,00
N1122	MTL - Voirie	938	6 233 000,00
N1131	Voirie territoriale - Matériel	938	4 650 000,00
N1141	Infrastructures portuaires - MOA	938	746 000,00
N1142	Infrastructures aéroportuaires - MOA	938	660 000,00
N1143	Ports - Subventions	938	24 000,00
N1144	Aéroports - Subventions	938	30 000,00
N1151	Réseau Ferré	938	22 850 000,00
N1161	Transports de voyageurs	938	1 850 000,00
N1162	Transports scolaires	938	22 850 000,00
N1163	Transports handicapés	938	1 400 000,00
Total Transports		938	250 942 159,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N6112	Fonctionnement groupes	944	75 600,00
Total Frais de fonctionnement des groupes		944	75 600,00

Programme	Libellé du programme	chap.	Montant
N6132	Dépenses imprévues	952	1 000 000,00
Total Dépenses imprévues		952	1 000 000,00

TOTAL GENERAL SECTION DE FONCTIONNEMENT			513 181 684,00
--	--	--	-----------------------



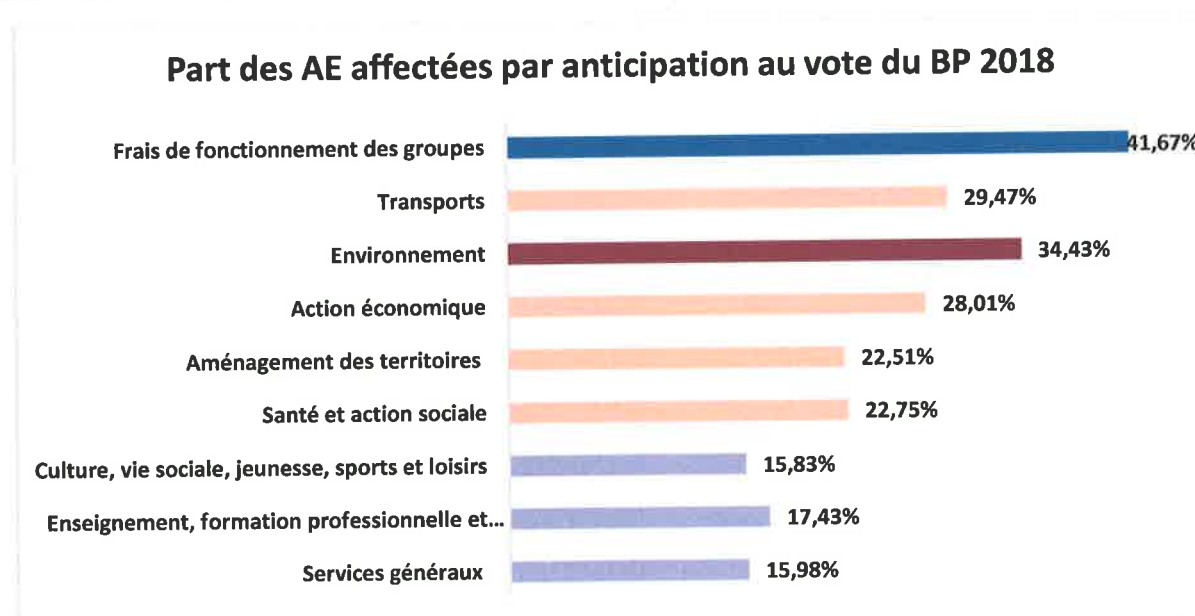
La répartition des dépenses ventilées par chapitre fonctionnel, telle que définie dans le graphique ci-dessus met en évidence :

- La part importante des AE mobilisées au titre des transports qui représente 48.90% des AE nouvelles totales, dont 75% au titre de la dotation de continuité territoriale versées à l'Office des Transports de la Corse. Les AE mobilisées pour le réseau ferré, principalement pour la DSP, et les transports scolaires représentent un volume substantiel de 45.700 M€.
- L'importance accordée à l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage dont les propositions d'AE nouvelles s'établissent à 62.990 M€, soit 12.27% des AE globales. Ainsi, près de 26.5 M€ seront dédiés à la formation, 22.8 M€ à l'enseignement supérieur et 8.2 M€ au secondaire.
- Le volume considérable d'AE mobilisées sur le chapitre sécurité, ce notamment pour le fonctionnement des Services départementaux d'Incendie et de Secours, avec 45.921 M€, soit 8.95 % des AE totales.
- Un montant de 39.723 M€ d'AE proposées sur le chapitre dédié aux services généraux, consacrées principalement au fonctionnement de la structure et à l'entretien des bâtiments administratifs.
- Une ouverture équivalente de crédits au titre de l'environnement et de l'action économique, avec des inscriptions qui s'établissent entre 33.531 M€ et 32.888 M€, soit environ 6.5 % des AE totales. Notons que plus de 80% des AE nouvelles proposées sur ces chapitres sont des flux financiers à destination des agences et offices.

- Une part de 5.51 % des AE globales mobilisées sur le chapitre dédié à la culture, la vie sociale, la jeunesse, le sport et les loisirs, avec des inscriptions qui s'établissent à 28.299 M€.
- Un montant d'AE inscrit au titre de l'aménagement des territoires de 9.906 M€, soit 1.93 % des AE globales, dont la moitié au profit de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse.
- Un volume peu représentatif d'AE ouvertes dans le secteur de l'action sociale (6.304 M€) et de la gestion des fonds européens (1.6 M€).

Le détail des inscriptions par programme est consigné dans la partie relative aux politiques publiques.

Il est à noter que la part des AE affectées par anticipation au vote du BP 2018 est la suivante :

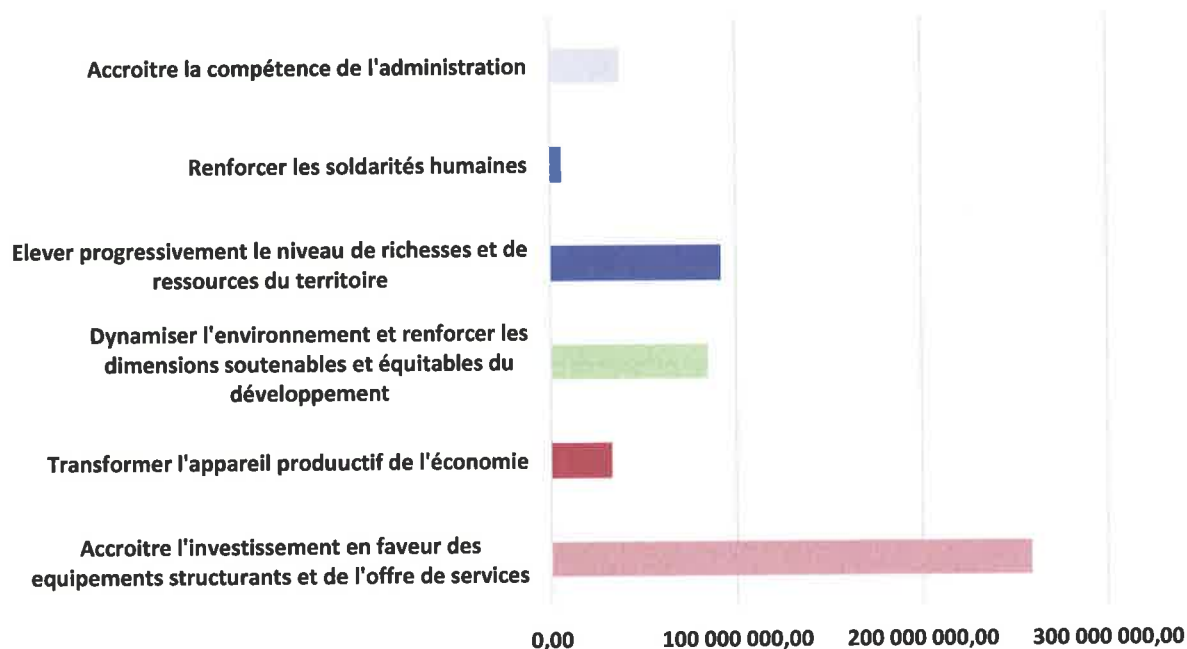


Ces AE qui ont fait l'objet d'une individualisation par le Conseil Exécutif ont permis d'honorer les dépenses obligatoires (Agences et Offices, CSJC, Syndicats Mixtes, DSP ferroviaire ...) et les engagements antérieurs non compris dans les stocks d'AE des ex CD (subventions, fonctionnement courant...). Elles ont également permis à la structure de fonctionner (dépenses d'administration générale, informatique, téléphonie...) et d'assurer la continuité du service public (entretien des routes, transports scolaires...).

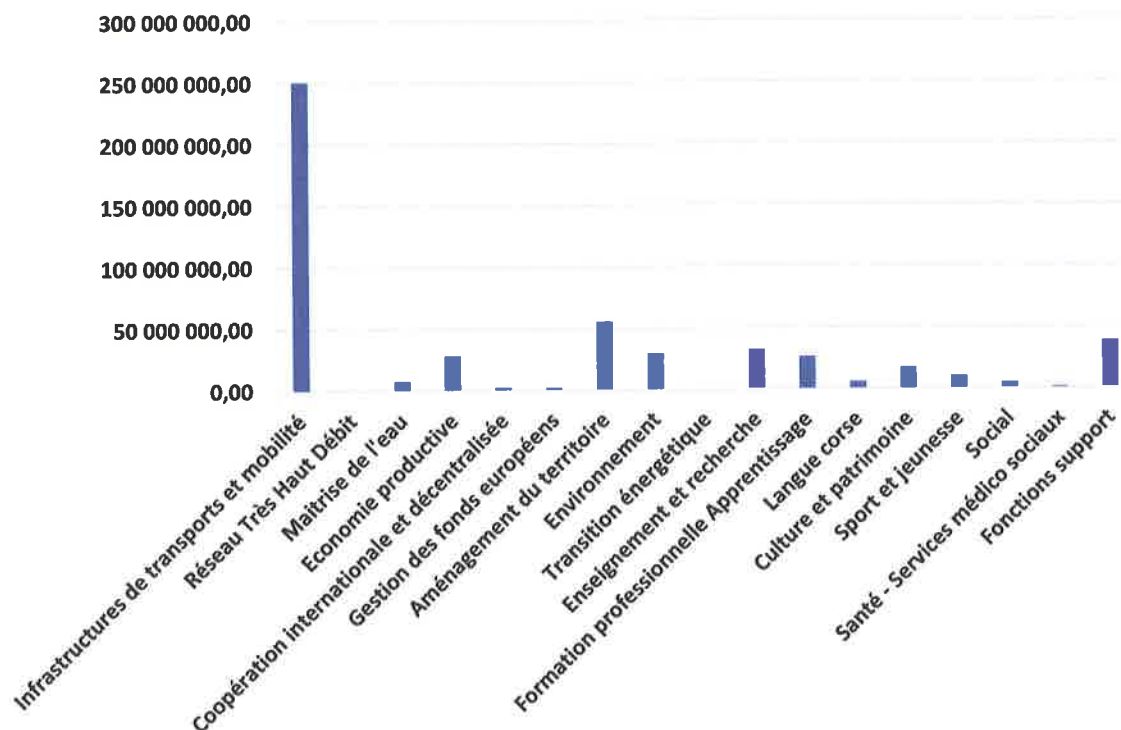
La ventilation des nouvelles AE par politiques publiques et par axes stratégiques s'établit conformément aux tableaux et graphes ci-dessous :

Axes stratégiques / Politiques	Libellé	AE
N11	Infrastructures de transports et mobilité	250 942 159,00
N12	Réseau Très Haut Débit	515 000,00
N13	Maîtrise de l'eau	7 825 000,00
Axe 1	<i>Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services</i>	259 282 159,00
N21	Economie productive	28 387 000,00
N22	Coopération internationale et décentralisée	2 176 300,00
N23	Gestion des fonds européens	2 100 000,00
Axe 2	<i>Transformer l'appareil productif de l'économie</i>	32 663 300,00
N31	Aménagement du territoire	55 346 900,00
N32	Environnement	29 418 025,00
N33	Transition énergétique	290 000,00
Axe 3	<i>Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement</i>	85 054 925,00
N41	Enseignement et recherche	31 972 000,00
N42	Formation professionnelle	26 496 000,00
N43	Apprentissage	5 797 000,00
N44	Langue corse	17 252 000,00
N45	Culture et patrimoine	10 237 000,00
Axe 4	<i>Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire</i>	91 754 000,00
N51	Social	5 011 700,00
N52	Santé - Services médico sociaux	1 292 000,00
Axe 5	<i>Renforcer les solidarités humaines</i>	6 303 700,00
N61	Fonctions support	38 123 600,00
Axe 6	<i>Accroître la compétence de l'administration</i>	38 123 600,00
	Total	513 181 684,00

Répartition des AE nouvelles par axes stratégiques



Répartition des AE nouvelles par politiques publiques



Le ratio de couverture théorique :

Dans l'hypothèse où l'ensemble des AE ouvertes au budget sont affectées et l'ensemble des CP inscrits dans le cadre d'une AE sont consommés, le ratio au 31/12/2018 devrait être stabilisé à 0.3.

Il est rappelé que ce ratio est théorique et qu'il sera corrigé au regard des affectations opérées au cours de l'année et du montant de CP réalisé au 31/12/2018.

E. La dette de la collectivité de Corse :

La dette consolidée des trois collectivités locales fusionnée s'élevait à 809 M€ au 1er janvier 2018 date de naissance de la Collectivité de Corse.

Elle est composée de 57 emprunts et 1 contrat revolving réparti auprès de 10 établissements prêteurs. Elle comporte également un produit de couverture (SWAP).

Eléments de synthèse	Au 31/01/2018	Au 31/12/2017
Dette globale :	803 433 871.98 €	809 216 348.39 €
Taux moyen hors swap :	* 3.40 %	* 3.39 %
Taux moyen avec swap :	* 3.51 %	* 3.50 %
Durée résiduelle moyenne ⁽¹⁾ :	23.02 ans	16.56 ans
Durée de vie moyenne ⁽²⁾ :	12.57 ans	12.62 ans

⁽¹⁾ : La durée résiduelle est la durée restant à courir sur l'emprunt, exprimée en année.

⁽²⁾ : La durée de vie est la période qui sépare l'émission de l'emprunt de son remboursement.

1) L'emprunt nouveau : 116,73 M€

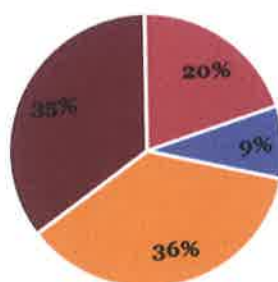
Le budget 2018 propose l'inscription d'un emprunt de 116,73 M€ qui sera mobilisé autant que de besoin au rythme de l'exécution budgétaire. Cet emprunt correspond à 320M€ de dépenses d'investissement sectorielles, soit un niveau supérieur à la moyenne réalisée par les trois ex entités sur les trois exercices passés.

Le budget supplémentaire permettra d'ajuster ce montant selon l'effectivité des réalisations et les demandes effectuées par les porteurs de projets financés.

Cet emprunt contribuera à hauteur de 36% au financement des dépenses d'investissement en complément des recettes sectorielles et de l'épargne.

Financement des dépenses ventilées d'investissement

■ Recettes sectorielles ■ FCTVA ■ Emprunt ■ Epargne



Ce niveau d'emprunt calibré au plus juste s'inscrit dans la trajectoire financière exposée aux orientations budgétaires laquelle garantit un niveau de solvabilité correcte situant la Collectivité de Corse dans la moyenne admise.

Les excédents inscrits au compte de gestion des trois ex entités pour un montant de 42 M€ pourront venir en partie diminuer le besoin d'emprunt nouveau.

2) Quelques ratios d'analyse :

Ces ratios sont généralement comparés aux valeurs moyennes nationales calculées par strate de collectivités.

La Collectivité de Corse, collectivité unique, née de la fusion de deux départements et d'une région, ne dispose plus de ces repères. En effet, les compétences cumulées qu'elle exerce la différencie des régions et des départements.

Dettes / Epargne brute	5.6
Dettes / Recettes réelles de Fonctionnement*	68.8%
Intérêts / Recettes réelles de fonctionnement	2.6%
Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	5.8%
Emprunt / Investissement hors dette	36,4 %
Emprunt / investissement dette nets de subventions	68,3 %

Encours dette par habitant :

Il est calculé en rapportant l'encours de la dette à la population et permet d'apprécier le niveau d'endettement de la Collectivité. Il s'établit à 2 395,68 € / habitant

Le décret du 31 décembre 2015 autorise la prise en compte du fonds de soutien dans le calcul de ce ratio, lequel est ramené à 2 135,22 € / habitant.

Ce ratio doit être analysé à partir de la capacité de désendettement qui mesure la capacité de la collectivité à honorer ses engagements et qui demeure aujourd'hui dans un seuil acceptable.

Capacité de désendettement :

Elle s'élève à 5,5 ans.

3) Les caractéristiques de la dette :

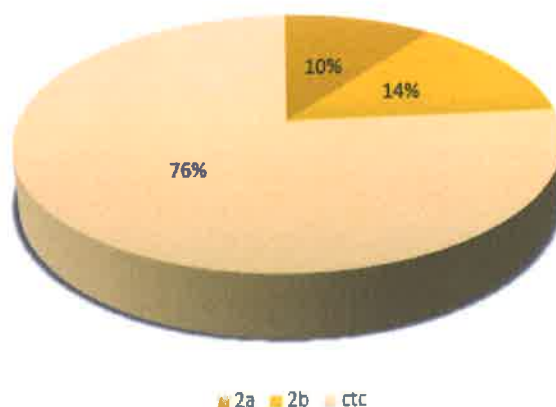
L'encours :

Il s'établit au 1er janvier à 809 M€ ; après application des décrets publiés le 31/12/2015 qui permettent aux collectivités ayant recours au fonds de soutien, dans le cadre des emprunts toxiques, de minorer de leurs ratios financiers relatifs à l'endettement le montant de l'aide allouée par ce dispositif de soutien est porté à 721 M€.

Les deux ratios concernés sont : l'encours de la dette par habitant et le taux d'endettement.

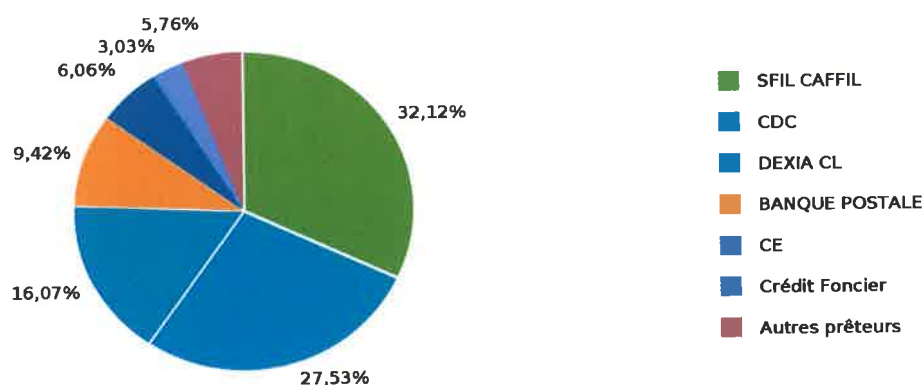
Il est réparti par ex entité conformément au graphe ci-dessous :

Répartition de l'encours par entité



La Dette par prêteur :

L'encours est constitué d'un éventail de prêteurs et réparti conformément au graphe et tableau ci-dessous :



Prêteurs	Capital restant dû
SFIL - CAFFIL - DEXIA	386 485 120 €
CDC	224 823 162 €
BANQUE POSTALE	75 833 333 €
CAISSE D'EPARGNE	50 168 866 €
CREDIT FONCIER	24 320 540 €
SOCIETE GENERALE	23 150 000 €
CREDIT AGRICOLE	19 546 977 €
CREDIT COOPERATIF	4 688 350 €
CREDIT MUTUEL	200 000 €
Total général	809 216 348 €

La Dette par type de risque :

La Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales a défini une double échelle de cotation des risques inhérents à la dette des collectivités.

Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, la classification Gissler permet de les ranger selon une matrice à double entrée :

- le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt
- la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts.

Par extension, la circulaire du 25 juin 2010 définit une catégorie « Hors Charte » (F6) qui regroupe tous les produits déconseillés par la Charte et que les établissements signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.

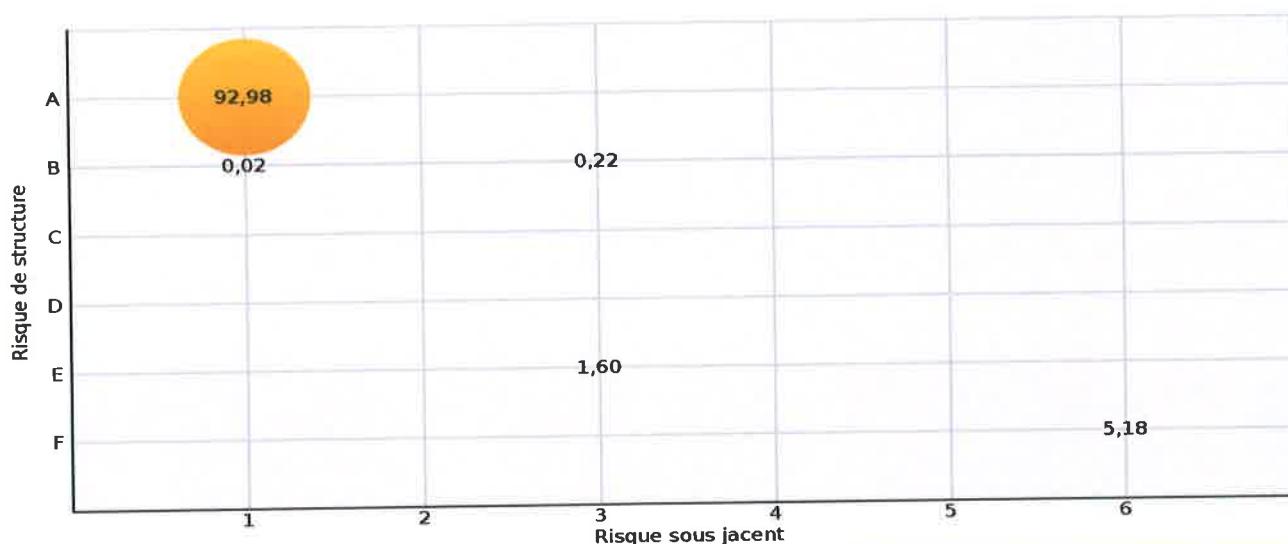
Le décret n° 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours interdit la souscription de contrat dont l'indice sous-jacent est supérieur à 2 et au-delà de la structure C.

Il est à noter que les taux fixes ou taux variables simples (type Euribor + marge) sont enregistrés en A1, bien qu'ils ne soient pas des produits structurés. Cette classification en A1 permet de ne pas rejeter hors de la Charte les produits les plus simples et d'éviter ainsi toute confusion avec les produits interdits.

Montants par risque de taux :

A-1 Fixe	517 464 411 €
A-1 Variable	235 310 724 €
Sous total A-1 Fixe & Variable	752 775 135 €
B-1 Change	200 000 €
B-3 Change	1 754 664 €
E-3 Change	12 892 646 €
F-6 Change	41 593 903 €
Sous total Change	56 441 213 €

Le tableau ci-dessous cartographie les emprunts de la Collectivité de Corse en fonction de leur classification en %.

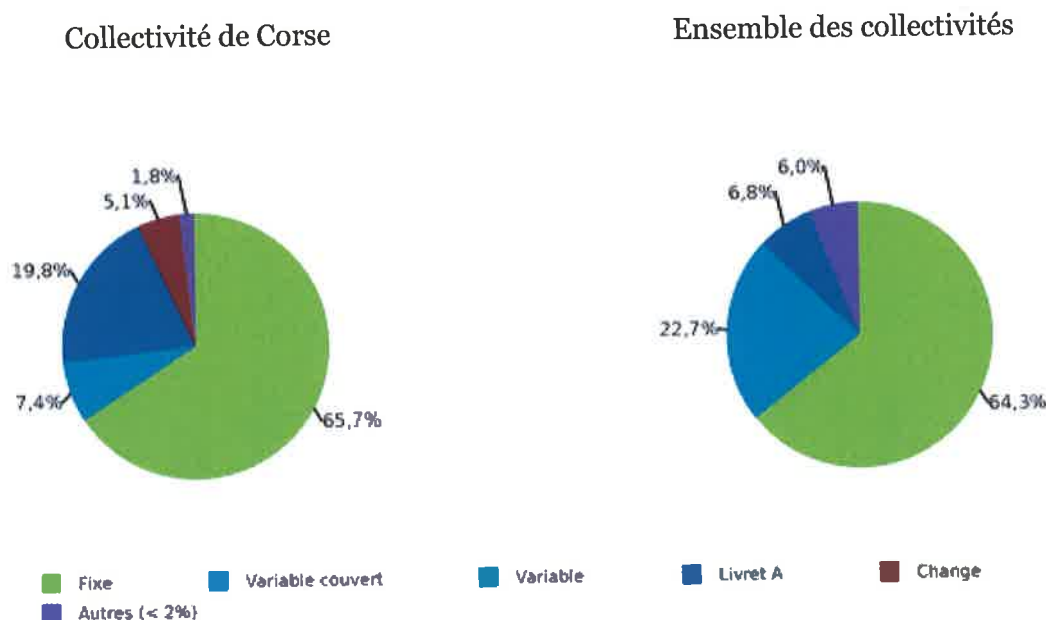


Cette classification permet donc d'informer du niveau de risque global pris par la collectivité sur la totalité de son encours.

Ainsi, le risque de la Collectivité de Corse est réparti pour :

- 93 % en A1 Taux simples (fixe ou variable) sans risque,
- 0.24% en barrière simple sans effet de levier
- et 5.14% indexé sur des parités de change (risque élevé). Ce dernier étant classé hors charte Gissler (6F), cela signifie qu'aujourd'hui ce type de contrat ne pourrait plus être proposé à la collectivité.

Les graphiques ci-dessous renseignent sur le risque de taux de la Collectivité de Corse comparé à l'ensemble des collectivités :



* les valeurs de < 2% sont regroupées dans "Autres (< 2%)"

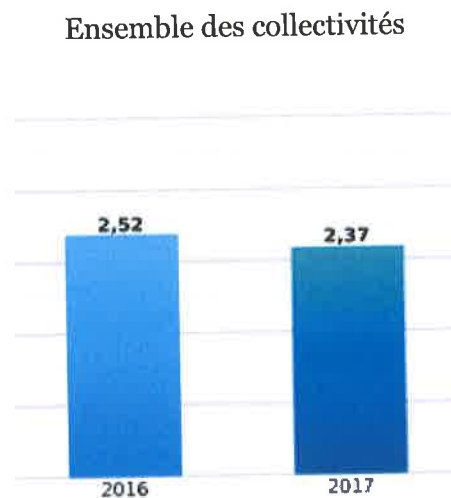
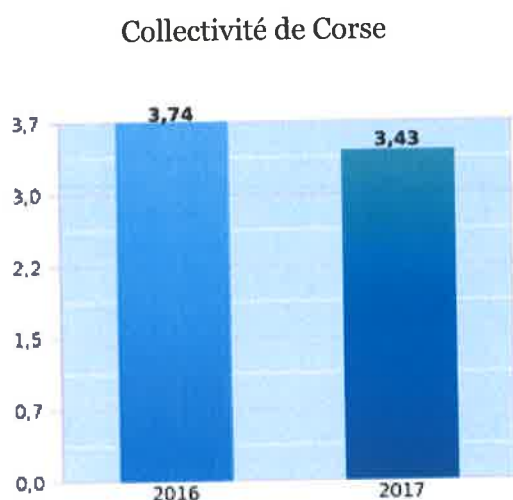
Une partie infra sera consacrée aux emprunts toxiques représentant 5.14% du risque global de la collectivité.

Le taux moyen :

Le taux moyen ExEx Annuel s'établit en 2018 à 3,16%, en légère baisse par rapport à 2017 où il s'élevait à 3.43%, Cette diminution est due en raison de la variation du taux moyen de type Change de -0.12%, de -0.31% des taux variables atténuée par une augmentation de 0.04% du taux moyen de pente.

Type	Encours 01/01/2017	Encours 01/01/2018	Taux Moyen	
			2017	2018
Fixe	512 141 076,21 €	527 582 994,47 €	3.70 %	3.63 %
Variable	60 212 500,00 €	60 212 500,00 €	1.10 %	0.76 %
Livret A	155 736 165,85 €	157 409 275,45 €	1.83 %	1.67 %
Barrière	400 000,00 €	200 000,00 €	3.41 %	3.41 %
Pente	16 399 085,42 €	14 647 310,32 €	4.54 %	4.70 %
Change	43 262 431,03 €	41 593 903,07 €	11.80 %	10.37 %

Le graphique ci-dessous compare le taux moyen de la Collectivité de Corse au 01/01/2018 au taux moyen de l'ensemble des collectivités à cette même date.



La durée de vie moyenne :

Il s'agit de la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année).

La durée de vie moyenne représente donc la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

Elle s'élève à 12 ans et 7 mois.

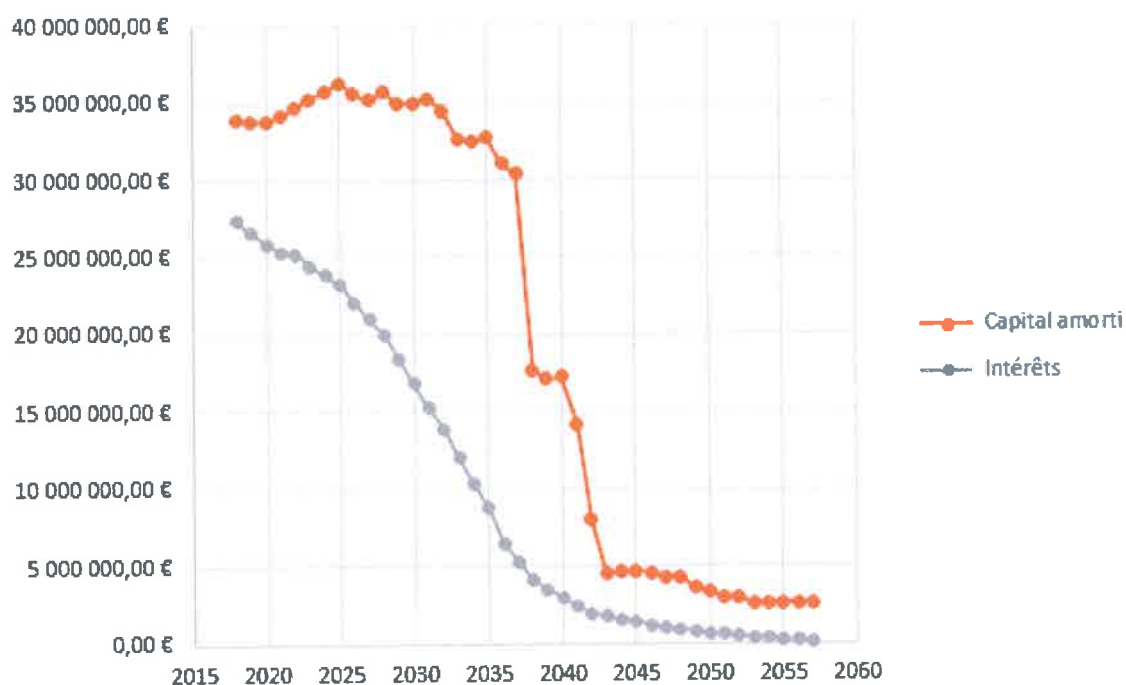
La durée de vie résiduelle :

La durée de vie résiduelle (exprimée en années) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette.

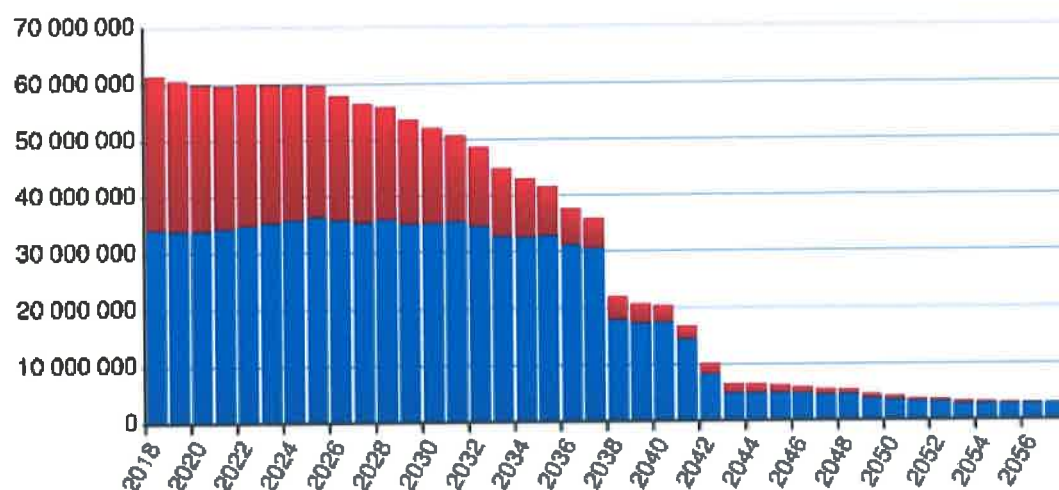
Elle s'élève à 23 ans.

Les flux de remboursement sur les exercices à venir :

Le capital amorti atteindra son pic entre 2018 et 2025 pour un montant approchant les 36 M€, le remboursement des intérêts sera dégressif comme indiqué dans les graphiques ci-dessous :



Flux de de remboursement



Le profil d'extinction de la dette sur les 10 prochaines années :

	2018	2019	2020	2021	2022	2027
Encours moyen	794 015 243,19 €	759 990 153,12 €	725 971 460,22 €	692 007 228,73 €	657 680 918,20 €	480 448 237,00 €
Capital payé sur la période	33 923 677,84 €	33 794 825,18 €	33 760 988,04 €	34 126 147,49 €	34 657 676,67 €	35 176 071,86 €
Intérêts payés sur la période	27 335 033,21 €	26 564 143,09 €	25 871 054,65 €	25 374 765,32 €	25 201 130,20 €	20 994 282,60 €
Taux moyen sur la période	3,42%	3,47%	3,56%	3,72%	3,80%	4,31%

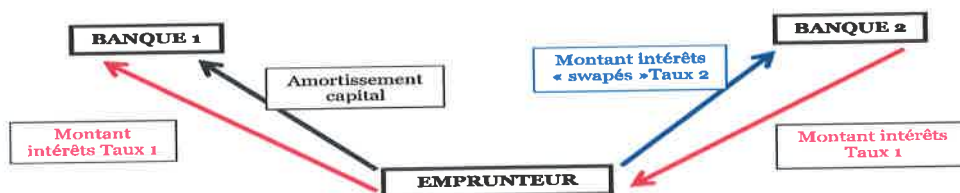
4) Catégories d'emprunts particulières :Les SWAP :

Un **swap de taux d'intérêt** (en anglais : *Interest Rate Swaps* ou *IRS*) est un produit dérivé financier, dont l'appellation officielle en français est « contrat d'échange de taux d'intérêt ».

Les SWAP sont réalisés en général pour couvrir une opération risquée.

Le principe est le suivant : un organisme contracte un emprunt auprès d'un établissement de crédit à un taux T1. L'organisme s'accorde avec un autre établissement de crédit sur un échange de taux T2.

La seconde banque paye à l'organisme emprunteur le montant des intérêts au taux 1, l'emprunteur lui paye le taux T2. Le dispositif suit le schéma suivant :



Le département de la Haute-Corse a procédé à un swap en décembre 2011 pour annuler une autre opération de swap qui comportait un taux payé basé sur un écart de devise et donc classé 6F.

L'emprunt support est le N° 169, réalisé auprès de la Caisse des dépôts et consignation. Les caractéristiques de cet emprunt sont un capital restant dû au 1^{er} janvier 2018 de 14.556 m€ et au taux de Euribor 3 mois + 0,05% Exact/360. Le taux échangé est de 5,24% Exact/360.

Emprunts « toxiques » :

Les emprunts dits toxiques, au nombre de 4, représentent un montant de 41.593.902 €, dont 34.894.902 € contractés en 3 emprunts auprès de Dexia-Crédit Local.

REFERENCE DE L'EMPRUNT	Etablissement financier	Risque	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle	Taux d'intérêt		Annuité de l'exercice	
					Index	Taux estimé	Capital	Charges d'intérêt
156-Refinancement	DEXIA - SFIL	F-6	12 768 923,65	17,42	Taux fixe 3.38% à barrière 0 sur écart EUR-CHF - EUR-USD (3.38%/0.3/0)	6,07	443 000,00	774 241,44
165 REAM	DEXIA - SFIL	F-6	11 023 050,32	19,5	Taux fixe 4.5% à barrière 1.44 sur EUR-CHF (4.5%/0.5/1.44)	17,27	333 365,56	1 902 111,89
166 Réam	DEXIA - SFIL	F-6	11 102 929,10	20,75	Taux fixe 4.5% à barrière 1.44 sur EUR-CHF (4.5%/0.5/1.44)	17,33	310 838,80	1 923 359,21
159	CAISSE D'EPARGNE	F-6	6 699 000,00	14,73	Taux fixe 2.92% à barrière 1 sur USD-CHF (2.92%/0.7/1)	9,1	633 000,00	608 878,50
totaux			41 593 903,07				1 720 204,36	5 208 591,04

Le Conseil départemental n'a pas souhaité négocier avec l'établissement et bénéficier du fonds de soutien et a engagé une procédure contentieuse en cours.

Cet emprunt toxique représente une dette latente de 80M€. Les simulations de remboursement des 4 emprunts effectuées en septembre 2017 par la SFIL mettent en évidence un refinancement de capital dû à hauteur de 46 330 981.26 € pour une indemnité de remboursement anticipé de

80 305 000 € dont 27 605 000€ seront refinancés via le taux de refinancement et 52 700 000 € resteront dus.

Une analyse devra permettre d'identifier les suites à apporter tant au niveau juridique que financier.

Dette garantie :

La dette garantie fait partie des engagements hors bilan.

La Collectivité de Corse a récupéré les garanties de 396 emprunts pour un capital restant dû de 193,7M€.

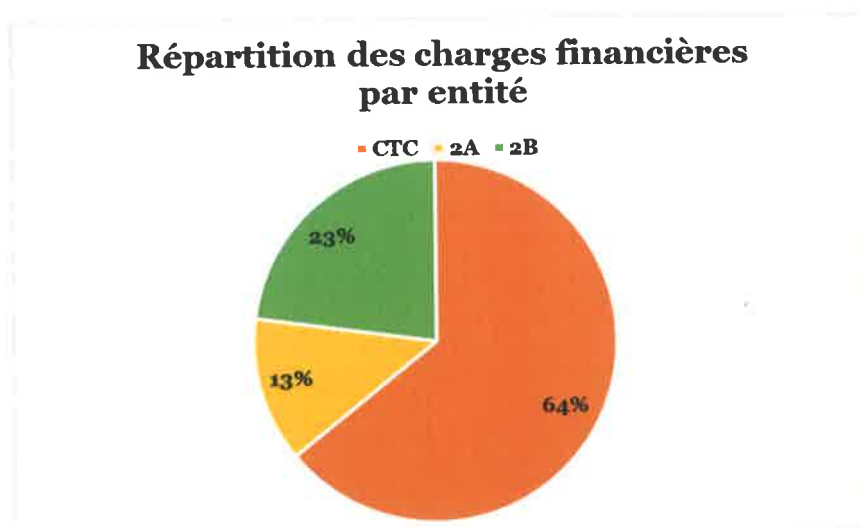
Sur les 396 emprunts garantis, 7 concernent des établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS), 2 concernent la Compagnie Corse Air Line, 1 porte sur l'office d'Equipement Hydraulique de la Corse et 386 concernent des opérations de bailleurs de logements sociaux.

	Montant emprunté	Capital restant dû au 01/01/18	annuité 2018	
			Capital	intérêts
Bailleurs logements sociaux	242 186 697 €	169 182 783 €	6 884 281 €	3 451 698 €
Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux	15 738 270 €	14 164 313 €	484 595 €	295 281 €
Compagnie Corse Air Lines	21 017 040 €	8 238 000 €	1 824 240 €	120 345 €
OEHC - Office Hydraulique	4 125 000 €	2 139 327 €	213 365 €	100 185 €

5) Les frais financiers 2018 :

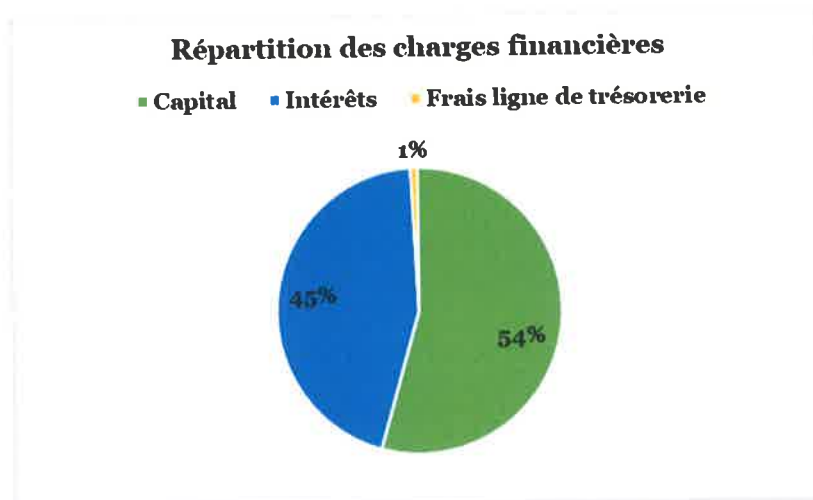
L'inscription globale des crédits au titre des charges financières s'établit à 63,4 M€ et représente 5 % des dépenses réelles totales et 7% des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces crédits sont ventilés par ex entité comme suit :



Ils sont répartis, conformément au graphe ci-dessus à hauteur de :

- 34,5 M€ au titre du remboursement du capital au chapitre 923
- 28,9 M€, comptabilisés au chapitre 943, au titre des intérêts de la dette pour 28,4 M€ et autres frais bancaires liés entre autre à la ligne de trésorerie pour 0,5 M€.



F. Les opérations d'ordre :

Les opérations d'ordre budgétaires se traduisent par l'émission de mandats et de titres d'un même montant et ne génèrent pas de flux financiers. Elles s'effectuent, soit à l'intérieur d'une même section, soit entre sections.

Leur montant, tel qu'inscrit au budget primitif 2018, s'élève à 297,964 M€ et est ventilé dans le tableau ci-dessous.

Chapitre	Compte	Libellé	Dépenses	recettes
925	20/21-23	Études et insertions/Travaux	3 045 897,07	3 045 897,07
926	139	Subventions d'équipement transférées	12 800 602,16	
926	198	Neutralisation	123 594 060,15	
926	28	Amortissement		150 001 944,95
926	4817	Étalement IRA		8 521 429,00
Total investissement			139 440 559,38	161 569 271,02
946	6811	Amortissement	149 833 844,95	
946	6862	Étalement IRA	8 521 429,00	
946	7768	Neutralisation		123 594 060,15
946	777	Subventions d'équipement transférées		12 800 602,16
Total fonctionnement			158 523 373,95	136 394 662,31
Total général			297 963 933,33	297 963 933,33

Elles se décomposent ainsi :

Opérations d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement :

Elles sont inscrites au chapitre 925 en dépenses et en recettes pour un montant de 3.046 M€.

Elles correspondent au transfert des études et des frais d'insertion suivi d'exécution des comptes 203 aux comptes d'immobilisations 21 ou 23.

Ces frais, quand ils donnent lieu à la réalisation de l'équipement pour lequel ils ont été effectués, sont transférés, par opération d'ordre budgétaire, à la subdivision du compte d'immobilisation corporelle concerné.

En l'absence de réalisation du projet, ces frais doivent être amortis sur une période n'excédant pas cinq ans. Au terme du plan d'amortissement, ils doivent être sortis du bilan.

Opérations d'ordre budgétaire de section à section :

Egales en dépenses et en recettes, ces opérations impactent l'équilibre des sections et l'autofinancement. En effet, le solde positif des opérations d'ordre budgétaire au sein de la section d'investissement contribue à l'autofinancement. Pour 2018, il s'élève à 22,128 M€.

Amortissement :

L'amortissement est une dépense obligatoire permettant de constater la diminution de la valeur d'une immobilisation du fait du temps, de l'usage ou de toute autre cause. Cet amoindrissement irréversible de la valeur du bien se traduit par une dépense de fonctionnement (chapitre 946) et une recette d'investissement (Chapitre 926) d'un même montant.

L'instruction budgétaire et comptable M57 précise que l'amortissement se calcule au prorata du temps prévisible d'utilisation à compter de la date de mise en service du bien.

Les crédits inscrits au budget au titre de l'amortissement s'élèvent à 150 M€.

Subventions d'équipement transférées :

Les subventions d'équipement reçues quand elles servent à financer un bien amortissable, sont dites "transférables". Elles font alors l'objet d'une reprise au compte de résultat qui s'effectue au même rythme que celui de l'amortissement du bien financé.

Cette reprise annuelle se traduit par une recette de fonctionnement (chapitre 946) et une dépense d'investissement (chapitre 926).

Les reprises de subventions s'élèvent à 12,801 M€.

Neutralisation :

L'impératif budgétaire d'équilibre des sections implique que la dotation aux amortissements, inscrite en dépense de fonctionnement, soit financée par un produit de même montant. Au regard de la volumétrie des dépenses comptabilisées au titre de l'amortissement, une collectivité pourrait se voir dans l'obligation de procéder à l'inscription de nouvelles recettes réelles afin de financer cette dépense d'ordre. La neutralisation des amortissements est un mécanisme comptable ayant pour objet de neutraliser cet impact budgétaire.

Son champ d'application pour la Collectivité de Corse résulte de l'article D4425-36 du Code général des collectivités territoriales. Aux termes de cet article, sont autorisées, la neutralisation de la dotation aux amortissements des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées, déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces biens. La neutralisation peut être totale, partielle ou nulle en fonction de l'option retenue par la collectivité. Sa comptabilisation est matérialisée par une recette de fonctionnement (chapitre 946) et une dépense d'investissement (chapitre 926).

La neutralisation totale représente 123,594 M€

Étalement des indemnités de remboursement anticipé :

Les deux emprunts toxiques conclus par la Collectivité Territoriale de Corse, avec Dexia Crédit Local en 2007 et 2011, ont fait l'objet d'un refinancement lors des exercices 2015 et 2016.

Au regard de l'impact budgétaire élevé des indemnités de remboursement anticipé (IRA) dues lors de refinancements, les instructions budgétaires et comptables autorisent un étalement de charges. Ce mécanisme comptable concerne les IRA capitalisées et/ou payées et se matérialise en deux phases :

- La comptabilisation des IRA
En l'occurrence, les IRA comptabilisées en 2015 et 2016 s'élevaient respectivement à 67,3 M€ et 52M€ soit un total de 119,3 M€. Cette opération a donné lieu à l'émission de mandats pour ce montant au compte 6681.
- L'étalement de la charge
L'étalement des IRA permet de lisser la charge sur une période ne pouvant excéder la durée initiale de l'emprunt restant à courir. Il se traduit par une double opération d'ordre budgétaire. La première a permis de neutraliser le montant des IRA par l'émission d'un titre de 119,3 M€ au compte 796 mais aussi de comptabiliser le montant de la charge à répartir par l'émission d'un titre du même montant au compte 4817. La seconde a pour objet de rattacher à chaque exercice une part de la charge étalée, en l'espèce sur 14 ans. Pour comptabiliser cet étalement, il convient d'émettre un mandat au compte 6862 (chapitre 946) et un titre au compte 4817 (chapitre 926) pour le montant de la part annuelle de l'indemnité étalée.

En conséquence, il convient donc de procéder à l'inscription d'une opération d'ordre budgétaire de 8,521 M€.

Virement de section à section :

Budgété aux chapitre 951 en recettes d'investissement et au 953, en dépenses de fonctionnement, le virement de section s'élève à : 124,578 M€.

Partie II : Les politiques publiques

Axe stratégique n°1 : Investissement d'équipements et offre de services

Objet : ACCROITRE L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET DE L'OFFRE DE SERVICES

L'axe stratégique se décline selon les missions suivantes :

ACCROITRE L'INV EN FAVEUR DES EQPTS STRUCT ET L'OFFRE DE SERVICES	N11	Infrastructures transports et mobilité	N111	Continuité territoriale
			N112	Voirie départementale
			N113	Routes territoriales
			N114	Infra. Portuaires et aéroportuaires
			N115	Réseau ferré
			N116	Transports interurbains et scolaires
	N12	Infrastructures développement numériques	N121	121 - Réseau THD
	N13	Infrastructures hydrauliques	N131	131 - Maîtrise de l'eau

A. Le transport et la mobilité

1. Continuité territoriale : l'Office des Transports de la Corse

La prévision budgétaire a été calculée au plus juste.

Les DSP aériennes voient la mise en place des nouvelles conventions sur la période 2016-2020, décalage dû à l'exercice IATA (mars N à avril N+1). Cet exercice est en hausse sur les liaisons bord à bord, les suivants avec Paris baisseront sensiblement avec un effet de lissage.

La DSP maritime mise en œuvre sur une période contrainte (10/17/ 06/19), mobilise un montant de compensation en hausse. Cette augmentation est due à la conjonction de deux éléments, l'augmentation des prix du carburant mais aussi l'obligation de réalisation, par les opérateurs, de travaux de maintenance concernant quatre navires sur sept en opération.

Les dépenses Interreg 2016-2020 concernent le plan d'action pour la Gestion Européenne Conjointe des Connexions et des Transports Transfrontaliers pour les îles (GEECCTT-Îles).

Les dépenses effectuées sur le budget 2018 qui seront certifiées en fin d'exercice par le pôle de certification unique de la Collectivité de Corse, donneront lieu à remboursement en 2019 par le FEDER.

L'avance des crédits nécessaires au fonctionnement ainsi que la mise en œuvre des programmes est mobilisé sur les fonds propres de l'OTC.

En ce qui concerne les projets Européens, 2018 est un exercice d'amorçage, donc une balance présentant plus de dépenses que de recettes, avec un décalage des remboursements intervenant sur les années à venir.

Compte tenu des réductions et des stabilisations opérées sur les différents postes, tant en matière de gestion que d'évaluation des coûts des délégations de service public, le recentrage des missions de l'OTC sur le maritime et l'aérien permet de rationaliser les dépenses en matière de desserte.

En l'état actuel des prévisions, il apparaît que le budget primitif de l'OTC est excédentaire d'environ 15,6 M€. Il conviendra de rajouter au budget prévisionnel, le résultat d'exécution 2017 du compte administratif, afin de dégager le reliquat définitif.

2. Voirie territoriale

Le réseau territorial comprend 576 km de routes nationales (245 km pour la Corse du Sud et 331 pour la Haute-Corse) ainsi que les ouvrages d'art (tunnels, ponts et murs de soutènement) et dépendances y attenant.

2018 verra l'achèvement de la déviation de Prupia et du tunnel de Vighjaneddu, opération cofinancée PEI1.

Il convient de préciser que le montant des engagements comptables non mandatés début 2018, qui représente le volume des travaux restant à réaliser cette année mais aussi en 2019 et 2020 dans le cadre des opérations en cours, est de plus de 37 M€ TTC.

Il nous appartiendra de démarrer ou de poursuivre les opérations suivantes :

- Opérations cofinancées – PEI2 :
 - Rénovation du tunnel de Bastia
- Opérations cofinancées – PEI3 :
 - Dénivellation du carrefour de Casatorra
 - Boulevard urbain Sud de Portivechju
 - Virage de Funtanone di Vignale
 - Traverse de Peri
- Opérations cofinancées – PEI4
 - Requalification de la Rocade d'Aiacciu
 - Dénivellation du carrefour de Budiccione

D'autres opérations générales, non cofinancées, d'études, de travaux d'entretien, d'urgence et de sécurité, de renforcement de chaussées, d'accotements et de talus, de signalisations... seront évidemment poursuivies pour contribuer à l'amélioration et à la fiabilité du réseau.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme : 30 M€ en autorisations de programme et 34 M€ de crédits de paiement.

3. Voirie anciennement départementale

1) Pumonte (ancien département de Corse-du-Sud)

En ce qui concerne les modalités d'exercice de la compétence, le contexte propre à l'année 2018 est celui de la mise en place de la Collectivité de Corse et du transfert des voiries anciennement départementales à la Collectivité de Corse.

En Corse du Sud, la Collectivité de Corse a en charge l'entretien, l'exploitation et la modernisation de 2 000 kms de routes anciennement départementales. Pour l'heure, entretien et exploitation sont assurés pour partie en régie et pour partie par des entreprises privées. Le fauchage des accotements est entièrement réalisé par les équipes des antennes territoriales avec le matériel géré par le Parc de

la voirie routière de Caldaniccia. Il en va de même en hiver pour le salage et le déneigement des chaussées, le dispositif étant toutefois renforcé par des moyens humains et matériels des FORSAP et, pour le col de Verghju et le col de Verde, de deux entreprises privées.

Les études relatives aux opérations de modernisation du réseau sont conduites soit en interne, soit par des bureaux d'études privés. Les travaux sont effectués par des entreprises de travaux publics. Les opérations sont réalisées dans le cadre de 3 grands programmes, le programme ordinaire financé à 100 % par la Collectivité, le programme PEI2 2007-2013 et le programme PEI4 2017-2020, tous deux cofinancés par l'Etat à hauteur de 70 %. Quelques opérations sont également éligibles au FEDER.

En ce qui concerne l'exécution des programmes de travaux, 2018 sera la dernière année d'exécution du PEI2, sauf en ce qui concerne 3 des 22 opérations prévues (traversée de l'Ospedale, de Sarra di Scupamè et de Sotta) qui sont toutes trois en cours et qui s'achèveront en 2019 ou 2020. 2018 sera aussi l'année des premières réalisations dans le cadre du PEI4 (à signaler que les travaux ont commencés sur la RD 81 entre le col du Listinconu et la Liscia et sur la déviation de Figari).

A très court terme, les deux échéances importantes en ce qui concerne cette voirie consistent à s'assurer du maintien en bon état opérationnel du dispositif territorial (2 agences routières, celle d'Aiacciu regroupant 3 antennes et celle de Sartè regroupant 2 antennes) et à veiller à l'absence de rupture dans la poursuite des chantiers.

Il convient de préciser que le montant des engagements comptables non mandatés début 2018, qui représente le volume des travaux restant à réaliser cette année mais aussi en 2019 et 2020 dans le cadre des opérations en cours, est de plus de 59 M€ TTC.

A moyen terme, il conviendra de s'assurer :

- que 5 opérations du PEI2, opérations dont l'achèvement est prévu au premier semestre 2018, peuvent être réceptionnées et faire l'objet de demandes de versement du solde des subventions ;
- que les consultations relatives aux opérations prévues au PEI4 (2ème tronçon de la RD 72, giratoire de la Balisaccia et giratoire du Listinconu sur la RD 81, aménagement ponctuel sur la RD 420) sont lancées conformément au planning qui aura été établi ;
- que le dossier de l'opération « déviation de Figari », dossier ne figurant que dans la liste complémentaire de l'annexe II à la convention du 20 décembre 2017, fasse l'objet d'une instruction par les services de l'Etat pouvant conduire à sa prise en compte effective dans le cadre du PEI4 ;
- que le volume des nouvelles consultations lancées est suffisant pour maintenir en 2019 un niveau d'activité satisfaisant pour les entreprises de BTP.

Les actions proposées relèvent d'une part de l'entretien et de l'exploitation du réseau et d'autre part des travaux d'investissement routier. Elles devront être évaluées.

2) Cismonte (ancien département de Haute-Corse)

En 2018, les actions mises en œuvre se développeront dans une double direction :

- continuité avec les exercices budgétaires antérieurs, pour assurer le maintien d'engagements pris ;
- tout en continuant à développer de nouveaux programmes, notamment dans le domaine routier et le cadre d'opérations subventionnées par l'Etat au titre du PEI4.

Dans le domaine routier, il conviendra donc de poursuivre la mise en œuvre des opérations déjà votées, mais également celle de nouveaux programmes incluant notamment les tranches restant à mettre en œuvre des opérations déjà engagées au titre du PEI.

Dans le domaine de l'entretien routier, sera poursuivi l'équipement des subdivisions territoriales, mais également du Service Revêtement, d'autant plus que des matériels arrivent en fin de vie.

Il convient de préciser que le montant des engagements comptables non mandatés début 2018, qui représente le volume des travaux restant à réaliser cette année mais aussi en 2019 et 2020 dans le cadre des opérations en cours, est de plus de 43 M€ TTC.

L'année 2018 sera également consacré à engager les études et les nouveaux travaux ainsi qu'à lancer les procédures de marchés sur les opérations de réparations de dommages d'intempéries dont les travaux ne sont pas encore engagés.

En conclusion des éléments budgétaires présentés sur le réseau routier au niveau des trois entités institutionnelles, il convient de préciser que le montant des engagements comptables non mandatés début 2018, qui représente le volume des travaux restant à réaliser cette année mais aussi en 2019 et 2020 dans le cadre des opérations en cours, est de plus de 139 M€ TTC, ce qui est considérable.

4. Infrastructures portuaires et aéroportuaires

1) Perspectives

En début d'année 2016, les ports de commerce de Bunifaziu, Prupia, Portivechju, Calvi et l'Isula ont été transférés à la CTC dans le cadre de la loi NOTRe, conférant à notre Collectivité la compétence sur l'ensemble des ports de commerce pour les adapter aux évolutions techniques, énergétiques et aux risques liés notamment aux changements climatiques.

Sur les 4 aéroports de Corse, les certificats nationaux de sécurité aéroportuaire ont été convertis en certificats européens de sécurité aéroportuaire en décembre 2017. Dès lors, les exploitants sont soumis au respect des spécifications du règlement européen qui comportent des mesures complémentaires à celles de la réglementation nationale. Ces certificats européens comprennent chacun un programme de mesures correctives à réaliser pendant leur durée de validité, dont des travaux de renforcement et de mise aux normes des aires de manœuvre (piste, taxiways et parkings avions) qui seront mis en œuvre à partir de 2018. Les principales opérations d'investissement répondant à ces orientations ont été adoptées par l'Assemblée de Corse dans la délibération 17/120 AC du 27 avril 2017 approuvant le plan pluriannuel d'investissements relatif aux infrastructures de transport pour la période 2017-2026.

2) Echéances

En 2018, les objectifs poursuivis pour les ports et aéroports conduisent à poursuivre ou à engager les opérations d'investissement suivantes :

- les travaux de confortement et de mise aux normes de la piste de l'aéroport de Figari ;
- les études de confortement et de mise aux normes de la piste de l'aéroport d'Ajaccio ;
- les travaux d'extension des parkings aviation générale et d'affaire de l'aéroport de Calvi ;
- les travaux d'extension des parkings commerciaux de l'aéroport de Bastia et de mises aux normes des deux aéroports de Bastia et Calvi (subvention aux exploitants) ;
- la poursuite des études du plan de développement portuaire de Bastia et de réparation et confortement des ouvrages maritimes ;
- la reconstruction du quai IV du port de Bunifaziu ;
- l'achèvement de travaux de confortement d'ouvrage des ports de pêche d'Ajaccio et de Bastia.

En fonctionnement, les opérations principales qui seront conduites concernent, outre le fonctionnement courant, l'AMO de renouvellement de la concession du port de Prupia, les études de création de la réserve naturelle de Corse (portées par l'OEC) dans le cadre du projet de Grand Port Bastia Corse et l'engagement de diverses prestations d'AMO juridiques et financières en prévision du renouvellement en 2020 des DSP des 4 aéroports de Corse et du port de Bastia.

3) Ports de pêche

En 2017 en application de la loi NOTRe les ports de commerce de Calvi et l'Ile Rousse ont été transférés à la CTC, et le port de pêche de l'Ile Rousse à la Commune de l'Ile Rousse.

Les procédures de concessions portuaires

Deux procédures relatives à la concession des ports de Purtichjolu (Commune de Cagnanu) et Centuri permettront, avant juin 2018, de désigner les attributaires chargés de la gestion de ces deux sites pour une période de 5 ans, ouvrant ainsi la possibilité d'obtenir des investissements plus importants (pour mémoire, les autres ports ont déjà obtenu des concessions sur 5 ans, seul Centuri perdure jusqu'en juin 2018 sur une concession annuelle et Purtichjolu n'a jamais été concédé).

Les travaux portuaires

L'aménagement du parking de Portichjolu, débuté fin 2017 pour un montant d'environ 90 000 €, devrait aboutir durant le premier semestre 2018 et permettre ainsi une expansion de ce site.

Trois procédures ouvrant le recours à des MOE permettront la gestion des travaux relatifs au :

- Confortement de la jetée et du musoir du port de Centuri,
- Confortement de la jetée et du musoir du port d'Erbalunga,
- Confortement des infrastructures du port de Galeria.

L'ensemble des travaux émanant de ces procédures, et plus particulièrement leur coût, sera présenté au cours du second semestre 2018.

Sur le port de Centuri une opération évaluée à 200 000 €, dont la procédure d'attribution est en cours d'aboutissement, permettra la remise en état du dispositif d'amarrage aujourd'hui largement obsolète. Toujours concernant ce site, il est important de préciser que le dragage du port et la problématique de la destination des éléments extraits sont toujours à l'étude auprès des services de l'Etat. Une enquête publique devrait permettre au dossier de connaître, avant la fin du premier semestre, une avancée significative.

Notre action est confortée par le partenariat noué au sein du programme Européen SEDITERRA relatif à la gestion des sédiments et feuilles de Posidonie extraits. Ce programme nécessitera, pour 2018, les opérations suivantes et de facto les engagements financiers correspondants :

- extraction et transport de 15 tonnes de sédiments dans le cadre de tests liés à leur réutilisation ;
- création d'une bibliographie « inventaire des traitements et filières existants pour la gestion des déblais de posidonies présents dans les sédiments avec recueil relatif à la réglementation.

La falaise surplombant le port de Giottani (commune de Barretali) fera l'objet d'une surveillance par l'installation d'inclinomètres. L'estimation de ce suivi avec alerte téléphonique est évaluée à approximativement 10 000€ sur une année.

Un désencombrement de la passe du port d'Erbalunga sera planifié pour un coût d'environ 10 000€ afin de permettre une sécurisation des entrées et sorties.

Le ponton du port de Barcaghju, dont la vétusté impose le remplacement, fera l'objet d'un engagement financier, après procédure, d'environ 100 000€. Engagement pouvant faire l'objet d'une participation financière du gestionnaire (la commune d'Ersa).

5. Transports ferroviaires et intermodalité

1) Perspectives

Parmi les évolutions importantes, il convient de noter dans le cadre de la loi NOTRe du transfert à la CTC en 2017 des lignes routières régulières et scolaires. Ce transfert nécessite une appropriation de la gestion des lignes et la mise en place d'outils pour adapter et optimiser l'organisation des horaires et suivre la fréquentation.

La mise en œuvre du schéma régional de l'intermodalité dont l'étude a commencé en 2017 devrait permettre d'aboutir à une recommandation quant à la hiérarchisation technique et financière des réseaux de transport terrestres publics en Corse.

Le contrôle de la chambre régionale des comptes réalisé en 2017 sur la SAEML et le service ferroviaire de la collectivité amènera probablement aussi des recommandations en 2018 sur le pilotage de la SAEML et la mise en place d'outils adaptés.

Au-delà de ces deux problématiques, l'enjeu pour la direction des transports est de pouvoir en priorité mettre en œuvre les opérations d'investissements prévues dans les cadres cofinancés avec l'Etat (PEI et CPER), avec l'Europe (FEDER) ainsi que la mise en œuvre progressive du PPI 2017-2026 de la Collectivité de Corse voté en avril 2017.

Pour mémoire, les plans sont les suivants :

CPER 2006-2013 et PEI 3 :

L'opération de régénération de 3 tunnels bénéficie d'un arrêté de financement CPER de la part de l'Etat à hauteur de 60%. Toutefois, le marché doit avoir été notifié d'ici au 31/12/2018.

L'opération de modernisation des passages à niveaux bénéficie aussi d'un arrêté de financement CPER de la part de l'Etat sous réserve d'un commencement des opérations en 2018.

L'opération de régénération du pont du Vechju a aussi obtenu un arrêté de cofinancement de la part de l'Etat au titre du PEI 3. Les travaux doivent débuter à l'été 2018 et se terminer au 1^{er} trimestre 2019.

CPER 2015-2020 CCVU : 22,5M€

Le programme contient exclusivement la mise en œuvre de la commande centralisée pour voie unique (CCVU) sur les parties non équipées du réseau (211 km sur 232 km).

CPER 2015-2020 volet intermodal : 7,5M€

Ce programme est en cours de discussion avec l'Etat et les communautés d'agglomération du Pays Ajaccien et de Bastia. Il devrait contenir à minima le déploiement de la billettique, la réalisation de nouvelles haltes sur Aiacciu et la réalisation d'études détaillées sur le tram-train à Bastia.

PEI 4 2017-2024 : 25M€

Ce programme contient la rénovation des 5 ponts métalliques, la sécurisation des tunnels avec la radio sol train ainsi que la mise en accessibilité des 9 gares principales du réseau et la modernisation des haltes périurbaines.

FEDER 2015-2020 : 8M€

Le cadre de performance prévoyait la réalisation de 8 haltes sur le périurbain de Bastia. 5 ont déjà été réalisées, une est programmée en 2018 (Furiani) et deux autres sont à faire en 2018 et 2019 (Casatorra et mise en accessibilité de Montesoru).

PPI 2017-2026 : 256M€

Ce programme, voté en avril 2017, reprenait l'ensemble des opérations relevant des programmes cofinancés ainsi que d'autres opérations à ce jour non co-financées (déploiement de la commande centralisée sur 100% du réseau ; rénovation du patrimoine ferroviaire ; réouverture de la ligne ferroviaire entre Casamozza et I Fulelli ; acquisition du nouveau matériel péri-urbain).

2) Echéances

En 2018, les objectifs poursuivis pour les transports ferroviaires conduisent à poursuivre ou à engager notamment les opérations d'investissement suivantes :

- les travaux de confortement de parois rocheuses ;
- la modernisation de la gare de Furiani dans la continuité des 5 gares Bastiaises modernisées en 2017 ;
- la poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre de la CCVU ;
- les études et réparations sur les grands ouvrages d'art métalliques ;
- les protocoles transactionnels relatifs à l'acquisition des matériels AMG et du dépôt de Bastia.

En 2018, les objectifs poursuivis pour la politique d'intermodalité sont les suivants :

- les études du Schéma Régional de l'Intermodalité ;
- les études du Plan des transports routiers interurbains de la Corse ;
- les études pour la mise en œuvre d'une politique de tarification intermodale des transports terrestres ;
- la mise en œuvre d'un système de billettique interopérable sur les transports scolaires, puis interurbains et ferroviaires ;
- la participation financière à l'enquête mobilité des personnes en haute saison touristique.

3) Recettes

Les recettes d'investissement sont constituées des subventions d'investissements versées par l'Etat et l'UE au titre du POE FEDER, du CPER et du PEI. Elles ont été estimées sur 2018 à moins de 1M€. La part des recettes faibles au regard des besoins de CP s'explique par les éléments suivants :

- protocoles d'accord à solder, budget 100% CDC : Dépôt de Bastia et acquisition des autorails AMG ;
- part études et MOE sur budget 100% CDC afin de préparer les dossiers cofinancés ;
- engagements pour achever des opérations qui ne bénéficient plus de cofinancements (plafonds de subvention atteints).

Les recettes de fonctionnement sont issues de l'intéressement au résultat de la convention de DSP avec la SAEMLCFC.

6. Transports urbains et scolaires

Composés des transports interurbains de voyageurs, des transports scolaires et des transports des élèves handicapés, les services de transports routiers relèvent d'une compétence anciennement exercée par les deux départements. Ils participent du développement global de l'offre de déplacement et doivent être combinés avec les transports ferroviaires afin d'offrir des services adaptés à la demande et aux besoins des différents territoires, avec une attention renforcée pour les territoires ruraux et de montagne.

1) Transports scolaires

La gestion de marchés de transport scolaire

360 circuits fonctionnent actuellement dans le cadre de 295 marchés dont l'échéance varie entre septembre 2018 et juillet 2021. En 2018, 11 lignes seront renouvelées et les marchés publics

afférents lancés par voie d'appel d'offres. Ainsi, pour l'année scolaire 2017-2018, 7500 élèves sont transportés quotidiennement. L'incidence financière pour la Collectivité s'établira autour de 20 260 000€, compte tenu d'une augmentation prévisionnelle par rapport au coût 2017, due à la révision annuelle du prix des marchés, prévue contractuellement. Par ailleurs, en cours de marchés, les moyens affectés à l'exploitation de certains circuits sont parfois adaptés aux besoins exprimés : changement de la capacité des véhicules, itinéraires rallongés, doublages de service. Le coût global des marchés de transport scolaire s'en trouve alors augmenté dans une faible proportion.

Les allocations de transport scolaire

Des allocations kilométriques sont attribuées aux familles dont la domiciliation ou le lieu de scolarisation des enfants ne leur donne pas droit au bénéfice des circuits de transports scolaires. Le montant de cette allocation est calculé sur la base du kilométrage journalier, l'indemnité kilométrique forfaitaire retenue étant de 0,15€ par km et 300 familles concernées pour la Haute-Corse. Pour la Corse du Sud, le montant de cette allocation est calculé, soit sur la base du kilométrage journalier effectué dans le cadre du transport concerné, soit sur la base du prix d'un billet aller-retour d'autobus ou de train lorsque ce mode de transport existe. L'indemnité kilométrique forfaitaire retenue est celle figurant au dernier barème en vigueur pour déduction fiscale, correspondant à la puissance minimale. Ce montant s'élève aujourd'hui à 0,41€. Ce dispositif est appelé à faire l'objet d'une harmonisation, le maintien des systèmes existants ayant été choisi, ici comme dans d'autres domaines, dans un souci d'assurer la continuité du service.

La prise en charge des frais de transport des élèves et étudiants handicapés

Ces frais sont pris en charge sur avis de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) compétente. Cette aide peut, selon les cas, revêtir deux formes : versement d'une allocation de transport telle que décrite ci-dessus, lorsque l'élève est transporté par la famille au moyen du véhicule personnel ; remboursement des frais engagés par la famille pour le transport de leur enfant par taxi, ambulance, véhicule PMR.

Subvention aux Autorités organisatrices de second rang (AO2)

L'organisation secondaire du transport d'élèves peut être déléguée à des communes, groupements de communes, syndicats, associations de parents d'élèves, établissement d'enseignement secondaire, sous la forme de conventions de délégation de compétence.

En Haute-Corse, il existe 14 AO2, subventionnées à hauteur 457,35 € par enfant de plus de 6 ans transporté.

En Corse du Sud, il existe 8 AO2 subventionnées à hauteur de 50% de la dépense engagées, déduction faite des éventuelles recettes issues de la participation financière des familles ou subventions publiques perçues.

Dans le cadre de la convention relative aux modalités financières du transfert de compétences en matière de transport scolaire, intervenue en 2007, la communauté d'agglomération du Pays Ajaccien perçoit une subvention annuelle de **1 400 000€** pour les transports scolaires organisés à l'intérieur de son ressort territorial.

2) Transports routiers interurbains de voyageurs

10 services quotidiens et 6 lignes estivales de transport interurbain de voyageurs fonctionnent actuellement sur la Corse du Sud. L'exploitation des lignes quotidiennes se fait dans le cadre de marchés à bons de commande, celle des lignes dites estivales s'opérant dans le cadre de délégations de service public aux risques et périls du délégataire. Le coût annuel de l'exploitation du réseau

s'élève à **1 850 000€**. Le montant annuel des recettes commerciales encaissées s'établit aux alentours de **640 000 €**. Il s'agit donc d'un service pour l'heure structurellement déficitaire.

L'exploitation des lignes routières en Haute-Corse est laissée à l'initiative privée. Il conviendra donc de régulariser cette situation en lançant les procédures de conventionnement afférentes aux lignes régulières à l'issue et dans le cadre du Schéma Régional de l'Intermodalité en cours d'études.

3) Perspectives

Les missions d'une part, et l'évolution du contexte d'autre part, orientent les actions des services selon deux types d'actions :

Les projets annuels ou pluriannuels

- relancer des procédures (marchés, DSP) pour l'exploitation des lignes de transport interurbain de voyageurs avec mise en accessibilité PMR du réseau (matériel roulant et infrastructures) sur l'ensemble de la Corse ;
- harmoniser les pratiques avec la mise en œuvre d'un règlement territorial des transports scolaires unifiant la politique tarifaire, les règles de fonctionnement et d'attribution des différentes aides ;
- définir le bon niveau de délégation des transports scolaires en s'appuyant sur les intercommunalités et la proximité, notamment en favorisant la délégation aux communes par une politique incitative ;
- arbitrer entre le coût du transport scolaire en milieu rural et la politique de service public rendu ;
- adapter/créer les moyens matériels et les infrastructures en particulier en ce qui concerne les systèmes d'information (billettique unique, information des voyageurs, site internet...).

B. L'aménagement numérique

1. Enjeux

L'aménagement numérique est bien sûr, en Corse comme ailleurs, mais en Corse sans doute plus qu'ailleurs, eu égard à la nature d'île-montagne de notre territoire et des fractures et retards cumulés, un enjeu majeur et une condition sine qua non du développement économique et social, particulièrement des zones rurales et de montagne.

La Collectivité de Corse a donc choisi de développer une action forte et volontariste, dans la continuité des choix engagés dès 2016 par la Collectivité de Corse, en faveur de l'aménagement numérique de la Corse. Cette politique s'organise autour de deux axes principaux :

- le déploiement des infrastructures de réseaux de télécommunication ;
- le développement des services et des usages du numérique.

1) Infrastructures

Montée en débit des réseaux haut débit sur cuivre

La CTC a notifié fin 2017 un marché de travaux afin de réaliser la montée en débit pour 12.000 foyers, principalement en milieu rural, disposant d'un débit ADSL médiocre. Ces travaux permettront d'atteindre des débits supérieurs à 8Mbps dans l'attente de l'arrivée du très haut débit.

Inclusion numérique des foyers privés d'accès haut débit filaire

La CTC a initié courant 2017, un programme de soutien aux foyers fortement isolés ne disposant pas de connexion haut débit filaire. L'opération « Sulidarità Numerica » offre une subvention d'équipement aux populations concernées pour l'acquisition de kits d'accès satellitaire. Environ 100 versements par an sont attendus.

Déploiement du réseau à très haut débit (FTTH) de la Corse

Une procédure de délégation de service public est en cours afin d'offrir le très haut débit sur les territoires de la Corse hors agglomérations de Bastia et Ajaccio (déjà en phase de ouverture car couverts au titre de zones AMI). Il s'agit là d'un dossier stratégique, aussi bien en termes de commande publique que d'impact sur le territoire insulaire et ses habitants, projet abandonné lors des mandatures précédentes, impulsé par le Conseil exécutif de Corse depuis 2017, et suivi directement par le Président du Conseil exécutif de Corse.

2) Usages et services numériques

L'initiative Puntu Corsica

La CTC a obtenu et protégé au niveau mondial un nom de domaine internet susceptible de porter les valeurs culturelles et identitaires de la Corse dans un espace de nommage de confiance. Aujourd'hui plus de 1 000 domaines ont été attribués.

La dynamique d'ouverture des données publiques OPENDATA CORSICA

Pionnière dans le domaine de l'ouverture des données publiques en Corse, la Collectivité de Corse mène une politique volontariste en faveur de l'OPENDATA. Son initiative « opendata corsica » permet aujourd'hui d'ouvrir plus de deux cents jeux de données sur son portail. Il s'agit d'une contribution importante à la prise en compte exigences de démocratie et de transparence auxquelles une administration moderne doit répondre.

L'Espace Numérique de Travail LEIA

L'Espace Numérique de Travail « LEIA » est ouvert à l'ensemble des 46 lycées et collèges de Corse et accueille plus de 50.000 usagers (parents, élèves, professeurs, administratifs). Il offre une plateforme unifiée de services numériques couvrant la communication, la vie scolaire, l'administration et la pédagogie.

Le réseau très haut débit des lycées et collèges de Corse

La Collectivité de Corse finance et met en œuvre le réseau très haut débit des 46 lycées et collèges de Corse. Ce réseau fournit à chaque établissement un raccordement très haut débit via le réseau national de la recherche RENATER.

Le baromètre des usages numériques en Corse

Le Baromètre Corsica Numerica est un outil d'observation, d'évaluation et de prospective au service de la politique numérique de la Corse. Il fournit régulièrement une photographie des usages numérique en Corse. La dernière campagne date de 2016 (après 2009, 2011 et 2014).

3) Système d'Information Géographique

Le portail régional de l'information géographique permet de mettre à disposition, de mutualiser et valoriser les informations géographiques relatives à la Corse. Une restructuration du portail a été initiée en 2017. Elle sera menée à terme dans le cadre de la nouvelle Collectivité de Corse, en s'appuyant sur les compétences propres développées par les trois services SIG des collectivités ayant fusionné. Le référentiel à grande échelle (RGE) élaborée par l'IGN ainsi que des données géographiques à forte valeur ajoutée sont acquises par la Collectivité et mise à disposition des organismes publics territoriaux.

2. Evolutions

S'il convient de poursuivre les efforts dans les trois domaines de l'aménagement numérique (infrastructures, services et usages), il est nécessaire aujourd'hui de prendre en compte les enjeux liés à la transformation numérique économique, sociale et culturelle de la Corse. Ainsi au-delà de l'aménagement numérique, la transformation digitale de la Corse a vocation à devenir une dimension essentielle de la politique numérique de la Collectivité. Cette transformation touche tous les secteurs de la société et de l'économie sous l'effet conjugué des potentialités technologiques, des pratiques sociales numériques, des nouvelles formes de création de valeur et d'innovation ou

encore, de l'évolution des médias, des institutions et de l'action collective provoquées ou appuyées par le numérique.

Dans ce contexte, la Collectivité de Corse se doit d'appréhender cette transformation digitale de l'île comme une ressource et un facteur majeurs d'émancipation et d'innovation pour les activités humaines, les organisations et les territoires.

Dans le même temps, il convient d'amplifier les efforts pour offrir un accès « universel » à tous les insulaires et tous les territoires aux réseaux à haut débit et très haut débit (qu'ils soient filaires ou sans fil ou ayant recours à la téléphonie mobile).

3. Echéances

A moyen et long terme, la Collectivité de Corse doit se préparer à :

- réaliser la couverture totale de la Corse à très haut débit de la Corse à 10 ans. Engager très vite les travaux de montée en débit et de déploiement du très haut débit et activer une dynamique de renforcement et de renouvellement des infrastructures de réseau ;
- accompagner la couverture en téléphonie mobile 4G et 5G de l'ensemble de la Corse en coordination avec les opérateurs et les projets d'infrastructures haut débit et très haut débit ;
- amplifier le mouvement d'ouverture et de valorisation des données publiques en renforçant et en élargissant l'initiative OPENDATA CORSICA à l'ensemble des EPCI, collectivités et administrations ;
- s'engager dans la démocratie ouverte par la mise en œuvre d'une plate-forme territoriale de démocratie ouverte au sein de la collectivité ;
- structurer et ancrer le numérique dans le monde éducatif insulaire, en renforçant la prise en charge de l'environnement numérique des lycées et collèges autour d'un pôle de ressources dédié ;
- assurer la maîtrise des données de masse (BIG DATA) concernant la Corse au service de l'efficacité de l'action publique, de l'intelligence territoriale et du développement durable ;
- initier des projets Smart City et transformer la Corse tout entière en Smart Island, et accompagner des projets de territoire en capacité de répondre aux besoins de la population tout en préservant les ressources, l'environnement et l'équilibre territorial ;
- co-construire des projets et expérimentations pour lutter contre les déserts médicaux et favoriser le maintien à domicile sur la base de la télé-médecine et des objets connectés ;
- soutenir et renforcer l'offre de médiation numérique pour accompagner citoyens, entreprises, collectivités dans l'acquisition de compétences numériques. Consolider le maillage de lieux de médiation (tiers lieux) comme des catalyseurs de projets et de transformation des territoires.

A court terme, en 2018, les échéances sont les suivantes :

En ce qui concerne les infrastructures :

- lancement des travaux dans le cadre du projet de montée en débit ;
- finalisation de la DSP ; vote à l'Assemblée et signature du contrat avec le délégataire retenu. lancement et financement des premières opérations en fin d'année ;
- poursuite du programme d'aide à l'inclusion numérique pour les logements isolés ;
- lancement d'une étude précise de couverture en matière de téléphonie mobile ;
- lancement de la démarche de mise à jour et d'actualisation du SDTAN de Corse ;
- poursuivre le réseau à très haut débit des lycées et collèges de Corse ;
- financement de la maintenance des liens Corse-continent.

En ce qui concerne les usages et services numériques :

- mise en place d'un dispositif d'aide et de soutien à la médiation numérique ;

- expérimentation d'une démarche de démocratie ouverte autour de la mise en place d'une plateforme dédiée ;
- renforcement et animation de l'initiative OPENDATA CORSICA ;
- poursuite du financement du projet d'Espace Numérique de Travail ;
- poursuite de la valorisation du domaine Corsica ;
- lancement des opérations relatives au baromètre numérique pour la Corse.

En ce qui concerne le SIG :

- acquisition et financement des licences relatives aux logiciels permettant l'exploitation des données SIG au sein de la Collectivité de Corse ;
- réorganisation du service ;
- réalisation d'une application de visualisation cartographique de l'évolution de la Corse dans le temps ;
- poursuite de la démarche d'acquisition de données cartographiques ;
- positionnement de crédits CPER Région.

C. La politique de l'eau

1. Contexte et les enjeux

Face au réchauffement climatique et à ses conséquences, les enjeux de gestion de la ressource en eau s'imposent à nous avec une acuité sans précédent. En effet, si la Corse est l'île la plus arrosée de la Méditerranée et si elle bénéficie d'un relief avantageux, elle dispose d'une ressource en eau abondante mais inégalement répartie sur le territoire. D'une manière générale, les précipitations représentent en moyenne 910 mm/an, soit environ 8 Mds de m³. Sur ce volume, seule environ la moitié s'écoule via le réseau hydrographique vers la mer pendant que l'autre moitié s'évapore ou s'infiltre dans les aquifères. De plus, ces précipitations présentent de très fortes variations saisonnières (*été/hiver, printemps/automne*).

D'autres caractéristiques viennent s'ajouter à ces conditions naturelles, notamment une augmentation de la variabilité interannuelle liée au changement climatique avec pour conséquence l'obligation d'augmenter les stockages pour pallier à deux années consécutives de sécheresse. Ces différents phénomènes peuvent provoquer la rupture de l'alimentation en eau dans certaines régions de l'île, notamment celles où la pression touristique estivale et les faibles ressources coïncident. Il en résulte que les réserves actuelles de la Corse ne suffisent plus pour satisfaire les besoins en eau potable et en eau d'irrigation aussi bien pour le premier secteur d'activité qu'est le tourisme (*30% du PIB Corse*) que pour l'agriculture (*2 à 3% du PIB Corse*), fragilisant ainsi toute l'économie de la Corse.

Ce constat doit être mis en relation avec l'évolution de la démographie naturelle et migratoire qui, si la tendance actuelle se maintient, va porter la population résidente de l'île en environ 400 000 habitants (+21%) à l'horizon 2050, auquel il faut ajouter les flux touristiques (3 à 4 millions de pers./an). De plus, la justice climatique doit être un choix politique prioritaire pour limiter les inégalités environnementales et sociales en tenant compte des capacités économiques de chacun pour mettre fin à l'accroissement des disparités de richesse entre populations et entre les différents territoires qui composent la Corse.

Le changement climatique, par l'émission de gaz à effet de serre, perturbe également la donne avec des risques accrus d'inondation par moment et par endroit, tandis que simultanément des risques de grande sécheresse peuvent apparaître dans d'autres régions du monde ou à d'autres saisons. Il favorise aussi le développement de nouvelles bactéries, algues et autres espèces exotiques impactant la qualité de l'eau douce.

Dans ce contexte contraint, un Plan Stratégique d'Aménagement du territoire appelé « **ACQUA NOSTRA 2050** » a été initié par le Président de l'OEHC en respectant les contraintes imposées

par le PADDUC, le SDAGE, le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) et en conformité avec la Trame Verte et Bleue (TVB). Il s'agit de fixer et d'atteindre des objectifs de développement et d'amélioration à court et moyen termes. En effet, la mise en place d'un nouveau modèle économique revêt un caractère prioritaire face à une situation inédite. Il est donc indispensable qu'une volonté politique forte et ferme se dégage et s'inscrive dans la durée. De plus, le principe d'une nouvelle programmation de l'Etat (plan d'accompagnement), succédant au PEI4, a été acté par le Président de la République. Elle doit nécessairement inclure un volet « Eau ».

2. Besoins en eau

Actuellement, les besoins en eau des territoires alimentés par l'OEHC sont de l'ordre 76,6 millions de m³ (données 2017), répartis entre 63,9 millions de m³ en eau d'irrigation et 12,6 millions de m³ pour l'alimentation en eau potable, pour un volume disponible global de 80 millions de m³. Sur l'ensemble de l'île, les besoins s'élèvent à environ 131,5 millions de m³ dont 58% sont fournis par l'OEHC. Les projections à l'horizon 2050, prévoient une augmentation des besoins en volumes d'eau de près de 30 millions de m³ supplémentaires.

Eu égard à un tel contexte, il est indispensable de réactualiser le schéma hydraulique de 1998 avec un objectif plus large de prise en compte :

- du développement durable avec l'intégration d'une stratégie de développement touristique et agricole plus ambitieuse ;
- de la protection des milieux aquatiques ;
- du développement de l'hydroélectricité ;
- de sensibilisation du public avec la mise en œuvre d'une éco-Charte-Eau.

D'un point de vue organisationnel, le Plan Stratégique d'Aménagement « **ACQUA NOSTRA 2050** » a débuté par, un inventaire des ressources, l'évaluation des besoins actuels et futurs et la définition des objectifs opérationnels ; il va continuer avec une consultation des partenaires et la définition précise des ouvrages à mettre à compter d'aujourd'hui jusqu'à l'horizon 2050. L'étape suivante de ce plan consistera à faire un bilan des diverses consultations et une présentation du Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) à la Collectivité de Corse pour un vote à l'Assemblée d'ici fin 2018.

L'objectif majeur étant de sécuriser l'avenir économique de la Corse et pour ce faire, il devient urgent d'organiser l'autonomie hydraulique de chaque territoire en sécurisant leur approvisionnement par des ouvrages à vocation mixte (*AEP, EB, ENR*). Cependant, la mise en œuvre du PPI par la Collectivité de Corse suppose une capacité d'autofinancement de la collectivité et une démarche préliminaire consistant à moderniser l'OEHC dans le cadre de l'économie de soutenabilité liée à la gestion de l'eau.

En 2018, sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité, les programmes cofinancés au titre du PEI seront poursuivis sur différents secteurs de l'île. Enfin, d'importantes opérations de déplacement et de remplacement de canalisations seront également menées, dans le but notamment d'améliorer les rendements. Globalement, l'ensemble de ces réalisations pourrait mobiliser près de 15M€ de crédits de paiements sur 2018.

De plus, il convient de rappeler que les crédits de fonctionnement alloués chaque année à l'Office sont exclusivement consacrés au maintien de ses équilibres d'exploitation. Ainsi donc, dans le cas de l'OEHC, qui assure des missions de services publics industriels et commerciaux, une diminution de la dotation (*voire un maintien en euros constants*) ne saurait être absorbée par l'abandon ou le report de tel ou tel projet et risquerait de mettre en péril sa structure financière. C'est à partir de ce postulat que les besoins de l'office pour 2018 ont été calculés.

Ils s'établissent à 8,030M€, tant en AE qu'en CP, ce qui représente 455k€ supplémentaires par rapport à la dotation allouée au BP 2017, soit 7,575M€ compte tenu d'une inflation d'environ 1%.

3. Instruments à disposition

Depuis janvier 2017, le Comité de Bassin de Corse élabore un PBACC avec un rapport d'étape présenté et voté à l'unanimité par les élus territoriaux lors de la dernière session de l'Assemblée de Corse de fin juillet 2017 et cela conformément à la demande faite par le Ministère de l'Écologie. Le PBACC va définir avant la fin 2018 des mesures d'adaptation dites « sans regret » mais aussi des mesures dites « structurantes » (*stockages interannuels contre actuellement des stockages inter-saisonniers*) afin de parvenir à alimenter en eau le territoire sur plusieurs années sèches consécutives sans remplissage intermédiaire.

Il devient nécessaire pour la Corse, de s'adapter et d'anticiper en réalisant des infrastructures de stockage de l'eau, par la construction de barrages et/ou de retenues collinaires. Ces capacités de stockage complémentaires permettront d'alimenter la population sur deux années consécutives et de lisser la variabilité interannuelle de la ressource. Parallèlement, dans le cadre d'une mutualisation des expériences, l'OEHC a signé un accord de coopération avec la Sardaigne, île qui est confrontée à cette même problématique depuis plusieurs années déjà.

Aujourd'hui on ne saurait parler d'eau sans prendre en compte l'assainissement avec la nécessité de traiter les eaux usées avant de les rejeter dans les milieux aquatiques : il s'agit certes d'un autre enjeu, mais qui est équivalent à celui de la production d'eau potable.

C'est dans ce cadre que l'OEHC a engagé depuis 2016 une stratégie résolue concernant la mise en œuvre d'une gouvernance forte sur la question de l'eau. Cette gouvernance doit permettre la mise en œuvre de stockages stratégiques plus ambitieux et mieux adaptés aux incidences du changement climatique. Cette stratégie, au-delà de l'amélioration des connaissances, doit prendre en compte l'augmentation de la consommation en eau potable et en eau d'irrigation, la lutte contre le gaspillage, le piratage et les fuites. Elle devra aussi gérer la multiplication des interconnexions hydrauliques entre bassins versants ou micro région en excédent et déficit hydrique, la réalisation de nouveaux ouvrages assurant les nécessaires transferts d'eau ainsi que la diffusion pédagogique de l'utilisation raisonnée de l'eau.

L'objectif étant, in fine, de poursuivre le développement de la Corse en sécurisant son économie et pour ce faire il faudra assurer l'équilibre quantitatif et qualitatif de la ressource en eau en anticipant les conséquences des évolutions climatiques et les besoins de développement et d'équipements (en cohérence avec le SDAGE).

Le plan stratégique d'aménagement du territoire propose la création de stockage de petites, moyennes et grandes capacités dans toutes les régions vulnérables y compris celles où l'OEHC n'est pas ou peu présent. Ce plan prévoit de mobiliser toutes les ressources, aussi bien financières que techniques, pour la création de ces volumes complémentaires dans le cadre de l'autonomie hydraulique de la Corse et ainsi sécuriser complètement son économie sur ce point, au plus tard à l'horizon 2050.

Ce plan est organisé en quatre phases, très court terme, court terme, moyen terme et long terme qui permettront le déploiement phasé et réaliste de ce programme ambitieux et vital pour la Corse. Il permettra également de préserver la ressource en eau pour les générations futures en s'appuyant sur une économie locale soutenable permettant d'assurer la viabilité des principaux secteurs d'activités dans le cadre de son développement économique.

Les infrastructures de stockage et notamment leurs dimensionnements, ont été calculées selon les besoins effectifs des différentes activités, d'une part pour l'alimentation en eau potable des résidents ainsi que pour toutes les activités liées au premier secteur économique de la Corse qu'est le tourisme (30% du PIB de Corse). D'autre part, les dimensionnements prennent en compte l'irrigation et tous les autres secteurs économiques comme le bâtiment, l'artisanat, l'industrie. En effet, la réalisation d'un ouvrage quel qu'il soit, a fortiori un ouvrage impactant l'environnement, est conditionné à une justification fine des besoins.

4. Echéances et pistes de réflexion en vue d'améliorations futures

Besoins financiers 2018 - Echéances à court terme

En 2018, sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité, les programmes cofinancés au titre du PEI seront poursuivis sur différents secteurs de l'île :

- dans le NEBBIU la dernière tranche des travaux d'extension des réseaux d'eau brute doit être lancée ;
- en BALAGNE ; des aménagements visant à améliorer la qualité des eaux du barrage d'E COTULE seront réalisés ;
- dans la partie NORD de la PLAINE ORIENTALE ; la réhabilitation de la réserve de GUAZZA devrait être achevée. Dans le même temps ; les travaux de mise à niveau de la prise du GOLU ainsi que le renforcement des pompes et transferts sur TAGLIU ISULACCIU et PERI seront engagés ;
- en PLAINE ORIENTALE SUD ; la réhabilitation de la station d'ALZITONE devrait être finalisée. La première partie du transfert d'eau entre TEPPE ROSSE et BRAVONA est en cours ;
- dans le SUD-EST de l'île ; plusieurs opérations consistant à sécuriser et améliorer les rendements des réseaux existants et à renforcer les transferts et interconnexions ; doivent être engagées. Les travaux de télésurveillance et de régulation de la station de NOTA seront quant à eux menés dans le courant de l'année ;
- dans le PAYS AJACCIEN, l'extension des réseaux dans le secteur de SARRULA E CARCUPINU sera achevée ;
- sous maîtrise d'ouvrage de l'OEHC, il est notamment envisagé de procéder à la réhabilitation des stations de pompes de VERGAGHJOLA en PLAINE ORIENTALE et du LANCONE au NORD DE BASTIA et d'engager des études et des investigations préliminaires à la mise en sécurité des barrages de PADULA (NEBBIU), de l'ALISGIANI et d'ALZITONE (PLAINE ORIENTALE).

Enfin, d'importantes opérations de déplacement et de remplacement de canalisations seront également menées, dans le but d'améliorer les rendements. Globalement, l'ensemble de ces réalisations pourrait mobiliser près de 15M€ de crédits de paiements sur 2018.

Axe stratégique n°2 : Aides publiques à l'économie

Objet : Transformer l'appareil productif de l'économie

L'axe stratégique se décline selon les missions suivantes :

TRANSFORMER APPAREIL PRODUCTIF ECONOMIE	N21	Economie productive	N211	Agriculture
			N212	Forêt
			N213	Action économique
			N214	Tourisme
	N22	Coopération internationale décentralisée	N221	Coopération décentralisée
			N222	Coopération internationale
	N23	Gestion des fonds européens	N231	Fonds européens
			N232	Subvention globale

A. Economie productive

1. Office du développement agricole et rural de la Corse

1) Orientations

Les orientations budgétaires de l'ODARC au titre de l'exercice 2018 s'inscrivent dans le cadre stratégique défini par l'Assemblée de Corse à travers les quatre priorités de politique publique du domaine agricole et rural, à savoir :

- protéger, maîtriser et mobiliser le foncier ;
- intensifier la connaissance, renforcer la capacité d'innovation, accroître et faciliter l'installation ;
- orienter l'accompagnement public vers la production (notamment en structurant l'outil de production agricole), la qualité et l'efficacité environnementale ;
- consolider l'action territoriale.

Ces 4 axes s'articulent principalement autour de 6 priorités européennes de développement rural à travers le Plan de Développement Régional de la Corse 2014-2020 (PDRC), dont les plus importantes, la 4 « Restauration préservation et renforcement des écosystèmes » et la 2 « Amélioration de la viabilité et de la compétitivité des exploitations agricoles ». Ils s'appuient sur le plan d'avenir 2015-2018 (soutien aux filières) cofinancé par France Agrimer.

Les objectifs-cibles à travers l'outil que constitue le PDRC sont :

- le transfert de connaissances et l'innovation permettant de favoriser l'apprentissage, la formation ainsi que la diffusion des connaissances et de pratiques innovantes ;
- la viabilité et la compétitivité des exploitations agricoles afin de soutenir l'effort de structuration des entreprises du secteur agricole et de permettre le renouvellement générationnel en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs ;
- la promotion de l'organisation de la chaîne alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, en encourageant l'émergence de démarches de qualité sur les productions à forte typicité ;

- la restauration, la préservation et le renforcement des écosystèmes liés à la production et à la forêt en protégeant notamment l'environnement, en maintenant des pratiques et des systèmes de cultures favorables à la biodiversité et en gérant de manière plus raisonnée nos ressources naturelles ;
- l'efficacité énergétique des énergies renouvelables afin d'améliorer l'utilisation de la ressource « eau » et de stimuler l'exploitation et la valorisation de la ressource forestière locale ;
- la promotion du développement économique des zones rurales en favorisant la diversification non agricole, en soutenant les projets de coopération Leader et en améliorant le cadre de vie dans les territoires ruraux.

2) Evolutions du contexte

Concernant les programmes de financement actuels (PDRC, Opérations spécifiques CTC, Hors « FEADER » et hors Top up) aucune évolution strictement réglementaire n'est attendue. Cela n'empêche pas en revanche d'amorcer dès à présent, dans le cadre d'une évaluation in-itinere du PDRC, une réorientation des crédits non utilisés sur certaines mesures vers des mesures consommatrices, afin d'optimiser la gestion des fonds européens.

Sur le plan des missions, une demande sera formulée à l'Etat afin que le transfert de compétences en matière d'instruction et de paiement des aides du 1^{er} pilier s'opère en faveur de l'Office conformément à la loi de 2002 et dans un souci de mise en cohérence des politiques publiques à destination de l'agriculture. De plus, considérant son niveau d'expertise, à l'aune des corrections financières de la Commission Européenne sur la programmation FEADER 2007-2013 et la sous-consommation de certains dispositifs, l'ODARC souhaite qu'une réflexion soit engagée sur une nouvelle organisation de l'instruction relative aux mesures à destination des Groupes d'Action Local et des Collectivités (mesures 7 et 16 du PDRC).

3) Echéances

A court terme, il s'agit d'une part de porter le PDRC sur une trajectoire d'accélération des consommations des crédits par rapport aux opérations engagées, et d'autre part d'amorcer d'éventuelles opérations de redéploiement de crédits inter programmes en fonction de la nouvelle feuille de route de politique agricole.

Les programmes d'investissement s'articulent autour de 4 axes :

L'axe « FEADER » avec 5 138 000 € d'autorisation de programme et 3 750 370 € de crédits de paiement doit permettre notamment d'intensifier les efforts de soutien financier à destination :

- des investissements physiques permettant la structuration des exploitations agricoles et de procéder aux aménagements de l'espace à vocation agricole, pastoral, hydraulique et forestier ;
- des exploitations agricoles et des entreprises en phase de développement et en permettant de soutenir en particulier l'installation des jeunes agriculteurs ;
- des services de base et de la rénovation des villages dans les zones rurales en s'insérant dans le schéma de reconquête et de revitalisation de l'intérieur du territoire insulaire ;
- des mesures « Agroenvironnement – Climat » et plus précisément au titre de la sous mesure « engagements agroenvironnementaux et climatiques », suite à un désengagement partiel de l'Etat au regard de la maquette financière initiale.

L'axe « Top up 2014-2020 » va mobiliser 2 850 000 € d'autorisation de programme (AP) et 2 549 000 € de crédits de paiement (CP). Ces fonds ont pour vocation de venir compléter les crédits CdC en contrepartie du FEADER.

L'axe « Hors FEADER et Hors Top Up » qui nécessite la mise en place d'une autorisation de programme à hauteur de 5 805 000 € et de 4 043 066 € de crédits de paiement. Ces financements soutiennent principalement l'information et la diffusion des connaissances scientifiques, l'outil de production et les actions collectives de filières qui s'inscrivent sur les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés, dans le cadre du plan d'avenir 2015-2018.

L'axe « Opérations spécifiques » est susceptible de mobiliser 2 784 000 € d'AP et 3 022 860 € de CP d'investissement relevant principalement des opérations inhérentes à l'aide à la promotion des produits agricoles locaux, au dispositif de gestion de crise (sécheresse, intempéries, crises sanitaires...), et aux fonds de financement prêts d'honneur et garantie bancaire au bénéfice des jeunes agriculteurs.

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces actions d'intervention, l'Office a sollicité au titre du programme « ODARC-structure », en fonctionnement : 9 529 000 € en AE et 9 529 000 € en CP. Les AE concernent d'une part, la dotation de fonctionnement 2018 à hauteur de 8 979 000 € qui reste identique à celle de 2017, et d'autre part, le Salon International de l'Agriculture 2019 pour 550 000 €. Les CP de fonctionnement se composent de la dotation de fonctionnement sollicitée pour un montant de 8 979 000 €, auxquels s'ajoutent 550 000 € au titre du salon international de l'agriculture 2018.

En matière d'investissements en propre 1 890 200 € de crédits de paiement sont prévus. Il s'agit de financer notamment :

- la poursuite de la mise en place de la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 8 territoires insulaires dédiés ;
- le site d'Altiani, sur lequel il est prévu d'améliorer les infrastructures de circulation existantes (réalisation d'un pont), d'agrandir le bâtiment caprin existant et de poursuivre les opérations de démaquisage et de clôtures à des fins d'expérimentation ;
- le site de Migliacciaru, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales.

A moyen et à long terme, au-delà des moyens financiers à mettre en œuvre, il est nécessaire d'entamer une réflexion politique sur les axes de développement en matière agricole et forestière et au titre de la ruralité, sur lesquels la Corse doit s'appuyer pour créer un cercle vertueux de croissance économique et de création de richesses. Il s'agit notamment de créer les conditions permettant de tendre vers une autonomie alimentaire assumée, de remettre l'agriculteur-producteur-aménageur au cœur du développement local et de poursuivre l'accompagnement des filières de production. Pour cela, il conviendra de pourvoir faire converger les différentes politiques publiques vers un objectif commun afin notamment que les fonds européens à destination de l'agriculture jouent pleinement leur rôle d'orientation vers une agriculture de production et de qualité.

2. Politiques en faveur de l'intérieur et de la montagne

1) Aménagement, développement et protection de la montagne

Dans le domaine des politiques de l'intérieur, de la montagne et de la mer, l'année 2017 a vu la naissance du premier Schéma de Développement, d'Aménagement et de Protection de la Montagne 2017-2022, après des années d'inaction, voire d'incurie. Ce Schéma intervient déjà comme un plan d'actions opérationnel en se situant clairement en « plus-value » des programmes et actions dédiées à la ruralité, à l'intérieur, et à la montagne et réalisés par la Collectivité de Corse.

En 2018, dans le cadre du Schéma, le programme d'investissement pourra concerner :

- la mise en œuvre des premiers grands itinéraires de randonnée à thèmes ;
- le début de réalisation des refuges du GR20 ;
- la réfection d'estives de montagne pour le pastoralisme ;
- l'impulsion de projet d'irrigation d'eau brute pour les villages et Agences Foncières Pastorales ;
- l'aide à la réalisation d'équipements et/ou de maisons de santé ;
- le début de réalisation d'itinéraires culturels et patrimoniaux (Strada Paolina...) ;
- l'aide financière et technique pour les communautés de communes et les PETR (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural) bénéficiant de contrats de ruralité.

Outre les CP inscrits au titre de cette ligne budgétaire au BP et la mobilisation d'autres fonds (effet levier), il sera loisible de renforcer le soutien financier en fonction de l'état d'avancement des projets, dont plusieurs ne relèvent pas d'une maîtrise d'ouvrage CdC.

L'objectif est au demeurant, dans ce domaine comme dans d'autres, de s'inscrire au plus vite dans une logique de programmation pluri-annuelle, plus conforme à la dimension stratégique de cet axe.

Cette année 2018 voit se poursuivre concrètement un changement d'échelle concernant les politiques de l'intérieur et de la montagne par une mutualisation financière et une ingénierie renforcées. Cette logique montera en puissance durant toute la durée du Schéma et s'articulera avec les politiques publiques d'aides aux tiers (associations, communes, intercommunalités et entreprises).

2) Syndicat de l'Energie de la Corse-du-Sud

Le Syndicat de l'Energie de la Corse du sud est un syndicat mixte ouvert, composé de l'ensemble des communes de Corse du sud (à l'exception d'AIACCIU et de PRUPIA) et de la Collectivité de Corse. Il a en charge l'organisation la distribution et la fourniture d'électricité, la construction des ouvrages permettant la diffusion du haut débit et du très haut débit sur le territoire des communes.

L'aide apportée par la Collectivité de Corse se traduit par un allègement d'emprunt de 494 682 € accordé par l'ex CD2A et dont la dernière échéance est prévue en 2018, mais également par le versement de subventions à hauteur de 713 000 € destinés au renforcement des réseaux.

3) Autres partenariats

Pour ce qui concerne les programmes de fonctionnement, ils relèvent pour l'essentiel le soutien à l'abattage en Corse par les aides versées au Syndicat mixte d'abattage en Corse (SMAC) pour 1 785 000 €, dont la Collectivité de Corse est membre, mais aussi les obligations légales, telles que le versement à l'Office National des Forêts des frais de garderie et de la contribution au maintien du régime forestier, l'aide accordée aux communes forestières pour le financement de leur contribution au maintien du régime forestier, le financement de la sylviculture, de l'entretien et de diverses interventions dans les forêts territoriales ou le fonctionnement de la pépinière forestière de Castellucciu.

3. Agence de Développement Economique de la Corse

En 2018, l'ADEC va poursuivre la mise en œuvre du SRDE2i qui est désormais, comme le prévoit la loi, le cadre prescriptif de l'action économique de la Collectivité de Corse.

En synthèse, la politique économique de la Collectivité de Corse pourrait être exposée en 7 points essentiels :

- poursuite de l'action de diversification de l'économie ;
- intensification de la politique d'innovation ;
- modernisation des activités traditionnelles (BTP notamment) ;
- action de structuration et d'accompagnement des filières ;
- développement d'une politique d'internationalisation de l'économie et d'attractivité du territoire insulaire ;
- achèvement de la démarche de mise en cohérence de l'action économique avec les intercommunalités et les chambres consulaires ;
- modernisation de l'action de l'ADEC avec la reconduction ou la pérennisation possibles de l'expérimentation relative à l'individualisation et au paiement des aides.

1) Orientations budgétaires pour 2018

Il sera présenté à l'Assemblée de Corse un bilan de la période d'expérimentation du dispositif d'individualisation et de paiement des aides relevant du secteur de l'action économique mis en place en 2017, conformément à la délibération n° 17/078 AC de l'Assemblée de Corse du 29 mars 2017 afin de reconduire, de valider de façon pérenne ce dispositif, ou, si nécessaire, de l'améliorer.

A ce titre, il conviendra de :

- renforcer l'effort de transparence et de contrôle de l'utilisation des aides publiques aux entreprises pour assurer la bonne utilisation de l'Euro public dans l'économie ;
- faire en sorte que les acteurs économiques, les porteurs de projets, les territoires, les entreprises puissent mieux encore avoir un égal et libre accès à l'information sur les aides dont ils peuvent bénéficier pour mener à bien leurs projets.

Le BP 2018 entend donner les moyens financiers de mettre en œuvre le plan de développement adopté par l'Assemblée de Corse. Ceci représentera un effort d'environ 22 millions d'euros en AP et 21 millions d'euros en CP. En ce qui concerne l'ADEC pour accompagner sa transformation, une dotation de 4,9 millions en AP et en CP sera sollicitée, ce qui constitue un pic de dotation puisque l'Agence procède actuellement à une politique active de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences qui verra sa dotation diminuer dès 2019.

Actions propres à renforcer la reprise économique

- Soutenir l'emploi par des solutions innovantes

Il s'agira de renforcer l'effort pour l'insertion dans l'emploi :

- en étudiant la création d'un parcours de retour ou d'inclusion dans l'emploi s'appuyant sur la cohérence entre action sociale, formation, insertion et emploi durable que permet désormais la Collectivité de Corse ;
- en finançant les mesures innovantes pour l'emploi issues du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) permettant de faciliter la transition entre chômage et emploi ;
- en continuant à soutenir les chantiers d'insertion ;
- en agissant auprès des entreprises pour détecter les recrutements difficiles et en créant un parcours de formation dans l'entreprise permettant à la fois la réorientation sur ces métiers ;

- en soutenant le recrutement par les entreprises d'étudiants hautement diplômés (Doctorants ou Docteurs) ;
- en redynamisant la plateforme Emploi de Corse (ADEC, DIRECCTE, CAP EMPLOI et Pôle Emploi) ;
- en agissant auprès des centres de formation et des établissements d'enseignement pour faciliter la création d'entreprises et/ou l'insertion dans la vie économique par appel à projets.

- Soutenir les TPE et l'économie de proximité pour stabiliser le tissu d'entreprise

L'action visera donc à :

- optimiser les effets de tous les dispositifs mis en place et en accélérant encore les délais de traitement ;
- assurer la mise en place du parcours création/reprise d'entreprise adopté fin 2017 par l'Assemblée de Corse ;
- cofinancer avec le secteur privé et bancaire de la place un fonds de consolidation et de rebond des entreprises ;
- aider à la création ou à la reprise par une « dotation jeune créateur » qui permette aux jeunes Corses résidents de créer ou reprendre des entreprises productrices de biens et services ;
- renforcer la détection des projets et des besoins des TPE en partenariat avec les chambres consulaires et les EPCI pour assurer un meilleur service sur l'ensemble du territoire.

En ce qui concerne l'économie de proximité, celle-ci est constituée d'un tissu de TPE largement réparties sur le territoire avec une forte concentration sur le commerce de détail. Ce tissu est important car il connaît des créations d'emploi solides, y compris durant la stagnation économique et pèse 13 % de l'emploi salarié privé. Toutefois, il y a peu de développement en terme de taille pour ces entreprises qui restent familiales et artisanales.

A ce propos, le « développement » de plus en plus visible dans l'île des franchises et l'installation de projets commerciaux frappés de gigantisme est une source de déstabilisation du tissu de petites entreprises traditionnelles qui souffrent déjà des changements de modes de consommation et de la stagnation du pouvoir d'achat. Le schéma réaffirme l'importance du soutien aux commerces de centre-ville. Il convient d'affirmer le commerce comme un facteur d'attractivité.

Cette affirmation s'inscrit dans une vision globale et transversale, portée par l'ensemble du Conseil exécutif et de la majorité territoriale, de lutter contre les schémas oligopolistiques et prédateur et de s'inscrire dans une logique de développement durable, y compris en termes d'activité économique et sociale, de mise en valeur du territoire, ou de gestion du foncier.

Il est donc important que toutes les collectivités, notamment les intercommunalités, se saisissent pleinement de leurs compétences dans ce domaine et organise sur leurs territoires plus rationnellement leurs politiques en matière d'urbanisme et de commerces. Si cela n'est pas que du ressort de la CTC, les intercommunalités et les communes doivent bâtir des stratégies d'équilibre commercial entre centre et périphérie et des politiques de préservation du tissu commercial et artisanal au sein des centres urbains à l'échelle des intercommunalités.

Cette politique peut être utilement menée en concertation et articulation avec la Collectivité de Corse et ses Offices et Agences, et notamment l'ADEC, l'AUE, l'ODARC.

A compter de 2018, une mesure ciblée à travers le dispositif PROSSIMA (Programme de Restructuration Organisée de Soutien Stratégique à l'Immobilier et aux Activités) mis en œuvre par l'Etat, l'ADEC et l'Office Foncier. Il s'inscrit en application de l'accord issu des assises des TPE, sur la création d'une ligne spécifique au PEI pour le soutien aux TPE.

PROSSIMA agira via un appel à projets régionaux pour soutenir les opérations de requalification et de redynamisation de pôles commerciaux et artisanaux de centre-ville (périmètre urbain défini par la commune ou l'EPCI) et pouvant faire l'objet d'un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat. L'intensité de l'aide sera modulée en fonction du développement en cours des surfaces commerciales en périphérie.

Pour les opérations collectives en milieu rural et les opérations collectives en milieu urbain, les priorités thématiques sont :

- la modernisation, la diversification, l'accessibilité physique et numérique ainsi que la sécurisation des entreprises de proximité existantes ;
- la création et la modernisation des halles et des marchés couverts, ainsi que des marchés de plein air, tant au niveau des infrastructures matérielles que digitales.

Pour les opérations individuelles en milieu rural, les priorités thématiques sont :

- la création, la modernisation, la diversification, l'accessibilité physique et numérique ainsi que la sécurisation des commerces multiservices en zones rurales ;
- la création, la modernisation, la diversification, l'accessibilité physique et numérique ainsi que la sécurisation du dernier commerce du secteur d'activité concerné en zones rurales.

Pour les mesures plus générales, les commerces et artisans se regroupant autour d'actions de restructuration peuvent faire appel aux aides de l'ADEC refondues en 2017, notamment les mesures pour l'investissement (Impresa Sì) et l'emploi (U Pattu Impiegù).

Enfin, l'accompagnement des entreprises en difficulté a été une action forte de la mandature 2016-2017, qui a permis des avancées mais qui laisse subsister encore des difficultés. Elles sont en partie conjoncturelle, beaucoup de TPE dans les secteurs de la construction et des commerces étant à bout de souffle après la longue stagnation de l'économie Corse entre 2012 et 2015. Au-delà du soutien opérationnel et financier qui a déjà été mis en place, un nouveau régime d'aides a été voté cette année (U Pattu Ristrutturazioni).

La plateforme d'appui à la restructuration économique accompagne plusieurs centaines d'entreprises, ce qui a permis de préserver presque 2000 emplois en 2017. Cette plateforme apporte un soutien pour monter un plan de restructuration et facilite aussi l'accompagnement aux mutations économiques, c'est-à-dire l'adaptation du modèle économique de l'entreprise aux évolutions de son environnement concurrentiel. L'idée est de pallier les difficultés quand elles sont là mais aussi de les anticiper le plus possibles.

L'objectif pour les années 2018-2020 est désormais de concentrer ce dispositif sur la prévention et l'accompagnement des mutations plutôt que d'intervenir de manière curative. Le partenariat avec les Chambres consulaires et les intercommunalités devrait dynamiser cette orientation en assurant toujours une plus grande couverture territoriale.

- Consolider le financement de l'économie pour alimenter la reprise

La Collectivité de Corse, via l'ADEC, va aussi mobiliser des fonds issus du PEI, pour 20 millions d'euros dont notamment un fonds en faveur de la trésorerie des entreprises à

hauteur de 5 millions d'euros. 3 millions d'euros au titre du FEDER seront consacrés, dès 2018, à un fonds de garantie bancaire. La sélection des outils financiers devant gérer ces fonds de trésorerie est accomplie ou en cours de finalisation.

Il conviendra aussi d'assurer la défense des Fonds d'Investissement de Proximité (FIP), notamment pour le financement de la R&D des entreprises en Corse et leur développement.

Enfin il conviendra aussi d'organiser avec l'ensemble des acteurs et représentants des entreprises, des banques, des financeurs et des outils financiers des Assises du financement de l'économie corse au cours de l'année 2018.

- Renforcer l'effort dans l'innovation pour le secteur privé

La Corse a un retard très important dans l'innovation, qui ne s'observe pas seulement à travers le prisme des dépenses en recherche et innovation mais aussi à travers le manque d'investissement numérique mais aussi de présence sur Internet des entreprises traditionnelles. Là encore, pour préparer l'avenir, trouver de la résilience, la stratégie économique vise à faire de la Corse un territoire immergé dans la transition numérique.

L'accompagnement des entreprises dans la transition numérique sera renforcé, en soutenant les actions suivantes avec des appels à projets réguliers.

L'objectif stratégique est d'atteindre un niveau de dépenses en R&D et d'innovation à 1,5% d'ici 2025. Il conviendra aussi d'œuvrer pour la création d'un avantage concurrentiel à la localisation d'équipe de R&D et d'initier le développement de trois clusters : numérique/robotique, agroalimentaire, environnement/énergie par la création de réseaux de diffusion d'information, l'équipement de bâtiments intelligents, la formation, l'échange.

En matière d'innovation l'ADEC entend donner une nouvelle dynamique aux pôles de compétitivité et d'excellence qui couvrent le territoire. On compte à ce jour :

- Capergies dédié aux énergies non génératrices de gaz à effet de serre dont une nouvelle feuille de route sera proposée en 2018.
- CapNautic dédié au nautisme et à la plaisance qui fera l'objet d'une évaluation en 2018 pour définir un nouveau cadre en partenariat avec le Pôle Mer PACA-BRETAGNE
- CapTic dédié aux TIC qui va faire l'objet d'une refonte totale pour donner naissance d'un Pôle d'Excellence Territorial (CAP'NUMERIQUE-CORSE)
- Pôle des Industries Aéronautiques de Corse (PIAC) qui, en 2018, fera l'objet d'une refonte dotée d'une feuille de route sur la période 2018-2022.

Des partenariats renforcés avec le Pôle Mer PACA-Bretagne ainsi qu'avec le Pôle Mondial Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) sont en cours de finalisation.

L'Incubateur public de Corse Inizià verra sa stratégie repensée à l'occasion du plan 2018-2020 qui sera conclu pour assurer son financement. Sa gouvernance sera revue, et des accords de partenariat avec des incubateurs français (Station F) ou monégasque (MonacoTech) seront conclus pour assurer une plus grande visibilité des projets.

- Mettre en œuvre une politique territorialisée d'actions économiques

En liaison avec les actions déjà engagées en 2017, 2018 sera marquée par l'établissement et la mise en œuvre opérationnelle des conventionnements avec les intercommunalités et avec les secteurs économiques. Il s'agira de finaliser le réseau de partenariat avec les intercommunalités et les écosystèmes afin de faire émerger des coopérations sur les grandes mutations économiques (numérique, environnement, énergie, vieillissement)

Il sera aussi opportun de remettre en œuvre un comité de coordination propre à l'action économique réunissant les institutions (Cdc, Adec, Epci, chambres consulaires). Cette action territorialisée sera articulée avec une politique renforcée en faveur de l'émergence de nouvelles filières et la structuration de filières existantes : transport de voyageurs, plantes aromatiques et médicinales, services à la personne, silver Economy, électricité ...

Diversifier l'économie

- Développer les actions concertées et proactives au sein des écosystèmes économiques de l'île

Une action sera menée pour renforcer la compétitivité des écosystèmes productifs de l'île, en :

- assurant un équilibre territorial de compensation des surcoûts pour les entreprises en zone rurale ou de montagne (transport notamment) ;
- attirant de nouvelles compétences par des incitations fiscales (extension du crédit d'impôt), immobilières (bâtiments intelligents) et des ressources humaines dédiées, des entreprises extérieures qui produisent de façon innovantes afin de construire des écosystèmes qui puissent regrouper les PME/TPE Corses avec des entreprises plus importantes pour valoriser et exporter les savoirs faire locaux ;
- engageant une réflexion sur l'amélioration et la mutualisation des capacités logistiques des TPE industrielles et artisanales ;

Il sera aussi apporté une attention particulière à la coordination et au développement des activités industrielles à travers la mise en place envisagée d'un *Cunsigliu per l'Industria*, qui devra accompagner les politiques de développement des activités industrielles avec pour objectifs la structuration des pôles identifiés et le lien avec les politiques industrielles menées par l'Etat.

- Faire de la coopération économique et de l'internationalisation une chance économique pour la Corse

Compte tenu des spécificités de la Corse, de ses dimensions géographiques et économiques, de son historique en matière de coopérations interrégionales et du renforcement très net des partenariats avec d'autres îles de Méditerranée (Sardaigne, Baléares), il convient d'utiliser à plein les ressources offertes pour la coopération transfrontalière en priorisant la dimension insulaire.

L'ADEC a structuré une cellule internationalisation. Cette dernière interviendra dans le domaine économique, en soutien de l'action globale menée par le Conseil exécutif de Corse, et particulièrement par la Conseillère exécutive en charge des affaires européennes et internationales, en matière de coopération transfrontalière et internationale, de mobilisation des fonds européens.

De même, l'action économique sera un volet important des partenariats d'ensemble noués avec les territoires et régions insulaires, notamment méditerranéens.

Le soutien aux efforts de prospection sera maintenu et optimisé à travers le dispositif Cors'Export, avec un soutien renforcé pour les primo-exportateurs et TPE. Les collaborations avec Business France et les chambres consulaires sur ce sujet sont maintenues. Il est aussi important de regrouper et mutualiser la prospection en créant des synergies avec les grands exportateurs de l'île pour capitaliser sur leur expérience et leur réseau. Le travail transversal

avec l'ATC pour rendre plus efficient l'effort de promotion est prioritaire. Il s'agit notamment d'effectuer des choix concertés en termes de priorités annuelles export (cibles, marchés...).

Enfin, la politique d'exportation doit être liée à la politique d'attractivité. Cette dernière doit, toujours de façon transversale, construire des outils de marketing territorial afin de garantir la visibilité de la Corse dans le domaine économique et de disposer d'une cartographie de la diaspora « économique », des influenceurs et animateurs du réseau, dans le cadre de l'action globale menée en direction de la diaspora par le Conseil exécutif de Corse et son Président. L'orientation clef est de renforcer la participation et l'animation de réseaux afin de diffuser une image économique positive et de repérer des projets intéressants.

- Développer une politique de coopération entre grands donneurs d'ordre et petites entreprises au bénéfice de la production locale

Une action en faveur d'une production locale doit se faire dans le respect des principes d'une économie de marché, de la réalité des capacités du tissu économique et des possibilités d'intervention de l'ADEC. Il s'agit donc :

- de partager les retours d'expérience sur les actions de promotion de la production locale du côté public et privé ;
- d'identifier les gammes de produits sur lesquels une production pourrait être compétitive, les conditions nécessaires et/ou les freins objectifs ;
- d'identifier les acteurs industriels déjà présents, leur forces et faiblesses et la qualité des relations clients-fournisseurs ;
- d'échanger sur des possibles actions de l'ADEC ou d'actions conjointes pour améliorer la compétitivité des produits, pour augmenter leur pénétration sur le marché corse et pour favoriser l'émergence de nouveaux acteurs sur les produits de niches.

Les éléments précédents ont vocation à être réunis au sein d'une charte pour la production locale.

Dans cette logique, il serait demandé aux Grandes et Moyennes Surfaces (GMS) de prendre des engagements pour favoriser la croissance de l'économie corse par la commande privée, par exemple :

- informer sur les conditions d'accès aux marchés des GMS, les normes et règles de production à respecter et réduire les coûts associés pour les entreprises corses ;
- faciliter l'accès pour les productions locales des TPE/PME aux circuits de la grande distribution et projeter les entreprises en dehors de Corse à travers les circuits GMS
- promouvoir auprès des acheteurs les démarches industrielles pour une production durable, socialement responsable et innovante ;
- favoriser le dialogue entre acheteurs et producteurs en créant des espaces d'échanges en dehors des relations directes clients-fournisseurs.

Les grands groupes opérant en Corse seront aussi incités à participer à des fonds d'investissement par filière bonifiés par la CdC (exemple : les super et hyper marchés sur la filière agro-alimentaire constituent les fonds et le fonds corse de garantie déjà doté en supporte le risque).

Enfin, l'instauration effective dans les offres de marchés publics de clauses spécifiques qui protègent l'emploi local et qui contribuent à la politique environnementale de l'île sera aussi recherchée en partenariat avec les services de l'Etat.

4. Agence du Tourisme de la Corse

L'objectif principal poursuivi est de consacrer la Corse comme une destination touristique durable.

Cela passe par un processus de transition écologique, numérique et réglementaire réorganisant de manière profonde l'industrie touristique insulaire.

Le propos consiste à franchir une nouvelle étape dans le développement d'un tourisme corse créateur de valeur (en termes économiques et sociaux, mais aussi créateur de sens), car fondé sur 3 piliers :

- la conciliation d'une croissance touristique et de la protection de la ressource dans un territoire fragile ;
- le positionnement différencié de la destination Corse dans son environnement concurrentiel en tant que destination préservée, « *île verte* » de Méditerranée ;
- l'augmentation des retombées économiques et sociales du tourisme tout en refusant les pressions, nuisances et dérives générées par le tourisme de masse, ce qui suppose de maximiser la valeur ajoutée produite sur le territoire .

1) Enjeux

Les grandes tendances de la demande touristique sont en train de bouleverser l'activité avec de nouvelles formes innovantes et une spécialisation accrue qui répond à des aspirations plus individuelles et personnalisées remettant en cause le tourisme de masse des années 80. De nouveaux types d'hébergement apparaissent, de nouveaux comportements se développent et en particulier l'hébergement collaboratif encouragé par les géants des plateformes du web dont le poids ne cesse de progresser et qui modifient profondément la donne.

Parmi ces tendances, génératrices de risques (externalisation des revenus tirés de l'activité touristique), mais aussi d'opportunités (pour lesquelles la Corse dispose d'atouts certains qui restent encore à valoriser), il convient de relever celles relatives au tourisme vert ou à l'écotourisme, une découverte respectueuse plus ou moins active d'espaces et des habitants qui y vivent, celles relatives à l'importance des valeurs dans le choix des destinations ou celle du slow tourisme et de formes plus récréatives de séjour.

Le tourisme est un des piliers majeurs de la création de richesse du secteur privé en Corse : sa part dans le PIB de l'île est de 24% hors transport (*source DGIS-Insee compte satellite 2011*) et constitue le principal poste à l'exportation. Il constitue un effet de levier essentiel sur les autres secteurs économiques, sur l'emploi et sur les finances publiques pour la Collectivité de Corse au travers de la taxe de transport qui représente de l'ordre de 35 M€ de recettes fiscales régionales.

Avec 35 millions de nuitées annuelles (2% des nuitées totales France), le tourisme corse correspond, en équivalent habitants-résidents, à une augmentation annuelle de 30% de sa population. Pour autant, si la Corse comparativement aux régions métropolitaines est celle dont l'économie est la plus dépendante du tourisme, c'est aussi celle qui en tire comparativement le moins de revenus. La consommation touristique sur l'île représente 2,5 milliards d'euros, voire plus si l'on intègre l'activité des commerces. Ramenée au nombre de touristes, cette dépense touristique stagne et est encore trop faible avec des postes de consommation en services culturels et de loisirs très en deçà des moyennes courantes (1,2% des dépenses en service culturels et de loisirs contre 6,7% en moyenne France) traduisant une orientation très nature.

La feuille de route stratégique de l'Agence du Tourisme à 3 ans repose sur les 4 points suivants :

- faire évoluer l'ATC en une véritable « Destination Management Organisation » (DMO), qui fédère l'ensemble des territoires et des acteurs des filières dans des dynamiques partagées « destination Corse » ;
- converger vers un modèle de tourisme écoresponsable ;
- devenir et être reconnu comme le centre de ressources du tourisme Corse agréant la data tourisme et gérant les outils numériques « destination » dans une architecture régionale à parfaire ;
- passer d'une logique « outil » de la Collectivité de Corse à celle d'opérateur de la Collectivité de Corse au service du projet et adapter le modèle de l'agence pour y optimiser la co-production public-privé du tourisme, devenir un véritable porteur de valeur ajoutée avec une dimension ingénierie à même de soutenir le développement au niveau des territoires.

Elle se déclinera sur les objectifs opérationnels suivants :

- veiller à ne pas accentuer la pointe saisonnière considérant un pic de 450.000 touristes, mieux répartis sur le territoire, comme un maximum à cet horizon ;
- viser un taux de croissance mesuré hors saison estivale de l'ordre de 3% annuel par le développement de filières d'attraction dont le tourisme d'affaires, le tourisme de bien-être et art de vivre, les activités de loisirs actifs sur terre comme en mer, le tourisme patrimonial ;
- augmenter les retombées financières en développant la part de clientèle étrangère (à plus haute contribution) pour la porter de 30 % aujourd'hui à 35% en 3 ans ;
- sensibiliser et stimuler les opérateurs touristiques dans la maîtrise et la diminution de l'impact environnemental en termes de consommation d'énergie, de production de déchets non recyclés et de consommation d'eau potable et dans les vertus de l'économie circulaire ;
- rééquilibrer la part des emplois annuels et celle des emplois saisonniers ;
- gagner un positionnement marqué et reconnu de la Corse comme destination responsable et durable à l'international, recenser et disposer d'offres de référence permettant de tenir la promesse écotouristique, encourager les labels reconnus au niveau international.

Dans un secteur touristique éminemment concurrentiel, la Corse doit chaque année renouveler sa clientèle touristique (*hors affinitaire qui représente jusqu'à 22% en été*) de l'ordre de la moitié, soit plus d'1 million de premiers séjours à rechercher. Cela situe les enjeux considérables du secteur et la priorité de promotion de l'attractivité touristique de la destination qui nécessite à la fois des stratégies marketing précises et des moyens pour les mettre en œuvre. L'enjeu ne se situe pas uniquement en termes de promotion, il suppose de progresser sur un certain nombre d'aspects dont le premier consiste à renforcer la mutualisation des moyens au sein de la chaîne de production (transporteurs- opérateurs - acteurs de l'hébergement des activités et services- institutionnels du territoire) pour optimiser l'économie touristique de l'île.

Sur la base des enjeux économiques, sociaux et environnementaux et des lignes directrices fixées par la Collectivité de Corse, un véritable plan stratégique touristique du territoire de Corse horizon 2020, s'appuyant à la fois sur l'état des lieux et les études existantes (*et en particulier l'étude lourde 2017 dont les résultats complets seront publiés au 1^{er} semestre 2018*), sur des éléments d'analyse économique et de prospective, a été validé par l'Assemblée de Corse lors de sa session d'avril 2018.

2) Situation financière de l'ATC

La situation financière de l'établissement à fin 2017 s'établit comme suit :

- un résultat annuel de +668.515€ qui permet d'absorber un déficit antérieur de 147.000€ pour une clôture en excédent de 521.509€

- un déficit en investissement sur l'exercice 2017 de - 517.667€ qui s'impute sur un excédent antérieur de 1.288.000€ et permet un excédent de 770.423€.

Les restes à réaliser (crédits de paiement) sur AP engagées depuis 2012 ressortent en cumulé à fin 2017 à 3.158.474€. En 2017, 3.600.000 € ont été alloués en autorisation de programme au titre de l'aide aux porteurs publics et privés du territoire dont 1.000.000 € en avances.

Pour ce qui concerne le dispositif avances remboursables, la ligne budgétaire affectée de 1.000.000 € cette année auprès de l'outil financier CADEC a permis d'engager, compte tenu des fonds précédemment disponibles, plus de 2.878.000 € pour 18 dossiers. Ces 18 dossiers ont représenté un investissement total de 15.947.678€. L'effet multiplicateur macroéconomique sur le territoire est donc établi.

3) Perspectives 2018

En 2018, le concours financier de la Collectivité de Corse s'inscrit toujours dans une logique de rationalisation. L'ATC participera à l'effort collectif tout en se dotant des moyens pour pouvoir engager les actions nécessaires sur le principal secteur économique de l'île aux effets d'entraînements économiques et sociaux avérés et quasi immédiats. Aussi, au niveau budgétaire, le soutien apporté à la charge de l'Agence du tourisme pourrait être calqué sur le taux de croissance du secteur.

En matière de soutien au développement, les montants seront identiques à ceux de 2017 pour les aides directes. Les consommations devraient être significatives en 2018 par le fait, d'une part, que nombre d'études financées sur l'année précédente devraient se traduire en investissement et, d'autre part, que les intercommunalités avaient obligation dans le cadre de la loi NOTRe de s'organiser au 1^{er} janvier 2018 pour assumer leur nouvelle compétence et donc pourront enfin développer leurs programmes.

Les avances remboursables qui soutiennent les investissements des structures touristiques seront renforcées. Compte tenu de l'effet de levier et de la réussite de cette mesure qui participe de la montée en qualité de l'offre, il conviendra de mobiliser en 2018, 50% de plus sur cette ligne tel que prévu dans la programmation pluriannuelle en passant à 1,5 million d'€ cette année.

L'établissement souhaitant développer les programmes de coopération qui, certes font l'objet de remboursement de dépenses, mais demandent pour être engagés des autorisations de programmes budgétaires, il conviendra d'allouer une enveloppe nécessaire pour pouvoir candidater et engager l'établissement avec ses partenaires transfrontaliers.

De la même manière la volonté de l'Agence de s'intégrer dans des appels à projets du type Programme d'Investissement d'Avenir pour asseoir la transition numérique et écotouristique du tourisme nécessitera un abondement de budget pour pouvoir procéder à l'ingénierie et l'accompagnement dont une partie sera prise en charge au titre des programmes eux-mêmes.

Pour ce qui concerne les actions développées en promotion, l'Agence du tourisme continuera à développer des partenariats qui se matérialisent par la participation de tiers institutionnels, transporteurs et opérateurs aux campagnes de promotion nationales et internationales. Le principe consiste à pouvoir développer un fond qui s'inscrive dans la durée pour des campagnes partenariales public/privé. Ainsi il conviendra d'abonder le budget primitif pour pouvoir engager ces opérations considérant que le différentiel au regard de l'année précédente 2017 sera couvert, en partie, par des recettes partenaires à venir. Les efforts particuliers qu'il convient de consentir pour accompagner les ouvertures de lignes nouvelles à l'international qui relèvent d'un enjeu majeur de de-saisonnalisation mais aussi de

diversification de clientèle et de valeur ajoutée, pourront s'inscrire dans cette allocation supplémentaire.

Pour le centre de ressources, l'année 2018 verra la refonte du système d'informations touristiques qui mérite d'être repensé et conçu en open source. De la même manière un nouveau site internet plus actuel dans ses fonctionnalités et plus performant parce qu'adapté aux technologies évolutives viendra se substituer en fin d'année au portail existant. Ces 2 chantiers déterminants et urgents justifient des budgets spécifiques de développement qui devraient être portés sur l'exercice 2018. Certains de ces projets nouveaux seront pris en charge en partie sur des programmes européens et ouvriront donc à contrepartie financière.

4) Tableau des prévisions d'évolutions budgétaires 2018

Sont reprises ci-après les principales évolutions budgétaires envisagées pour 2018.

	Projets nouveaux 2018 vs 2017	Observations
Observation	Augmentation de dotation pour pouvoir engager la refonte du système d'information régional et celle du site portail internet.	Une partie du budget sera compensée à terme par le financement FEDER sollicité.
Promotion	Augmenter le budget de promotion de l'établissement pour renforcer la visibilité de la destination compte tenu du contexte concurrentiel et pour soutenir les marchés internationaux en partenariat.	L'augmentation du budget s'entend être prévue sur des actions cofinancées par les partenaires. Recettes à attendre donc. Considérer l'impact de la croissance des flux sur le budget Collectivité de Corse (taxes de séjour et de transport).
Développement	<ol style="list-style-type: none"> 1- Augmenter la dotation pour pouvoir participer et engager des projets de coopération européens et des appels à projets (PIA, autres). 2- Porter à 1,5 m€ le montant alloué aux avances remboursables selon convention. 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Remboursement attendu de ces engagements RH en contreparties et retour aussi sur les projets eux-mêmes. 2- Effets de retour macroéconomiques et budgétaires attendus s'agissant d'avances.
Administration Générale	<ol style="list-style-type: none"> 1- Augmentation masse salariale réglementaire à prévoir pour couvrir primes conventionnelles de départ à la retraite. 2- Travaux et services techniques au sein de l'établissement (visio, équipement). 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Maîtrise des budgets, nombre de postes ouverts constant. 2- Budget constant pour frais généraux.

B. Gestion des fonds structurels européens et des programmes contractualisés

A l'instar de toutes les grandes collectivités qui doivent se donner les moyens d'agir sur leur territoire et d'accompagner les politiques de développement, d'innovation et de croissance, la nouvelle collectivité de Corse doit impérativement s'organiser pour répondre aux enjeux stratégiques imposés aux autorités de gestion et garantir à notre île une utilisation optimale, coordonnée et cohérente des fonds structurels, des programmes contractualisés et des montages d'ingénierie financière faisant appel à des partenariats privés pour démultiplier les effets de leviers financiers.

1. Echéances

La collectivité de Corse doit renforcer l'axe de coopération interrégionale pour construire des partenariats inter-insulaires et inter-méditerranéens le cadre des discussions qui préfigureront l'accord de partenariat entre les régions, l'Etat et la Commission européenne. La collectivité devra également structurer son organisation pour renforcer son action au sein de la CRPM afin de bénéficier de retours d'expériences et d'impulser les réflexions communes et fédératrices de développement, d'accessibilité, de transports... L'année 2018 est une année charnière non seulement pour la mise en œuvre des programmes européens relevant de la période 2014-2020 mais également pour la préparation de la future politique de cohésion après 2020.

La Commission européenne aura présenté courant 2018 ses propositions pour le prochain cadre financier pluriannuel après 2020 ainsi que ses propositions pour les politiques de l'Union européenne (UE) et notamment celles relatives à la future politique de cohésion et à la politique agricole commune.

Les politiques européennes de cohésion et agricole permettent de soutenir des projets structurels créateurs de richesses, d'emplois, facteurs de développement et de croissance en milieu urbain et rural. Elles poursuivent un objectif de réduction des inégalités et de compensation des contraintes souvent présentes sur une île. Leur maintien et leur renforcement constituent un enjeu majeur pour la Corse et son peuple.

Les fonds européens programmés pour la période 2014-2020 représentent 275 millions d'€ pour la Corse dont près de 125 millions d'€ pour le développement économique, l'emploi et l'aménagement du territoire, plus de 145 millions d'€ pour l'agriculture, la forêt et le développement rural, et plus de 5 millions d'€ pour la pêche et l'aquaculture.

L'avenir des politiques agricole commune et de cohésion est incertain et elles pourraient voir leur périmètre profondément réduit. L'assemblée de Corse a adopté une délibération lors de la session du 15 mars 2018, pour demander le maintien et le renforcement de ces politiques et défendre la position des territoires insulaires dans les discussions à venir.

2. Optimisation de l'utilisation et la gestion des fonds du PO 2014-2020

La Collectivité de Corse est chargée de mettre en œuvre ces programmes opérationnels : le fonds européen de développement régional (FEDER), le fonds social européen (FSE), le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ainsi que le Programme Opérationnel Italie France maritime. Ces outils permettent à la Corse de valoriser son territoire en répondant aux enjeux de développement économique, de recherche et d'innovation et de préserver ses atouts environnementaux.

Les axes forts de cette programmation portent principalement sur le soutien à une économie productive orientée vers la qualité (agriculture, PME), l'innovation, la maîtrise des transports, la transition énergétique, le développement du numérique, la valorisation du patrimoine naturel et culturel, la préservation des écosystèmes, la gestion des exploitations marines.

En 2018, plusieurs échéances s'imposent à la collectivité, autorité de gestion. Elle doit pouvoir construire une programmation prospective avec les services instructeurs et les porteurs de projets. La maquette du PO 2014-2020 est programmée à hauteur de 40% pour le FEDER et le FSE et de 30% pour le FEADER. Il reste au total environ 70 M€ de crédits FEDER/FSE et 94 M€ de crédits FEADER à programmer avant 2020. L'enjeu est de mener un travail avec les services instructeurs pour identifier les priorités d'investissement qui risquent d'être en sous programmation et d'analyser les difficultés rencontrées pour réagir durant la période lorsque cela est possible, ou anticiper d'éventuels « remaquetages » pour abonder les programmes en sur programmation.

La procédure de dégageement d'office qui consiste pour chaque autorité de gestion à présenter à la Commission européenne un état d'avancement des certifications des dépenses liées au programme sur un exercice comptable N+3. La prochaine échéance du dégageement d'office s'applique à compter du 31/12/2018 soit plus de 34,4 M€ de dépenses cumulées à certifier dont 18.3 M€ de FEDER-FSE en cumulé (soit 11M€ de FEDER FSE pour l'année 2018).

Le cadre de performance pour lequel chaque autorité de gestion s'engage sur des réalisations, dont l'atteinte des cibles conditionne l'attribution d'une réserve de performance ou le risque de suspension des remboursements à la fin de l'année 2018. Pour atteindre ces deux objectifs, il convient pour l'année 2018 de renforcer la programmation des dossiers et la consommation des crédits relevant du Programme Opérationnel FEDER FSE 2014-2020. Ainsi des dossiers d'un volume financier conséquent seront-ils programmés, dont la réalisation opérationnelle s'étalera sur plusieurs exercices budgétaires.

La proposition d'autorisations d'engagement et de programme et l'inscription de crédits de paiement devront respecter le profil de consommation annuelle des enveloppes financières allouées à la Corse et éviter toute perte de crédits. Ils devront également prévoir les missions d'assurances nécessaires à une organisation ambitieuse.

Ces inscriptions sont d'autant plus nécessaires qu'au cours de l'exercice 2017, la CTC n'a pas été en mesure de consommer l'intégralité des crédits inscrits à son budget et ce pour les raisons suivantes :

- complexité des procédures et de la réglementation européenne sur la période 2014-2020 ;
- création de nouveaux services ne disposant pas de l'expertise nécessaire pour l'instruction et le suivi des dossiers ;
- mise en place d'un nouveau système de gestion et contrôle ;
- achèvement de l'exercice de clôture de la précédente programmation.

Une demande de crédits complémentaires sera effectuée au budget supplémentaire si le montant des dossiers déposés par les maîtres d'ouvrage et ayant reçu un avis favorable s'avère supérieur à cette estimation.

S'agissant des recettes, la Collectivité de Corse a déjà perçu plusieurs préfinancements initiaux sur le PO FEDER FSE 2014-2020. Ces préfinancements représentaient 2 % du programme, en 2015 soit 1.956M€ pour le FEDER et 0.221M€ pour le FSE et en 2016, 1% du programme soit 1M€ pour le FEDER et 0.110M€ pour le FSE. Les recettes complémentaires s'effectueront en fonction des certifications produites par les services.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'un décalage temporel est souvent constaté entre le versement des aides aux bénéficiaires et les procédures de remboursement par la Commission européenne. De ce fait, la prévision de recettes sera donc revue et ajustée au BS 2018 voire au BP 2019.

S'agissant du programme de coopération transfrontalière INTERREG Maritime 2014-2020, la Collectivité de Corse reconduite dans son rôle d'Autorité Nationale doit supporter des dépenses d'assistance technique qui seront prises en charge à 85% par le FEDER et prendre en charge le lancement d'études correspondantes.

La Collectivité de Corse a également prouvé son engagement en faveur des jeunes en conduisant et finançant plusieurs projets sur la mobilité internationale des jeunes insulaires. Des projets tels qu'EURODYSSEE (programme d'échanges destiné aux jeunes de 18 à 32 ans à la recherche d'un emploi) ou encore MOBIJEUNES (actions facilitant l'information et l'orientation des jeunes sur l'ensemble des dispositifs de mobilité déployés en Corse) permettront de coordonner le travail des différents acteurs dans le domaine de la mobilité des jeunes. Il s'agit là d'un axe important du « Pattu di a ghjuventù », ce qui démontre encore l'utilité du travail transversal au sein du Conseil exécutif de Corse.

Enfin, la Collectivité de Corse exerce la compétence d'autorité de gestion pour l'ensemble des programmes européens dont bénéficie la Corse pour la période 2014-2020 (Programme Opérationnel FEDER FSE 2014-2020 et Programme de Développement Rural de la Corse).

Axe stratégique n°3 : Environnement durable et solidaire

Objet : Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement

Cet axe stratégique se décline selon les missions suivantes :

DYNAMISER ENV - RENFORCER DIMENSIONS SOUTENABLES EQUITABLES DEVPT	N31	Aménagement du territoire	N311	Urbanisme
			N312	Foncier
			N313	Développement rural et territorial
			N314	Aides aux communes et groupements
			N315	Habitat logement
			N316	Logement
			N317	Prévention contre les incendies
	N32	Environnement	N321	Actions en faveur de l'environnement
			N322	Protection de l'environnement

A. Aménagement du territoire

1. Agence d'Aménagement, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse

Evolution en matière d'aménagement du territoire

L'action de l'AUE se déclinera en 2018 sous la forme de trois grands projets cadres stratégiques, eux même déclinés en actions structurantes assorties d'indicateurs :

- Projets cadre N°1 : Renforcement de l'ingénierie territoriale
- Projets cadre N°2 : Territorialisation du PADDUC et contractualisation avec les acteurs locaux aux niveaux programmatique (par microrégions ou grands bassins de vie) et opérationnel (par secteurs de projets d'aménagement)
- Projets cadre N°3 : Analyse territoriale et prospective, participation à la réflexion stratégique

PROJETS CADRE N°1 : RENFORCEMENT DE L'INGENIERIE TERRITORIALE

L'objectif est de permettre aux collectivités locales de disposer des moyens humains, des méthodes et des missions nécessaires à l'élaboration et à la conduite de projets territoriaux, ainsi qu'à la définition, au montage et à la mise en œuvre d'actions. Plus largement, il s'agit de favoriser l'émergence de projets de développement sur les territoires dès lors que ceux-ci présentant un potentiel, y compris en l'absence de porteur de projet identifiable. Il s'agit d'une demande forte des communes et des intercommunalités, souvent insuffisamment pourvue en moyens humains et financiers dans ce domaine. Cette orientation est donc dirigée principalement vers les collectivités locales, interlocuteurs naturels en matière d'initiative de projets de développement territorial, sans exclure une implication directe pour faire émerger des projets sur les territoires les moins dynamiques, afin de les réinvestir pour valoriser leurs potentiels, même en cas de carence passagère de l'initiative locale.

PROJETS CADRE N°2 : TERRITORIALISATION DU PADDUC ET CONTRACTUALISATION AVEC LES ACTEURS LOCAUX AUX NIVEAUX PROGRAMMATIQUE ET OPERATIONNEL

Deux niveaux d'intervention sont visés.

A l'échelle infrarégionale au niveau de grands bassins de vie pour planifier et élaborer des projets de territoires partagés, avec les communes et les intercommunalités. Pour chacun des grands territoires identifiés par la CdC, l'objectif est de rédiger des documents prospectifs pouvant servir de référence pour l'élaboration des documents de planification locaux. Il s'agit d'identifier les grands équipements publics, l'urbanisme, le logement, le foncier (y compris foncier productif, agricole, forestier ou économique), les aménagements énergétiques.

A une échelle plus opérationnelle au niveau des Secteurs d'Enjeux Régionaux notamment afin d'initier des opérations d'aménagement opérationnel. Faire émerger et concevoir des projets d'aménagement d'ensemble avec les intercommunalités et communes concernées, avec définition du contenu, des périmètres, du programme d'infrastructures, du financement des équipements, des conditions de l'action foncière publique préalable, des procédures opérationnelles envisageables y compris celles nécessitant une évolution législative (PIM, CDE), ainsi que des modalités d'une gouvernance de ces opérations partagée entre les différents niveaux de collectivités. C'est notamment dans ce cadre que des politiques privilégiant les circuits courts, les commerces de proximité, et la limitation des grandes surfaces trouvent un champ d'action privilégié.

PROJETS CADRE N°3 : ANALYSE TERRITORIALE ET PROSPECTIVE, PARTICIPATION A LA REFLEXION STRATEGIQUE

En 2010 et 2011, l'Assemblée de Corse a adopté le principe de la mise en place d'un observatoire régional de l'énergie au sein de la Direction déléguée à l'Energie OREGES et créé un « Observatoire des marchés Fonciers et Immobiliers ». Ces deux outils hébergés au sein de l'AUE participent du réseau des observatoires qui doivent permettre d'améliorer la connaissance et donc d'éclairer les choix des élus. L'objectif en 2018 est de les rendre pleinement opérationnels.

L'AUE a la charge de mettre en œuvre ces différentes actions, soit directement, soit en collaboration avec les outils d'observation existants, dans le respect de leurs domaines de compétences. La Programmation Pluriannuelle de l'Energie(PPE) doit permettre de garantir :

- la sécurité d'approvisionnement en électricité
- l'amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de la consommation d'électricité
- le soutien aux énergies renouvelables.

L'activité de l'AUE s'organise pour mettre en œuvre la PPE via 5 grands Projets Cadres sachant que 2018 sera une année décisive car nous devons nous mobiliser pour obtenir l'engagement d'un certain nombre de grandes réalisations (gazoduc Cyrénée, centrale d'Aiacciu à cycle combiné, plans énergie bâtiment et de massification des énergies renouvelables et de transport et mobilité durables).

PROJET CADRE N°4 : GESTION DES AIDES PUBLIQUES

La mise en œuvre opérationnelle des aides se fait au travers de deux partenariats principaux et les demandes de crédits présentées répondent à ces engagements et au guide des aides de l'Agence adopté par l'Assemblée de Corse le 27 mai 2016 :

- Avec l'ADEME au titre du Contrat de Projets Etat Région CTC/ADEME, d'un montant total de 18,24 millions d'euros pour la période 2015-2020. (9,12M€ pour chacun des partenaires)
- Avec EDF via une convention pluriannuelle de 17 millions d'euros pour la période 2014-2020 décliné lui aussi annuellement comme le CPER.

Le programme (3212)

L'année 2018 ne prévoit pas de dispositifs nouveaux en tant que tels, en revanche le prolongement effectif d'opérations initiées et lancées en 2016 et 2017 sera opérationnel en 2018 et nécessitera des AP et CP (exemple les aides directes aux particuliers du programme ORELI ont été présentées et seront présentées cette année au Conseil Exécutif puisque de nombreuses études préliminaires réalisées en 2017 sont en cours de finalisation et que plus de 100 ménages ont d'ores et déjà été sélectionnés). Ce dispositif devrait ainsi monter en charge et les besoins de CP seront en conséquence plus importants sur les années 2018 et suivantes.

PROJET CADRE N°5 : ASSURER LA REALISATION DES INVESTISSEMENTS INDISPENSABLES A LA SECURITE D'APPROVISIONNEMENT EN ELECTRICITE

L'article 6 du décret relatif à la PPE de Corse précise les objectifs concernant la production d'électricité à partir d'énergie fossiles et à la sécurisation de l'alimentation électrique de la Corse. Ces objectifs sont :

- 1° La réalisation d'une infrastructure d'alimentation en gaz naturel de la Corse permettant d'alimenter les moyens de production thermique d'électricité de la Corse ;*
- 2° La construction avec un objectif de mise en service au plus tard début 2023, d'un cycle combiné d'une puissance de l'ordre de 250MW dans la région d'Ajaccio, fonctionnant au fioul domestique dans l'attente de la mise en place de l'approvisionnement en gaz naturel ;*
- 3° La conversion des moyens thermiques existants au gaz naturel lorsque l'approvisionnement sera mis en place ;*
- 4° Le renouvellement de la station de conversion SACOI, dont la capacité pourra être portée à 100MW. »*

La Collectivité de Corse avec l'appui de l'AUE doit maintenir un haut niveau de vigilance notamment sur le premier trimestre 2018 car les décisions finales ne devraient plus tarder. La CdC et l'Etat doivent également s'assurer la maîtrise des questions foncière tout au long du tracé du gazoduc pour laquelle la mobilisation du GIRTEC est indispensable.

PROJET CADRE N°6 : L'AMELIORATION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET LA BAISSSE DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

Sur la période 2016-2023, la PPE programme le lancement d'un vaste plan de rénovation du bâti de 960 millions d'euros pour 3000 logements par an. Il s'agit là d'un véritable plan de relance pour le secteur du bâtiment. Les services de l'AUE, de la DREAL et d'EDF élaborent le nouveau cadre de compensation territorial qui recense l'ensemble des actions devant concourir à la mise en œuvre de la PPE pour la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables. Pour la première fois ce nouveau dispositif doit permettre de valoriser les gains de CSPE (Contribution au Service Public de l'Electricité) réalisés par la CRE (Commission de Régulation de l'Energie) du fait de la mise en œuvre des actions du programme. Les actions ayant pour objet de réduire la consommation d'énergie ou de produire de l'énergie peu chère permettront de réduire le coût global de cette compensation.

PROJET CADRE N°7 : PLAN DE MASSIFICATION DES ENR

La Programmation Pluriannuelle de l'Energie Corse (PPE) prévoit une augmentation de 32% des EnR électriques (photovoltaïque, hydraulique, éolien, ...) et 43% des EnR thermiques (bois, solaire et aérothermie) sur la période 2016-2023, devant mener à l'autonomie énergétique en 2050, conformément à la trajectoire du Schéma Régionale Climat Air Energie (SRCAE).

En 2018, la Direction Déléguée à l'Energie (DDeN) de l'AUE, en partenariat avec les services de l'Etat (ADEME-DREAL) et d'EDF doivent réviser la PPE, pour à la fois évaluer les moyens mis en œuvre depuis 2016, mais aussi le cas échéant ajuster les objectifs. Ce travail, couplé à

la définition l'animation et le suivi des dispositifs permettant d'atteindre les objectifs ainsi qu'une démarche prospective constitueront les 3 actions structurantes pour 2018.

PROJET CADRE N°8 : REALISER LA TRANSITION ENERGETIQUE DANS LES TRANSPORTS

Viser l'autonomie énergétique de la Corse à horizon 2050 impose, au-delà des mesures dédiées à la rénovation des bâtiments et au développement des EnR, de réduire également la consommation dans le secteur des transports qui représente 43% de la consommation globale. Il faut bien reconnaître que si des efforts ont été faits en matière de planification (locale et territoriale) la réduction des consommations est extrêmement marginale. Pourtant la PPE prioritairement ce secteur très consommateur de produits fossiles. Pour 2018 au travers de 4 actions structurantes l'AUE entend se positionner en appui et en conseil pour les directions de la CdC en charge des infrastructures et de l'organisation des transports.

2. Office foncier de la Corse

En 2018, les actions de l'Office Foncier se répartiront sur trois plans distincts mais complémentaires.

1) Mise en œuvre de la politique publique foncière de la Corse

Modification du document stratégique de l'OFC : le PPI

Le Plan Pluriannuel des Interventions (PPI) de l'OFC constitue sa colonne vertébrale puisqu'aucune acquisition ne peut s'effectuer en dehors du cadre que constitue le PPI.

Il faut rappeler que le PPI est adopté par le Conseil d'administration de l'Office, seul compétent pour l'approuver aux termes de la Loi, mais le statut adopté par l'Assemblée de Corse prévoit qu'avant la saisine du CA de l'Office, le Président de l'établissement public est tenu de présenter un document d'orientation devant l'Assemblée de Corse sous la forme d'un Schéma d'Orientation du Foncier Territorial (SOFT) faisant l'objet d'un débat.

Le document actuel a été conçu lors de la création de l'Office Foncier et il convient désormais de l'actualiser au regard des premières activités de l'établissement public des projets recensés et des difficultés rencontrées.

Conformément à la réglementation en vigueur la révision du PPI sera donc proposée au CA de l'Office Foncier pour un premier débat d'orientation à la fin du premier semestre 2018. La révision du PPI fera l'objet d'une consultation étroite avec les Collectivités communales et plus particulièrement avec les EPCI de Corse afin d'identifier les projets susceptibles de faire l'objet d'une intervention de l'Office.

L'objectif est de mieux définir les principes directeurs de l'OFC, ainsi que les prestations pouvant être proposées afin d'exercer un véritable effet de levier sur la situation du foncier en Corse. L'Office Foncier de la Corse doit être un véritable outil de régulation du foncier et de lutte contre la spéculation foncière.

En matière de dépenses d'intervention, l'Office supportera les coûts liés aux opérations de portage foncier ou de réserves foncières qui seront en adéquation avec le PPI et seront validées en Conseil d'administration de l'Office Foncier de la Corse.

L'enjeu est de développer le nombre d'interventions de l'OFC, notamment au titre du PEI puisqu'actuellement ce sont ces opérations qui donnent lieu à la création de réserves foncières pour la création de logement sociaux.

Optimiser la stratégie d'intervention de l'OFC

Les opérations pouvant justifier d'un financement PEI étant restreintes à la création de logements sociaux stricto sensu, elles excluent les projets de logements communaux à loyer modéré supportés par les communes rurales. Déjà au cours de la mandature 2015-2017, les administrateurs élus membres du C.A. de l'Office Foncier ont rappelé fréquemment la nécessité pour l'Office d'intensifier ses interventions dans le secteur rural.

Si on souhaite accompagner de manière plus déterminante les initiatives communales visant à créer des logements pour de nouvelles installations il conviendra d'étendre l'intervention du PEI en assouplissant les règles d'application établies par la convention cadre d'application du Programme Exceptionnel d'Investissement (PEI) relative au financement de l'Office Foncier de la Corse signée entre l'Etat, la Collectivité Territoriale de Corse et l'Office Foncier le 29 octobre 2015.

Ceci constitue un des chantiers prioritaires de l'Office au cours de l'année 2018 sitôt le nouveau PPI adopté.

Au cours de l'année 2018, l'Office visera également à réaliser les acquisitions prévues au titre de la T.S.E. (environ 10 projets) y compris en ayant recours à l'emprunt ainsi que le Conseil d'administration s'est déjà prononcé favorablement.

Poursuivre et étendre la stratégie de mutualisation

Depuis sa création, l'Office Foncier a mis en œuvre une stratégie de mutualisation avec l'Agence de Développement Economique limitant, pour l'heure, les recrutements et modérant ainsi la masse salariale et donc le coût de fonctionnement de l'établissement public.

Il est à souligner que les agents ainsi mis à disposition ne perçoivent aucune rémunération complémentaire et que l'OFC s'acquitte annuellement du remboursement à l'ADEC de la part des salaires des agents ainsi mis à disposition.

L'Office compte ainsi actuellement 4 agents en fonction et un seul en disponibilité (réintégration de l'ancien directeur général de l'ATC, lui-même en disponibilité donc non rémunéré par l'Office).

En 2018 cette stratégie sera poursuivie et d'autres pistes seront explorées, notamment dans le domaine des marchés publics et de la coordination des activités administratives. Mais cette stratégie de mutualisation entend s'étendre aussi à d'autres structures à commencer par l'Agence de l'urbanisme et de l'Energie notamment en matière d'expertise technique. De même le partenariat avec la SAFER sera renforcé et un nouveau partenariat est envisagé avec le GIRTEC.

2) Perspectives budgétaires et financières

Il est rappelé que l'Office Foncier ne sollicite aucune dotation de la CdC au titre de son fonctionnement qui est assurée par une faible partie de la TSE. Toutefois il convient de préciser que ce budget de fonctionnement augmentera sensiblement en raison d'une montée en charge progressive de l'activité de l'Office.

En terme de fonctionnement, il conviendra notamment de :

- renforcer l'équipe : il est nécessaire de doter l'OFC d'un gestionnaire du patrimoine et d'un chef de pôle des affaires juridique, administratives et financière ;
- professionnaliser les équipes existantes : il convient de réaliser un plan de formation des équipes afin de renforcer la technicité de l'OFC.

La Taxe Spéciale d'Equiperment (TSE), ressource pérenne de l'Office sera maintenue à 9€ par habitant, la recette prévisionnelle attendue en 2018 sera donc d'environ 3.000.000€.

L'Office sollicitera donc une inscription en AP et en CP de 2,715 millions d'€ uniquement au titre du PEI qui rappelons-le est cofinancé à parité avec l'Etat.

Vie locale et animation des territoires

La politique dont il s'agit vise à développer une action publique de proximité au cœur des territoires dans un objectif de soutien et de valorisation de l'action même du territoire pour concourir au développement local.

La mise en synergie des expériences entre les acteurs institutionnels, associatifs, individuels afin de les accompagner dans la définition de modalités de gouvernance locale innovantes, qu'ils pourraient mettre en place dans une dynamique de développement des territoires est un élément central de cette politique. Il s'agit également de contribuer à leur fédération pour capter les potentiels des territoires et de leurs habitants dans une énergie commune.

Les axes majeurs à prendre en compte à cet effet comprennent :

- l'impulsion à donner à la mise en place d'un service au public de proximité facilitateur adapté aux habitants des territoires et à leurs attentes visant à réduire le sentiment d'éloignement des décisions, des actions... ;
- le soutien à l'émergence au sein des territoires d'initiatives publiques ou privées, collectives ou individuelles dans une logique de projets de vie des (dans les territoires), de qualité de vie garante de l'attractivité des territoires ;
- le développement d'un programme d'actions destiné à la population des territoires dans une démarche d'animations de la vie locale et de confortement de l'attractivité des territoires.

Il pourra s'agir par exemple :

➤ de soutenir les associations dans la présentation de leurs projets et leurs demandes de financement

➤ de formaliser des contrats éducatifs locaux (CEL)

Le CEL assure une continuité éducative, une cohérence et une complémentarité entre les projets élaborés dans le cadre scolaire et les projets éducatifs péri et extra scolaires des communes, la Collectivité de Corse ayant compétence uniquement sur ces deux derniers temps. Il vise le développement local, le maintien d'une offre d'activités variées en milieu rural et l'éveil des jeunes à de nouvelles filières d'emploi adaptées aux débouchés locaux.

➤ de définir une politique d'animation territoriale

Il s'agira ici de contribuer à la mise en place d'une offre d'activités au sein des territoires tenant compte des attentes de ceux-ci identifiés dans le cadre d'une politique faisant appel à une gouvernance le plus large possible (Exemple du pôle d'animations de Santa Lucia di Tallà). L'objectif général est de donner une accessibilité la plus grande possible à un programme d'actions à l'ensemble des habitants des territoires.

Assistance aux territoires

Cette assistance implique :

- le pilotage de l'élaboration de la stratégie territoriale associant tous les acteurs afin de s'associer les domaines de compétences propres et ce à différentes échelles tendant à la mise en œuvre d'un pacte pour les territoires ;
- la conception des modalités de l'action territoriale pour adapter ressources et objectifs de développement aux spécificités de chaque territoire et à l'intérêt général de tous les territoires dans une logique d'échanges et de complémentarité entre territoires urbains et ruraux et de montagne ;

- le soutien aux territoires et de leurs acteurs afin d'assurer un développement local en cohérence avec leurs besoins par le biais d'un appui en terme d'ingénierie et d'une action territorialisée pour impulser une politique d'aménagement et de développement.

Aides aux communes et aux groupements

1) Alimentation en eau potable et assainissement

L'intervention de la Collectivité au titre de l'aide aux communes et à leurs regroupements dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement se manifeste essentiellement au travers des contractualisations existantes relevant du PEI mais surtout de l'accord-cadre avec les départements et l'Agence de l'Eau relatif au 10^{ème} programme d'intervention 2013/2018 de l'Agence. Ce secteur reste prioritaire avec environ 50 M€ de travaux cofinancés chaque année.

Dans le cadre des conventions d'application 2013/2018, les taux d'intervention des différents partenaires se répartissent de façon à atteindre 90 % de la dépense éligible au programme de l'Agence pour les communes de moins de 3000 habitants (80 % au-delà). L'Agence intervenant le plus souvent à 30 %, le taux d'aide de la CTC et des conseils départementaux s'établissait également, sur la base de la parité, à 30 % chacun.

Lorsque le PEI intervient, il est prévu que sa participation soit déduite à parité de celles des départements et de la CTC, ce qui ramenait le plus souvent le taux d'intervention commun à 13,5 %.

Il est proposé, pour cet exercice budgétaire qui correspond à la dernière année du 10^{ème} programme de l'Agence et en accord avec cet établissement, de poursuivre ce partenariat en cumulant les taux de financement précédemment en vigueur aux Départements et à la CTC, soit dans la plupart des cas 60 % max de participation de la Collectivité de Corse ramenée à 27 % max pour les opérations éligibles au PEI (cf accord-cadre CD/Agence/CTC 2013/2018 et conventions d'application).

Assurant son rôle de chef de file dans la politique territoriale de l'eau, la Collectivité de Corse devra renforcer ses efforts afin de permettre la mise à niveau des ouvrages d'eau potable et d'assainissement des communes qui reste une des priorités d'équipement et qui risque de ne plus bénéficier des mêmes dispositifs de soutien à la fin des actuelles contractualisations (Agence et PEI).

Les travaux du Comité de Bassin relatifs à la construction du 11^{ème} Programme de l'Agence de l'Eau permettront dès 2019 d'adapter nos propres règles d'intervention et de mettre éventuellement en œuvre un nouveau partenariat avec l'Agence sur la période 2019/2024.

Au-delà des conventions de partenariat financier susvisées, une autre convention d'application a été conclue pour la durée du 10^{ème} Programme permettant de définir les modalités de mise à disposition par chaque prestataire de l'assistance technique dans le domaine le concernant et de participation de l'Agence de l'Eau à ces prestations, avec annuellement, pour chaque prestataire, un programme prévisionnel arrêté en concertation avec l'Agence et notre Collectivité. A l'origine en sont cosignataires :

- les Départements de la Haute Corse et de la Corse du Sud où existait déjà depuis plusieurs années un service d'Assistance Technique à l'Eau Potable (SATEP), conventionné avec l'Agence de l'Eau ;
- l'Office d'Equipement Hydraulique de la Corse qui a créé, suite aux décisions de l'Assemblée de Corse, d'abord un Service d'Assistance Technique à l'Exploitation des Stations d'Epuration régional (SATESE), opérationnel depuis 1998 et conventionné avec l'Agence de l'Eau, puis plus tard un Service d'Assistance Technique à l'Assainissement Autonome (SATAA) ;

- enfin, la Collectivité Territoriale de Corse en charge des travaux et du fonctionnement du Comité de Bassin de Corse, Conca di Corsica.

Comme précédemment, il est proposé, en accord avec l'Agence, de maintenir ce dispositif cette année. Les conditions d'exercice à compter de 2018 du SATEP régional seront prochainement soumises à l'examen de l'Assemblée de Corse.

Le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) de Corse approuvé par l'Assemblée de Corse, constitue le socle de la politique de l'eau sur le bassin. C'est un outil de planification, révisé tous les 6 ans, élaboré sous l'égide du Comité de bassin, véritable *parlement de l'eau*, qui définit la stratégie régionale et fixe les objectifs environnementaux et les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dans le cadre de l'élaboration du SDAGE 2022-2027, un état des lieux actualisé est en préparation pour 2019 (suivi de l'état quantitatif et qualitatif des milieux aquatiques) et l'Assemblée sera consultée courant 2018 sur les questions importantes qui définissent les enjeux prioritaires de cette politique.

La fusion des départements et de la CTC renforce aujourd'hui le rôle de la Collectivité et devrait permettre de développer de façon cohérente la mise en œuvre de cette stratégie sur les territoires, et l'accompagnement des acteurs, essentiellement les communes et EPCI, pour faire face à ces enjeux, dans un contexte de changement climatique mais aussi d'évolution institutionnelle suite à la loi NOTRe qui a modifié les règles de gouvernance (transfert de compétences...).

Les chantiers qui découlent du SDAGE sont nombreux, mais trois d'entre eux sont prioritaires et nécessitent une forte implication de la Collectivité qui doit en maîtriser les effets. Il s'agit de l'amélioration de la connaissance, de l'adaptation au changement climatique et de la gouvernance.

2) Equipements collectifs communaux

La Collectivité de Corse a pour ambition de poursuivre sa politique d'accompagnement envers les communes et leurs groupements afin d'atténuer la fracture territoriale, de réduire les inégalités sociales et culturelles, en soutenant la réalisation de nombreux équipements communaux à hauteur d'environ 45 millions d'euros (dont 2,5 millions dans le cadre de la rénovation urbaine) en 2018.

Toutefois, pour des raisons évidentes de bonne gestion, il conviendra d'envisager une réponse plus adaptée aux besoins et aux spécificités des territoires. Ceci permettra à notre Collectivité d'évaluer de manière plus précise les besoins en crédits lors des préparations budgétaires et aux communes de bénéficier d'un accompagnement plus complet, plus ciblé et plus efficace.

Par ailleurs, il faudra mieux prendre en compte les interventions sectorielles (sport, culture, collecte des déchets) en les coordonnant, voir en unifiant les procédures et les modalités d'intervention.

Pour rappel, jusqu'en 2017, les collectivités locales bénéficiaient de financements croisés de la part de la CTC et des départements. La création de la Collectivité de Corse impose une refondation du règlement d'aides dont l'objectif sera de garantir l'équilibre territorial, l'accès amélioré du public aux services, le renforcement du soutien en faveur des territoires de montagne et de l'intérieur.

Quatre axes de réflexion seront soumis à concertation :

- péréquation en faveur de l'intérieur et des petites communes (seuil à fixer) sans préjudice des investissements pertinents et mutualisés à soutenir dans les territoires en croissance ;
- priorité aux communes de l'intérieur en difficulté ;
- incitation aux opérations structurantes à rayonnement extra-communal ou extra-intercommunal ;
- contractualisation avec les territoires (politiques non uniformes adaptées à la diversité territoriale) au travers de Contrats ou de Pactes d'Interventions Territoriales, en tenant compte des spécificités liées aux agglomérations bastiaise et ajaccienne.

Prévention contre les incendies

1) Services d'incendie et de secours

La contribution de la Collectivité de Corse aux budgets des deux services d'incendie et de secours (42 millions d'euros en 2017) fait l'objet d'une subvention de la Collectivité de Corse au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles des services au cours de l'année à venir adopté par le Conseil d'Administration de chaque Etablissement Public.

La Collectivité de Corse doit s'engager dans une démarche conventionnelle définissant un cadre relationnel qui doit :

- permettre aux SDIS de construire une politique publique de sécurité civile afin de répondre efficacement aux objectifs opérationnels définis par les schémas d'analyse et de couverture des risques, de garantir aux citoyens l'efficacité et l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire tout en ayant une réelle visibilité financière pluriannuelle ;
- donner à la Collectivité de Corse une visibilité réelle sur l'évolution de sa participation financière, en étant associée à toutes les étapes du dialogue de gestion ;
- mettre en œuvre une démarche qui permet à la Collectivité de Corse et aux SDIS la recherche et la concrétisation d'espaces de coopération et/ou de mutualisations (création rapide de l'EPIDIS).

Cette démarche conventionnelle pour être opérante devra s'appuyer sur un diagnostic de la situation financière des deux Services d'Incendie et de secours.

2) Politique de Prévention

La politique de prévention des incendies en Corse est orientée par un document commun aux trois ex-collectivités : le Plan de Prévention des Feux de Forêt et des Espaces Naturels contre les Incendies (2013-2022 - PPFENI 2).

Les objectifs du plan sont d'assurer la protection des personnes et des biens, des espaces naturels et des activités économiques dans ces milieux (agriculture, forestière, tourisme, sports de pleine nature), la diminution des dépenses collectives générées lors de la lutte contre les grands incendies. Les actions qui y sont déclinées visent à :

- réduire le nombre d'incendie par l'amélioration de la connaissance des causes des incendies et le développement d'actions spécifiques de résorption de celles-ci ;
- optimiser la surveillance et la lutte contre les feux ;
- faciliter la lutte et limiter les conséquences des sinistres de grandes ampleurs par l'aménagement du territoire en infrastructures de Défense des Forêts Contre les Incendies (DFCI).

Sur les territoires de la Corse, ces orientations stratégiques, sont déclinées au titre des documents de planification : les Plan Locaux de Prévention des Incendies (PLPI) et les Plans de Protection rapprochée des Massifs (PRMF)

L'ODARC, par la mise en œuvre des mesures prévues au titre du Plan de Développement Rural de la Corse (PDRC) en faveur de l'agriculture, qui mobilisent plus de 118 M€ des 143,5 M€ de financement FEADER (dont, pour mémoire, 3,5 M€ pour la DFCI au titre de la mesure 8.3) participe, si ce n'est à la réduction de la masse de combustible disponible, à la stabilisation de celle-ci. Les mesures visant au maintien des surfaces agricoles, voire à leur augmentation permettent de tendre vers une limitation des surfaces disponibles pour les incendies.

L'OEC, par son action d'animation auprès des communes pour la mise en œuvre des obligations réglementaires de débroussaillage, intervient directement en faveur de la protection des constructions et des personnes y résidant. Cette action est également cofinancée par le PDRC au titre de la mesure 8.3 DFCI à concurrence d'environ 0,25 M€/an.

En prolongation pour l'exercice 2018 des engagements des ex-conseils départementaux, les interventions de la Collectivité de Corse en matière de prévention des incendies s'articulent en interventions en régie des forestiers sapeurs et en travaux de création ou de mise aux normes d'ouvrages DFCI réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité de Corse et confiés à des entreprises.

Au titre de leur programme de travaux, les interventions des forestiers sapeurs portent principalement sur l'entretien de tous les ouvrages existants sur la région, quel qu'en ait été le maître d'ouvrage initial et réalisés au titre des documents de planification (PLPI et PRMF). L'objectif de ces travaux est de garantir l'état opérationnel de ces équipements destinés à être utilisés en cas de sinistre par les services de lutte. L'implication des forestiers sapeurs dans le dispositif de surveillance et de lutte contre les incendies est cofinancée à hauteur de 1,1 M€ par l'Etat-ministère de l'agriculture et pour la part des travaux d'entretien réalisés en Corse-du-Sud à hauteur de 0,85 M€ par le FEADER au titre de la mesure 8.3 DFCI du PDRC.

Le développement des actions de prévention des incendies, déclinées à la suite du PPFENI-2 concerne directement la protection de l'ensemble des administrés de l'île.

L'un des problèmes particulièrement identifié en matière de réduction du risque feux de forêt est l'application des obligations légales de débroussaillage autour des constructions. Le débroussaillage légal est pourtant l'action qui permet de protéger efficacement les administrés.

Par ailleurs, il apparaît que trois ans après la mise en place du PDRC 2014-2020, la dotation initiale de la mesure 8.3 DFCI ne permettra plus à très court terme de répondre aux demandes d'aide issues des collectivités de l'île (ex-départements, communes, communauté de communes). Un redéploiement de crédits au sein du PDRC devra être sollicité pour abonder la mesure DFCI. Au regard des enjeux identifiés plus haut (humains, matériels, économiques, patrimoniaux, environnementaux ...), d'un aléa « grands feux » en accroissement du fait des premiers effets du changement climatique et de la compétence de la Collectivité de Corse en matière de prévention des incendies, la non prise en compte de la problématique « débroussaillage légal » avec une recherche de solutions opérationnelles et l'absence de crédits au-delà de 2018 pour le financement d'infrastructures de DFCI, pourraient être ressentis par la population et les élus comme un manque d'implication, voire un désengagement de la collectivité dans ce domaine.

De même, il est indispensable de définir sans délai un cadre juridique organisant de façon équitable et sécurisant juridiquement l'intervention des forestiers-sapeurs, au profit notamment des communes et des agriculteurs.

Echéances

- Court terme - 2018

- définir le périmètre de l'engagement de la Collectivité de Corse dans le domaine de la prévention des incendies

Si l'ex-Collectivité Territoriale de Corse et les deux ex-départements ont séparément approuvé le PPFENI 2 et séparément fixé leurs engagements respectifs pour sa mise en œuvre, il appartient à notre collectivité de se prononcer sur les actions qu'elle souhaite mettre en œuvre pour le développement de cette politique publique.

- Aider à la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillage

Prendre l'initiative dès 2018 auprès du représentant de l'Etat en Corse pour la mise en place d'une expérimentation pour tenter de résoudre les problèmes posés par le débroussaillage légal, par exemple la création d'associations syndicales de propriétaires ou l'évolution du dispositif légal et réglementaire.

- Moyen terme – 2019 : abonder les crédits FEADER prévus pour la mesure 8.3 DFCI du PDRC
 - Redéploiement de crédits au sein du PDRC
- Long terme : intégrer le risque incendie dans toutes les politiques d'aménagement du territoire et dans tous les documents d'urbanisme

B. Environnement

L'Office de l'environnement de la Corse

Les demandes d'ouverture d'AE et d'AP nouvelles s'inscrivent dans le cadre des grandes orientations fixées par l'Assemblée de Corse, notamment **en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action pour la réduction et le traitement des déchets voté le 27 mai 2016, dont la mise en œuvre doit être érigée en priorité absolue.**

Le récent pic de crise a démontré qu'il est vital pour la Corse de concentrer les moyens et les efforts dans la résolution de cette question, en se servant de l'épisode du mois de mai 2018 comme d'un électrochoc devant déclencher une mobilisation générale.

Sur cette question, l'OEC met en œuvre, conjointement avec l'ADEME, les crédits du CPER, sur lequel sont prévus annuellement 3M€ (1,5M€ OEC/1,5M€ ADEME).

Un point récent sur les engagements faisait état, en cumulé (très majoritairement exercices 2016 et 2017) de 3,36M€ pour l'OEC (et autant pour l'ADEME, soit 6,73M€ au total sur le CPER). L'OEC met également, hors CPER, des crédits pour aider les intercommunalités à acquérir des camions de collecte, 200.000€ en 2016 et 1.000.000€ en 2017 en AP. Par ailleurs, certaines collectivités ont également sollicité la dotation quinquennale et/ou des aides des départements pour cofinancer des acquisitions de camions de collecte.

Les financements concernent aussi la poursuite de la stratégie de création des aires protégées tant terrestres que marines – création et extension de réserves, animation de sites Natura 2000 notamment, avec, en particulier, la mise en œuvre concrète de la réserve du Ritundu, et celle du Parcu Marinu du Capi Corsu et de l'Agriate (PNMCCA).

En ce qui concerne le PNMCCA, la convention entre l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et l'OEC stipule que les investissements sont à la charge de l'AFB et le fonctionnement réparti à hauteur de 75% pour l'AFB et 25% pour l'OEC. Le budget prévisionnel de fonctionnement 2018 du PNM étant de 1 M€, le montant prévisionnel de l'OEC est de 250.000 €.

Le champ de compétences de l'OEC est très large, tant au titre de la diversité de ses interventions qu'au titre de leur multiplicité. Les interventions auprès de tiers pour subventionner des opérations constituent un volet important de son activité, mais l'office mène aussi en régie de très nombreuses opérations grâce aux compétences de ses agents et aux moyens dont il dispose. La priorité a été donnée au maintien du niveau d'investissement et à la recherche d'une maîtrise accrue des dépenses sur la section de fonctionnement.

Concernant le FEDER il a été demandé à l'OEC d'inscrire la contrepartie CTC pour les mesures dont il assure l'instruction sur le volet « Risques (inondation / submersion) ».

L'Office est, outre le FEDER sur ce volet, également porteur d'engagements de la Collectivité de Corse au titre de programmations pluriannuelles contractualisées (FEAMP pour l'aide aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture, CPER en particulier dans le domaine des déchets).

En raison de difficultés pour sa mise en œuvre au niveau français, le démarrage du FEAMP a été retardé de façon considérable, portant préjudice au secteur concerné, et entraînant un risque de dégageant d'office des crédits européens. L'ensemble des difficultés ont été traitées, le dispositif est en ordre de marche et les opérations vont désormais pouvoir se dérouler normalement.

L'OEC poursuivra ses interventions auprès des collectivités pour les opérations de valorisation du patrimoine, en particulier le petit patrimoine de proximité non bâti, dont la rénovation répond à une demande constante des collectivités, et s'inscrit également dans une logique de développement touristique et économique. Concernant le patrimoine naturel, le soutien aux structures de gestion d'espaces protégés, notamment les réserves naturelles est une compétence obligatoire, et doit donc être maintenue.

L'Office de l'Environnement a poursuivi la recherche de nouveaux financements, afin d'accroître de façon ses recettes, notamment au regard de la baisse des aides de l'Etat bâti. C'est ainsi que les financements inscrits dans le cadre du PDRC pour soutenir les services en charge du pastoralisme, du débroussaillage légal ou de la mise en œuvre du réseau Natura 2000, ont été sollicités.

Rentrant dans ce cadre de recherche de crédits complémentaires, mais aussi constitutifs d'une volonté de partenariat externe, tout particulièrement avec les autres îles méditerranéennes, divers programmes de coopération pour lesquels l'OEC est soit chef de file, soit partenaire, ont été approuvés et sont mis en œuvre ; ils concernent notamment la lutte contre les espèces invasives, la gestion des aires marines protégées, la connaissance de la ressource halieutique, la prévention et la lutte contre les pollutions et nuisances, le patrimoine bâti

Pour ce qui concerne la mise en œuvre d'opérations directement menées par l'OEC, l'accent est mis sur la pérennisation et le renforcement de l'action des services chargés d'études comme l'Observatoire Conservatoire des Insectes de Corse (qui apporte son expertise, notamment dans le domaine de la prévention et la lutte contre les insectes vecteurs de maladie) ou le Conservatoire Botanique National de Corse, expert de la flore locale, et notamment porteur à ce titre des actions de connaissance relatives à *Xylella fastidiosa*, et de contribution à la mise en place des outils (marque Corsica Grana...) permettant d'éviter ou de réduire l'incidence du risque lié à cette bactérie.

Les interventions sur le secteur marin constituent une part importante de l'activité, elles seront poursuivies, que ce soit la gestion directe par l'OEC d'espaces protégés, comme la réserve des Bucchi di Bunifaziu, mais aussi la conduite des missions relatives à l'extension de la réserve de Scandula, et la participation de l'OEC à la gestion du parc marin di u capu corsu.

Une nouvelle convention devra être élaborée liant l'OEC et le Parc Naturel Régional de Corse, dont le renouvellement de la charte, lui permettant de retrouver le label de parc naturel régional, doit aboutir dans les prochains mois.

Protection des espaces naturels sensibles

1) Missions

La CdC a la compétence de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels et de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion, d'ouverture au public des ENS, boisés ou non. Cette politique s'inscrit dans le cadre global de mise en cohérence, de

valorisation et de prospective de l'action de la Collectivité de Corse en matière de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie.

Elle est conduite au travers des principes du développement durable et a pour but de concilier et de répondre principalement à deux objectifs :

- développer une action territorialisée et cohérente de protection des habitats, de la faune, de la flore et des paysages ainsi que de mise en valeur des sites et des milieux fragiles et menacés ;
- aménager et ouvrir ces sites au public et développer à son profit une politique d'animation à visée éducative sur les problématiques de protection de l'environnement.

Ainsi, la CdC, par ses actions, contribue à améliorer le fonctionnement et l'attractivité des territoires et crée de la richesse : elle optimise les services rendus, qu'ils soient directs aux usagers des sites (offres de loisirs et touristique : sentiers, découvertes du patrimoine naturel, sports de plein air, chasse, pêche...) ou indirects (maintien des paysages, des zones humides tampon prévenant les inondations, des réserves de biodiversité).

En étroite collaboration et en complémentarité avec les offices et agences et avec ses nombreux partenaires, les intercommunalités, les communes, le Conservatoire du Littoral ou encore le PNRC, la CdC entend poursuivre et développer cette politique de protection notamment par l'accroissement d'espaces protégés et gérés (Réserves Naturelles, ENS, Grands Sites...) et par la constitution d'un réseau de sites labellisés ENS.

Ainsi, cette politique en faveur des Espaces Naturels et de la préservation de la biodiversité, menée en application du PADDUC, porte sur les actions suivantes :

- protection (voire requalification si nécessaire), aménagement, gestion, valorisation et ouverture au public des espaces naturels sensibles ;
- préservation du patrimoine naturel (biodiversité) et confortement de la trame verte et bleue (continuités écologiques) ;
- préservation des paysages ;
- contribution à la valorisation des patrimoines culturels et bâtis présents sur ces espaces ;
- éducation à l'environnement des différents publics, notamment scolaires ;
- préservation et aide au développement d'une activité agricole diversifiée, durable et respectueuse de l'environnement ;
- contribution en structurant et équipant le territoire au développement des usages récréatifs et touristiques de pleine nature tout en sensibilisant les usagers à la protection et au respect de celle-ci.

La Collectivité de Corse s'appuie pour la mise en œuvre de cette politique sur différents outils.

- L'outil juridique : le droit de préemption.

Cet outil facilite l'acquisition et donc la maîtrise foncière des sites à protéger. Le droit de préemption peut être directement exercé par la Collectivité de Corse, ou, par substitution, par le Conservatoire du Littoral, voire les communes.

- L'outil financier : la part de la taxe d'aménagement destinée à financer les ENS.

Cet outil contribue au financement de l'acquisition, de l'aménagement et de la gestion des sites et itinéraires. Les deux départements de Haute-Corse et de Corse du Sud avaient institué une part départementale de la taxe d'aménagement destinée à financer les ENS conformément aux conditions définies à l'article L 331-3 du Code de l'urbanisme, et fixé un taux de 2,5 %.

- Les outils contractuels

Ils permettent l'aménagement et la gestion des ENS, l'éco-éducation des publics, l'amélioration des connaissances et le cofinancement des programmes. De nombreux partenariats ont ainsi été noués, notamment, pour les plus importants avec le Conservatoire du Littoral, l'Office de l'Environnement de la Corse, l'Etat (pour l'animation des sites Natura 2000 par exemple), les programmes européens ou l'Université de Corse...

- **Les outils opérationnels**

Les dispositifs des gardes du littoral (service Espaces Naturels Sensibles et service des terrains côtiers) et du service de la Réserve Naturelle de l'étang de Biguglia assurent la gestion quotidienne des ENS, qu'ils soient propriété de la Collectivité de Corse ou du Conservatoire du Littoral. Les animateurs Natura 2000 et éco-éducateurs portent les actions de sensibilisation de la population aux questions environnementales et au développement durable.

2) Enjeux

La Corse dispose d'un patrimoine naturel d'exception, encore préservé mais particulièrement fragile. La pression urbanistique, notamment sur le littoral, celle des activités humaines, le réchauffement climatique ne font que croître : ils font ainsi peser une menace grandissante sur le patrimoine écologique particulièrement riche de la Corse.

L'ambition portée par la Collectivité de Corse est de pérenniser la qualité des paysages et des écosystèmes, de minimiser l'artificialisation des milieux naturels, d'associer la protection de ceux-ci à la création de valeur durable et de constituer un réseau de sites naturels en bon état, valorisés et ouverts au public concernant la totalité du territoire de l'île.

Une politique forte de protection du patrimoine environnemental et donc des ENS, dans l'optique d'un développement durable, est donc jugée nécessaire. La poursuite de la sauvegarde et de la mise en valeur des ENS apparaît de ce fait essentielle au regard des bénéfices qu'elle représente pour les générations présentes et futures.

Pour la mise en place de cette politique visant à la préservation et la valorisation de sites labellisés ENS, adaptées aux enjeux et aux territoires, la Collectivité de Corse confirme donc son engagement au côté du Conservatoire du Littoral. La création de nouvelles zones de préemption et la poursuite du partenariat et du conventionnement, avec le Conservatoire du Littoral et ses autres partenaires, tant pour l'aménagement que pour la gestion des sites, sont donc proposées.

3) Perspectives

Cette politique doit permettre :

- Le renforcement de la maîtrise foncière des sites à protéger :
 - par l'élaboration d'un Schéma Territorial des Espaces Naturels Sensibles (STENS) qui doit déterminer les sites ENS dits d'intérêt régional (devant constituer à terme un réseau) et donc les objectifs prioritaires, notamment en matière d'acquisition
 - par la mise en place de nouvelles zones de préemption, correspondant aux sites sélectionnés au STENS restant à acquérir
 - par l'acquisition soit par le Conservatoire du Littoral, soit par la Collectivité de Corse voire les communes des parcelles concernées
- L'aménagement (si nécessaire) des sites pour en permettre tout à la fois la préservation, la gestion et l'ouverture au public.
- L'organisation d'une gestion efficace de ces sites, assurée soit en régie, soit au travers de partenariats

- La coordination et le développement d'actions d'éducation à l'environnement à destination des scolaires et du grand public dans le cadre d'une valorisation pédagogique des sites ENS gérés par la Collectivité de Corse
- L'appui aux communes ou intercommunalités désireuses de porter des opérations « grands sites »

En application de cette politique et dans le cadre global de mise en cohérence, de valorisation et de prospective de l'action de la Collectivité de Corse en matière de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie, les services « Espaces Naturels Sensibles », des terrains côtiers et de la Réserve Naturelle de l'étang de Biguglia conduisent d'une part des actions récurrentes, et d'autre part de nouveaux projets ou actions.

4) Actions récurrentes

Gestion et mise en œuvre des actions de protection, d'entretien et de mise en valeur des espaces naturels sensibles du territoire

Les espaces naturels concernés sont soit propriété de la Collectivité de Corse (23 sites couvrent 5089 ha), soit propriété du Conservatoire du littoral (77 sites couvrent 19568 ha). Ces actions, en grande partie mises en œuvre en régie par les gardes du littoral et par les agents de la Réserve Naturelle, sont menées notamment en application des conventions de partenariat passées avec le Conservatoire du Littoral pour la gestion de ses sites et le cofinancement de leur aménagement.

Il est proposé de renouveler ou de poursuivre ces conventions comme les différentes conventions de gestion avec les partenaires qui en découlent :

- la convention passée avec l'OEC pour lui déléguer la gestion des sites de l'extrême sud avec l'attribution de subventions annuelles de fonctionnement et d'investissement ainsi que la mise à disposition de trois agents gardes du littoral ;
- la convention passée avec le Syndicat ELISA pour la gestion partagée des sites du Sartenais ;
- les conventions de gestion avec les communes de Galeria, (site de l'embouchure du Fango), de Belgudè (site de Lozari), de Centuri, Ersu, Ruglianu (Cap Corse) ;
- les conventions passées avec le Conservatoire du Littoral et différents locataires.

L'attribution de ces différentes subventions doit être poursuivie pour conforter la gestion des surfaces protégées et aménagées qui ont vocation à s'accroître. Concernant les actions du service de la Réserve Naturelle de l'étang de Biguglia, elles s'inscrivent dans la continuité des programmes initiés les années précédentes et issus des documents de planification que sont le plan de gestion III et les Documents d'Objectifs Natura 2000.

Il est proposé pour 2018 :

- une étude relative aux flux polluants issus du bassin versant. Cette étude est menée dans le cadre du programme européen INTERREG IFM 2014-2020 et de la coopération autour de la gouvernance des lagunes, au titre du programme RETRALAG ;
- une notice d'incidence relative à la démoistification et une étude sur les effets écologiques potentiels des traitements au Bti sur l'écosystème ;
- une étude sur l'évaluation du stock de poissons présents dans l'étang, étude nécessaire et préalable à l'élaboration du plan de gestion piscicole qu'il convient de renouveler ;
- les suivis des produits phyto sanitaires au niveau des canaux de drainage de la RN et du phytoplancton nécessaires à la qualité de l'eau et à la veille sanitaire du milieu lagunaire ;
- le suivi de la qualité des eaux par le laboratoire d'écologie, implanté au sein de l'écomusée du fortin ;
- la poursuite de l'aménagement du parc de Fornagina avec la création d'un arboretum ;
- le développement d'actions et de supports pédagogiques pour le grand public et les scolaires ;

- l'entretien et la surveillance des espaces naturels ;
- le renforcement de la signalétique aux abords de l'écomusée.

Contribution à la gestion des sites Natura 2000

La Collectivité de Corse intervient pour l'animation et la gestion de sites Natura 2000, pourvus ou non de documents d'objectifs. Ces animations, contractualisées avec l'Etat, doivent permettre d'organiser et faciliter la mise en œuvre, par différents acteurs, des actions prévues aux DOCOB relatifs à ces sites. Il est proposé de poursuivre ces animations par le renouvellement du partenariat avec l'Etat d'autant qu'il permet d'obtenir le cofinancement d'actions menées en régie par nos agents.

Contribution à la gestion du Grand Site de France « Iles Sanguinaires et Pointe de la Parata »

La Collectivité fait partie avec la commune d'Aiacciu et la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien du syndicat mixte mis en place pour la préservation, la gestion, l'aménagement et la mise en valeur du Grand Site, maintenant labellisé.

Le syndicat va solliciter une participation de chacune des collectivités pour son budget de fonctionnement 2018 d'un montant de 200 000 euros, conformément aux nouveaux statuts. Il ne devrait pas y avoir de sollicitation sur cet exercice en crédits d'investissement.

Les priorités devraient porter cette année sur la sécurisation de la Tour de la Parata et la réalisation d'une étude paysagère visant notamment la re-végétalisation de certains espaces, la signalétique, le type de clôtures et de mobilier à installer pour guider le public la mise en valeur de la Tour...

Aménagement des sites littoraux

Poursuite en 2018, voire finalisation de l'aménagement, sous maîtrise d'ouvrage de la CdC des sites de Cupabia (Coti-Chjavari) et de Capitellu (Grussetu). En co-maîtrise d'ouvrage avec le Conservatoire du littoral, les sites de Capo Rosso (Piana) et de Caspiu - Gradelle - Miserinu (Partinellu). Sous maîtrise d'ouvrage du Conservatoire du Littoral, les sites de Testa-Vintilegna, (Munacia d'Auddè – Bunifaziu), Fortin de Girolata (Osani), Capo Laurosù (Prupia), Senetosa (Sartè).

Actions d'éducation à l'environnement

Ces actions, à destination des scolaires et du grand public sont organisées dans le cadre d'une valorisation pédagogique des sites Espaces Naturels Sensibles (ENS) gérés par la Collectivité de Corse. Des animations nature gratuites et à thèmes et en lien avec des projets pédagogiques sont ainsi proposées et font l'objet de programmes annuels concertés avec l'éducation nationale.

5) Orientations 2018

Aménagement des sites Espaces Naturels Sensibles propriétés de la Collectivité de Corse

Il est proposé le lancement des études et des maîtrises d'œuvres relatives aux sites des deux églises de Carghese, de la forêt territoriale de Conca (projet d'aménagement forestier en cours de finalisation avec l'ONF) et de Coti Chjavari

Aménagement des sites Espaces Naturels Sensibles propriétés du Conservatoire du Littoral

En application du programme pluriannuel concerté avec le Conservatoire du Littoral, sont prévus, au titre de 2018, les aménagements du Ricantu (Aiacciu), Puntiglione (Carghjese) et Capicciolu (Bunifaziu).

Mise en place du Syndicat Mixte pour la gestion du Grand Site de la Conca d'Oru

Le site ayant été labellisé « Grand Site de France », il convient maintenant de mettre en place le syndicat mixte de gestion regroupant les six communes de San Fiorenzu, Feringule, Barbaghju, Oletta, Poghiu d'Oletta et Patrimoniu, la communauté de communes de la Conca d'Oru, et la Collectivité de Corse. Le projet de budget du syndicat, qui reste à confirmer, envisage en fonctionnement une participation de la Collectivité de Corse à hauteur de 310 000 euros (80% du montant total). 200 000 euros sont envisagés en investissement avec des cofinancements à répartir au cas par cas.

Initiation de l'élaboration d'un Schéma Territorial des Espaces Naturels Sensibles

Il est proposé d'initier un schéma territorial des ENS (STENS), outil prospectif de la politique de la Collectivité en matière d'Espaces Naturels Sensibles, visant à fixer les grandes orientations sur un moyen, long terme (10-15 ans), en cohérence avec le PADDUC.

Les objectifs généraux sont de :

- poursuivre et rendre plus lisible la politique ENS en confortant les acquisitions à réaliser ou celles déjà réalisées et permettre une gestion et une valorisation cohérentes des sites ;
- préciser les interventions sur un patrimoine naturel à protéger, à gérer et à ouvrir au public basé sur un réseau de sites identifiés labellisés ENS et permettant de satisfaire aux enjeux du développement durable ;
- maîtriser le coût de cette politique ;
- permettre la programmation pluriannuelle des actions en précisant les priorités et les principes d'intervention retenus en rapport avec les orientations décidées en amont par la Collectivité.

Protection des milieux aquatiques

La politique de gestion des milieux aquatiques repose sur un socle de compétences hérité des Départements et consolidé depuis par la loi NOTRe, à savoir l'appui au développement des territoires ruraux, la solidarité territoriale, ainsi que la compétence en matière d'espaces naturels sensibles. Cette politique a pour but de renforcer la dimension stratégique tout particulièrement en termes d'intérêt général, de développement et d'attractivité de nos territoires, d'assistance aux collectivités locales et de développement durable, en privilégiant une logique de projet territorial sur une logique "équipementière" au sein de démarches globales et concertées.

Les missions associées sont l'amélioration de la connaissance et l'évaluation de la mise en œuvre opérationnelle de cette politique, l'assistance technique aux collectivités locales (GEMAPI), l'expérimentation sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité de Corse, la recherche et le développement de partenariats et de réseaux professionnels, l'information, la sensibilisation et la promotion de la politique régionale.

La collectivité de Corse est désormais à même d'établir et de faire vivre un lien entre la protection de la ressource et des milieux aquatiques, la lutte contre les inondations, l'assainissement des eaux usées, l'appui aux investissements des collectivités, le développement économique et l'accès à l'eau pour les plus démunis.

1) Echéances

L'étang de Tanchiccia et la zone humide de Pistigliolu

Ce site est inventorié au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et intégré au réseau Natura 2000 ainsi qu'aux espaces remarquables du littoral, il constitue un Espace Naturel Sensible. Le plan d'eau de l'étang de Tanchiccia est propriété de la CdC (ex- département 2A).

La Collectivité de Corse qui assure la gestion et la mise en valeur de ces sites aura pour objectif de préserver sa richesse écologique, faunistique et floristique à travers un plan pluriannuel (10 ans) de restauration et d'entretien et de permettre sa découverte au public via des aménagements permettant d'en faire un pôle d'animation majeure pour la région ainsi qu'un centre de ressources scientifiques et documentaires.

Programme « A la reconquête du Taravu »

La collectivité est engagée dans un projet ambitieux visant à reconquérir et valoriser le patrimoine naturel du bassin versant du Taravu. A ce titre, elle a décidé d'inscrire ce territoire en tant que site pilote dans le but de promouvoir la gestion et la valorisation des milieux aquatiques dans le cadre d'un projet territorial de développement durable de la vallée souhaité par les élus locaux.

Un programme d'actions est mené depuis de nombreuses années, il concerne: la gestion des déchets carnés, la lutte contre la renouée du japon (qui fait partie des 100 espèces les plus envahissantes au monde), le suivi des préconisations définies dans le schéma d'assainissement réalisé sur l'ensemble du bassin versant, la réalisation du programme label « Site Rivières Sauvage » et la mise en œuvre du plan pluriannuel de travaux de restauration, d'entretien et de valorisation du fleuve.

Ingénierie territoriale GEMAPI

En 2018, l'assistance technique apportée aux collectivités locales devra se poursuivre. A moyen terme, cette assistance devra être étendue à l'ensemble de la région corse, ce qui nécessitera la mobilisation de moyen humain compétent dans le domaine.

Espaces de pleine nature

La variété des paysages présents en Corse en fait par excellence le territoire de toutes les activités de pleine nature. Véritable phénomène de société, ces pratiques inventent de nouveaux modes de fréquentation des sites naturels ruraux ou forestiers, montagnards ou citadins.

Pratiquées par un nombre croissant de personnes, les activités de pleine nature représentent à la fois une composante essentielle des politiques publiques d'aménagement et de développement des territoires et également un moyen de rééquilibrage territorial en rapprochant les logiques citadines et rurales. Plus qu'un loisir, elles constituent aujourd'hui un véritable levier de développement des territoires en s'appuyant sur la prise en compte des dimensions sociale, économique et environnementale.

La mise en place d'une politique dédiée aux espaces et sites de pleine nature doit être appréhendée dans une démarche globale permettant ainsi de répondre à différents enjeux :

- l'utilisation des espaces et sites de pleine nature devient un levier économique directement au travers de la pratique des activités de pleine nature ou bien indirectement au travers des activités et structures présentes sur les territoires (artisanat, commerces, hébergements,...).
- la mise en place et la structuration d'animation des milieux au travers des activités de pleine nature conduit à valoriser les potentialités des territoires mais également à faciliter les échanges entre les pratiquants et la population résidente. La mise en œuvre d'actions

doit prendre en compte la composante environnementale afin de ne pas dégrader les espaces et milieux traversés et ainsi respecter les principes de développement durable.

- la pleine nature, intégrée dans une logique dynamique peut devenir un outil de revitalisation du milieu rural et contribuer au maintien des populations à travers l'offre de services au public engendrée.
- la structuration d'espaces et sites de pleine nature permet de créer une dynamique au sein des territoires en lien et en coordination avec les dispositifs existants (médiathèques, relais lecture, pôles d'animations,...) et les actions menées par les différents services en faveur du public.

La mise en œuvre d'une démarche volontariste en matière de développement des Espaces et Sites de Pleine Nature doit s'appuyer sur trois orientations majeures et entend se réaliser à différentes échéances en tenant compte des actions déjà menées dans le domaine :

La structuration et le développement des Espaces et Sites de Pleine Nature

Le premier axe d'intervention en matière d'activités de pleine nature à ce jour concerne de manière prédominante la pratique de la randonnée pédestre et son organisation au travers d'un Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) mis en place par les départements. Il convient tout d'abord de mettre en cohérence les actions relatives à la randonnée pédestre sur les deux anciens départements (PDIPR2A et 2B). En complément de la randonnée pédestre, il conviendra de compléter l'offre en matière d'activités de pleine nature sur les territoires en s'appuyant à moyen terme sur les activités pouvant utiliser les mêmes espaces que la randonnée pédestre (équestre et VTT) puis à plus long terme de l'étendre à l'ensemble de la pleine nature.

Cette structuration devra s'appuyer sur un ou plusieurs schémas territorial(aux) des Espaces et Sites de Pleine Nature sur la base de diagnostics et la définition d'orientations réglementaires qui permettront à terme de pérenniser l'offre proposée. La mise en place sur les territoires de ces orientations s'appuiera sur des structures et dispositifs structurants existants.

Gestion et aménagement des Espaces et Sites de Pleine Nature

Il convient en premier lieu de garantir la continuité des actions dans le domaine des activités de pleine nature menées jusqu'ici par les départements.

A titre d'exemple, on peut citer notamment la réalisation d'un programme d'aménagement et de mise en valeur des sentiers de randonnée pédestre en Corse du Sud à hauteur de 2.500.000 euros pour l'année 2018, comportant notamment des travaux d'aménagement, de mise en valeur et de sécurisation des sentiers de randonnée, la réalisation de passerelles non carrossables sur les sentiers de randonnée, la mise en place de panneaux patrimoniaux et directionnels sur les sentiers de randonnée dans le cadre du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées de la Corse du Sud.

Mise en valeur des territoires au travers des Espaces et Sites de Pleine Nature

La pérennisation de ces actions au niveau des territoires ne pourra être effective sans l'encadrement de la gestion de ces espaces mais également sur leur mise en valeur notamment au travers d'une dynamique d'animation et d'information en utilisant notamment les nouvelles technologies.

Sur la base d'une structuration concertée des espaces et sites de pleine nature, il consistera à faire connaître les atouts des territoires en matière de pleine nature et de permettre une

diffusion la plus large possible au travers des infrastructures et dispositifs déjà existants. Des espaces d'échanges et de rencontre pourront être également créés en faveur des acteurs de la pleine nature et du tourisme rural afin de développer et de mettre en œuvre des projets de territoire.

Axe stratégique n°4 : Enseignement, langue corse, formation et culture

Objet : Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire

L'axe stratégique se décline selon les missions suivantes :

ELEVER NIVEAU RICHESSES RESSOURCES TERRITOIRE	N41	Enseignement et recherche	N411	Enseignement sup. recherche diffusion
			N412	Enseignement primaire et secondaire
	N42	Formation professionnelle Apprentissage	N421	Formation professionnelle apprentissage
	N43	Langue corse	N431	Langue corse
	N44	Culture et patrimoine	N441	Patrimoine
			N442	Culture
			N443	Musées archives, BDP, CC, et FRAC
	N45	Sport et jeunesse	N451	Sports
			N452	Jeunesse

A. Bâtiments d'enseignement**1. Université de Corse**

Concernant l'Université de Corse, l'année 2018 verra la Collectivité de Corse poursuivre son soutien financier aux opérations sous maîtrise d'ouvrage de l'Université : le bâtiment UMR Lisa en cours de travaux, la réhabilitation du bâtiment ALBERTI et l'UFR de Droit en cours d'études.

Par ailleurs, le concours d'architecture concernant l'extension de l'IUT et la construction de l'école d'ingénieur Paolitech (opérations sous maîtrise d'ouvrage Collectivité de Corse) pourra être lancée dès la finalisation du programme avec l'Université et son approbation par l'Assemblée de Corse.

L'ensemble de ces opérations fait l'objet d'un cofinancement soit au titre du CPER, soit au titre du PEI.

2. Collèges et lycées

Concernant les collèges et les lycées (Établissements Publics Locaux d'Enseignement, EPLE), l'année 2018 verra l'achèvement des travaux de construction du collège du Stilettu (livraison prévue en décembre 2018) et les travaux de rénovation de l'internat du lycée agricole du Rizzanese (livraison intervenue en février 2018).

Par ailleurs, la Collectivité de Corse poursuivra les principales opérations en cours dans les établissements suivants : CT Montesoru, Lycée de Balagne, LMA J. Faggianelli, CS Fesch, LP Jules Antonini, CEA de Borgu, Collège S. Vinciguerra, Collège de Baleone.

Enfin, les travaux récurrents d'entretien, de maintenance et de sécurité des EPLE seront poursuivis dans des conditions d'organisation administrative cherchant à garantir une réactivité encore mieux assurée. Dans un contexte géostratégique imposant une vigilance accrue en matière de sécurité, l'accent sera mis en 2018 sur la poursuite des travaux de

sécurisation des EPLE, dans le cadre du plan Vigipirate, ainsi que sur les opérations de mise en accessibilité liées à l'AdAP (**Agendas D'Accessibilité Programmée**, CS Corti, CS Laetitia), conformément à la logique d'égalité et de solidarité qui est au cœur de nos choix politiques.

B. Enseignement secondaire

L'action « Enseignement secondaire » programme les dépenses obligatoires pour le fonctionnement des lycées et collèges publics, ainsi que les établissements privés sous contrat dans les limites prévues par la réglementation. Elle s'inscrit dans le cadre des compétences obligatoires de la Collectivité de Corse en matière d'équipement des établissements scolaires et des compétences transférées en matière d'action culturelle en milieu scolaire du second degré et de dispositifs conventionnels.

En matière de fonctionnement et d'équipement des lycées et collèges les principales actions de la Collectivité sont représentées par la dotation annuelle de fonctionnement des établissements d'enseignement public du second degré, la prise en charge de la part employeur des contrats aidés recrutés par les Établissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) sur des fonctions ouvrières et de service, la prise en charge obligatoire des forfaits d'externat (part matériel et part personnel), l'équipement courant, le mobilier, l'équipement technique et scientifique des établissements publics, mais aussi les établissements privés sous contrat d'association avec l'État dans les limites prévues par la loi et enfin la continuité du plan numérique (tablettes numériques pour les élèves du collège).

En matière d'actions éducatives, la Collectivité continuera à mener et amplifiera sa politique volontariste en faveur de l'ouverture des établissements d'enseignement du second degré sur l'extérieur, la mobilité des élèves, leur accès à la culture et à la pratique artistique.

Elle interviendra également de façon renforcée au titre de la lutte contre le décrochage scolaire en soutenant des dispositifs d'aide aux devoirs et d'accompagnement scolaire, et en expérimentant des mesures nouvelles (« Pattu per a ghjuventù »). Elle participera à l'effort d'amélioration de l'information des élèves pour une orientation réussie. Elle apportera enfin une aide à l'acquisition des manuels et des premiers équipements techniques pour les lycéens.

Au-delà des compétences obligatoires imposées par la loi, il est précisé que ces propositions d'orientations budgétaires sont issues également d'un dialogue de gestion renforcé avec les EPLE afin d'affiner au mieux les besoins de chaque établissement.

Celui-ci devrait s'accroître par le biais du renouvellement en 2018 des conventions d'objectifs et de moyens liant la Collectivité de Corse et les EPLE.

C. Enseignement supérieur et recherche

En matière de formation initiale, formation continue et formation en alternance la Collectivité de Corse aura en charge :

- d'assumer pleinement ses compétences en matière de financement d'équipement, d'entretien et de construction des établissements d'enseignement supérieur tout en poursuivant la mise en œuvre de la carte de l'enseignement post-bac articulée et en résonance avec les acteurs du développement. La convention tripartite État/CTC/Université de Corse 2013/2017 s'achève et devra être renouvelée ;
- de poursuivre la politique régionale concertée avec l'État en matière d'offre de formation en apprentissage. Ainsi, l'apprentissage dans le supérieur qui se concrétise par 7 conventions avec les centres de formation verra de nouvelles ouvertures de sections en 2018. À la rentrée 2018, en cours d'instruction, l'ouverture d'un CFA dans le domaine du social est programmée.
- de maintenir les primes versées aux employeurs d'apprentis dont le montant est compensé par l'État ;

- de maintenir l'offre de Formation Professionnelle Continue du supérieur et améliorer la lisibilité de celle-ci sur les principaux bassins d'emplois de l'île, pour un montant identique à l'exercice précédent.

En matière de formations sanitaires et sociales et ce depuis la loi de transfert de 2004, la Collectivité de Corse a la compétence pour financer les formations qu'elle agréé dans ce champ. Elle poursuivra donc le financement des deux IFSI (Institut de Formation des métiers de la Santé) et des trois formations de l'IFRTS (Institut Corse de Formation et recherche en travail social, médico-social et sanitaire). Les dotations du fonctionnement des IFSI seront majorées afin de prendre en compte des améliorations liées aux formations.

Conformément au **Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur**, de la Recherche et de l'innovation (SRESRI), le schéma d'aide à la vie étudiante sera repensé en fonction de la mutualisation des aides des anciens Conseils Départementaux et des pistes déterminées dans le SRESRI, ainsi que dans le cadre des consultations menées au titre du « Pattu per a Ghuventù ».

En matière de recherche et de diffusions scientifiques, le budget 2018 se veut maîtrisé, car il s'inscrit dans un ensemble de réformes découlant notamment de la mise en œuvre de la nouvelle Collectivité de Corse. Il doit permettre un développement cohérent et structuré tant de la recherche que de la diffusion des savoirs, et ce, adossé à une réalité financière pluriannuelle.

Les dispositifs « doctorant et post-doctorant » étant aujourd'hui épuisés, tant pour l'Université de Corse que pour l'INRA de Corse, il convient de redéfinir et de mettre en œuvre une nouvelle période de contractualisation, tout en prenant en considération l'nécessaire montée en puissance des dispositifs. De plus la Collectivité de Corse souhaite également disposer d'un mécanisme d'allocation doctorale territoriale afin d'accompagner la transformation des politiques publiques et de contribuer ainsi à l'innovation territoriale, qui est le véritable enjeu pour la Collectivité de Corse, et plus globalement les collectivités locales.

Concernant les plateformes de recherche et d'expérimentation et les projets structurants, l'objectif est de garantir un maintien en condition opérationnelle des plateformes de recherche et d'expérimentation, mais également les projets structurants de recherche et de diffusion. Des contrats territoriaux d'objectifs, de moyens et de performance seront conclus à cet effet.

Concernant la diffusion des savoirs, si les objectifs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont consisté à développer la qualité et à renforcer la lisibilité du dispositif national, la Collectivité de Corse s'est toujours attachée, après en avoir favorisé sa promotion, à approfondir la démocratisation territoriale de l'accès à la culture scientifique et de rendre accessible cette culture scientifique en impliquant tous les acteurs de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) et le public dans sa globalité, dans une dynamique de réseau, en prenant bien évidemment en considération les spécificités du territoire. La Collectivité de Corse souhaite développer un dispositif dédié, autour des axes suivants :

- « Mise en réseau des acteurs de la CSTI »,
- « Projets diffusion des savoirs « SAPè » »,
- « Ateliers scientifiques »,
- « Centre de Ressources Scientifiques ».

Enfin cette année 2018, qui représente le début d'une nouvelle période de contractualisation, sera caractérisée par l'élaboration de la nouvelle convention tripartite avec l'État et l'Université de Corse, convention qui devra prendre en considération un certain nombre de coûts supplémentaires découlant de la période précédente (CDD recherche...).

D. Formation professionnelle continue

La Collectivité de Corse dispose de compétences élargies en matière de formation professionnelle, d'apprentissage et d'orientation. L'objectif poursuivi dans le cadre de ses missions est de mettre en place les conditions d'un développement cohérent et efficace de l'ensemble des dispositifs de formation, favorisant la qualification et le développement des compétences de l'ensemble des publics. Au cours de l'année 2018, la Collectivité de Corse devra assurer la mise en œuvre du contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) afin de mettre en cohérence les politiques d'emploi de formation et d'orientation sur l'ensemble du territoire. Une généralisation de la mise en place de modules de langue corse sera mise en œuvre dans tous les dispositifs de formation avec des expérimentations de sections de formation bilingues.

Dans le domaine de l'apprentissage, elle définira la carte des formations en autorisant la création ou le renouvellement des centres de formation d'apprentis et les ouvertures et fermetures de sections d'apprentissage. Elle interviendra dans le fonctionnement des centres de formation d'apprentis en complémentarité de la taxe d'apprentissage. Elle participera également à leur équipement de centres de formation d'apprentis et versera des aides aux employeurs d'apprentis pour le recrutement et l'effort de formation.

La Collectivité de Corse développera des actions destinées à dynamiser l'apprentissage, mais aussi des actions d'accompagnement, de suivi et de soutien aux apprentis, notamment par la mise en place de développeurs de l'apprentissage et d'aides personnalisées aux apprentis. Dans le domaine de la formation professionnelle des demandeurs d'emploi, la Collectivité de Corse mobilisera les moyens de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) dont elle arrêtera le programme de formation et les opérations d'équipement, et organisera, en complément, par le biais d'une commande publique, un programme de formation destiné aux demandeurs d'emploi. Dans la continuité du plan « 1 000 000 » défini par l'État, elle mettra en œuvre le Plan d'Investissement Compétences (PIC).

La Collectivité de Corse développera à destination des détenus, un programme d'actions de formation dans les différents établissements de détention de l'île.

Dans le secteur des formations sanitaires et sociales, elle agréera les Instituts et centres de formation et prendra en charge leur fonctionnement, elle attribuera des bourses aux élèves. Des actions d'accompagnement et de soutien destinées à lever les freins à la formation seront également mises en place à destination des publics en formation, notamment une aide à la mobilité.

Dans le domaine du développement des compétences dans les entreprises, notre collectivité interviendra de manière volontariste en partenariat avec les branches professionnelles, afin de renforcer la formation professionnelle des actifs en emploi, salariés et chefs d'entreprises. Dans le cadre de l'accompagnement aux projets stratégiques définis par la Collectivité un accompagnement sera envisagé par l'adaptation de la carte des formations.

L'orientation professionnelle, compétence nouvellement transférée par l'État, constituera un axe fort de l'action de la Collectivité de Corse. À ce titre elle organisera et coordonnera service public territorial de l'orientation. Dans le cadre de cette compétence, la Collectivité de Corse ouvrira un portail numérique dédié, à destination du grand public et des professionnels. Il proposera une offre de service dématérialisée, riche en contenu afin de permettre à tous de disposer d'informations utiles à la construction de projets professionnels.

La Collectivité de Corse organisera dans le cadre de la lutte contre le décrochage, le réseau des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs. Elle travaillera à l'organisation du dispositif de validation des acquis de l'expérience.

E. Langue corse

Afin de mettre en œuvre le plan Lingua 2020, la Direction Langue Corse a structuré son action autour de deux grands domaines d'intervention : Éducation/Formation et Diffusion/Société. Après le constat de la situation linguistique et l'évaluation de la politique linguistique de la Collectivité de Corse ces cinq dernières années, deux objectifs généraux ont été définis. D'une part, l'amélioration de la pratique linguistique chez les apprenants, notamment en développant et généralisant les dispositifs d'apprentissage par immersion et d'autre part l'accroissement de la présence de langue corse dans la société, notamment avec la mise en place d'un accompagnement pour les collectivités publiques. Bien entendu les actions déjà engagées ou soutenues les années précédentes par la direction et concourant à atteindre les deux objectifs précités seront à reconduire voire à améliorer.

Un effort exceptionnel devra être consenti dans le domaine de la petite-enfance, de la crèche à l'entrée au primaire.

1. Education et formation linguistique

✓ L'immersion dans l'enseignement

Dans le prolongement de la convention Éducation découlant de la planification prévue par le plan Lingua 2020 et du CPER adopté le 30 octobre 2015, l'objectif est de développer la pratique de l'immersion en maternelle en se fixant comme objectif la généralisation de l'immersion en maternelle dans 3 ans. À cet effet des dispositifs pédagogiques appropriés et innovants devront être proposés aux enseignants (ex : une formation spécifique pour l'immersion à l'école – en redéployant une partie des crédits du GPDPF premier degré) ; prévoir le coût de la formation systématique des ATSEM présentes dans les écoles immersives. Afin de pouvoir proposer une offre pertinente sur le territoire, les centres d'immersion permettant l'accueil d'élèves sur de longs séjours (ex. : Savaghju, Bastelica) devront être renforcés. Tout d'abord en sollicitant une AMO pour optimiser les moyens consacrés. La création de trois nouveaux centres figure dans le Schéma de Massif (900 k€). Enfin, le développement de centres d'accueil à la journée (comme cela se fait sur Bastia) est lui aussi à encourager.

✓ Amélioration de la pratique linguistique dans l'enseignement

Nous entendons poursuivre le Plan Exceptionnel de Formation des enseignants du premier degré, qu'il conviendra de réévaluer en termes de moyens. Pour le second degré dans lequel les filières bilingues connaissent un coup d'arrêt, un grand plan de formation similaire a été un temps envisagé, mais les conditions de réalisation et les effectifs d'élèves en filières bilingues nous ont amenés à revoir cette proposition. Ainsi pour le second degré seront élaborés et mis en œuvre des contrats d'objectifs (3 ans) tripartite Collectivité de Corse-Etat-Collèges bilingues. Ces dispositifs devraient permettre de fixer un projet linguistique sur 3 ans pour un établissement et peut-être consolider les filières bilingues.

✓ Amélioration de la pratique : formations pour adultes

Les actions devant conduire à l'amplification de la stratégie de certification des adultes devront être reconduites et renforcées : actions de formation et de certification des adultes par appels d'offres ; soutien aux formations d'adultes sur les territoires ; certification des apprenants ; actions en immersion.

Le dernier volet, est celui de l'élaboration et la promotion d'outils linguistiques, sous toutes leurs formes (livres, audiovisuel, etc.) et principalement dans le domaine des nouvelles technologies numériques.

1. Diffusion sociétale

✓ L'amélioration et la normalisation de la pratique dans la société

Le problème de l'accompagnement et notamment pour les collectivités, demeure essentielle. Aussi, une solution envisagée est la création de « brigades linguistiques » dépendant de la Collectivité de Corse. L'idée étant de constituer un corps d'animateurs linguistiques à partir des intervenants LCC présents dans les écoles du premier degré. Ceux-ci quand ils ne seraient

pas à l'école interviendraient prioritairement pour la formation des auxiliaires de puériculture dans les crèches et seraient une aide à l'accompagnement des collectivités dans l'intégration systématique de la langue corse (aide à la traduction, rédaction de documents, etc.) L'accompagnement des collectivités dans l'intégration de la langue corse, en particulier par le biais d'une nouvelle charte de la langue corse : « u Pattu Lingua Corsa ». Ce dispositif devra prendre en charge la participation financière à : une formation ciblée des agents ; des frais de traduction de documents ; et des coûts de signalétique ou de tout équipement linguistique. Dans cette optique sera également entreprise une recherche de mise à disposition d'outils d'accompagnement (ex. : kit clé USB avec lexiques administratifs, généralités sur la langue, toponymes en Corse, etc.).

✓ **L'immersion dans la société**

Un appel à projets type « Case di a Lingua » est envisagé par territoire pertinent. Chaque projet devra répondre à un cahier des charges précis et proposer des actions en immersion au public (cours pour adultes ; activités sportives, culturelles, etc.)

✓ **La promotion de la langue corse**

Bien que soient reconduites les conventions du plan « Media & Lingua Corsa », afin d'amplifier la diffusion sociétale et améliorer la visibilité de la Langue Corse, est envisagée la planification d'actions d'envergure de plusieurs formes : une grande campagne de communication sur la thématique de « a lingua di tutti, a lingua per tutti » ; une nouvelle charte « u pattu lingua corsa » ; toutes les actions déjà engagées et reconduites annuellement comme « A Festa di a Lingua » ; « Linguimondi » ; les divers prix (livres ; poésie ; Andria Fazi ; etc.). La promotion de la langue corse dans le domaine de la petite-enfance avec la mise en place d'un appel projets pour les crèches sur le modèle de la Festa di a lingua.

✓ **Politique linguistique dans le domaine de la petite-enfance**

Après avoir engagé une campagne de communication spécifique « Primi passi » en direction des jeunes parents sur les bienfaits du bain linguistique, la politique de la Collectivité de Corse dans ce domaine s'est prolongée auprès des professionnels avec l'élaboration et la réalisation d'un guide des bonnes pratiques et d'outils pédagogiques « O Chjù » pour la mise en œuvre du bain linguistique dans les crèches. Aujourd'hui cette politique doit s'amplifier en proposant un plan de formation langue corse de toutes les crèches de l'île avec le concours des « brigades linguistiques » (cf. supra). En outre sera menée une réflexion sur un dispositif et une campagne de labellisation (« bilinguisme » ou « immersion ») sur l'ensemble des structures d'accueil des enfants de 0 à 4 ans, de l'île.

2. U Cunsigliu di a Lingua

Le Cunsigliu a été repensé et en juillet 2017 une délibération a été soumise et adoptée par l'Assemblée de Corse afin de procéder à la modification de la structure actuelle du Cunsigliu. Ainsi, le nombre, les membres et le rôle des commissions ont été modifiés. Elles sont désormais au nombre de 4 : toponymie ; terminologie ; orthographe (nouvelle) ; commission littérature. Cette restructuration comprend également la rémunération et le défraiement des membres du Cunsigliu (pour une enveloppe globale de 400 k€). Enfin, afin de permettre la mise en route de ce nouveau Cunsigliu rapidement, la mise en place de moyens humains dédiés au sein de la Direction Langue Corse est indispensable. Dans un premier temps il conviendrait de prévoir un secrétaire général en charge du fonctionnement du Cunsigliu assisté d'une secrétaire.

La Direction de la Langue corse de la Collectivité de Corse mise en place en 2011, se doit de revoir son cadre d'action et définir ses priorités. Si un redéploiement de certains crédits est à envisager, il faudra très rapidement proposer un nouveau règlement des aides correspondant aux attentes du Plan Lingua 2020 et offrant des dispositifs qui permettront de dynamiser la politique linguistique.

F. Sport et jeunesse

Dans le domaine du sport, la Collectivité de Corse continuera d'accompagner financièrement les clubs engagés dans un championnat national, les sportifs de haut niveau ou ayant accompli des performances de niveau national ainsi que les déplacements des sportifs insulaires participant à des compétitions nationales. Elle soutiendra également le fonctionnement des ligues et comités sportifs régionaux et plus particulièrement leurs filières d'accès au sport de haut niveau, l'accessibilité à la pratique sportive, l'organisation de manifestations sportives et l'accompagnement des projets de développement et d'animation des clubs (dispositifs Corse Continent et Coupons Sport).

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la Collectivité de Corse poursuivra une approche transversale et participative de sa politique sportive. Cette stratégie doit permettre de faire du sport, d'une part, un élément fort de cohésion sociale et d'autre part, un vecteur de développement socio-économique.

Consécutivement à la constitution de la nouvelle Collectivité, une démarche participative impliquant l'ensemble des acteurs sera mise en œuvre en 2018, aux fins de les impliquer dans la co-construction de la nouvelle politique sportive de la Collectivité de Corse.

Dans le prolongement de cette nouvelle politique, un nouveau guide des aides du sport sera soumis au vote de l'Assemblée de Corse.

A titre transitoire, et pour assurer une jonction sécurisée entre l'ancien système et le nouveau, un règlement provisoire des aides reposant sur les orientations précédemment définies et mettant en cohérence les dispositifs des trois anciennes collectivités, sera proposé au vote de l'Assemblée de Corse.

Le recensement des équipements sportifs (date de création, coût, bassin de population desservi, activités sportives accueillies, etc...), initié lors de la précédente mandature, sera achevé afin de servir de base à l'élaboration d'un schéma territorial fixant les priorités en matière d'installations sportives pour les dix ans à venir.

La Collectivité de Corse assurera également, en application des compétences qui lui sont dévolues, la répartition des crédits du Centre National pour le Développement du Sport destinés aux clubs et comités sportifs. Ils seront affectés par l'Assemblée de Corse courant 2018 sur la base de la directive établie par le Directeur Général du CNDS et de la Commission territoriale des Sports.

Il conviendra, d'autre part d'inscrire les crédits nécessaires au fonctionnement de la régie nouvellement créée pour le Centre du Sport et de la Jeunesse de Corse et succédant au syndicat mixte dissout le 31 décembre 2017 avec laquelle sera conclue une convention d'objectifs et de moyens afin de mettre en cohérence les actions de l'Établissement avec les orientations de la Collectivité de Corse concernant la jeunesse et le sport.

Le raid « oxyjeunes sfida natura » évènement désormais emblématique de la politique de développement des sports de nature auprès des jeunes sera bien évidemment reconduit.

Dans le domaine de la jeunesse, la priorité portera sur la rédaction définitive et l'adoption par l'Assemblée de Corse du « Pattu per a ghjuventù » qui se donnera pour objectif de répondre de manière globale à l'ensemble des préoccupations des jeunes en termes de formation et d'insertion professionnelle, de santé, de logement, d'accès à la culture et aux loisirs...

Élaboré dans une logique de co-construction avec tous les acteurs intervenant auprès des jeunes en Corse, il sera conçu de façon transversale et complémentaire de l'action des différentes directions, agences et offices de notre collectivité, mais aussi des différents schémas structurants tels le SRD2I, le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'innovation (SRESRI), ou le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP).

Parallèlement à la mise en œuvre du Pacte de la jeunesse, l'internalisation de la compétence d'information de la jeunesse sera opérée afin d'améliorer la cohérence, la lisibilité et l'efficacité de l'ensemble des dispositifs destinés aux jeunes sur l'ensemble du territoire insulaire. Il conviendra, d'autre part de redéfinir le rôle de la Collectivité de Corse, et en particulier le partenariat avec l'État, dans le cadre des Contrats Educatifs Locaux sur la base de la consolidation des budgets des ex-Conseils départementaux et de la CTC qui représentera plus des 3/4 des financements attribués à ce dispositif.

G. Culture

Fort de choix partagés collectivement lors des Attelli di a cultura et du dialogue renoué avec les acteurs culturels pour aboutir à une véritable co-construction de la politique culturelle, l'Assemblée de Corse a adopté en 2017 un nouveau cadre de l'action culturelle organisé autour de quatre axes majeurs :

- INGRANDÀ INCU A CULTURA, par l'apprentissage et l'éducation artistique et culturelle, la Culture devient facteur d'épanouissement et d'esprit critique ;
- SVILUPPÀ A CREAZIONE, par le soutien à la création artistique, qui met en mouvement la culture corse, riche d'influences multiples qu'elle sait intégrer et transformer ;
- FA VEDE E FÀ CUNOSCE A CREAZIONE IN OGNI MOCHI È ALDILÀ par le soutien à la promotion, il s'agit de permettre à la Corse d'affirmer l'originalité de sa culture en la faisant connaître et en pérennisant les liens qui l'unissent à d'autres cultures ;
- INTREPRENDE INDÈ A CULTURA par le soutien à l'attractivité du territoire, notre Collectivité donnera aux entreprises culturelles insulaires la possibilité d'être un moteur du développement économique de l'île.

En 2018, pour tenir compte de la nouvelle donne territoriale, la Collectivité de Corse a modifié partiellement ses dispositifs d'aide aux acteurs culturels publics et privés (session d'avril 2018). Cependant, le nouveau règlement des aides adopté en 2017, ainsi que les chartes et le schéma de la formation artistique serviront également de base à la nouvelle phase de concertation qui sera menée sur le terrain. Seront ainsi engagées des discussions :

- avec les « pôles territoriaux de la formation initiale à la pratique artistique » ainsi qu'avec le Conservatoire de musique et de danse de Corse, Henri Tomasi, pour la mise en œuvre du schéma territorial de la formation initiale à la pratique artistique adopté en Assemblée de Corse en 2017 ;
- avec tous les festivals pour la mise en œuvre de la charte des festivals « territoriaux »
- avec les salles de spectacles de l'île autour de la charte de la diffusion de la création artistique insulaire ;
- avec les salles de cinéma insulaires pour un accompagnement en termes de médiation culturelle ;
- avec les communautés de communes afin qu'elles se dotent de « schémas culturels de territoire » ;
- avec les offices de tourisme pour réfléchir à une charte de soutien à une offre culturelle durable ;
- avec les nouvelles générations d'artistes afin de les inciter à porter des projets et à renouveler les cadres de la création ;
- avec les industries culturelles, pour soutenir leur structuration.

Sur le fond, il s'agira de réaffirmer que l'égalité d'accès à la Culture est un droit fondamental et qu'il appartient à l'ensemble des collectivités de le garantir. Pour sa part, la Collectivité de Corse entend développer l'offre culturelle en veillant à ce que les initiatives s'intègrent dans une logique territoriale de mise en réseau et d'innovation.

En investissement, cette ambition se traduira non seulement par le développement des fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle, à la création artistique, à l'édition d'ouvrages ou à la production de phonogrammes, au renouvellement des conventions avec les

chaines de télévision locales, mais également par le lancement de grands chantiers d'équipement :

- mise en place d'une plateforme de vidéo à la demande sur internet ;
- soutien à la rénovation des locaux des deux antennes du Conservatoire, à Ajaccio et à Bastia ;
- soutien à la construction du Centre culturel de Calvi-Balagne ; et finalisation des études en cours et de nouvelles études pour la construction de nouveaux équipements culturels dédiés à la formation artistique et à la diffusion du spectacle ;
- élaboration un plan d'aménagement et de développement des bibliothèques et médiathèques ;
- relance d'une politique de la commande publique en matière de création artistique en arts plastiques (mise en œuvre du 1 % culturel sur les travaux de construction publique de la Collectivité) ;
- mise en œuvre d'un projet pour l'installation de la collection du FRAC dans des lieux garantissant sa conservation.

H. Patrimoine

Dans la perspective de la Collectivité de Corse et avec la volonté de poursuivre les opérations définies dans le cadre de la politique patrimoniale votée à l'Assemblée de Corse le 21 septembre 2017, un budget équilibré tenant compte des contraintes de la période est proposé. Dans un souci de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de maintenir un niveau d'investissement actif, afin de conserver une politique dynamique et innovante dans le domaine du patrimoine, la direction cherchera à progresser sur les financements supplémentaires dans le cadre du programme européen GRITACESS qui générera un financement FEDER à hauteur de 85 % et l'inauguration d'une campagne mécénat.

La direction s'attachera également à la recherche de recettes de fonctionnement, notamment au niveau des cinq musées, matérialisée par la mise en place d'une nouvelle grille tarifaire et la création ou le développement de boutiques (vente de produits dérivés...).

Concernant les nouvelles orientations, afin d'amorcer une vision renouvelée du patrimoine : La restauration et la valorisation des tours littorales de la Corse, la mise en place des premiers parcours patrimoniaux, le développement d'un « numérique patrimoine ». Enfin, le Musée de la Corse prépare l'exposition « E figure di a Corsica , allégories et images de la Corse » et le lancement du programme de restauration et d'aménagement de la Citadelle de Corte avec le choix de l'exposition temporaire 2019 sur la thématique du territoire cortenais afin de réaliser les premières opérations pour les 600 ans de la création du château de Corti (1419-2019).

Le Service de la recherche et de l'Inventaire doit justifier le rôle de chef de file de la Collectivité de Corse depuis la loi de transfert de 2002. Pour 2018, la publication de la cathédrale d'Ajaccio et un guide du chemin de fer de la Corse. Dans la recherche l'effort sera porté autour de thématiques claires, sur les territoires et les parcours patrimoniaux, notamment autour du patrimoine hydraulique pour l'architecture (ponts, moulins, glaciers, aqueducs, puits, etc.) et sur le mobilier en bois conservé dans les édifices religieux de l'île.

En archéologie, la création de la Collectivité de Corse ouvre des perspectives très intéressantes. Pour 2018, et dans l'attente de l'organisation administrative, le site d'Aleria est prioritaire avec la mise en place d'un conseil scientifique et les opérations dites « maison Rossi » et « maison Morandini » afin de valoriser ce site exceptionnel. Nous avons également des enjeux forts sur les sites de Cucuruzzu et de Cauria dans leur rapport avec les musées de Livia et Sartè. Une étude des publics pour une aide à la décision est programmée.

Le Service de la conservation et de la restauration se développe avec l'ouverture du Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine Mobilier de Corse (CCRPMC), dès que le mobilier des ateliers de restauration sera livré, courant avril. L'inauguration du Centre est prévue pour les journées du patrimoine de septembre. Cet outil va permettre un meilleur

soutien aux communes dans l'identification et la prise en charge du patrimoine mobilier. Le projet scientifique et culturel du centre ouvre également l'activité du CCRPMC à la formation, la conservation préventive et le soutien aux cinq musées de la future collectivité.

Pour le bâti, en plus des opérations de subventions, les efforts seront mis sur les immeubles de la collectivité, avec le projet de restauration et de valorisation des neuf tours littorales, qui doit s'inscrire dans un programme plus large incluant d'autres édifices défensifs. Pour 2018, l'achèvement de la restauration et la valorisation de la tour de Miomu et l'engagement des travaux sur les tours d'Ogliastru, Nonza et Fautea marquent un élan déterminant sur cet itinéraire. Les études complémentaires sont nécessaires avant d'engager la restauration de la cathédrale d'Ajaccio. Il est important de débiter l'itinéraire Strada Paolina avec la restauration de Ponte Novu. Concernant l'aménagement du site de Montlaur à Bonifaziu, cette année priorise l'étude de l'escalier du Roy d'Aragon et du puits Saint Barthélémy afin d'ouvrir un parcours de visite. Le château de la Punta représente une opération importante dont la première phase de travaux de restauration en urgence des façades est prévue pour la période 2018-2020.

Enfin, la Collectivité de Corse continue de mener des discussions avec des propriétaires privés pour finaliser la réintégration dans le patrimoine public de sites ou d'œuvres d'intérêt collectif.

La valorisation s'inscrit comme un élément moteur de la direction. Création et innovation seront les mots d'ordre pour mettre en lumière le patrimoine de la Corse. Il doit agir dans l'information, la communication (site internet et QR code), l'événementiel, les activités à destination des publics et enrichir l'offre touristique. Les journées du patrimoine 2018 seront l'occasion d'organiser des manifestations culturelles comparables à l'année 2017. Autre sujet intéressant la Collectivité de Corse, la ligne éditoriale pour les publications et la signalétique des différents sites.

I. Lecture publique

L'objectif général vise à donner une accessibilité la plus large possible à l'ensemble des habitants du territoire en matière d'offre d'activités et de lecture publique par les moyens que sont les documents et les actions mises en place, directement ou par le biais du réseau des acteurs locaux.

Il s'agit de repenser l'action culturelle avec le prisme des enjeux de société actuels ; ainsi l'outil numérique est un outil pédagogique central et plus particulièrement un outil de médiation et d'animation. Le développement de ce type de ressources requiert des partenariats actifs qu'il convient de combiner avec des supports et des actions plus traditionnelles dans une logique d'accessibilité à tous les publics présents au sein des territoires.

Il convient de montrer que la lecture est une activité vivante, moderne, parfaitement en phase avec la société contemporaine, qu'elle stimule l'imaginaire, la curiosité, qu'elle est source de connaissance, qu'elle est un élément favorisant de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, et de la lutte contre l'illettrisme, qu'elle est un facteur de cohésion sociale et d'insertion

Les axes majeurs se détaillent comme suit :

- contribuer à permettre aux habitants des territoires de disposer d'une offre d'activités intergénérationnelle qui contribue au développement de leur milieu de vie et à l'attractivité de leur territoire via un dispositif d'actions pluridisciplinaires et multi-générationnelles adaptées aux différents publics des territoires ;
- contribuer à créer les conditions d'accueil favorables aux familles en milieu rural, des plus jeunes aux plus âgés, et les accompagner au quotidien en tenant compte de leurs besoins en concertation avec les acteurs des territoires ;

- soutient les acteurs présents sur le territoire ;
- utiliser les dispositifs d'animation de terrain comme le réseau des médiathèques comme moyen de diffusion et d'extension d'une politique de proximité dans les domaines socio-culturels et de la pleine nature.

Il pourra s'agir par exemple :

- de poursuivre la dynamisation de la pratique de la lecture publique sur le territoire dans son ensemble dans une logique d'accroissement du rayonnement de l'activité de la bibliothèque de prêt, de développement du réseau des acteurs de la lecture publique et de développement des partenariats ;
- de continuer à susciter, développer, entretenir des pratiques socio-culturelles en poursuivant la conception et la mise en œuvre d'actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous aux activités, et en gérant, mettant en valeur et diffusant les collections afin de desservir, exposer, animer... par des actions en faveur de tous les types de public.

Le travail en transversalité engagé dans les groupes préparatoires au passage à la nouvelle Collectivité de Corse a vocation à se poursuivre afin de parvenir à des propositions d'évolution commune des dispositifs.

L'objectif est de garantir l'efficacité des aides financières dans un contexte financier global contraint.

Poursuivre la dynamisation de la pratique de la lecture publique sur le territoire dans son ensemble :

- en réaffirmant le soutien au réseau des partenaires (équipement, mobilier, formation, animations...) ;
- en menant à bien les projets d'implantations en cours sur le territoire ;
- en poursuivant la mise en place des initiatives innovantes dans une logique multisectorielle et intergénérationnelle: boîtes à lire, prix d'écriture, développement des outils numériques, Web radio....
- en poursuivant la démarche de professionnalisation des personnels et du réseau.

Continuer à susciter, développer, entretenir des pratiques socio-culturelles :

- faire évoluer un certain nombre d'établissements et notamment les médiathèques de secteur vers des espaces de vie sociale ;
- faire des médiathèques et relais lecture les lieux d'accueil des projets des associations, dans une synergie commune propre au territoire, constituant ainsi des pôles de rayonnement et d'activités ;
- faire des médiathèques et relais lecture des lieux phares de la réappropriation de la mémoire collective du territoire.

Placer les médiathèques au cœur de l'organisation d'une action publique de proximité des services afin de compenser les freins liés à la mobilité des personnes et la nécessité de rompre avec l'isolement des habitants des zones rurales :

- faire des médiathèques et relais lecture des pôles d'animation naturels maillant le territoire dans sa globalité ;
- faire des médiathèques et relais lecture le point de départ d'une politique active d'aménagement du territoire en les constituant comme pôles d'attraction avérés pour le monde rural, son attractivité et son développement ;
- utiliser le réseau des médiathèques et relais lecture, ossature forte présente sur l'ensemble du territoire comme lieux d'accueil, d'écoute, d'information et d'animation dans une optique de proximité et de lien social.

Axe stratégique n°5 : Politiques sociales

Objet : Renforcer les solidarités humaines

La Collectivité de Corse est désormais en charge des politiques de solidarités, de cohésion territoriale et de prévention sanitaire.

Ces politiques se déclinent autour de deux champs d'intervention principaux :

- instruire et attribuer des aides sociales dans le cadre des dispositions du Code de l'action sociale et des familles et des ex règlements départementaux d'aide sociale ;
- promouvoir les politiques publiques qui relèvent de la lutte contre la précarité et la pauvreté, de la protection de l'enfance, de l'aide et de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées ainsi que de la prévention sanitaire.

RENFORCER LES SOLIDARITÉS HUMAINES	N51	Social	N511	Services sociaux	Subventions
			N512	Insertion - Lutte contre la précarité	<p>Dispositif rSa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion de l'allocation avec la CAF et MSA, - Suivi des bénéficiaires par des équipes pluridisciplinaires, - Accompagnement social, - Insertion par l'activité économique. <p>Accompagnement en matière de logement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'action logement et hébergement : PDALHPD (2016-2022), - Gestion des fonds avec les différents financeurs. <p>Le portage de missions et le financement de projets de lutte contre la précarité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle intègre l'action sociale territorialisée : portée par les travailleurs sociaux, polyvalents, intervenant par secteurs géographiques et regroupés en unité d'intervention territorialisée (couverture de l'ensemble du territoire). - elle permet aussi le portage et le financement de projets de développement social. - elle recouvre le programme d'action sanitaire et sociale du règlement des aides de l'ex CTC pour 1,150 M€.
			N513	Personnes âgées	<p>Concerne la prise en charge de la perte d'autonomie et du handicap à domicile, en établissement ou en famille d'accueil, qui se traduit par deux niveaux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La compensation de cette perte d'autonomie avec l'accompagnement pour le maintien à domicile ou en hébergement en établissement, - La prévention qui tend à se développer à partir d'un programme d'action élaboré et mis en œuvre localement et financé par la CNSA <p>Sont ici concernées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), - L'Aide sociale, - Les Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) et la MAIA, - La Prestation de Compensation du Handicap (PCH), - La Maison des Personnes Handicapées (MPH), - Les établissements sociaux et médico-sociaux.
			N514	Personnes handicapées	
			N515	Famille - Enfance	<p>L'aide sociale à l'enfance assure la protection des enfants dans le champ administratif et judiciaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et suivi de toutes les mesures de protection, - Cellule Recueil des informations préoccupantes, - Accueil et suivi des Mineurs Non Accompagnés, - Suivi du fonctionnement des établissements accueillant des enfants, des assistantes familiales, - Agrément des candidats à l'adoption, - Observatoire de l'Enfance.
	N52	Santé	N521	Santé et services médico-sociaux	<p>Embrasse les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi des femmes enceintes : consultations prénatales, - Prévention et promotion de la santé des enfants de 0 à 6 ans : consultations pédiatriques, suivi des nourrissons, bilan de santé de l'enfant de 4 ans, - Planification : information, éducation sexuelle, éducation familiale, régulation des naissances, - Protection Maternelle et Infantile (PMI), - Vaccination, - Dépistage et diagnostic des virus du sida, des hépatites virales et de l'ensemble des infections sexuellement transmissibles CeGIDD, - Lutte Anti-Tuberculose (CLAT), - Lutte contre le cancer, - Lutte anti-tabac, - Participation aux travaux stratégiques en matière de santé, - Financement de projets territoriaux de santé.

Le domaine social et sanitaire mobilise de très forts enjeux pour notre île. Un bref rappel du contexte socio-économique et démographique insulaire suffit à rappeler l'exigence des moyens que nous devons apporter à ce secteur, et le sens des actions que nous devons

défendre en faveur de la solidarité, envers les plus précaires, envers nos aînés, envers les situations les moins prises en compte, et envers les territoires les moins pourvus.

En quelques chiffres, il est aisé de prendre la mesure des attentes et des besoins dans l'ensemble des domaines d'intervention :

- le nombre personnes âgées de 65 ans et plus va doubler d'ici 2050, passant de 66 788 à 133 500 personnes, soit 34,6% de la population active.
- 20 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (970 € par mois), le taux de chômage reste supérieur à la moyenne globale : avec un taux de 10,2 %, la Corse occupe le 4^{ème} rang des territoires les plus exposés ;
- une demande de logement sous forte tension (la part du parc locatif social atteint à peine 10 % en Corse contre 17 % au niveau global) ;
- l'augmentation des déserts médicaux où le premier recours aux soins (présence de médecin généraliste sur le territoire) devient difficile à assurer (entre 1/2 heure et 1h).

Face à ce constat, la collectivité de Corse s'engage à travers un budget d'intervention de plus de 169 millions, organisé autour des 4 priorités de la feuille de route 2018-2020.

A. Façonner une société corse solidaire

A moyen terme, afin d'anticiper l'évolution des besoins, la nécessaire adaptation de l'offre d'hébergement médico-social, au service d'une société plus inclusive, tout comme l'accompagnement des personnes handicapées vieillissantes seront au cœur des priorités de la Collectivité de Corse. En outre, une meilleure coordination des acteurs s'avère indispensable afin d'améliorer l'information, l'accueil des publics et de fluidifier les parcours individuels.

Enfin, et en filigrane de l'ensemble des politiques menées en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, une stratégie en matière de silver-économie doit pouvoir être élaborée et mise en œuvre, en lien étroit avec l'ADEC et les politiques menées en matière de développement économique, de formation, de logement et d'aménagement du territoire.

L'aide aux personnes âgées et handicapées représente le plus gros poste de dépenses du budget : 109 M€ pour 30 M€ de recettes

B. Bâtir une stratégie territorialisée de lutte contre les exclusions

Avec seulement 10 % de logement locatif social contre 17 % au niveau global, la Corse détient le plus faible taux de logements sociaux de France métropolitaine. Concernant l'hébergement d'urgence et le logement adapté, le taux d'équipement régional toutes places confondues est inférieur au taux global (seulement 460 places soit 2.3 places pour 1000 habitants contre 4.4 places pour 1 000 au niveau global).

Dans ce contexte, et partant du constat qu'à l'intérieur même du territoire de la Collectivité de Corse des déséquilibres existent (avec le territoire du rural souffrant d'avantage des fléaux énumérés), des actions dans le cadre de la mise en œuvre locale des politiques sociales, doivent être menées.

Plusieurs dispositifs et modes d'organisations de la Collectivité permettent déjà à l'heure actuelle de lutter contre ces problématiques. Certains ont d'ailleurs été créés et développés par le Plan de lutte contre la précarité et la pauvreté adopté par l'assemblée de Corse lors d'une séance du 30 mars 2017 (délibération N°17/046) par le biais de 15 fiches actions dont la réalisation est prévue au cours des années à venir.

La lutte contre l'exclusion et la pauvreté, constitue le 2ème plus gros poste de dépenses : le budget qui lui est affecté s'élève à un peu moins de 45 M€, pour un peu plus de 36 M€ de recettes.

C. Renforcer le dispositif de protection de l'enfance

La Collectivité de Corse s'engage dans l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des enfants suivis par l'aide sociale à l'enfance.

Les Cellules de recueil des informations préoccupantes ont enregistré près de 730 signalements en 2017. Afin d'en réduire le nombre, la Collectivité souhaite agir sur les déterminants de ces informations préoccupantes par la mise en œuvre d'actions spécifiques à destination des familles, dans une logique à la fois éducative et préventive en initiant notamment un travail avec l'observatoire de la protection de l'enfance de la Collectivité de Corse, outil de référence et matière d'analyse des situations complexes liées à l'enfant. Il convient en effet pour les intervenants sociaux de travailler sur la mobilisation de la famille, indispensable au rétablissement de leurs compétences parentales et responsabilités éducatives.

Partant du constat du nombre de départs en retraites envisagé des familles d'accueil et de l'accroissement du nombre de MNA attribués pour les années à venir à la Collectivité de Corse, il apparaît évident que la Corse doit se doter rapidement de solutions d'hébergement réparties équitablement sur le territoire (peu d'assistants familiaux dans les zones rurales). Également, compte tenu de l'évolution des problématiques rencontrées par les enfants placés en famille d'accueil ou dans un hébergement collectif, avec notamment des troubles du comportement parfois sévères, les postulants à l'accueil d'un enfant ont besoin de formations spécifiques (dans un contexte qui plus est d'insuffisance de l'offre médico-sociale et sanitaire).

La Collectivité de Corse se doit donc d'agir sur ces thématiques essentielles afin de faire évoluer le dispositif de protection de l'enfance afin qu'il soit en capacité de répondre aux enjeux actuels et d'anticiper l'évolution des besoins.

Les dépenses en faveur de la Protection de l'enfance se montent à 13,9 M€ de dépenses et 75 000 € de recettes.

D. Adapter le modèle de santé aux spécificités de la Corse

En Corse, l'opinion publique place la santé en tête de ses préoccupations, devant l'emploi, et sollicite à cet effet, une action de ses élus. La requête est d'autant plus exigeante que l'offre de soins proposée dans l'île est jugée de manière très défavorable.

À l'évidence, le système national de santé ne donne pas, au moins en Corse, satisfaction tant auprès de ses acteurs que de la population qui en est l'usager. En cause, notamment, le phénomène de désertification médicale lié au vieillissement du personnel médical, au déficit en équipements médicaux de pointe, ou encore à l'impossibilité de bénéficier de nombreuses spécialités médicales faute pour celles-ci d'être exercées.

En conséquence, un sentiment d'abandon et, quelquefois, une défiance se sont cristallisés et propagés au sein de l'opinion publique corse. À telle enseigne que, les problématiques se renforçant, la santé est devenue un élément central du débat politique et un enjeu de société. Pour des raisons qui nous sont propres - la Corse a longtemps été maintenue, notamment dans le domaine de la santé publique, dans une situation de véritable sous-développement -, et pour d'autres plus générales - la crise du système de santé -, la question de la santé est aujourd'hui perçue comme une priorité absolue : les Corses ont droit à un système de santé performant et accessible à tous les citoyens, quels que soient leur condition sociale ou leur lieu de domiciliation.

Au-delà de ce qui relève de l'amorçage d'un système de santé corse autonome, le modèle doit être optimisé sans attendre, sous la forme de déclinaisons aux spécificités insulaires, afin de

répondre aux urgences que sont le repeuplement médical, l'affermissement des services de santé existants, la constitution d'un outil d'apprentissage et l'effort de prévention.

À cet égard, la détermination à s'assurer de l'accès de tous aux services de santé, à préserver et défendre la sécurité collective comme les intérêts moraux de la Corse, à servir l'épanouissement de la recherche et de l'innovation, enfin à veiller aux publics les plus fragiles doit constituer les matrices de la politique publique de santé portée par la collectivité de Corse.

Sur cette dernière priorité, les moyens affectés à la santé restent encore modestes et devront se développer au cours de la mandature. Les principales actions mises en œuvre concernent la prévention sanitaire : 1 120 000 € de dépenses pour 400 000 € de recettes,

Axe stratégique n°6 : Mise en place de la nouvelle collectivité

Objet : Accroître la performance de l'administration

L'axe stratégique se décline selon les missions suivantes :

ACCROITRE LA PERFORMANCE ADMINISTRATION	N61	Fonctions support	N611	Fonctionnement des instances
			N612	Communication
			N613	Finances
			N614	Systèmes d'information
			N615	Moyens généraux
			N616	Ressources humaines
			N617	Batiments

A. Systèmes d'information

Deux domaines seront privilégiés en matière de systèmes d'information. Le premier concerne la conception, le maintien en condition opérationnelle et l'évolution des moyens informatiques de la collectivité qui comprennent : le réseau, l'infrastructure système (serveur), le parc bureautique (matériel et logiciels) et téléphonique (fixe et mobile) ainsi que des logiciels métiers. Le second est l'assistance à maîtrise d'ouvrage des directions métiers

Au titre de l'année 2018 les orientations budgétaires afférentes à cette mission vont traduire, tant en fonctionnement qu'en investissement, la poursuite des actions précédemment engagées en 2017 par les 3 anciennes structures d'une part, pour remplir le rôle de « prestataire interne » au service de la Collectivité de Corse, d'autre part pour développer les nouveaux projets destinés à organiser la fusion des SI de manière maîtrisée et sécurisée, et à faire évoluer l'infrastructure SI parallèlement aux besoins des usagers (internes et externes).

Les actions de la mission en charge des SI vont s'organiser selon plusieurs dimensions :

En premier lieu, la mise en place d'un Plan Schéma Directeur du Système d'Information (PSDSI). En second lieu, l'audit de sécurité et la politique de sécurité du système d'information finalisés au premier trimestre 2018 seront suivis par la mise en œuvre de projets de sécurisation du système d'information.

En troisième lieu, la conduite de projets techniques destinés à assurer l'interconnexion des trois systèmes d'information et de proposer à court terme de manière maîtrisée, sécurisée et progressive des services transversaux aux trois structures (accès applicatifs, partage de fichiers, mouvements physiques de personnels...).

En quatrième lieu, la finalisation des projets métiers stratégiques (ex. Transition financière SI) validés dans le cadre de la préfiguration

En cinquième lieu, de développer des outils de travail collaboratif et plus particulièrement de fiabilité, d'harmoniser et de faire évoluer les outils actuels de visioconférence et de télé présence, ou l'intranet.

En sixième lieu, un effort important sera maintenu quant à la poursuite de la fiabilisation de l'architecture technique, cœur du système d'information,

A noter qu'aucune action récurrente significative ne sera interrompue à partir de 2018.

S'agissant des crédits d'investissement, l'objectif est de concentrer ces derniers sur les opérations prioritaires et stratégiques identifiées comme telles, tant par les consultants en charge de l'élaboration du SDSI, que par les cadres de la DSI. Ils portent donc sur les concessions et droits similaires relatifs à l'achat de licences logicielles pour l'infrastructure et les services (Infrastructure SI, Social, Microsoft, marchés, Gestion Financière, SI RH...), l'acquisition de matériels informatique (postes, plateforme de stockage, téléphones...), des frais d'étude destinés à mener à bien la fusion de tout ou partie des Systèmes d'Information.

B. Patrimoine, moyens généraux et commande publique

Le budget de la DGA susvisé couvre 7 compétences dont les 3 axes majeurs concernent les moyens généraux, les parcs et moyens techniques roulants ainsi que l'exploitation et la maintenance des bâtiments.

La compétence « Moyens Généraux » regroupe divers programmes qui concernent les missions ayant trait à l'administration générale, la commande publique ainsi que la logistique et les parcs de véhicules. Dans un contexte financier contraint qui impose la maîtrise des dépenses de fonctionnement, les moyens généraux doivent à la fois poursuivre les actions engagées afin d'offrir de bonnes conditions de travail aux services de la collectivité de Corse mais aussi trouver des niches d'économies. Par ailleurs dans un souci d'amélioration constante de ses politiques et actions la compétence « Moyens Généraux » doit s'attacher pour l'année 2018 et celles à venir à intégrer dans son activité les objectifs du développement durable.

La compétence Bâtiments relève également des fonctions support et ambitionne de contribuer à la stratégie d'amélioration de la performance de l'administration. Les principales actions sont concentrées sur l'exploitation et la maintenance des bâtiments et notamment les missions de contrôles et de vérification ; de même sont pris en compte les besoins de travaux d'aménagement et d'entretien des locaux (mise en accessibilité, prévention des risques professionnels, intégration des objectifs du développement durable).

La commande publique, eu égard aux enjeux juridiques et économiques qu'elle véhicule, est une fonction clé de la nouvelle Collectivité de Corse. Fluidité, transparence, équité, RSE, emploi local, égal accès à la commande publique, sécurité juridique, sont les objectifs poursuivis en la matière par la Collectivité de Corse.

C. Bâtiments

1. Les bâtiments de l'ex CTC

La Collectivité de Corse poursuit les opérations suivantes, situées à des phases diverses d'avancement :

Opérations en cours de travaux (marchés de travaux notifiés)

Travaux préparatoires site Montlaur – Bunifaziu : démolitions, désamiantage, aménagements extérieurs

Opérations en cours d'études (marché de maîtrise d'œuvre attribué)

- Mise aux normes du Grand Hôtel – Aiacciu : accessibilité, sécurité incendie et sûreté ;

- Aménagements et accessibilité Site Ripert – Aiacciu ;
- Accessibilité Musée de la Corse – Corti ;
- Centre d'Arts Polyphoniques – Sartè : mise aux normes et sécurisation du site ;
- Pépinière de Castelucciu – Aiacciu : réhabilitation du bâtiment principal,
- Paesolu d'Aitone – Evisa : réhabilitation de la maison d'accueil, de trois logements et réfection EP-EU.

Opérations en phase d'étude de faisabilité ou de programmation

- Amélioration des performances énergétiques du Grand-Hôtel – Aiacciu ;
- Réhabilitation et surélévation de l'ancien amphithéâtre du Ricantu – Aiacciu : création de bureaux ;
- Parking aéro-souterrain Grandval et salles de réunion – Aiacciu ;
- Bâtiment Hyacinthe de Montera – Bastia : amélioration des performances énergétiques ;
- Grand-Hôtel Aiacciu : extension par reconstruction de la verrière reliant les deux bâtiments historiques.

2. Les bâtiments de l'ex Département de la Corse-du-Sud

Ces projets visent

- à l'amélioration de la qualité des services publics et des conditions de travail des agents ;
- à l'équilibre des équipements entre bassins de vie ;
- à l'attractivité des territoires et au soutien à l'économie.

Les opérations en cours témoignent de la traduction des objectifs susvisés :

- la maison dite « du Département » à Sartè : (livraison juillet 2018) Il convient de souligner que ce projet d'un coût total de 7 560 milliers d'euros (dont 1 200 milliers d'euro en études et 6 360 milliers d'euro en travaux) va permettre de regrouper en un seul lieu (1540 m² ; R+2 ; 89 postes de travail plus espaces communs et parking) les services en charge des infrastructures de communication et ceux en charge des solidarités et de la santé (enfance et famille, insertion et dépendance) ;
- la poursuite du programme des Centres Techniques Routiers des bases FORSAP/APE : 2 livraisons prévues en 2018 :
 - les travaux du Centre Technique Routier d'Ulmetu dont la livraison est prévue en mars 2018 pour un coût total de 324 K€ ;
 - la base technique FORSAP/APE de Sotta dont la livraison est prévue en mai 2018, pour un cout total de 1 375 M€ et 477 m² de surface dont 339 m² de garage (16 agents FORSAP et APE) ;

Dossiers en cours d'étude dont les travaux devraient débuter en 2018

- le bâtiment technique de Ciamanaccie (FORSAP ; APE ; CTR) dont la livraison est prévue en mai 2019 pour un coût total de 1,400 M€. (400 m² de superficie, 23 agents dont 10 agents pour les routes, 10 FORSAP et 3 APE) ;
- le bâtiment technique de Sari d'Orcinu (FORSAP ; APE) (livraison juin 2019) coût total 797 M€. (400 m² de superficie, aire extérieure de 1 500 m², 18 agents dont 14 FORSAP et tractoristes et 4 APE) ;
- le garage LAV et l'atelier de réparation mécanique d'Aiacciu (livraison octobre 2019) le coût total est de 2 122 M€. (902 m² dont 760 m² d'atelier et 120 m² de garage LAV, 14 agents mécaniciens, tôliers, magasiniers) ;
- enfin un programme de restructuration des espaces intérieurs du bâtiment dit Cala Verde II à Portivechju est prévu en vue d'accueillir les services du CPEF et de l'ASE relevant de l'action sociale.

3. Les bâtiments de l'ex Département de la Haute-Corse

Dans la continuité des années précédentes, il appartiendra à la CdC de poursuivre ses efforts en matière de construction ou de réhabilitation des bâtiments afin de permettre aux agents et notamment ceux des services techniques, de bénéficier de structures fonctionnelles adaptées aux évolutions de leurs missions. Pour les opérations dont l'ensemble des études techniques et les démarches administratives sont terminées en 2017, des travaux débuteront en 2018 comme la transformation du préau du parc de voirie de Biguglia en garages et ateliers pour l'entretien du matériel roulant des forestiers sapeurs. Toujours au titre des travaux sur les centres techniques, l'année 2018 permettra la livraison d'un nouveau centre des forestiers sapeurs et des agents routiers sur la commune de Campile et le démarrage d'une opération de construction d'un centre technique sur la commune d'Olmi Capella.

Après la validation de l'agenda d'accessibilité par arrêté préfectoral, les travaux de mise aux normes au titre de la loi « accessibilité et handicap » des établissements recevant du public (ERP) pourront démarrer dès 2018 après désignation d'un maître d'œuvre. L'ADAP concerne 17 ERP et prévoit la réalisation des travaux nécessaires sur une période de 6 ans.

L'aménagement du pôle culturel et touristique d'Aléria se poursuivra en 2018 par la réhabilitation de la Maison Rossi. L'objectif de ces travaux est de permettre d'améliorer les conditions d'accueil du public pour l'ensemble du site et de proposer un circuit touristique, permettant la mise en valeur de la diversité du patrimoine archéologique présent.

Dans le cadre de la restructuration de la station thermale de Pietrapola, un forage ayant pour objectif d'améliorer la quantité d'eau thermale à mettre à disposition de l'établissement sera réalisé ainsi qu'un diagnostic accessibilité.

Partie III : Présentation des crédits budgétaires par politique publique

Les différents axes sont :

Axe stratégique 1 : Investissement d'équipements et offre de services : Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services

Axe stratégique 2 : Aides publiques : Transformer l'appareil productif de l'économie

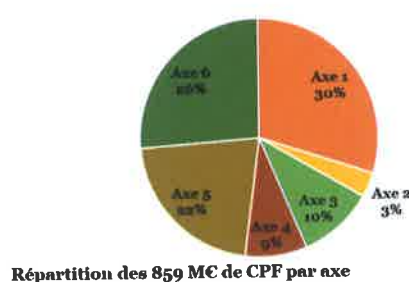
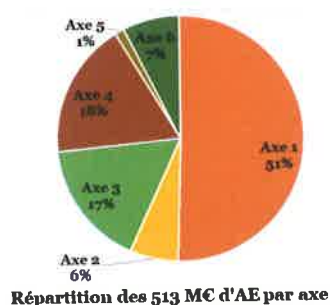
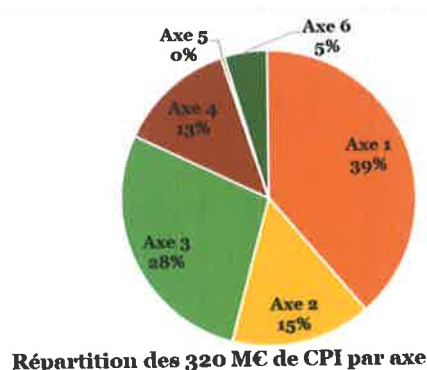
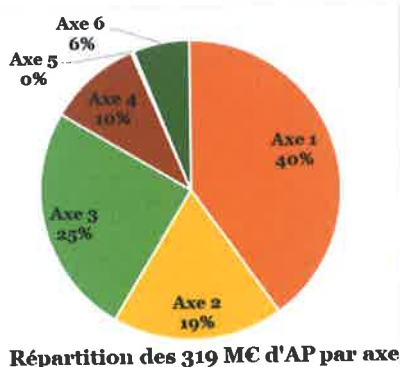
Axe stratégique 3 : Environnement durable et solidaire : Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement

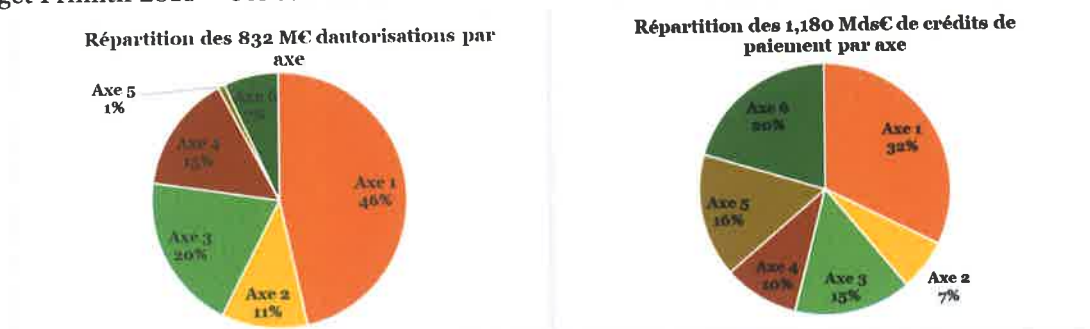
Axe stratégique 4 : Enseignement, langue corse, formation et culture : Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire

Axe stratégique 5 : Politiques sociales : Renforcer les solidarités humaines

Axe stratégique 6 : Mise en place de la nouvelle collectivité : Accroître la performance de l'administration

Axe	Libellé	AP	CPI	AE	CPF	Total autorisations	Total CP
Axe 1	Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	128 126 000,00	124 163 000,00	259 282 159,00	257 496 159,00	387 408 159,00	381 659 159,00
Axe 2	Transformer l'appareil productif de l'économie	58 783 000,00	49 400 000,00	32 663 300,00	29 005 700,00	91 446 300,00	78 405 700,00
Axe 3	Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement	79 610 711,00	89 359 651,00	85 054 925,00	88 610 732,00	164 665 636,00	177 970 383,00
Axe 4	Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire	32 109 000,00	41 295 000,00	91 754 000,00	72 692 000,00	123 863 000,00	113 987 000,00
Axe 5	Renforcer les solidarités humaines	948 000,00	1 258 000,00	6 303 700,00	186 465 700,00	7 251 700,00	187 723 700,00
Axe 6	Accroître la compétence de l'administration	19 137 000,00	14 879 000,00	38 123 600,00	225 545 128,00	57 260 600,00	240 424 128,00
	Total	318 713 711,00	320 354 651,00	513 181 684,00	859 815 419,00	831 895 395,00	1 180 170 070,00

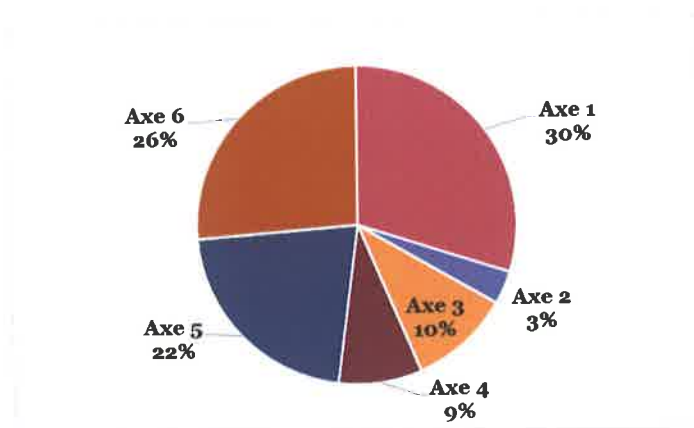




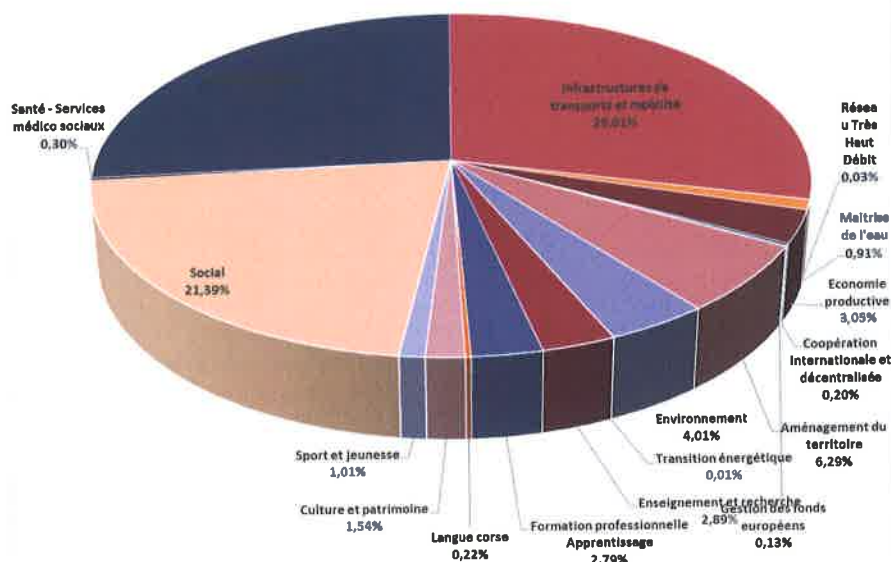
SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Le graphique ci-dessous met en évidence la répartition des crédits de paiement par axe. Ils sont majoritairement répartis sur les axes 1, 5, 6 mettant l'accent sur la priorité accordée aux politiques relevant du secteur des transports qui intègre la dotation de continuité territoriale (187 M€). L'axe 6 dédié aux fonctions supports intègre les dépenses de la structure et la rémunération des agents. L'axe réservé à la politique sociale occupe la troisième place.

Le dernier quart cumule les axes 2, 3 et 4 et finance les actions dans le domaine de l'action économique, de l'enseignement de la formation, de la culture, du patrimoine, des sports de la jeunesse, de la langue corse, de l'aménagement du territoire, et de l'environnement.

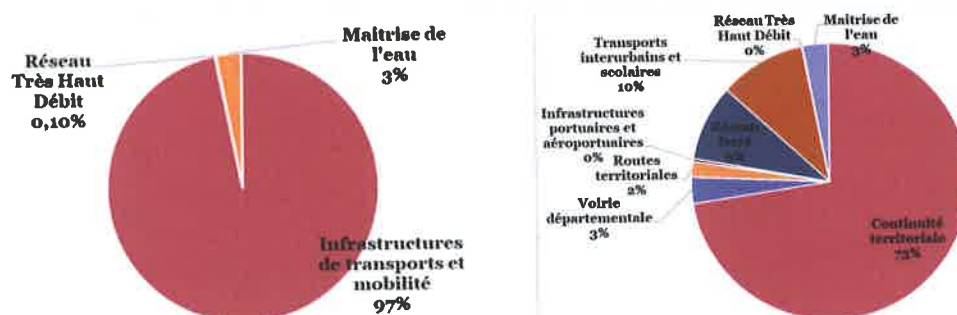


La répartition globale par politique consignée dans le graphe ci-dessous appelle les mêmes remarques : la part importante des crédits réservés à la politique des transports (29%), du social (21%) et aux dépenses de la structure (26%).

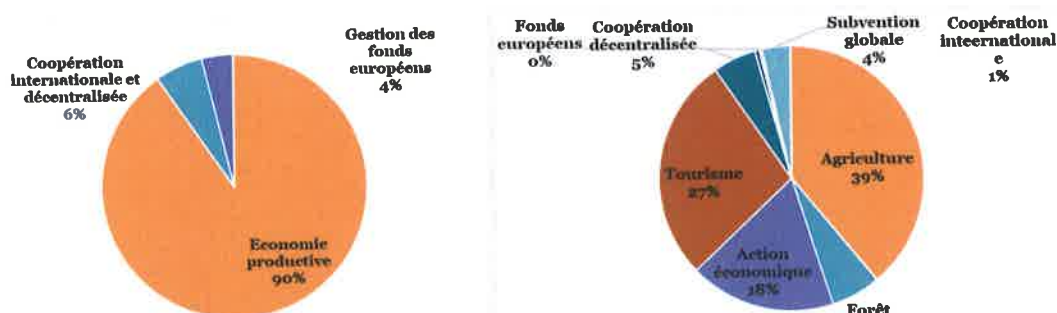


Par axe, les crédits se répartissent comme suit :

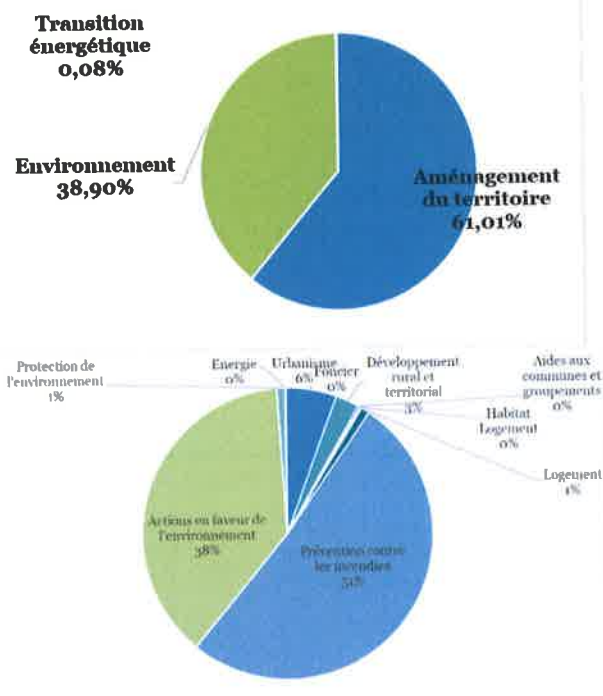
Axe stratégique 1 : Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services



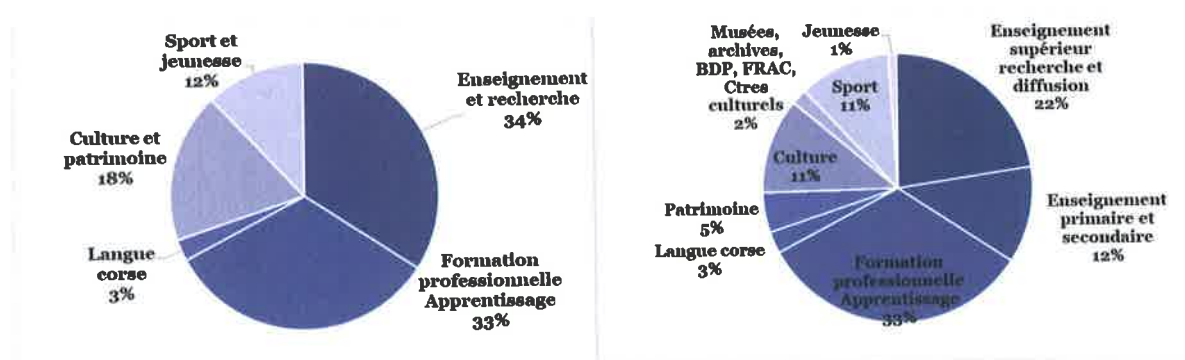
Axe stratégique 2 : Transformer l'appareil productif de l'économie



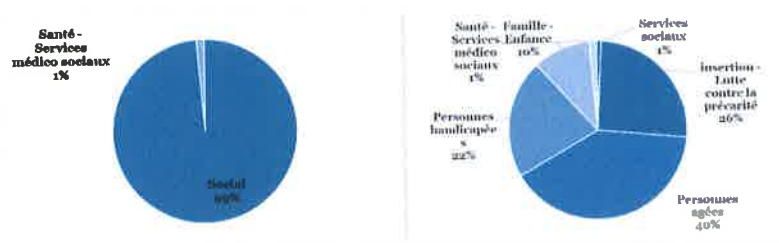
Axe stratégique 3 : Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement



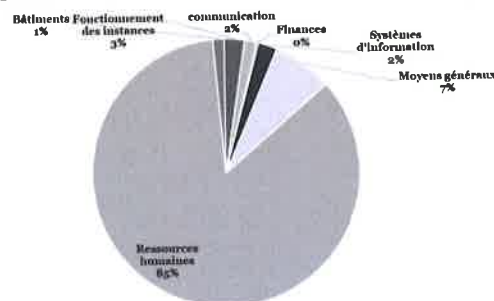
Axe stratégique 4 : Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire



Axe stratégique 5 : Renforcer les solidarités humaines



Axe stratégique 6 : Accroître la performance de l'administration



SECTION D'INVESTISSEMENT :

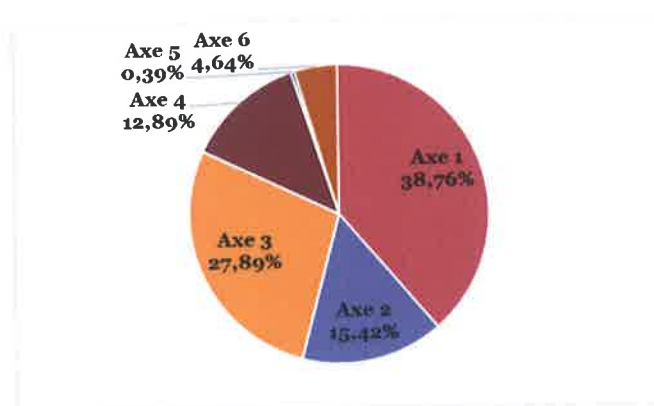
Le graphique ci-dessous met en évidence la répartition des crédits de paiement par axe. La part la plus importante, soit 39 %, est dédiée à l'axe 1 marquant la priorité donnée aux opérations de maîtrise d'ouvrage directe conduites dans le domaine des transports (routes, réseau ferré, ports et aéroports), du numérique et de la maîtrise de l'eau. Il convient de préciser que ces opérations génèrent des recettes provenant du FCTVA et des fonds PEI, FEDER ou CPER.

L'axe 3 représente 28 % des crédits plutôt destinés à l'aide aux tiers en matière d'aménagement du territoire, d'environnement et d'énergie.

Les politiques relevant de l'action économique mobilisent 15 % de l'ensemble des crédits.

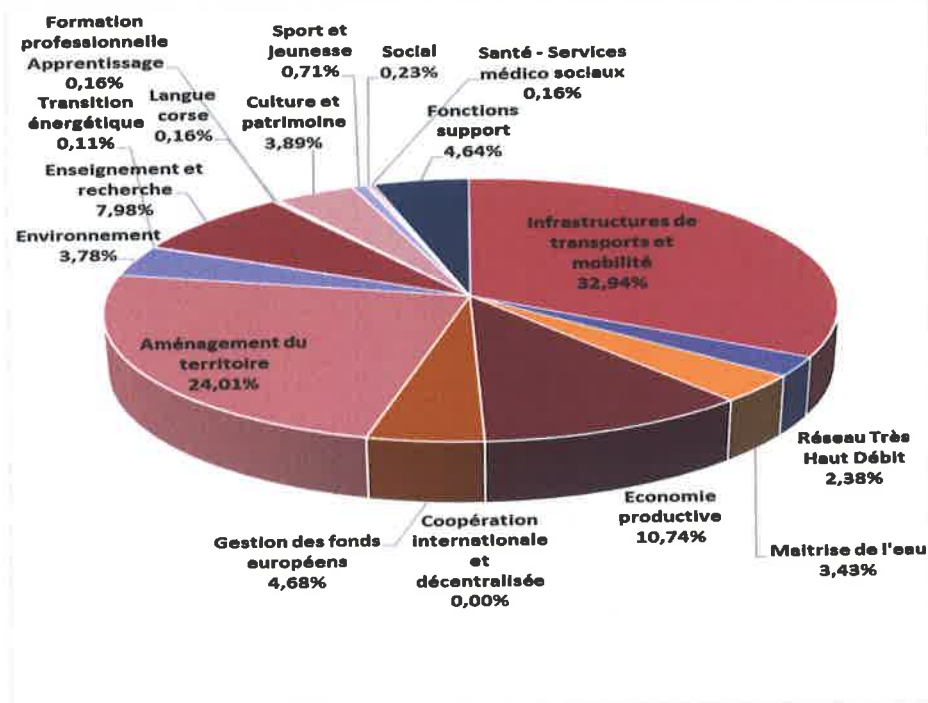
L'enseignement, la formation, la culture, le patrimoine, le sport et la langue corse constituent le quatrième poste de dépenses avec 13% des crédits.

Enfin, les services généraux constituent le plus petit poste de dépenses avec 4,6% des crédits.



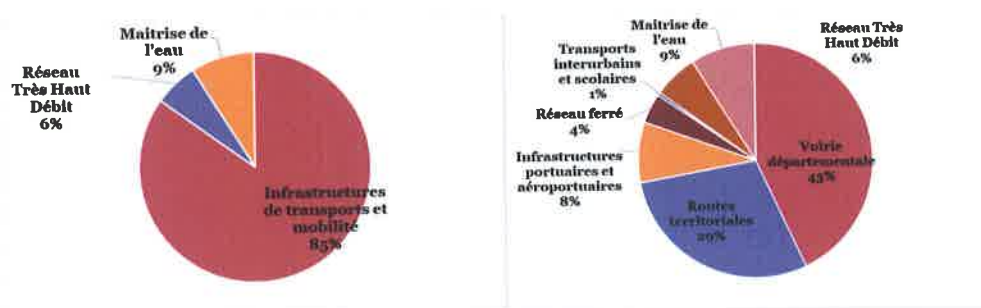
La répartition globale par politique consignée dans le graphe ci-dessous appelle les mêmes remarques : la part importante des crédits réservés à la politique des transports (33%), à l'aménagement du territoire (24%), à l'aide économique (11%), à l'enseignement (8%) ...

Budget Primitif 2018 – Collectivité de Corse

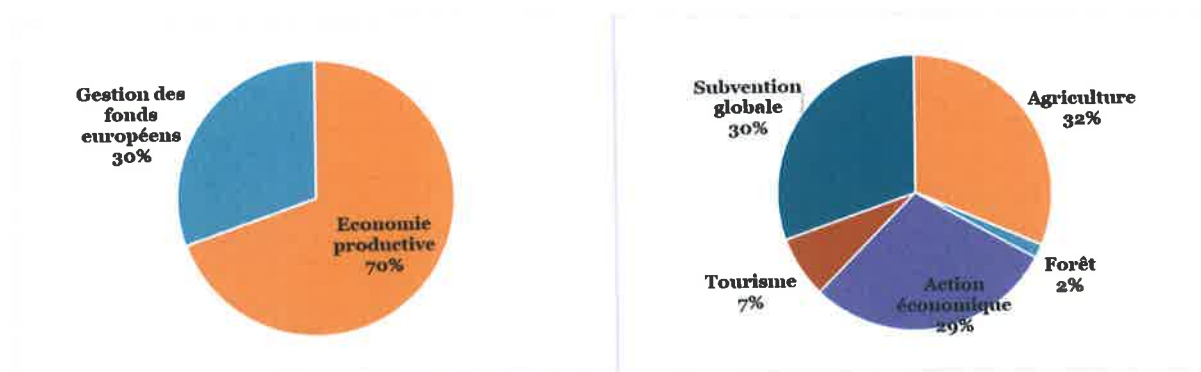


La répartition par axe est la suivante :

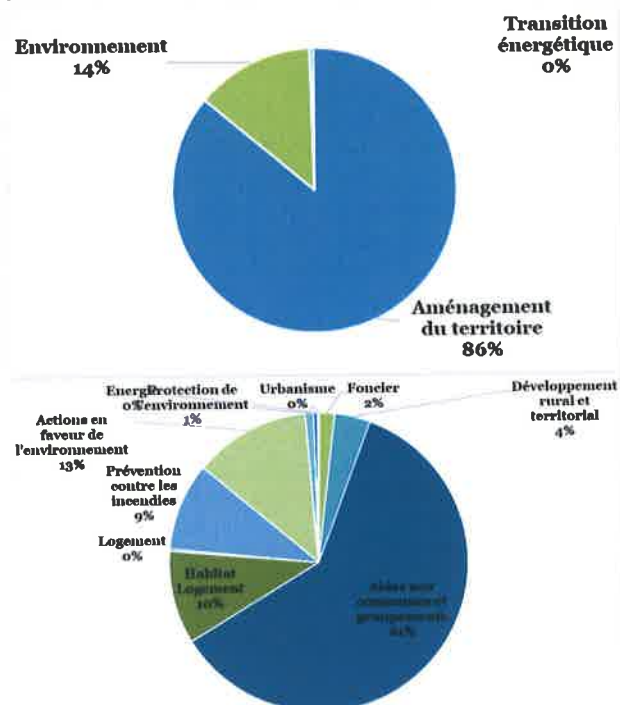
Axe stratégique 1 : Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services



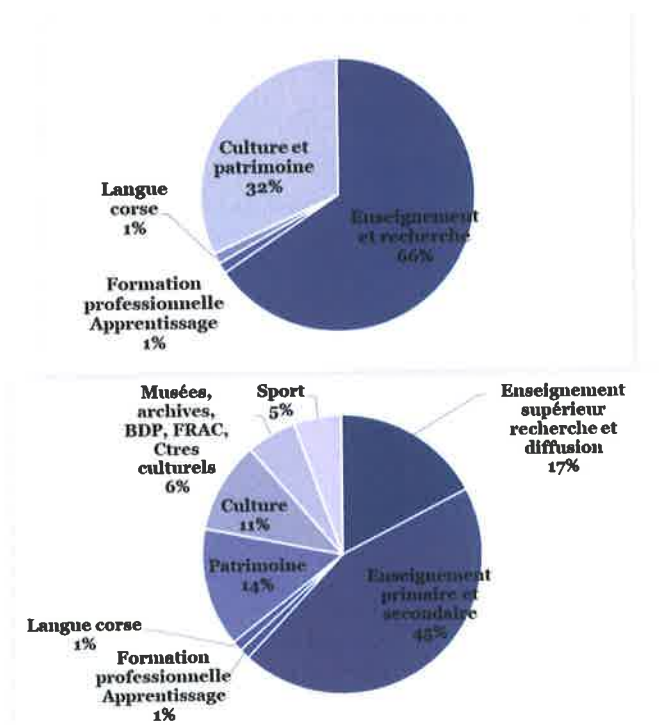
Axe stratégique 2 : Transformer l'appareil productif de l'économie



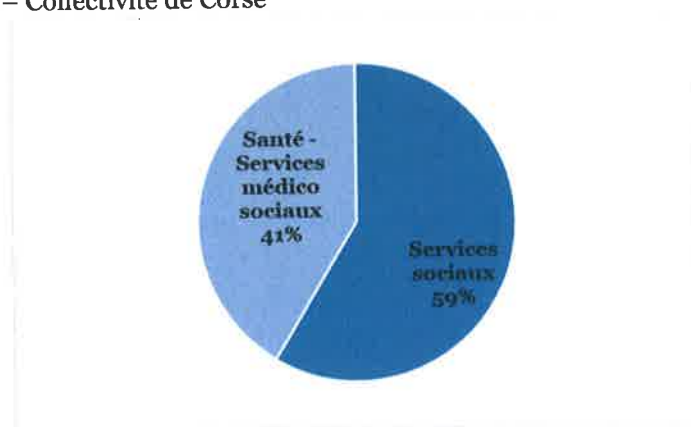
Axe stratégique 3 : Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement



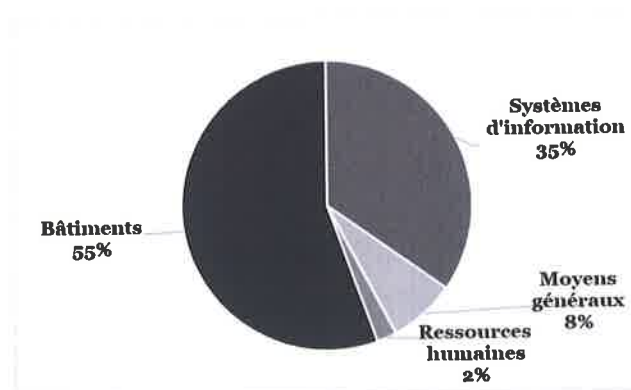
Axe stratégique 4 : Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire



Axe stratégique 5 : Renforcer les solidarités humaines



Axe stratégique 6 : Accroître la performance de l'administration



Budget Primitif 2018 – Collectivité de Corse

politiques	Libellé	AP	CPI	AE	CPF
N111	Continuité territoriale	0,00		186 999 159,00	186 999 159,00
N112	Voirie départementale	26 840 000,00	53 540 000,00	8 883 000,00	7 865 000,00
N113	Riutes teritoriales	32 100 000,00	36 000 000,00	4 650 000,00	4 650 000,00
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	6 950 000,00	10 400 000,00	1 460 000,00	950 000,00
N115	Réseau ferré	45 400 000,00	5 100 000,00	22 850 000,00	22 850 000,00
N116	Transports interurbains et scolaires	1 120 000,00	500 000,00	26 100 000,00	26 100 000,00
N11	Infrastructures de transports et mobilité	112 410 000,00	105 540 000,00	250 942 159,00	249 414 159,00
N121	Réseau Très Haut Débit	1 216 000,00	7 623 000,00	515 000,00	257 000,00
N12	Réseau Très Haut Débit	1 216 000,00	7 623 000,00	515 000,00	257 000,00
N131	Maîtrise de l'eau	14 500 000,00	11 000 000,00	7 825 000,00	7 825 000,00
N13	Maîtrise de l'eau	14 500 000,00	11 000 000,00	7 825 000,00	7 825 000,00
Axe 1	Accroître l'investissement en faveur des équipements structurants et de l'offre de services	128 126 000,00	124 163 000,00	259 282 159,00	257 496 159,00
N211	Agriculture	16 577 000,00	15 500 000,00	11 314 000,00	11 314 000,00
N212	Forêt	1 400 000,00	800 000,00	2 500 000,00	1 750 000,00
N213	Action économique	17 706 000,00	14 500 000,00	5 900 000,00	5 200 000,00
N214	Tourisme	4 100 000,00	3 600 000,00	8 673 000,00	7 953 000,00
N21	Economie productive	39 783 000,00	34 400 000,00	28 387 000,00	26 217 000,00
N221	Coopération décentralisée	0,00		2 025 300,00	1 537 700,00
N222	Coopération internationale	0,00		151 000,00	151 000,00
N22	Coopération internationale et décentralisée	0,00	0,00	2 176 300,00	1 688 700,00
N231	Fonds européens	0,00		500 000,00	100 000,00
N232	Subvention globale	19 000 000,00	15 000 000,00	1 600 000,00	1 000 000,00
N23	Gestion des fonds européens	19 000 000,00	15 000 000,00	2 100 000,00	1 100 000,00
Axe 2	Transformer l'appareil productif de l'économie	58 783 000,00	49 400 000,00	32 663 300,00	29 005 700,00
N311	Urbanisme	0,00	170 000,00	5 152 000,00	5 006 000,00
N312	Foncier	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	0,00
N313	Développement rural et territorial	8 080 000,00	3 444 000,00	2 718 000,00	2 276 000,00
N314	Aides aux communes et groupements	39 885 100,00	54 130 000,00	514 600,00	254 600,00
N315	Habitat Logement	9 226 000,00	9 000 000,00	200 000,00	150 000,00
N316	Logement	207 000,00	207 000,00	840 800,00	840 800,00
N317	Prévention contre les incendies	7 177 500,00	8 453 000,00	45 921 500,00	45 534 820,00
N31	Aménagement du territoire	66 075 600,00	76 904 000,00	55 346 900,00	54 062 220,00
N321	Actions en faveur de l'environnement	9 293 111,00	11 300 651,00	28 480 925,00	33 673 512,00
N322	Protection de l'environnement	442 000,00	805 000,00	937 100,00	800 000,00
N32	Environnement	9 735 111,00	12 105 651,00	29 418 025,00	34 473 512,00
N331	Energie	3 800 000,00	350 000,00	290 000,00	75 000,00
N33	Transition énergétique	3 800 000,00	350 000,00	290 000,00	75 000,00
Axe 3	Dynamiser l'environnement et renforcer les dimensions soutenables et équitables du développement	79 610 711,00	89 359 651,00	85 054 925,00	88 610 732,00
N411	Enseignement supérieur recherche et diffusion	7 175 000,00	7 187 000,00	22 774 000,00	16 436 000,00
N412	Enseignement primaire et secondaire	7 500 000,00	18 390 000,00	9 198 000,00	8 450 000,00
N41	Enseignement et recherche	14 675 000,00	25 577 000,00	31 972 000,00	24 886 000,00
N421	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00	500 000,00	26 496 000,00	24 000 000,00
N42	Formation professionnelle Apprentissage	500 000,00	500 000,00	26 496 000,00	24 000 000,00
N431	Langue corse	1 000 000,00	500 000,00	5 797 000,00	1 900 000,00
N43	Langue corse	1 000 000,00	500 000,00	5 797 000,00	1 900 000,00
N441	Patrimoine	3 330 000,00	5 680 000,00	6 122 000,00	3 478 000,00
N442	Culture	9 405 000,00	4 383 000,00	10 294 000,00	8 348 000,00
N443	Musées, archives, BDP, FRAC, Citres culturels	659 000,00	2 395 000,00	836 000,00	1 393 000,00
N44	Culture et patrimoine	13 394 000,00	12 458 000,00	17 252 000,00	13 219 000,00
N451	Sport	2 540 000,00	2 260 000,00	9 288 000,00	8 001 000,00
N452	Jeunesse	0,00		949 000,00	686 000,00
N45	Sport et jeunesse	2 540 000,00	2 260 000,00	10 237 000,00	8 687 000,00
Axe 4	Elever progressivement le niveau de richesses et de ressources du territoire	32 109 000,00	41 295 000,00	91 754 000,00	72 692 000,00
N511	Services sociaux	148 000,00	738 000,00	986 500,00	1 472 500,00
N512	insertion - Lutte contre la précarité	0,00	0,00	2 602 600,00	47 771 600,00
N513	Personnes âgées	0,00		722 600,00	74 976 950,00
N514	Personnes handicapées				40 300 000,00
N515	Famille - Enfance	0,00		700 000,00	19 406 000,00
N51	Social	148 000,00	738 000,00	5 011 700,00	183 927 050,00
N521	Santé - Services médico sociaux	800 000,00	520 000,00	1 292 000,00	2 538 650,00
N52	Santé - Services médico sociaux	800 000,00	520 000,00	1 292 000,00	2 538 650,00
Axe 5	Renforcer les solidarités humaines	948 000,00	1 258 000,00	6 303 700,00	186 465 700,00
N611	Fonctionnement des instances	0,00		657 600,00	5 499 496,76
N612	communication	0,00		1 900 000,00	3 325 000,00
N613	Finances	1 000 000,00		2 510 000,00	631 272,24
N614	Systèmes d'information	7 046 000,00	5 184 000,00	7 574 000,00	4 999 000,00
N615	Moyens généraux	1 500 000,00	1 115 000,00	17 670 000,00	16 446 359,00
N616	Ressources humaines	0,00	330 000,00	4 822 000,00	191 524 000,00
N617	Batiments	9 591 000,00	8 250 000,00	2 990 000,00	3 120 000,00
N61	Fonctions support	19 137 000,00	14 879 000,00	38 123 600,00	225 545 128,00
Axe 6	Accroître la compétence de l'administration	19 137 000,00	14 879 000,00	38 123 600,00	225 545 128,00
	Total	318 713 711,00	320 354 651,00	513 181 684,00	859 815 419,00

Axe stratégique n°1 :

ACCROITRE L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET DE L'OFFRE DE SERVICES

<i>Dépenses de fonctionnement ventilées</i>	<i>Recettes de fonctionnement ventilées</i>	<i>Dépenses d'investissement ventilées</i>	<i>Recettes d'investissement ventilées</i>
257,496 M€	16,772 M€	124,163 M€	40,057 M€

Les dépenses

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
128 126 000 €	124 163 000 €	259 282 159 €	257 496 159 €
TOTAL AUTORISATION	387 408 159 €	TOTAL CP	381 659 159 €

CREDITS CONTRACTUALISES (ETAT et/ou C.E.E.) :

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			7 150 000 €
CP		1 188 693,02 €	27 619 984,97 €

POLITIQUE	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N11	Infrastructures de transports et mobilité	112 410 000 €	105 540 000 €	250 942 159 €	249 414 159 €
N12	Infrastructures et développement numériques	1 216 000 €	7 623 000 €	515 000 €	257 000 €
N13	Infrastructures hydrauliques	14 500 000 €	11 000 000 €	7 825 000 €	7 825 000 €
	TOTAL AXE STRATEGIQUE N1	128 126 000 €	124 163 000 €	259 282 159 €	257 496 159 €

TOTAL AXE STRATEGIQUE	TOTAL AUTORISATION	387 408 159 €	TOTAL CP	381 659 159€
------------------------------	-------------------------------	----------------------	-----------------	---------------------

POLITIQUE : N11**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS ET MOBILITE**

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
112 410 000 €	105 540 000 €	250 942 159 €	249 414 159 €
TOTAL AUTORISATION	363 352 159 €	TOTAL CP	354 954 159 €

CREDITS CONTRACTUALISES**(ETAT et/ou C.E.E.) :**

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE	€	€	€
CP	€	1 188 693, 02 €	21 619 984,97 €

COMPETENCE	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N111	Continuité territoriale			186 999 159 €	186 999 159 €
N112	Ex voirie départementale	26 840 000 €	53 540 000 €	8 883 000 €	7 865 000 €
N113	Routes territoriales	32 100 000 €	36 000 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
N114	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	6 950 000 €	10 400 000 €	1 460 000 €	950 000 €
N115	Réseau ferré	45 400 000 €	5 100 000 €	22 850 000 €	22 850 000 €
N116	Transports interurbains et scolaires	1 120 000 €	500 000 €	26 100 000 €	26 100 000 €
	TOTAL POLITIQUE N11	112 410 000 €	105 540 000 €	250 942 159€	249 414 159
TOTAL POLITIQUE		TOTAL AUTORISATION	363 352 159 €	TOTAL CP	354 954 159€

**POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N111
PROGRAMME : N1110**

OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
		186 999 159 €	186 999 159 €
TOTAL AUTORISATION	186 999 159 €	TOTAL CP	186 999 159 €

S/ PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1110C	OTC			186 999 159 €	186 999 159 €
	TOTAL PROGRAMME N1110			186 999 159 €	186 999 159 €
TOTAL COMPETENCE		TOTAL AUTORISATION	186 999 159 €	TOTAL CP	186 999 159 €

En application des dispositions de l'article L. 4424-18 du code général des collectivités territoriales, la Collectivité de Corse définit, sur la base du principe de continuité territoriale destiné à atténuer les contraintes de l'insularité, les modalités d'organisation des transports maritimes et aériens entre l'île et toute destination de la France continentale, en particulier en matière de desserte et de tarifs.

A cet effet, l'Etat verse à la Collectivité de Corse un concours individualisé au sein de la Dotation Générale de Décentralisation, intitulé « Dotation de Continuité Territoriale », dont le montant n'évolue plus depuis 2009.

La Dotation de Continuité Territoriale sera intégralement reversée à l'Office des Transports de la Corse (OTC).

Il vous est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme aussi bien en autorisations d'engagement qu'en crédits de paiement 186 999 159 €.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N112

VOIRIE TERRITORIALE (ex-voirie départementale)

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
26 840 000 €	53 540 000 €	8 883 000 €	7 865 000 €
TOTAL AUTORISATION	35 723 000 €	TOTAL CP	61 405 000 €

PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1121	Voirie territoriale (ex	24 800 000 €	52 000 000 €	2 650 000 €	2 350 000 €
N1122	Matériel de voirie	2 040 000 €	1 540 000 €	6 233 000 €	5 515 000 €
	TOTAL COMPETENCE N112	26 840 000 €	53 540 000 €	8 883 000 €	7 865 000 €
TOTAL COMPETENCE		TOTAL AUTORISATION	35 723 000 €	TOTAL CP	61 405 000 €

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 26,84 M€ en autorisations de programme et 53,54 M€ de crédits de paiement,
- 8,883 M€ en autorisations d'engagement et 7,865 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N112
PROGRAMME : N1121

VOIRIE TERRITORIALE (ex-voirie départementale)

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
24 800 000 €	52 000 000 €	2 650 000 €	2 350 000 €
TOTAL AUTORISATION	27 450 000 €€	TOTAL CP	54 350 000 €

S/ PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1121A	Ex voirie 2B	10 000 000 €	26 000 000 €	1 450 000 €	1 150 000 €
N1121B	Ex voirie 2A	14 800 000 €	26 000 000 €	1 200 000 €	1 200 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1121	24 800 000 €	52 000 000 €	2 650 000 €	2 350 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	27 450 000 €	TOTAL CP	54 350 000 €

N1121A :

Dans le « Pumont » la Collectivité de Corse a en charge l'entretien, l'exploitation et la modernisation de 2 000 kms de routes départementales. Entretien et Exploitation sont assurés pour partie en régie (fauchage des accotements, salage et déneigement...) et pour partie par des entreprises privées.

Les études relatives aux opérations de modernisation du réseau sont conduites soit en interne, soit par des bureaux d'études privés. Les travaux sont effectués par des entreprises de travaux publics. Les opérations sont réalisées dans le cadre de 3 grands programmes, le programme ordinaire financé à 100 % par la Collectivité, le programme PEI2 2007-2013 et le programme PEI4 2017-2020, tous deux cofinancés par l'Etat à hauteur de 70 %. Quelques opérations sont également éligibles au FEDER.

En fonctionnement, l'entretien du réseau routier a plusieurs fonctions :

- Pérenniser les ouvrages existants,

- Assurer la sécurité des usagers de la route, mais également des conditions normales de confort pour ces mêmes usagers,
- Assurer à notre Collectivité l'image qu'elle est en droit d'attendre de la part des usagers de la route.

L'entretien de la route comprend notamment :

- Les emplois partiels sur chaussée, que ce soit au moyen de « point à temps » traditionnels ou par l'emploi de matériaux enrobés à chaud ou à froid,
- La réfection complète d'enduits superficiels, notamment sur des chaussées dont le revêtement est très usé,
- Le débroussaillage et le fauchage des accotements, voire même des talus de déblais et remblais,
- L'élagage,
- L'entretien des ouvrages hydrauliques, principalement les aqueducs et les fossés longitudinaux,
- Les dégagements d'éboulements,
- Les petites réparations en matière de maçonnerie,
- Enfin, et ce n'est pas là, une partie mineure de l'entretien, la viabilité hivernale, qui comprend le déneigement les opérations de sablage.

En investissement, 2018 sera la dernière année d'exécution du PEI2, sauf en ce qui concerne 3 des 22 opérations prévues (traversée de l'Ospedale, de Serra di Scopamene et de Sotta) qui sont toutes trois en cours et qui s'achèveront en 2019 ou 2020.

2018 sera aussi l'année des premières réalisations dans le cadre du PEI4 (à signaler que les travaux ont commencés sur la RD 81 entre le col du Listinconu et la Liscia et sur la déviation de Figari).

A moyen terme, il conviendra de s'assurer :

- que 5 opérations du PEI2, opérations dont l'achèvement est prévu au premier semestre 2018, peuvent être réceptionnées et faire l'objet de demandes de versement du solde des subventions,
- que les consultations relatives aux opérations prévues au PEI4 (2^{ème} tronçon de la RD 72, giratoire de la Balisaccia et giratoire du Listinconu sur la RD 81, aménagement ponctuel sur la RD 420) sont lancées conformément au planning qui aura été établi,
- que le dossier de l'opération « déviation de Figari », dossier ne figurant que dans la liste complémentaire de l'annexe II à la convention du 20 décembre 2017, fasse l'objet d'une instruction par les services de l'Etat pouvant conduire à sa prise en compte effective dans le cadre du PEI4.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 14 M€ en autorisations de programme et 26 M€ de crédits de paiement,
- 1,450 M€ en autorisations d'engagement et 1,150 M€ de crédits de paiement.

N1121B :

Dans le Cismonte, la Collectivité de Corse a en charge l'entretien, l'exploitation et la modernisation de près de 2 500 kms de routes.

Notre action en 2018 s'inscrira bien évidemment dans la poursuite de la mise en œuvre des opérations ayant déjà fait l'objet d'un vote, mais également de poursuivre la mise en œuvre de nouveaux programmes incluant notamment les tranches restant à mettre en œuvre des opérations déjà engagées au plan des travaux au titre du PEI

En fonctionnement, l'entretien du réseau routier a plusieurs fonctions :

- Pérenniser les ouvrages existants,

- Assurer la sécurité des usagers de la route, mais également des conditions normales de confort pour ces mêmes usagers,
- Assurer à notre Collectivité l'image qu'elle est en droit d'attendre de la part des usagers de la route.

L'entretien de la route comprend notamment :

- Les emplois partiels sur chaussée, que ce soit au moyen de « point à temps » traditionnels ou par l'emploi de matériaux enrobés à chaud ou à froid,
- La réfection complète d'enduits superficiels, notamment sur des chaussées dont le revêtement est très usé,
- Le débroussaillage et le fauchage des accotements, voire même des talus de déblais et remblais,
- L'élagage,
- L'entretien des ouvrages hydrauliques, principalement les aqueducs et les fossés longitudinaux,
- Les dégagements d'éboulements,
- Les petites réparations en matière de maçonnerie,
- Enfin, et ce n'est pas là, une partie mineure de l'entretien, la viabilité hivernale, qui comprend le déneigement les opérations de sablage.

En investissement, le schéma routier, dont les lignes majeures ont été approuvées au cours de l'année 1999, et qui n'a connu depuis que quelques améliorations marginales, a été, depuis cette date, à la base de la majorité des interventions sur les routes.

Point sur les opérations importantes cofinancées antérieurement et restant à achever, au titre de la deuxième convention d'application du PEI :

- ex RD 71 – Aménagement P.K 18,200 à 42,840 ; opération en voie d'achèvement.
- ex RD 71 – Aménagement P.K. 116,020 à 135,185 ; travaux en cours sur la dernière section.
- ex RD 237 – Aménagement P.K. 15,130 à 23,300 ; marché en cours pour la dernière tranche de travaux, suivra ensuite le revêtement en enrobés.
- ex RD 81 – Aménagement P.K. 123,820 à 140,970 ; travaux en voie d'achèvement.
- ex RD 80 – Déviation Nord de Bastia – Etudes ; levés topographiques effectués ; opération à priori déprogrammée au titre du PEI
- ex RD 506b – Déviation de Fulelli Partie Nord : Travaux démarrés.

Au titre du PEI, il est à noter le dossier visant à aménager l'ex RD 84 P.K. 38,180 à 54,500 et 61,130, susceptible d'être cofinancé dans le courant de l'année 2018.

Il nous appartiendra également en 2018 :

- De lancer les études qui s'avèreraient nécessaires,
- De lancer également les procédures et notamment celles d'acquisitions foncières et celles relatives au Code de l'Environnement et à la Loi sur l'Eau qui s'avèreraient nécessaires,
- De poursuivre les travaux déjà engagés,
- D'engager en travaux les opérations, non lancées à ce jour, et qu'il s'avèrerait utile d'engager,
- De poursuivre le lancement des procédures de marchés concernant les opérations de réparations de dommages d'intempéries non encore engagées au plan des travaux.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 14,8 M€ en autorisations de programme et 26 M€ de crédits de paiement,
- 1,2 M€ en autorisations d'engagement et 1,2 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N112
PROGRAMME : N1122

MATERIEL DE VOIRIE

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
2 040 000 €	1 540 000 €	6 233 000 €	5 515 000 €
TOTAL AUTORISATION	8 273 000 €	TOTAL CP	7 055 000 €

S/ PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1122A	MTL - voirie	1 500 000 €	1 000 000 €	3 733 000 €	3 015 000 €
N1122B	MTL - voirie	540 000 €	540 000 €	2 500 000 €	2 500 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1122	2 040 000 €	1 540 000 €	6 233 000 €	5 515 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	8 273 000 €	TOTAL CP	7 055 000 €

Il vous est proposé d'inscrire dans le cadre du programme N1122A, les crédits destinés :

En fonctionnement, à l'achat de carburants, à la fourniture de petit équipement, aux contrats de prestations de service, aux locations mobilières, à l'entretien du matériel roulant, à l'entretien des matériels et mobiliers et aux taxes et impôts sur les véhicules

La subvention d'équilibre du budget annexe du parc de la voirie est également prévue à hauteur de 1 920 000 €.

En investissement, les crédits permettront l'achat de matériel et outillage (véhicules, tronçonneuses, tracteurs...).

Les crédits inscrits au titre du programme N1122B sont destinés :

En fonctionnement, à l'achat de carburants, de fournitures et d'autre part aux contrats de prestations de service et aux contrats d'entretien ; de plus ces crédits serviront à payer les contrôles techniques les locations de véhicules ainsi que les taxes et impôts divers.

En investissement les crédits prévus sont destinés à l'acquisition de matériels de transport et d'outillage.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 2,04 M€ en autorisations de programme et 1,54 M€ de crédits de paiement,
- 6,233 M€ en autorisations d'engagement et 5,515 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N113

ROUTES TERRITORIALES (ex-CTC)

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
32 100 000 €	36 000 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
TOTAL AUTORISATION	36 750 000 €	TOTAL CP	40 650 000 €

CREDITS CONTRACTUALISES
(ETAT et/ou C.E.E.):

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			
CP			17 271 428 €

PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1131	Voirie territoriale – Matériel	800 000 €	600 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
N1132	Voirie territoriale - Travaux	30 000 000 €	34 000 000 €		
N1133	Voirie territoriale Subventions	1 300 000 €	1 400 000 €		
	TOTAL COMPETENCE N113	32 100 000 €	36 000 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
TOTAL COMPETENCE		TOTAL AUTORISATION	36 750 000 €	TOTAL CP	40 650 000 €

**POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N113
PROGRAMME : N1131**

VOIRIE TERRITORIALE - MATERIEL

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
800 000 €	600 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
TOTAL AUTORISATION	5 450 000 €	TOTAL CP	5 250 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1131C	Voirie territoriale – Matériel	800 000 €	600 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1131	800 000 €	600 000 €	4 650 000 €	4 650 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	5 450 000 €	TOTAL CP	5 250 000 €

En fonctionnement, les crédits de ce programme permettent de prendre en charge les dépenses récurrentes et obligatoires suivantes :

- fournitures de voirie (produit absorbant, sel pour la viabilité hivernale, panneaux, ...),
- prestations d'entretien courant et de maintenance du réseau et de ces équipements,
- prestations de surveillance 24/24 du tunnel de Bastia,
- conventions de mutualisation de services conclues avec les CD2A et CD2B (entretien des VL et engins en 2A et 2B, participation à la viabilité hivernale en 2A et 2B, marquage routier en 2A, réparation des glissières en 2A, prestations de laboratoire en 2A),
- abonnements et divers (électricité, eau, ...).

En investissement, les crédits de ce programme permettent de prendre en charge les dépenses relatives à l'acquisition et/ou au renouvellement des moyens matériels nécessaires

à la mise en œuvre des missions exécutées en régie par les personnels des services routiers : matériels roulants d'une part et matériels techniques d'autre part.

Il s'agit, pour les matériels roulants, de l'ensemble des véhicules (véhicules légers, fourgons, camions, tracteurs-épareuses, balayeuses, engins de déneigement et salage, remorques) et, pour les matériels techniques, de l'ensemble des autres matériels (débroussailleuses à mains, tronçonneuses, broyeurs de végétaux, matériels spécifiques du laboratoire de Biguglia ...).

Ainsi, il vous est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 0,800 M€ en autorisations de programme et 0,600 M€ de crédits de paiement,
- 4,650 M€ en autorisations d'engagement et 4,650 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N113
PROGRAMME : N1132

VOIRIE TERRITORIALE - TRAVAUX

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
30 000 000 €	34 000 000 €		
TOTAL AUTORISATION	30 000 000 €	TOTAL CP	34 000 000 €

CREDITS CONTRACTUALISES
(ETAT et/ou C.E.E.) :

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			
CP			17 271 428 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1132C	Voirie territoriale - Travaux	30 000 000 €	34 000 000 €		
	TOTAL PROGRAMME N1132	30 000 000 €	34 000 000 €		
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	30 000 000 €	TOTAL CP	34 000 000 €

L'ex-réseau territorial comprend 576 km de routes (245 km pour la Corse du Sud et 331 pour la Haute-Corse) ainsi que les ouvrages d'art (tunnels, ponts et murs de soutènement) et dépendances y attenant.

Il nous appartiendra de démarrer ou de poursuivre les opérations suivantes :

- Opérations cofinancées – PEI 2 :
 - Rénovation du tunnel de Bastia
- Opérations cofinancées – PEI 3 :
 - Dénivellation du carrefour de Casatorra
 - Boulevard urbain Sud de Portivechju
 - Dénivellation du carrefour de Furiani
 - Virage de Funtanone di Vignale
 - Traverse de Peri
- Opérations cofinancées – PEI 4
 - Requalification de la Rocade d'Ajaccio
 - Dénivellation du carrefour de Budiccione
- D'autres opérations générales, non cofinancées, d'études, de travaux d'entretien, d'urgence et de sécurité, de renforcement de chaussées, d'accotements et de talus, de signalisations... seront évidemment poursuivies pour contribuer à l'amélioration et à la fiabilité du réseau.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme 30 M€ en autorisations de programme et 34 M€ de crédits de paiement.

**POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N113
PROGRAMME : N1133**

VOIRIE TERRITORIALE - SUBVENTIONS

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
1 300 000 €	1 400 000 €		
TOTAL AUTORISATION	1 300 000 €	TOTAL CP	1 400 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1133C	Voirie territoriale - Subventions	1 300 000 €	1 400 000 €		
	TOTAL PROGRAMME N1133	1 300 000 €	1 400 000 €		
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	1 300 000 €	TOTAL CP	1 400 000 €

Il s'agit, cette année, d'honorer la participation de la collectivité de Corse au financement du Plan de Prévention des Risques Technologiques GDF SUEZ pour la 3^{ème} année consécutive.

Il est également prévu de conclure une convention de financement avec la Commune de Ghisunaccia pour la réalisation de travaux d'optimisation de la gestion des eaux pluviales (sous les emprises de la route territoriale au niveau du Pont du Stolo).

Il est ainsi proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme 1,3 M€ en autorisations de programme et 1,4 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N114

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AEROPORTUAIRES

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
6 950 000 €	10 400 000 €	1 460 000 €	950 000 €
TOTAL AUTORISATION	8 410 000 €	TOTAL CP	11 350 000 €

CREDITS CONTRACTUALISES
(ETAT et/ou C.E.E.):

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			
CP			4 166 000 €

PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1141	Infrastructures Portuaires – Maîtrise d'ouvrage	1 150 000 €	2 905 000 €	746 000 €	746 000 €
N1142	Infrastructures Aéroportuaires – Maîtrise d'ouvrage	2 000 000 €	5 995 000 €	660 000 €	150 000 €
N1143	Ports - Subventions			24 000 €	24 000 €
N1144	Aéroports - Subventions	3 800 000 €	1 500 000 €	30 000 €	30 000 €
	TOTAL COMPETENCE N114	6 950 000 €	10 400 000 €	1 460 000 €	950 000 €
TOTAL COMPETENCE		TOTAL AUTORISATION	8 410 000 €	TOTAL CP	11 350 000 €

**POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N114
PROGRAMME : N1141**

Infrastructures Portuaires – Maîtrise d'ouvrage

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
1 150 000 €	2 905 000 €	746 000 €	746 000 €
TOTAL AUTORISATION	1 896 000 €	TOTAL CP	3 651 000 €

CREDITS CONTRACTUALISES
(ETAT et/ou C.E.E.):

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			-
CP	€	€	4 166 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1141B	Infrastructures Portuaires - Maîtrise d'ouvrage	700 000 €	500 000 €	420 000 €	420 000 €
N1141C	Infrastructures Portuaires - Maîtrise d'ouvrage	450 000 €	2 405 000 €	326 000 €	326 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1141	1 150 000 €	2 905 000 €	746 000 €	746 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	1 896 000 €	TOTAL CP	3 651 000 €

N1141B : Ports de pêche

S'agissant des ports de pêche du Cismonte, doivent être distingués concessions portuaires et travaux portuaires :

➤ Les procédures de concessions portuaires

Deux procédures relatives à la concession des ports de Porticciolo (Commune de Cagnano) et Centuri permettront, avant juin 2018, de désigner les attributaires chargés de la gestion de ces deux sites pour une période de 5 ans, ouvrant ainsi la possibilité d'obtenir des investissements plus importants de ces derniers.

Pour mémoire, les autres ports ont déjà obtenu des concessions sur 5 ans (cf. tableau ci-dessous) ; seul Centuri perdure jusqu'en juin 2018 sur une concession annuelle. Porticciolo n'a, quant à lui, jamais été concédé.

Ports	Commune	Titulaire	Fin DSP
ERBALUNGA	BRANDU	Association des pêcheurs plaisanciers d'Erbalunga	02/07/2021
SANTA SEVERA	LURI	Commune de LURI	15/02/2021
BARCAGHJU	ERSA	Commune d'ERSA	25/03/2021
GIOTTANI	BARRETTALI	Commune de BARRETTALI	15/02/2021
SAN DAMIANU	ALGAJOLA	Commune d'Algajola	15/02/2021
GALERIA	GALERIA	Commune de GALERIA	02/07/2021

➤ Les travaux portuaires

- L'aménagement du parking de Porticciolo, débuté fin 2017 devrait aboutir durant le premier trimestre 2018 et permettre ainsi une expansion de ce site.
- 3 procédures ouvrant le recours à des MOE permettront la gestion des travaux relatifs au :
 - Confortement de la jetée et du musoir du port de Centuri.
 - Confortement de la jetée et du musoir du port d'Erbalunga
 - Confortement des infrastructures du port de Galeria.

L'ensemble des travaux émanant de ces procédures, et plus particulièrement leur coût, sera présenté sur le second semestre 2018.

- Sur le port de Centuri une opération permettra la remise en état du dispositif d'amarrage aujourd'hui largement obsolète. Toujours concernant ce site, il est important de préciser que le dragage du port et la problématique de la destination des éléments extraits sont toujours à l'étude auprès des services de l'Etat. Une enquête publique devrait permettre, durant le premier semestre, une importante avancée du dossier.

- Notre action sera aidée par notre partenariat au sein du programme Européen SEDITERRA relatif à la gestion des sédiments et feuilles de Posidonie extraits. Ce programme nécessitera, pour 2018, les opérations suivantes et de facto les engagements financiers suivants :
 - Extraction et transport de 15 tonnes de sédiments dans le cadre de tests liés à leur réutilisation.
 - Création d'une bibliographie « inventaire des traitements et filières existants pour la gestion des déblais de posidonies présents dans les sédiments avec recueil relatif à la réglementation.
- La falaise surplombant le port de Giottani fera l'objet d'une surveillance par l'installation d'inclinomètres.
- Un désencombrement de la passe du port d'Erbalunga sera planifié afin de permettre une sécurisation des entrées et sorties.
- Le ponton du port de Barcaghju, dont la vétusté nécessite son remplacement.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 0,7 M€ en autorisations de programme et 0,5 M€ de crédits de paiement.
- 0,420 M€ en autorisations d'engagement et 0,420 M€ de crédits de paiement.

N1141C :

Il s'agit notamment d'assurer la gestion des opérations d'infrastructures portuaires sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement. En 2018, les objectifs poursuivis pour les ports conduisent à poursuivre ou à engager les opérations d'investissement suivantes :

- La poursuite des études du plan de développement portuaire de Bastia, et de réparation et confortement des ouvrages maritimes.
- La reconstruction du quai IV du port de Bunifaziu
- L'achèvement de travaux de confortement d'ouvrage des ports de pêche d'Aiacciu et de Bastia.

En fonctionnement, les opérations principales qui seront conduites concernent, outre le fonctionnement courant, les études de création de la réserve naturelle de Corse (portées par l'OEC) dans le cadre du projet de Grand Port Bastia Corse et l'AMO de renouvellement de la concession du port de Prupia.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 0,450 M€ en autorisations de programme et 2,405 M€ de crédits de paiement.
- 0,326 M€ en autorisations d'engagement et 0,326 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N114
PROGRAMME : N1142

Infrastructures Aéroportuaires – MAITRISE D'OUVRAGE

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
2 000 000 €	5 995 000 €	660 000 €	150 000 €
TOTAL AUTORISATION	2 660 000 €	TOTAL CP	6 145 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1142C	Infrastructures Aéroportuaires - Maîtrise d'ouvrage	2 000 000 €	5 995 000 €	660 000 €	150 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1142	2 000 000 €	5 995 000 €	660 000 €	150 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	2 660 000 €	TOTAL CP	6 145 000 €

En 2018, les objectifs poursuivis pour les aéroports conduisent à poursuivre ou à engager les opérations d'investissement suivantes :

- Les travaux de confortement et de mise aux normes de la piste de l'aéroport de Figari
- Les études de confortement et de mise aux normes de la piste de l'aéroport d'Ajaccio
- Les travaux d'extension des parkings aviation générale et d'affaire de l'aéroport de Calvi

En fonctionnement, il est prévu l'engagement de diverses prestations d'AMO juridiques et financières en prévision du renouvellement en 2020 des DSP des 4 aéroports de Corse et du port de Bastia. Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 2 M€ en autorisations de programme et 5,995 M€ de crédits de paiement.
- 0,660 M€ en autorisations d'engagement et 0,150 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N114
PROGRAMME : N1143

PORTS – SUBVENTIONS

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
		24 000 €	24 000 €
TOTAL AUTORISATION	24 000 €	TOTAL CP	24 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1143C	Ports - Subventions			24 000 €	24 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1143			24 000 €	24 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	24 000 €	TOTAL CP	24 000 €

En fonctionnement, il s'agit là de la participation de la collectivité pour le fonctionnement de 3 capitaineries en Corse du Sud.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme 0,024 M€ en autorisations d'engagement et 0,024 M€ de crédits de paiement.

POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N114
PROGRAMME : N1144

AEROPORTS – SUBVENTIONS

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
3 800 000 €	1 500 000 €	30 000 €	30 000 €
TOTAL AUTORISATION	3 830 000 €	TOTAL CP	1 530 000 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1144C	Aéroports - Subventions	3 800 000 €	1 500 000 €	30 000 €	30 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1144	3 800 000 €	1 500 000 €	30 000 €	30 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	3 830 000 €	TOTAL CP	1 530 000 €

Sur les 4 aéroports de Corse, les certificats nationaux de sécurité aéroportuaire ont été convertis en certificats européens de sécurité aéroportuaire au mois de décembre 2017. Dès lors, les exploitants sont désormais soumis au respect des spécifications du règlement européen qui comportent des mesures complémentaires à celles de la réglementation nationale.

Ces certificats européens comprennent chacun un programme de mesures correctives à réaliser pendant leur durée de validité, dont des travaux de renforcement et de mise aux normes des aires de manœuvre (piste, taxiways et parkings avions) qui seront mis en œuvre à partir de 2018.

En 2018, il sera prévu, aux travers de subventions aux exploitants, des travaux d'extension des parkings commerciaux de l'aéroport de Bastia et de mises aux normes des deux aéroports de Bastia et Calvi. En fonctionnement, la collectivité participera au financement de la certification pilote à Calvi.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

Budget Primitif 2018 – Collectivité de Corse

- 3,8 M€ en autorisations de programme et 1,5 M€ de crédits de paiement.
- 0,030 M€ en autorisations d'engagement et 0,030 M€ de crédits de paiement.

**POLITIQUE : N11
COMPETENCE : N115
PROGRAMME : N1151**

RESEAU FERRE

INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
AP	CPI	AE	CPF
45 400 000 €	5 100 000 €	22 850 000 €	22 850 000 €
TOTAL AUTORISATION	68 250 000 €	TOTAL CP	27 950 000 €

CREDITS CONTRACTUALISES
(ETAT et/ou C.E.E.):

	Fonds européens	ETAT	PEI
AP / AE			
CP	€	1 188 693,02 €	182 556,97 €

S/PROG.	INTITULE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
		AP	CP	AE	CP
N1151C	Réseau ferré	45 400 000 €	5 100 000 €	22 850 000 €	22 850 000 €
	TOTAL PROGRAMME N1151	45 400 000 €	5 100 000 €	22 850 000 €	22 850 000 €
TOTAL PROGRAMME		TOTAL AUTORISATION	68 250 000 €	TOTAL CP	27 950 000 €

Objectifs poursuivis pour les transports ferroviaires : poursuivre ou engager notamment les opérations d'investissement suivantes :

- Les travaux de confortement de parois rocheuses
- La modernisation de la gare de Furiani dans la continuité des 5 gares Bastiaises modernisées en 2017
- La poursuite de la mission de maîtrise d'œuvre de la CCVU
- Les études et réparations sur les grands ouvrages d'art métalliques
- Les protocoles transactionnels relatifs à l'acquisition des matériels AMG et du dépôt de Bastia

Objectifs poursuivis pour la politique d'intermodalité :

- Les études du Schéma Régional de l'Intermodalité
- Les études du Plan des transports routiers interurbains de la Corse
- Les études de mise en œuvre d'une politique de tarification intermodale des transports terrestres
- La mise en œuvre d'un système de billettique interopérable sur les transports scolaires, puis interurbains et ferroviaires
- La participation financière à l'enquête mobilité des personnes en haute saison touristique

En fonctionnement, il s'agit de poursuivre la gestion administrative et financière du contrat de délégation de service public (DSP) avec la SAEML des Chemins de fer de Corse.

Ainsi, il est proposé d'inscrire dans le cadre de ce programme :

- 45,4 M€ en autorisations de programme et 5,1 M€ de crédits de paiement.
- 22,850 M€ en autorisations d'engagement et 22,850 M€ de crédits de paiement.